

Chambre des Représentants

SESSION 1958-1959.

27 MARS 1959.

COMMISSION PARLEMENTAIRE

chargée de faire une enquête sur les événements
qui se sont produits à Léopoldville en janvier 1959.

RAPPORT A LA CHAMBRE (1).

SOMMAIRE.

	Pages
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les causes proches et lointaines des événements de Léopoldville</i>	7
A. — Les causes sociales :	
1. Les relations humaines	8
2. L'immigration irrégulière, la surpopulation et l'habitat	12
3. Le chômage	13
4. La jeunesse découverte	15
5. Les salaires	15
6. Les contrats et les conditions de travail	17
7. L'influence des syndicats	18
B. — Les causes politiques :	
1. La carence de l'autorité. L'inertie et la faiblesse de l'Administration	23
2. La politique à l'égard des mouvements nationalistes	25
3. Les lenteurs de l'évolution politique. L'indépendance	26

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Dequae.

Membres : MM. Brasseur, Demuyter, De Saeger, Housiaux (secrétaire), Lahaye, Major, Scheyven, Spinoy.

Voir :

100 (1958-1959) :

- N° 1 : Proposition d'enquête parlementaire.
- N° 2 : Rapport sur cette proposition.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1958-1959.

27 MAART 1959.

PARLEMENTAIRE COMMISSIE

die ermede belast is een onderzoek in te stellen
over de gebeurtenissen die in januari 1959 te
Leopoldstad hebben plaats gehad.

VERSLAG AAN DE KAMER (1).

INHOUD.

	Bladz
INLEIDING	3
EERSTE HOOFDSTUK. — <i>De onmiddellijke en verre oorzaken van de gebeurtenissen te Leopoldstad</i>	7
A. — De sociale motieven :	
1. De menselijke betrekkingen	8
2. De onregelmatige immigratie, de overbevolking en de huisvesting	12
3. De werkloosheid	13
4. De jeugdige leeglopers	15
5. De lonen	15
6. De arbeidsovereenkomsten en -voorwaarden	17
7. De invloed van de vakverenigingen	18
B. — De politieke motieven :	
1. Het verzuim van de overheid. De besluiteloosheid en de zwakheid van het Bestuur	23
2. Het beleid ten opzichte van de nationalistische bewegingen	25
3. Het te trage verloop van de politieke ontwikkeling. De onafhankelijkheid	26

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Dequae.

Leden : de heren Brasseur, Demuyter, De Saeger, Housiaux (secretaris), Lahaye, Major, Scheyven, Spinoy.

Zie :

100 (1958-1959) :

- N° 1 : Voorstel tot parlementair onderzoek.
- N° 2 : Verslag over dit voorstel.

	Pages.		Bladz.
4. L'influence de l'étranger	28	4. De invloed van het buitenland	28
5. Les causes politico-religieuses	29	5. Oorzaken van politiek-godsdienstige aard	29
6. La presse et la carence de l'information	31	6. De pers en het gebrek aan voorlichting	31
7. L'introduction au Congo de nos partis politiques	32	7. De invoering in Congo van onze politieke partijen	32
8. L'organisation de la police	32	8. De inrichting van de politie	32
9. Les détériorations budgétaires — la fuite des capitaux — la récession	33	9. De achteruitgang van de budgettaire toestand — de kapitaalvlucht — de recessie	33
10. Conclusions générales	34	10. Algemene besluiten	34
CHAPITRE II. — Evénements des 4 et 5 janvier 1959 jusqu'au déclenchement de l'opération militaire	38	HOOFDSTUK II. — Gebeurtenissen op 4 en 5 januari, tot het begin van de militaire interventie	38
CHAPITRE III. — L'opération militaire	49	HOOFDSTUK III. — De militaire operatie	49
CHAPITRE IV. — Mesures préconisées pour éviter la répétition des événements du 4 janvier	60	HOOFDSTUK IV. — Voorgestelde maatregelen om de herhaling van de gebeurtenissen van 4 januari te voorkomen	60
Considérations générales	60	Algemene beschouwingen	60
I. — Moyens psychologiques	61	I. — Psychologische middelen	61
1. Amélioration des relations humaines	61	1. Betere menselijke betrekkingen	61
2. Amélioration de l'information de la population et développement des contacts mutuels	63	2. Betere voorlichting van de bevolking en verruiming van de onderlinge kontakten	63
3. Moyens susceptibles d'éliminer la tension	63	3. Middelen om de spanning weg te werken	63
4. Moyens psychologiques susceptibles de favoriser le maintien de l'ordre	66	4. Psychologische middelen die de handhaving van de orde in de hand moeten werken	66
II. — Moyens politiques	66	II. — Politieke middelen	66
1. Modifier le régime électoral des villes	67	1. Het electoraal stelsel van de steden wijzigen	67
2. Étendre et accroître les pouvoirs des bourgmestres, de même que leurs responsabilités	67	2. Meer bevoegdheden verlenen aan de burgemeesters, maar ook meer verantwoordelijkheid	67
3. Accélérer l'évolution politique	68	3. De politieke evolutie versnellen	68
4. Renforcer et réformer l'Exécutif par l'africanisation des cadres	69	4. De Uitvoerende Macht versterken en hervormen door africanisatie van de kaders	69
5. Résoudre le problème de la nationalité	70	5. Het nationaliteitsprobleem oplossen	70
III. — Remèdes économiques	70	III. — Economische middelen	70
1. Lutter contre la récession par une politique dynamique	70	1. De recessie bestrijden en een dynamische economische politiek volgen	70
2. Rétablir la confiance et promouvoir les investissements	71	2. Het vertrouwen herstellen en de investeringen bevorderen	71
3. Donner la priorité d'achat au Congo Belge	72	3. Prioriteit verlenen van aankoop in Belgisch-Congo	72
4. Transférer au Congo Belge les organes de direction des sociétés et des parastataux	72	4. De directieorganen van de vennootschappen en parastatalen naar Belgisch-Congo overbrengen	72
5. Faire un effort particulier pour Léopoldville et environs	73	5. Bijzondere inspanning voor Leopoldstad en omgeving	73
6. Evolution démographique de Léopoldville	73	6. Bevolkingsontwikkeling van Leopoldstad	73
IV. — Remèdes sociaux	74	IV. — Sociale middelen	74
1. Accepter le dialogue social et créer des organes sociaux nécessaires à cet effet	74	1. Het sociaal gesprek aanvaarden en de daartoe nodige sociale organen scheppen	74
2. Le niveau des salaires	75	2. Het loonniveau	75
3. Les allocations de chômage	77	3. De werkloosheidsvergoeding	77
V. — Le problème de la jeunesse à Léopoldville	77	V. — Het jeugdprobleem te Leopoldstad	77
1. Développement de l'enseignement	78	1. Uitbreiding van het onderwijs	78
2. Expansion des mouvements de jeunesse	79	2. Ontplooiing van de jeugdbewegingen	79
3. Organisation de camps de jeunesse et de villages de jeunes	80	3. Organiseren van jeugdkampen en jeugdnederzettingen	80
Conclusions	80	Besluiten	80
ANNEXE 1. — Note de M. Demuyter	81	BIJLAGE 1. — Nata van de heer Demuyter	81
ANNEXE 2. — Texte du décret organisant les pouvoirs de la Commission d'enquête parlementaire	82	BIJLAGE 2. — Tekst van het decreet waarbij de bevoegdheden van de Parlementaire Onderzoekscommissie worden ingericht	82
ANNEXE 3. — Liste des témoins entendus par la Commission	84	BIJLAGE 3. — Lijst van de door de Commissie gehoorde getuigen	84
ANNEXE 4. — Relevé dans les hôpitaux de Léopoldville des décédés et des blessés des émeutes du 5 janvier 1959	88	BIJLAGE 4. — Staat, in de ziekenhuizen in Leopoldstad, van de personen die bij het oproer op 5 januari 1959 om het leven kwamen of gewond werden	88
ANNEXE 5. — Réquisition de la Force Publique par le Service Territorial	92	BIJLAGE 5. — Opvordering van de Weermacht door de Territoriale Dienst	92
ANNEXE 6. — Note relative aux enquêtes sur le chômage indigène	94	BIJLAGE 6. — Nota betreffende de enquêtes over de werkloosheid der inlanders	94
ANNEXE 7. — Carte de Léopoldville		BIJLAGE 7. — Kaart van Leopoldstad	

INTRODUCTION.

MESDAMES, MESSIEURS.

Les événements tragiques qui se sont déroulés à Léopoldville le 4 janvier 1959 et les jours suivants ont eu une répercussion profonde dans l'opinion publique qui s'est interrogée, non sans amertume, sur le sens de ces manifestations, d'autant plus qu'elle était convaincue que la Belgique avait toujours rempli son rôle de tutrice légale du Congo avec un dévouement et une compétence auxquels de nombreux étrangers se plaisent à rendre hommage.

L'envoi d'une Commission parlementaire d'enquête au Congo devait très naturellement apparaître comme un des moyens politiques donnant le plus de garanties pour faire la lumière sur ces événements.

C'est pourquoi, la Chambre à l'unanimité adopta le 8 janvier 1959, une proposition déposée par MM. Housiaux et consorts constituant la Commission qui a l'honneur de vous faire rapport sur la mission dont elle a été investie.

Rappelons qu'en vertu de l'article premier de la résolution, cette mission est triple : enquêter sur les événements, en rechercher les causes et proposer des remèdes.

Dès le 13 janvier, la Commission était constituée; réunie l'après-midi, après la séance publique de la Chambre, elle prenait des mesures pratiques d'organisation et décidait de partir le soir même pour Léopoldville.

Entretemps, un décret lui permettant de remplir sa mission au Congo était soumis à la signature royale. Le texte de ce décret est annexé au présent rapport (annexe 2).

Il faut rappeler en effet que la loi de 1880 sur les enquêtes parlementaires n'est pas applicable au Congo; une base légale devait dès lors être fournie à la Commission pour lui permettre d'accomplir sa mission, sans aucune restriction.

Dès son arrivée à Léopoldville, le mercredi 14 janvier en fin d'après-midi, la Commission prenait contact avec le Gouverneur général pour entendre un premier exposé succinct des faits. Le lendemain matin, elle arrêtait sa procédure et un programme pratique de travail.

Elle décidait notamment d'entendre tout d'abord, les plus hautes autorités administratives et judiciaires qui avaient été mêlées aux événements, le Gouverneur de la Province, le Procureur Général et le Premier Bourgmestre de Léopoldville. Ceux-ci furent entendus l'après-midi même. Leur audition allait permettre d'avoir une vue d'ensemble sur les événements et leurs causes, et, aussi, d'arrêter une première liste de personnes dont les témoignages devaient être utiles à l'enquête.

Pour l'établissement des listes de témoins la Commission s'est attachée, à recueillir les dépositions du plus grand nombre possible de personnes appartenant à tous les milieux, africains et européens : colons, fonctionnaires, ecclésiastiques, bourgmestres, journalistes, magistrats, syndicalistes, leaders politiques, chefs de groupes ethniques, détenus, militaires, commerçants, etc.

Votre Commission s'est réunie tous les jours entre le 15 et le 26 janvier, tenant 19 séances d'une durée moyenne de 4 heures.

INLEIDING.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN.

De tragische gebeurtenissen die zich op 4 januari 1959 en de daaropvolgende dagen te Leopoldstad hebben afgespeeld hebben diepe weerklank gevonden bij de openbare opinie die zich, niet zonder bitterheid, heeft afgevraagd wat zij te betekenen hebben, te meer omdat zij ervan overtuigd is dat België zijn wettelijke voorgedijtaak in Congo steeds heeft vervuld met een toewijding en een bevoegdheid waaraan talrijke vreemdelingen niet nalaten hulde te brengen.

Het zenden van een Parlementaire Onderzoekscommissie naar Congo bleek een van de meest geschikte politieke middelen te zijn om deze gebeurtenissen in het reine te trekken.

Daarom keurde de Kamer op 8 januari 1959 met algemene stemmen een voorstel van de heer Housiaux c.s. goed, tot instelling van de Commissie die de eer heeft U verslag uit te brengen over haar opdracht.

Wij herinneren eraan dat deze opdracht, krachtens het eerste artikel van de resolutie, drievoudig was : een onderzoek omtrent de gebeurtenissen instellen, de oorzaken ervan opsporen en hulpmiddelen voorstellen.

Reeds op 13 januari was de Commissie samengesteld; zij kwam 's namiddags, na de openbare vergadering van de Kamer, bijeen, nam praktische organisatiemaatregelen en besloot nog dezelfde avond naar Leopoldstad te reizen.

Intussen was een decreet, waarbij zij werd gemachtigd haar opdracht in Congo te vervullen, ter ondertekening aan de Koning voorgelegd. De tekst van dit decreet is bij het verslag gevoegd (bijlage 2).

Men bedenke immers dat de wet van 1880 op het parlementair onderzoek niet geldt voor Congo; derhalve moest aan de Commissie een wettelijke basis worden verstrekt om haar in staat te stellen haar opdracht, zonder enige beperking, te vervullen.

Zodra zij op woensdag 14 januari in de late namiddag te Leopoldstad was aangekomen, trad de Commissie in contact met de Gouverneur-Generaal om een eerste kort relaas van de feiten te horen. De volgende morgen stelde zij haar werkprocedure en een praktisch werkprogramma vast.

Zij besloot o.m. in de eerste plaats de hoogste administratieve en gerechtelijke overheden te horen die bij de gebeurtenissen waren betrokken, namelijk de Provinciegouverneur, de Procureur-Generaal en de Eerste-Burgemeester van Leopoldstad. Deze werden dezelfde namiddag gehoord. Zo kreeg de Commissie een algemeen overzicht van de gebeurtenissen en kon zij bovendien een eerste lijst opmaken van personen wier getuigenissen dienstig konden zijn bij het onderzoek.

Bij het opmaken van de getuigenissen heeft de Commissie ernaar gestreefd de verklaringen te noteren van personen uit alle kringen, zowel Afrikaanse als Europese : kolonisten, ambtenaren, geestelijken, burgemeesters, journalisten, magistraten, vakbondleiders, politieke leiders, hoofden van volksgroepen, gedetineerden, militairen, handelaars, enz.

Uw Commissie vergaderde iedere dag van 15 tot 26 januari en hield 19 vergaderingen met een gemiddelde duur van 4 uur.

Elle a procédé à 74 auditions de témoins ou de groupes de témoins, comportant 100 personnes. La liste de ces témoins figure en annexe au présent rapport (annexe 3).

Votre Commission a recueilli ou demandé de nombreux documents et notes dont l'usage a été aussi précieux pour l'établissement du rapport que les dépositions elles-mêmes.

Consciente de l'importance de sa mission, votre Commission n'a pas voulu laisser à un seul rapporteur le poids d'une tâche très lourde. C'est pourquoi, elle a estimé qu'il fallait diviser le rapport en quatre parties et confier chacune d'elles à un rapporteur différent.

La première partie a trait aux causes profondes et rapprochées des événements; elle a été confiée à M. Lahaye. La seconde est relative aux événements eux-mêmes; elle a été confiée à M. Brasseur. La troisième a trait au rétablissement de l'ordre; M. Spinoy en a été chargé. Enfin, le Président de votre Commission a reçu pour mission de traiter la quatrième partie qui a trait aux remèdes.

Votre Commission se plaît à souligner combien sa tâche a été facilitée par la bonne volonté de tous les témoins qui ont été appelés à déposer sous serment devant elle; les convocations ont été faites sans aucune formalité préjudiciable à la bonne marche et à la rapidité de l'enquête.

Votre Commission a consacré une longue matinée à la visite de la Cité indigène et spécialement des bâtiments endommagés au cours des événements. La partie du rapport consacré à cette visite donne le détail de ce que la Commission a pu constater.

Les services du Gouvernement Général ont facilité la tâche en prenant toutes les dispositions d'ordre pratique qui se sont révélées nécessaires, avec un dévouement et un zèle auxquels votre Commission tient à rendre hommage.

Cependant, une difficulté sérieuse a surgi à un moment donné; il paraît opportun de s'y arrêter un instant. Malgré la discrétion observée par les membres de la Commission et la presse de Léopoldville, l'opinion publique a eu connaissance du différend survenu entre le Procureur Général et la Commission parlementaire.

Le différend a surgi à la suite du refus de principe du Procureur Général de communiquer les dossiers de l'instruction, avant que celle-ci ne soit terminée. Cette position admise par la Commission d'enquête parlementaire de la Chambre, ayant été chargée en 1935 de rechercher les responsabilités de la dévaluation du franc, est-elle valable au Congo ?

Votre Commission, après en avoir délibéré, a estimé nécessaire de poser au Président de la Chambre lui-même les questions suivantes :

1° L'article 40 de la Constitution, la résolution votée par la Chambre, et enfin, le décret du 13 janvier 1959, autorisent-ils la Commission à prendre connaissance du dossier de l'instruction judiciaire actuellement en cours et non terminée, soit en requérant le témoignage du magistrat instructeur, soit par communication des pièces et des dépositions.

2° Dans la négative, et compte tenu du régime spécial du Congo, une modification du décret le permettrait-elle ?

**

Zij nam 74 verhoren van getuigen of groepen van getuigen af, waarbij in totaal 100 personen waren betrokken. De lijst van deze getuigen is als bijlage bij dit verslag gevoegd (bijlage 3).

Uw Commissie heeft tal van documenten en nota's verzameld of gevraagd, die voor het opmaken van het verslag even kostbaar waren als de afgelegde verklaringen zelf.

Zich bewust van het belang van haar opdracht, heeft de Commissie niet gewild dat één enkel verslaggever het gewicht van een zeer zware taak zou dragen. Daarom heeft zij het nodig geacht het verslag in vier delen te splitsen en voor ieder deel een ander verslaggever aan te wijzen.

Het eerste deel handelt over de diepgaande en recente oorzaken van de gebeurtenissen; de heer Lahaye werd daarmee belast. Het tweede deel heeft betrekking op de gebeurtenissen zelf; het werd toevertrouwd aan de heer Brasseur. Het derde deel slaat op het herstel van de orde; het viel ten deel aan de heer Spinoy. Ten slotte kreeg de Voorzitter van uw Commissie opdracht het vierde deel op zich te nemen, waarin de middelen worden onderzocht om de toestand te verhelpen.

Uw Commissie stelt er prijs op te verklaren dat haar taak ten eerste werd vergemakkelijkt door de bereidwilligheid van de personen die onder ede voor haar hebben getuigd en die werden opgeroepen zonder dat enige formaliteit het verloop en de snelheid van het onderzoek heeft gehinderd.

Uw Commissie besteedde een lange voormiddag aan het bezoek van de inlandse wijk en in het bijzonder van de tijdens de onlusten beschadigde gebouwen. Het gedeelte van het verslag, waarin over dat bezoek wordt gehandeld, is een omstandig relaas van de bevindingen der Commissie.

De diensten van het Gouvernement-Generaal hebben de taak vergemakkelijkt door het treffen van alle praktische maatregelen die nodig bleken, en zij hebben daarbij een toewijding en een ijver aan de dag gelegd waaraan uw Commissie niet kan nalaten hulde te brengen.

Op een bepaald moment is er nochtans een ernstige moeilijkheid gerezen; het lijkt ons nuttig daar even bij stil te blijven staan. In weerwil van de discretie van de Commissieleden en van de pers in Leopoldstad heeft de publieke opinie vernomen dat er tussen de Procureur-generaal en de Parlementaire Commissie een meningsverschil was ontstaan.

Het meningsverschil was ontstaan ten gevolge van de principiële weigering van de Procureur-Generaal om de dossiers mede te delen voordat het onderzoek beëindigd was. Geldt dit standpunt, aangenomen door de Parlementaire Onderzoekscmissie van de Kamer die in 1935 werd belast met het opsporen van de verantwoordelijkheden bij de ontwaarding van de frank, ten aanzien van Congo ?

Na hierover van gedachten te hebben gewisseld, oordeelde uw Commissie het nodig aan de Kamervoorzitter zelf de volgende vragen te stellen :

1° Mag de Commissie, op grond van artikel 40 van de Grondwet, van de door de Kamer aangenomen resolutie en, ten slotte, van het decreet van 13 januari 1959, kennis nemen van het dossier van het thans aan de gang zijnde en nog niet beëindigde gerechtelijk onderzoek, hetzij door het getuigenis te vorderen van de onderzoekende magistraat, hetzij door mededeling van de stukken en verklaringen ?

2° Zou dat, in geval van ontkenning en met inachtneming van de bijzondere regelen voor Congo, wel mogelijk zijn dank zij een wijziging van het decreet ?

**

La réponse du Président, parvenue 24 heures après la transmission de la question, était conçue comme suit :

1° L'article 40 de la Constitution ne fait qu'énoncer un droit, mais il n'organise pas l'exercice de ce droit.

2° En 1936, le Ministre de la Justice a estimé que le dossier ne pouvait être transmis qu'après la clôture de l'instruction. Cet avis admis par la Commission d'enquête n'était pas motivé expressément, mais on peut en conclure qu'aussi longtemps que l'instruction n'est pas close, le dossier appartient au pouvoir judiciaire. Dès la transmission au Procureur du Roi, il est en mains d'un magistrat debout qui dépend du Ministre de la Justice.

Au Congo, dans l'hypothèse où n'existeraient pas, soit la séparation des pouvoirs, soit l'autonomie du Parquet résultant de son caractère institutionnel, il dépendrait du Ministre du Congo de donner, sous sa responsabilité politique, des instructions au Procureur Général pour accorder ou refuser la communication du dossier. Il y a cependant lieu d'attirer l'attention sur l'article 19 de la Charte coloniale qui stipule que : « L'autorité administrative ne peut empêcher, arrêter ou suspendre l'action des cours et tribunaux ».

La communication du dossier de l'instruction, alors que celle-ci n'est pas clôturée, aurait pour résultat d'apporter une entrave à l'instruction en cours. Ce fait pourrait être interprété comme un acte par lequel la Commission se substituerait aux autorités judiciaires. Or, la Chambre a été unanime pour estimer que la Commission ne pourrait d'aucune manière se substituer au pouvoir judiciaire.

3° La Commission procède à une enquête parallèle à celle des autorités judiciaires. Elle peut entendre comme témoins le magistrat instructeur, les personnes inculpées, les mêmes témoins que ceux qu'a interrogés le Parquet. Elle peut demander au Parquet un récit des événements et poser des questions précises auxquelles le Parquet serait prié de répondre verbalement ou par écrit.

De cet avis autorisé, la Commission pouvait conclure que le Ministre du Congo belge était habilité à ordonner la communication des dossiers judiciaires sous sa responsabilité politique.

Toutefois, on peut se demander si la communication du dossier n'aurait pas eu pour conséquence :

1° de donner à la Commission plus de pouvoirs que la loi de 1880 sur les enquêtes parlementaires n'en accorde à une commission d'enquête parlementaire fonctionnant en Belgique. Or, lors du débat du 8 janvier 1959 à la Chambre, le Ministre du Congo belge avait déclaré que la Commission recevrait les pouvoirs prévus par la loi de 1880 et il n'était pas question d'aller au-delà de cet engagement.

2° de permettre en quelque sorte à la Commission de se substituer aux autorités judiciaires, ou d'apporter une entrave à leur mission, ce que la Chambre avait expressément voulu empêcher.

3° la faculté d'entendre le magistrat instructeur élargissait cependant d'une manière importante le champ des investigations.

Quoi qu'il en soit, la communication des dossiers n'a plus posé de problème par la suite, car M. le Procureur Général a fourni à la Commission les notes et les documents qui lui ont été demandés.

Het antwoord van de Voorzitter, dat 24 uren na het toezenden van de vraag terugkwam, luidde als volgt :

1° Artikel 40 van de Grondwet maakt alleen melding van een recht, doch regelt de uitoefening van dit recht niet.

2° In 1936 was de Minister van Justitie van oordeel dat een dossier pas mag worden overgezonden na sluiting van het onderzoek. Dit advies, waarbij de onderzoekscommissie zich aansloot, was niet uitdrukkelijk gemotiveerd, maar men kon er uit afleiden dat, zolang het onderzoek niet is beëindigd, het dossier aan de rechterlijke macht toebehoort. Zodra het aan de Procureur des Konings wordt overgezonden, komt het in handen van een parketmagistraat die van het Ministerie van Justitie afhangt.

In de onderstelling dat in Congo geen scheiding der machten mocht bestaan of dat het Parket er niet de autonomie mocht bezitten die zijn institutioneel karakter vereist, zou het aan de Minister van Congo staan om, op eigen politieke verantwoording, aan de Procureur-Generaal instructies te geven nopens het al dan niet weigeren van de mededeling van het dossier. Nochtans dient de aandacht te worden gevestigd op artikel 19 van het Koloniaal Handvest, dat luidt : « De bestuursoverheid mag de werking der hoven en rechtbanken niet beletten, verhinderen of schorsen ».

Mededeling van het dossier van het onderzoek, wanneer dit laatste nog niet is gesloten, zou het aan de gang zijnde onderzoek belemmeren. Dit zou wellicht worden verklaard als zijnde een daad waardoor de Commissie in de plaats van de gerechtelijke instanties treedt. En de Kamer was juist eenstemmig van oordeel dat de Commissie op generlei wijze in de plaats van de rechterlijke macht mocht treden.

3° De Commissie stelt een onderzoek in, dat evenwijdig loopt met dat van de gerechtelijke instanties. Zij mag de onderzoekende magistraat, de verdachten en de personen die door het Parket zijn ondervraagd als getuigen horen. Zij mag het Parket vragen het relaas te geven van de gebeurtenissen, en preciese vragen stellen waarop het Parket wordt verzocht schriftelijk of mondeling te antwoorden.

Uit dit advies van bevoegde zijde kon de Commissie afleiden dat de Minister van Belgisch-Congo ertoe gemachtigd is, op eigen politieke verantwoordelijkheid, de mededeling van de gerechtelijke dossiers te gelasten.

Evenwel mag de vraag worden gesteld of de mededeling van het dossier niet tot gevolg zou hebben :

1° dat de Commissie over meer bevoegdheden zou beschikken dan de wet van 1880 op het parlementair onderzoek er verleent aan de parlementaire onderzoekscommissies die in België hun werk verrichten. Nu had de Minister van Belgisch-Congo, tijdens het debat van 8 januari 1959, in de Kamer juist verklaard dat de Commissie over de bevoegdheden zou beschikken die door de wet van 1880 worden verleend, en er kon dan ook geen sprake van zijn verder te gaan dan deze verbintenis.

2° dat de Commissie tot op zekere hoogte in de plaats zou treden van de gerechtelijke instanties of hen in hun taak zou hinderen, wat de Kamer uitdrukkelijk heeft willen voorkomen.

3° dat het recht de onderzoeksmagistraat te horen evenwel op belangrijke wijze het opsporingsveld uitbreidde.

Hoe ook, het overmaken van de dossiers heeft daarna geen moeilijkheden meer opgeleverd, aangezien de Procureur-Generaal aan de Commissies de gevraagde nota's en documenten heeft bezorgd.

Il reste, enfin, une dernière et brève observation à formuler.

Lors de la mise au point du texte définitif de ce rapport, votre Commission a pris connaissance des déclarations faites par le Ministre du Congo belge à Léopoldville, et notamment des mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation née des derniers événements. Un certain nombre de ces remèdes figure dans le présent rapport, et ceci indique que les vues du Ministre rejoignent celles de votre Commission qui ne peut que s'en réjouir.

Sur d'autres points, les solutions présentées, seront sans doute différentes et il appartiendra à la Chambre de donner son avis de manière complète et précise à l'occasion du débat qui sera consacré à l'examen de ce rapport.

Ten slotte nog een korte opmerking.

Bij het opmaken van de definitieve tekst van dit verslag kreeg uw Commissie kennis van de verklaring die door de Minister van Belgisch-Congo te Leopoldstad werd afgelegd, en met name van de maatregelen die hij van plan is te nemen om de toestand die uit de jongste gebeurtenissen is ontstaan te verhelpen. Sommige van die maatregelen zijn reeds in dit verslag vermeld, waaruit blijkt dat het inzicht van de Minister strookt met dat van de Commissie. Deze stelt dit zeer op prijs.

Ten opzichte van andere punten worden wellicht andere oplossingen voorgesteld. Het staat aan de Kamer, haar advies op volledige en duidelijke wijze te kennen te geven tijdens het debat dat aan de bespreking van dit verslag zal worden gewijd.

CHAPITRE PREMIER.

Les causes proches et lointaines des événements de Léopoldville.

(PRÉSENTÉ PAR M. LAHAYE.)

L'enquête approfondie à laquelle votre Commission s'est livrée lui permet de définir d'une manière précise les raisons qui ont fait qu'un incident local, somme toute assez bénin, ait dégénéré en une émeute qui obligea les autorités à prendre des mesures pour le rétablissement de l'ordre, mesures ayant coûté des vies humaines.

Ces excès d'une foule déchaînée, ces sévices graves contre une partie de la population, ces destructions de biens publics essentiels à la vie de la population, ces pillages, ces incendies, ne se seraient pas produits si le terrain n'avait été propice, si un climat favorable aux débordements des instincts les plus sauvages n'avait existé. L'état d'esprit qui régnait avait été préparé, progressivement, par un ensemble de faits, par un faisceau de griefs qui provoquèrent l'explosion du 4 janvier.

Faits et griefs sont d'ordres divers. Il n'est pas aisé de les classer selon une échelle d'importance, à cause de l'interdépendance des éléments. Le chômage, par exemple, constitue un motif de mécontentement direct et profond pour celui qui est sans travail depuis des mois ainsi que pour la partie de la population qui en subit les conséquences à cause de l'entraide clanique. Le slogan de l'indépendance, le retard mis à l'octroi des droits politiques, l'absence de mesures propres à donner du travail sont d'autres causes. Il apparaît cependant utile d'en faire la classification pour faciliter l'examen ultérieur.

Parmi les causes profondes de ces événements, citons :

A. — *Les causes sociales* : les relations humaines, l'immigration irrégulière, la surpopulation et l'habitat, le chômage, la jeunesse désœuvrée, les salaires, les contrats et les conditions de travail, l'influence des syndicats.

B. — *Les causes politiques* : la carence de l'autorité, l'inertie et la faiblesse de l'administration, la politique à l'égard des mouvements nationalistes, les lenteurs de l'évolution politique (l'indépendance), l'influence de l'étranger, les causes politico-religieuses, la presse et la carence de l'information, l'influence des partis politiques, l'organisation de la police, la détérioration budgétaire, la fuite des capitaux et la récession.

EERSTE HOOFDSTUK.

De onmiddellijke en verre oorzaken van de gebeurtenissen te Leopoldstad.

(VOORGESTELD DOOR DE HEER LAHAYE.)

Het grondig onderzoek dat door de Commissie werd ingesteld, heeft deze in staat gesteld nauwkeurig te bepalen om welke redenen een plaatselijk en, alles wel beschouwd, vrij licht incident is uitgegroeid tot een opstand, die de autoriteiten ertoe heeft geroepen, tot herstel van de orde, maatregelen te nemen die aan een aantal mensen het leven hebben gekost.

De uitpattingen van een opgehitste menigte, de grove baldadigheden tegen een deel van de bevolking, de vernieling van publieke eigendommen die voor de bevolking een levensbelang zijn, de plunderingen en brandstichtingen: dit alles zou zich niet hebben voorgedaan indien hiervoor geen vruchtbaar terrein aanwezig was geweest, indien de heersende sfeer deze uitbarsting van de wildste passies niet in de hand had gewerkt. De geesten waren hierop geleidelijk voorbereid door een reeks feiten, door een aaneenschakeling van grieven, die ten slotte hebben geleid tot de uitbarsting van 4 januari.

Deze feiten en grieven zijn van uiteenlopende aard. Het is niet gemakkelijk ze naar hun belangrijkheid te rangschikken, wegens de onderlinge samenhang der diverse factoren. Zo is de werkloosheid een directe aanleiding tot diepe ontevredenheid voor hen die sedert maanden zonder werk zijn en ook voor dat deel van de bevolking dat, ingevolge het heersende stelsel van onderlinge steun, er mede de gevolgen van draagt. De roep om onafhankelijkheid, het dralen met de toekenning van de politieke rechten, het ontbreken van gepaste maatregelen tot het scheppen van werkgelegenheid zijn zoveel andere oorzaken. Toch bleek het nodig deze enigermate te rangschikken, ten einde het verder onderzoek te vergemakkelijken.

Hierna enige van de grootste oorzaken van de gebeurtenissen :

A. — *Sociale motieven* : de menselijke verhoudingen, de onregelmatige immigratie, de overbevolking en de woningtoestanden, de werkloosheid, de leegloperij van de jeugd, de lonen, de arbeidsovereenkomsten en de arbeidsvoorwaarden, de invloed van de vakverenigingen.

B. — *Politieke motieven* : het in gebreke blijven van de overheid, de inertie en de zwakheid van het Bestuur, het gevoerde beleid ten aanzien van de nationalistische bewegingen, de traagheid in de politieke evolutie (onafhankelijkheid), de buitenlandse invloeden, de politiek-religieuze drijfveren, de pers en het ontbreken van informatie, de invloed van de politieke partijen, de organisatie van de politie, de verslechtering van de budgetaire toestand, de kapitaalvlucht en de recessie.

A. — Les causes sociales.

1. LES RELATIONS HUMAINES.

Parmi les causes des événements, il en est peu sur lesquelles la plupart des témoins entendus aient autant insisté que sur celle des relations entre les Noirs et les Blancs. A une exception près, ils ont tous — avec une insistance marquée du côté des Congolais — incriminé le caractère peu cordial de ces relations. Votre Commission s'est rendu compte que c'étaient plus spécialement les « petits Blancs » qui étaient souvent pris à partie.

Il est clair que, dans un pays où deux races cohabitent, il faut beaucoup de souplesse et de compréhension si l'on veut éviter des heurts.

Lorsqu'il s'agit de la race blanche, qui a occupé le territoire, qui l'a pacifié, qui l'a fait évoluer et qui continue à y exercer l'autorité et à en assumer l'administration, cette race apparaît entourée d'un prestige considérable qu'il faut continuer à mériter.

Lorsque l'autre race est la race noire, sortant de millénaires de civilisation primitive, et que l'on fait évoluer à grands pas en formant notamment des élites qui grandissent très vite, lorsque l'on parle d'égalité, de non-discrimination, il faut agir avec infiniment de psychologie et de bon sens.

Trois phases peuvent être définies dans l'évolution des relations humaines.

La première fut la période qui a suivi l'occupation et la pacification. Le Blanc était admis sans discussion, il était paternel, il écoutait les doléances et tranchait les palabres. Les administrateurs connaissaient leur territoire; il n'y avait d'autre élite que les chefs coutumiers. Les Blancs donnaient des ordres et l'on obéissait.

La seconde phase fut caractérisée par une diminution progressive du souci des Blancs pour les Noirs, qui ont davantage été considérés comme des travailleurs sans individualité propre et que l'on a souvent éduqués et instruits pour augmenter la qualité de leur travail, en en faisant des ouvriers spécialisés et des clercs. A cette époque il n'y a pas eu dans les grands centres de relations suffisantes avec les Blancs, hors celles imposées par le travail; ce problème ne préoccupe pas encore les Congolais qui admettent sans difficultés les privilèges dont jouissent les Blancs. Mais en s'élevant professionnellement, les Noirs ont acquis également les qualités intellectuelles qui leur ont fait voir les choses autrement.

Et la troisième phase a débuté il y a quelques années, depuis que furent réaffirmés les droits de l'homme, que des colonies acquirent leur indépendance. Les Ministres et Gouverneurs-généraux insistèrent alors sur la nécessité de meilleures relations humaines, de la politique de non-ségrégation, d'égalité des races, et qu'ils traduisirent ces idées dans des textes en donnant des instructions dans ce sens aux fonctionnaires.

Cette période que nous vivons actuellement est difficile : d'une part, les Blancs sont traditionnellement attachés à une organisation où la couleur de la peau a un grand rôle et, d'autre part, les Noirs évolués désirent voir sauter sans attente toutes les barrières.

A. — De sociale motieven.

1. DE MENSELIJKE BETREKKINGEN.

Onder de oorzaken van de gebeurtenissen zijn er weinige, waarop door de getuigen in het algemeen zo zeer de nadruk is gelêgd als op het vraagstuk van de betrekkingen tussen Zwart en Blanke. Op één na hebben zij allen — en de Congolezen wel bijzonder nadrukkelijk — het gebrek aan hartelijkheid op dit gebied aan de kaak gesteld. De Commissie kwam tot de bevinding dat in dit opzicht vooral aan de « kleine Blanken » de schuld wordt gegeven.

Het spreekt vanzelf dat er, in een land waar twee rassen samen leven, veel soepelheid en begrip nodig is, wil men botsingen vermijden.

Wanneer het blanke ras, zoals hier, het grondgebied is komen bezetten, er vrede heeft gesticht, het land tot ontwikkeling heeft gebracht, er verder het gezag blijft uitoefenen en het land blijft besturen, dan geniet dit ras een prestige dat het zich steeds waardig moet tonen.

Het andere is het zwarte ras, dat eeuwenlang een primitieve beschaving heeft gekend, dat men opeens met reuzenschreden doet evolueren door een elite te vormen die snel aangroeit. Wanneer men het dan heeft over gelijkheid, non-discriminatie, zijn er oneindig veel psychologisch doorzicht en gezond verstand vereist.

In de evolutie van de menselijke verhoudingen kan men drie stadia onderscheiden.

Eerst en vooral is er de periode die volgde op de bezetting en de pacificatie. De aanwezigheid van de Blanke werd zonder discussie aanvaard; hij nam een beschermende houding aan, luisterde naar de grieven en had bij palavers het laatste woord. De beheerders kenden hun gewest. Er was geen andere elite dan de gewoonrechtelijke stamhoofden. De Blanken gaven bevelen en werden gehoorzaamd.

De tweede fase werd gekenmerkt door een geleidelijke verflauwing van de bezorgdheid van de Blanken voor de Zwart. Deze laatsten worden hoe langer hoe meer beschouwd als arbeiders zonder eigen persoonlijkheid die men heeft opgevoed en onderricht, doch vaak om de kwaliteit van hun arbeid te verhogen; men maakte er geschoolde arbeiders en klerken van. Toentertijd hadden in de grote centra de Congolezen met de Blanken geen andere betrekkingen dan die, welke in verband met hun werk noodzakelijk waren. De Congolezen maakten zich hierover trouwens geen zorgen, en legden zich zonder tegensputteren neer bij de voorrechten die de Blanken genoten. Maar naarmate zij in vakkundig opzicht vaardiger werden, steeg ook hun intellectueel niveau en zagen zij de dingen in een ander licht.

En de derde fase begon enkele jaren geleden, toen de rechten van de mens opnieuw plechtig werden geproclameerd, toen kolonies onafhankelijk werden. De Ministers en de Gouverneurs-generaal begonnen toen te wijzen op de noodzaak van betere menselijke betrekkingen, van een politiek van non-discriminatie, van rassengelijkheid, toen dit alles in teksten werd vastgesteld en aan de ambtenaren instructies in die zin werden gegeven.

Deze periode, die wij thans doormaken, is moeilijk : enerzijds zijn de Blanken traditioneel gehecht aan een organisatie waarbij de huidskleur een belangrijke rol speelt, en anderzijds de geëvolueerde Zwart, die iedere scheidingslijn onmiddellijk willen wegvagen.

Dans le domaine des relations, les évolués se montrent souvent d'une susceptibilité que l'on peut, dans une certaine mesure, qualifier d'excessive. Il aurait notamment fallu leur faire comprendre qu'en Europe, aussi, tous les habitants ne se fréquentent pas, qu'il y a des classes sociales et que si, au Congo, les Blancs restent entre eux, le même phénomène se passe chez les Noirs.

L'audition des témoins africains a été, à ce point de vue, très instructive pour votre Commission.

Il est apparu, en effet, que l'aspect anti-blanc des émeutes de Léopoldville est dû, en partie, aux rancunes accumulées par une suite de vexations peu importantes, sans doute, mais dont la répétition a agi comme le levain dans la pâte.

Tous les membres de l'Administration semblent n'avoir pas mesuré à sa juste valeur ce côté sentimental, mais combien important, dans le problème de la présence belge au Congo.

Un des premiers témoins entendus, un haut magistrat, n'a-t-il pas déclaré en citant une personnalité africaine : « Oui, nous avons confiance dans le Gouverneur général, nous avons confiance en vous et dans le Gouvernement belge, mais il y a trop de heurts, aux autres échelons de l'Administration, entre les représentants de celle-ci et la population ».

Et ce haut magistrat ajoute : « Il y a, d'autre part, le problème de la formation de notre cadre administratif qui manque parfois du tact et du rayonnement qui inspirent la confiance ».

Un bourgmestre africain, parlant de la cause profonde des événements, déclare : « C'est un enchaînement d'événements antérieurs : problème des salaires, des relations humaines. *Beaucoup de Congolais sont aigris parce qu'ils subissent des humiliations.* Problème politique aussi. Celui-ci, d'abord moins important que les deux autres aux yeux de la masse, s'est davantage imposé à elle ces derniers temps. Tout cela a fait que la journée du 4 janvier a été une occasion; on a pensé : voilà le moment venu de nous venger ».

A une question d'un commissaire, au sujet de la raison des violences commises, le même bourgmestre répond : « Les relations humaines, l'attitude à notre égard ».

Un leader africain répond également à une question sur la raison de l'incendie des foyers sociaux : « Je pense que c'est là le résultat de la haine contre l'Européen ».

Par contre, un bourgmestre — Européen celui-là — déclare : « Des indigènes vous diront que les Blancs ne font rien pour favoriser les relations culturelles. C'est inexact. Depuis sept ou huit ans, une organisation culturelle existe qui ménage des relations d'amitié entre Européens et Congolais. Cent cinquante personnalités européennes et congolaises s'y retrouvent. Les femmes congolaises sont invitées chez les femmes blanches qui leur apprennent à coudre, à dresser une table, etc. Cette association a demandé au Conseil de ville un subside bien modeste de 20 000 francs. Le quorum des deux tiers des voix n'ayant pas été atteint, cette demande fut rejetée. Or, ce sont des Noirs, dont deux bourgmestres, qui votèrent contre ». Et il ajoute : « ... Je vous dirai même qu'il y a deux mois, j'avais proposé à M. Kasavubu d'organiser des réunions où Blancs et Noirs amèneraient leur femme et où l'on bavarderait amicalement. A quoi sert-il, m'a-t-il dit, de monter ensemble sur une échelle qui n'a pas d'échelons ? »

Op het gebied van de betrekkingen geven de geëvolueerden vaak blijk van een gevoeligheid die aan kittelrigheid grenst. Men had hen o.m. moeten doen inzien dat, ook in Europa, niet alle mensen met elkaar omgaan, dat er ook daar sociale standen zijn en dat het verwijt, dat de Blanken in Congo een besloten gezelschap vormen, ook voor de Zwarten geldt.

De verklaringen van de Afrikaanse getuigen waren in dit opzicht voor de Commissie uiterst leerzaam.

Hieruit is inderdaad gebleken dat de anti-blanke sfeer in het oproer te Leopoldstad ten dele te wijten is aan de wrok, opgehoopt ten gevolge van plagerijen, die op zichzelf weliswaar weinig belangrijk zijn, doch waarvan de voortdurende herhaling heeft gewerkt als de gist in het deeg.

Alle leden van het Bestuur hebben dit sentimentele aspect, dat nochtans van het grootste gewicht is in het vraagstuk van de Belgische aanwezigheid in Afrika, blijkbaar niet naar juiste waarde geschat.

Een van de eerst-opgeroepen getuigen, een hooggeplaatst magistraat, zegde immers, hierbij verwijzend naar een uittaling van een Afrikaanse persoonlijkheid : « Ja, wij hebben vertrouwen in de Gouverneur-generaal, wij hebben vertrouwen in U en in de Belgische Regering. Maar op andere trappen van het Bestuur zijn er te veel wrijvingen tussen de vertegenwoordigers van het Bestuur en de bevolking ».

En deze hoge magistraat voegt eraan toe : « Verder is er het vraagstuk van de opleiding van ons administratief kader, waar het vaak ontbreekt aan de tact en de bezieling die vertrouwen wekken ».

Sprekend over de diepe oorzaak van de gebeurtenissen, verklaart een Afrikaans burgemeester : « Het is een aanenschakeling van vroegere gebeurtenissen : het loonprobleem en de menselijke betrekkingen. *Vele Congolezen zijn verbitterd omdat zij vernederd worden.* Er bestaat ook een politiek probleem. Het was eerst minder belangrijk dan de andere twee in de ogen van de massa, doch is de laatste tijd op het voorplan getreden. Door dit alles is de dag van 4 januari een gelegenheid geworden; men heeft gedacht dat het ogenblik gekomen was om wraak te nemen ».

Op een vraag van een commissielid over de oorzaak van de gepleegde gewelddaden antwoordt genoemde burgemeester : « De menselijke betrekkingen, de houding tegenover ons ».

Een Afrikaans leider antwoordt eveneens op een vraag over de reden van de brandstichting in de sociale tehuizen : « Mijns inziens is dit het gevolg van de haat tegen de Europeanen ».

Een Europees burgemeester daarentegen verklaart : « Sommige inlanders zullen U vertellen dat de Blanken niets doen om de culturele betrekkingen te bevorderen. Dit is onwaar. Er bestaat sedert zeven of acht jaar een culturele organisatie, die vriendschapsbetrekkingen tussen Europeanen en Congolezen onderhoudt. De Congolese vrouwen worden uitgenodigd door blanke vrouwen, die hen leren naaien, de tafel dekken, enz. Deze vereniging heeft de Stadsraad om een zeer geringe toelage van 20 000 frank verzocht. Daar het quorum van twee derde der stemmen niet werd bereikt, werd dit verzoek afgewezen. En het zijn precies Zwarten, waaronder twee burgemeesters, die tegen stemden ». Er is zelfs meer : « ... Twee maanden geleden heb ik aan de heer Kasavubu voorgesteld bijeenkomsten van Blanken en Zwarten met hun echtgenoten te organiseren, om gezellig met elkaar te praten. Waartoe dient het, antwoordde hij, dat wij samen op een ladder zonder sporten klimmen ? »

Ne peut-on en conclure que certains leaders, mais pas l'ensemble des Congolais, ne tiennent pas à l'amélioration des relations entre Noirs et Blancs, afin que cela serve mieux leurs desseins ?

Cependant le même témoin européen reconnaît qu'en fait il existe des discriminations de la part de certains commerçants : les Noirs qui sont obligés de céder leur place aux Blancs ou qui sont servis à des guichets spéciaux; il s'agit d'une coutume assez lente à faire disparaître.

Un représentant d'une association de colons professe une opinion plus optimiste allant jusqu'à affirmer que « les Blancs traitent humainement les indigènes, ne faisant plus guère de différence entre eux et leurs compatriotes, si ce n'est la vieille habitude du tutoiement ».

Cette opinion a paru à votre Commission comme étant assez peu conforme à la réalité.

Un haut prélat a estimé, pour sa part, que les relations humaines sont en progrès mais qu'elles laissent encore à désirer dans quelques cas, ce qui contribue à la xénophobie, principalement dans le Bas-Congo.

Cependant le témoignage d'un abbé congolais semble exprimer un point de vue assez proche de la réalité : « Le mépris du « petit Blanc » pour le Noir, ce Blanc qui écrase l'homme noir par son complexe de supériorité, cette rancune accumulée jusqu'au paroxysme, qu'une simple étincelle suffit à faire exploser ». Mais à côté de cette catégorie, le témoin admet qu'« il y a des Européens qui aiment profondément le Noir ».

Ce témoignage est à rapprocher de celui d'un haut fonctionnaire, qui déclare : « Alors que, d'année en année, l'Européen n'a cessé de se rapprocher de l'autochtone, l'inverse ne s'est pas réalisé à la même allure, et les causes principales semblent être la maladresse de certains Blancs, la négrophobie de l'un ou l'autre Européen et la différence sensible des rémunérations ».

Un autre témoin européen cite, avec infiniment de pertinence, parmi les causes de détérioration des relations entre Noirs et Blancs, la connaissance imparfaite — ou nulle, pouvons-nous ajouter — des langues indigènes.

Du côté des Africains votre Commission a encore entendu de nombreux témoignages au sujet des relations humaines, tel celui de cet abbé noir : « La principale raison des émeutes est la haine qui découle des relations humaines ». Ce n'est plus le cas ces derniers jours, mais il n'y a guère, on traitait facilement le Noir de macaque, de sale nègre, on refusait de le servir dans certains magasins aussi longtemps qu'il y avait un Européen. Cela froissait le Noir et c'est pourquoi, pour la majorité, l'indépendance signifiait que l'autochtone aurait de l'argent et ne serait plus traité de macaque par le Blanc.

Un journaliste congolais « souhaite que l'Européen prouve par des actes qu'il renonce à toute discrimination raciale. Certains Noirs ont atteint un standing égal à celui des Blancs; or, aux guichets des postes ou des magasins ils subissent encore toujours l'humiliation d'être servis après les Européens. Ce sont là de ces froissements graves pour l'amour-propre des autochtones et qui n'ont d'ailleurs aucune justification légale ». Et cependant il reste convaincu « que c'est surtout par l'amélioration des relations humaines que l'on fera taire les mécontentements ».

Des syndicalistes noirs nous ont déclaré : « Certains Blancs ne veulent pas reconnaître la personnalité du Noir. Le Noir est considéré comme un animal qui n'a pas le droit au respect de sa personne. Ces Blancs sont aussi adversaires de l'avancement des Noirs, dont ils ne veulent

Mag hieruit niet worden afgeleid dat sommige leiders — en niet al de Congolezen — er geen prijs op stellen dat de betrekkingen tussen Zwarten en Blanken worden verbeterd, omdat dit beter in hun kraam past ?

Voornoemde Europese getuige geeft echter toe dat er in feite discriminaties bestaan. Vanwege sommige handelaars : de Zwarten moeten hun plaats afstaan aan Blanken of moeten aanschuiven vóór speciale loketten; dit is een gewoonte die niet snel kan worden uitgeroeid.

Een vertegenwoordiger van een vereniging van kolonisten is optimistischer en beweert zelfs dat « de Blanken de inlanders op menslievende wijze behandelen en geen onderscheid maken tussen hen en hun eigen landgenoten, tenzij de oude gewoonte van het tutoyeren ».

Uw Commissie heeft de indruk dat deze mening weinig strookt met de werkelijkheid.

Van zijn kant gaf een hoog prelaat als zijn mening te kennen, dat de menselijke betrekkingen verbeterd zijn, doch in enkele gevallen nog veel te wensen overlaten. Daardoor ontstaat xenofobie, vooral in Beneden-Congo.

De getuigenis van een Congolees geestelijke schijnt een standpunt weer te geven hetwelk de werkelijkheid dicht benadert : « Het misprijzen van de « kleine Blanke » voor de Zwarte, die Blanke die de kleurling onder zijn superioriteitscomplex verplettert, die tot het ondraaglijke toe opgehoopte wrok die bij het geringste vonkje tot uitbarsting komt ». De getuige geeft echter toe dat er, naast die categorie « Europeanen zijn die veel van de Zwarten houden ».

Deze getuigenis kan worden vergeleken met die van een hoog ambtenaar, die verklaart : « Terwijl de Europeanen van jaar tot jaar meer toenadering tot de inlanders hebben gezocht, is het omgekeerde niet in hetzelfde tempo gebeurd; de voornaamste oorzaken van de gebeurtenissen schijnen te liggen in de onbehendigheid van sommige Blanken, de negrofobie van sommige Europeanen en het aanmerkelijke loonverschil ».

Een andere Europese getuige citeert zeer terecht, onder de oorzaken van verslechting der betrekkingen tussen Zwarten en Blanken, de onvoldoende — en zelfs onbestaande — kennis van de inlandse talen.

Vanwege de Afrikanen hoorde uw Commissie nog tal van getuigenissen over de menselijke betrekkingen, zoals deze van een zwart geestelijke : « De voornaamste reden is de haat die voortvloeit uit de menselijke betrekkingen ». Hoewel dit de jongste tijd niet meer is gebeurd, schold men de Zwarten onlangs nog uit voor « macaqué » of « vuile neger » en weigerde men in sommige winkels ze te bedienen zolang er een Europeaan aanwezig was. Dit was ergerlijk voor de Zwarten, en daarom betekende onafhankelijkheid voor de meeste inlanders dat zij geld zouden hebben en door de Blanken niet meer voor « macaque » zouden worden uitgescholden.

Een Congolees journalist « wenst dat de Europeanen met daden bewijzen dat zij van alle apartheid afzien. Sommige Zwarten hebben dezelfde standing als de Blanken bereikt en moeten toch nog aan de loketten van de postkantoren of in de winkels de vernedering ondergaan dat zij na de Europeanen worden bediend. Dat zijn dingen die kwetsend zijn voor de eigenliefde van de inlanders en die trouwens wettelijk niet het minst verantwoord zijn ». Toch blijft hij ervan overtuigd dat « de ontevredenheid vooral door een verbetering van de menselijke betrekkingen tot bedaren kan worden gebracht ».

Zwarte syndicalisten verklaarden ons : « Sommige Blanken willen de persoonlijkheid van de Zwarten niet erkennen. De Zwarten worden beschouwd als dieren, die geen recht hebben op eerbiediging des persoons. Die Blanken zijn ook gekant tegen de ontwikkeling van de Zwarten, wier ver-

pas reconnaître les mérites. Ils trouvent que les Noirs ne sont pas intelligents ».

D'autres ont cité parmi les causes des événements :

« La détérioration des relations humaines, suite au complexe de supériorité affiché par certains Blancs;

» Certains comportements, certaines attitudes, certaines paroles vexatoires de la vie courante;

» L'égoïsme manifesté jusqu'ici à la formation et à la préparation de l'élite congolaise pour jouer son rôle politique et social. »

Un autre journaliste noir incrimine aussi les relations humaines : « L'esprit de méfiance s'est implanté dans la masse noire, elle estime qu'on ne la respecte pas suffisamment, qu'on ne la traite pas humainement. Elle ne se nourrit pas elle-même de haine raciale, mais elle a eu une réaction contre le racisme européen qui l'humilie ».

Un bourgmestre africain, après d'autres, a déclaré : « Moi-même, les Blancs me traitent de cela ou de cela. La répétition de ces faits montre que nous ne sommes pas aimés. Il faut considérer le Noir comme un homme et non pas, comme une bête ».

Votre Commission pourrait citer à l'infini des extraits de ces témoignages concordants sur le problème des relations humaines.

Trente témoins sur quelque nonante entendus ayant mis en cause les relations humaines, il nous est possible de tirer les conclusions ci-après :

1. Bon nombre de membres de la population européenne ont fait un effort pour établir des relations humaines normales avec les autochtones, cependant qu'une partie de cette population fut indifférente. Mais d'autres semblent avoir envenimé les rapports par leur attitude, leurs propos et leurs actes. C'est là un phénomène qui se retrouve dans d'autres pays africains.

Les raisons humaines du comportement du « petit Blanc » s'expliquent : 1° par le fait qu'il est menacé dans sa situation, par la montée des évolués dans les emplois subalternes; 2° par un complexe de supériorité allié à un manque de psychologie; 3° parce qu'il est en contact beaucoup plus fréquent avec les autochtones dans les aspects matériels de l'existence.

2. Les évolués faisant figure de leaders ou de propagandistes politiques, ne sont pas toujours disposés à accepter une amélioration des relations humaines, pour ne pas perdre un argument de propagande contre le Blanc. Ils ont grossi certains griefs. D'ailleurs le refus d'un subsidie à une association culturelle de rapprochement entre Noirs et Blancs par le Conseil de ville, à cause de l'attitude de leurs bourgmestres africains, est un exemple pertinent.

3. Le fait de tutoyer les évolués les convainc de ce que l'on persiste à leur manquer toujours de considération; de même les écarts de langage à leur égard sont considérés comme des injures graves.

4. Etre servi dans les magasins après un Européen, céder sa place à ce dernier dans les bureaux publics, n'être pas invité à s'asseoir, sont d'autres motifs de rancune, d'autant plus forts que l'évolué s'élève dans la hiérarchie du travail et que les autorités l'invitent à vivre comme les Blancs.

diensten zij niet willen inzien. Zij vinden dat de Zwarten niet verstandig zijn ».

Andere beschouwen als oorzaken van de gebeurtenissen :

« De verslechtering van de menselijke betrekkingen wegens het superioriteitscomplex van sommige Blanken;

» Sommige gedragingen, houdingen en kwetsende woorden in de dagelijkse omgang;

» Het egoïsme bij de opleiding en ontwikkeling van de Congolese elite met het oog op haar toekomstige politieke en sociale taak.

Een ander Congolese journalist geeft eveneens de schuld aan de menselijke betrekkingen : « Het wantrouwen heeft zich in de zwarte massa geankerd, omdat zij meent dat men haar niet genoeg eerbiedigt en niet menslievend behandelt. Zij voedt zichzelf niet met rassenhaat, maar reageert tegen het vernederende Europese racisme ».

O.a. verklaarde een Afrikaans burgemeester : « Ik zelf wordt door de Blanken voor zus en zo uitgescholden. De herhaling van dergelijke feiten bewijst dat wij niet geliefd zijn. Men dient de Zwarten te beschouwen als mensen, en niet als dieren ».

Uw Commissie zou dergelijke eensluidende getuigenissen over het vraagstuk van de menselijke betrekkingen tot in het oneindige kunnen voortzetten.

Daar dertig getuigen op ongeveer negentig die werden gehoord de menselijke betrekkingen aan de kaak hebben gesteld, kunnen wij hieruit de hiernavolgende conclusies trekken :

1. Talrijke leden van de Europese bevolking hebben een inspanning gedaan om normale menselijke betrekkingen met de inlanders tot stand te brengen, terwijl een gedeelte van deze bevolking onverschillig is gebleven. Anderen schijnen de betrekkingen te hebben vergiftigd door hun houding, woorden en daden. Dit verschijnsel komt ook in andere Afrikaanse landen voor.

De verklaring van de menselijke redenen voor de houding van de « kleine Blanken » ligt hierin, dat zij zich bedreigd voelen in hun toestand : 1° door het opdringen van de geëvolueerden naar de lagere betrekkingen; 2° door een meerderwaardigheidscomplex, gepaard met een volslagen gebrek aan psychologisch doorzicht; 3° omdat hij veel meer in betrekking is met de inlanders wat de stoffelijke kant van het bestaan betreft.

2. De geëvolueerden, die een rol spelen als politieke leiders of propagandisten, zijn niet altijd bereid een verbetering in de menselijke betrekkingen aan te nemen om zich dit propaganda-argument tegen de blanken niet te laten ontnemen. Zij hebben bepaalde grieven opgeschroefd. Dat de Stadsraad wegens de houding van de Afrikaanse burgemeester een subsidie heeft geweigerd aan een culturele vereniging ter bevordering van de toenadering tussen Negeren en Blanken, is daar ten andere een treffend voorbeeld van.

3. Het « getutoyeerd » worden is voor de geëvolueerden een overtuigend bewijs dat men voortgaat ze te minachten; ook het gebruik van minder correcte uitdrukkingen tegenover hen wordt als een grove belediging aangezien.

4. Dat hij in de winkels aan de beurt komt na een Europeaan, aan deze laatste zijn plaats moet afstaan in openbare kantoren, niet wordt verzocht te gaan zitten, geeft de geëvolueerde eveneens redenen tot wrok, die des te sterker zijn wanneer hij omhoog klimt in de hiërarchie van de arbeid, en de overheid hem er toe aanspoort, te leven zoals de Blanken.

5. La rareté des relations cordiales d'homme à homme, le sentiment que des mesures prises par l'autorité ne sont suivies que parce qu'elles sont imposées, font douter de leur sincérité.

6. La différence de couleur est facilement interprétée comme un motif de mépris. Elle accentue les griefs. Il est tellement humain, dans un pays où le Blanc juge et décide, que le Noir croit qu'il n'a pas satisfaction parce qu'il est Noir.

Le Blanc ne semble pas toujours se souvenir du niveau social des autochtones, il y a une génération.

7. La période de transition que vit l'évolué lui fait ressentir les faits avec une extrême sensibilité et accumuler les griefs.

8. L'ignorance de plus en plus fréquente de la langue indigène par le Blanc, comme la connaissance généralement imparfaite du français par l'autochtone, est une autre source de malentendus dans l'expression de la pensée.

9. Les différences de rémunérations et, partant, de standing, sont depuis longtemps un élément qui tend à accentuer les différences raciales. Le Noir touchant un salaire que nous déclarons élevé est, en réalité, un mécontent dès le moment où il a remplacé un Blanc qui gagnait très sensiblement plus que lui.

Les rancunes et les griefs individuels se sont accumulés, se sont amplifiés jour après jour, ils ont été exploités par des leaders noirs, créant un sentiment de haine contre l'Européen, sentiment qui s'est extériorisé dès que l'occasion s'est présentée.

2. L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE, LA SURPOPULATION ET L'HABITAT.

Beaucoup de témoins s'accordent à reconnaître que, parmi les auteurs de troubles, se trouvaient beaucoup d'irréguliers.

Ces immigrants clandestins ont, certes, contribué à augmenter la misère puisque, par milliers, ils vivaient aux dépens de leurs familles (1).

Les événements du 4 janvier furent pour bon nombre d'entre eux l'occasion de piller.

Ces irréguliers sont venus, attirés par le mirage de la grande ville, par l'espoir d'y trouver un salaire et des écoles, par l'attrait des bars et des amusements.

Ils ont contribué à la surpopulation de la capitale. La nécessité de construire des habitations décentes et des cités nouvelles s'est fait sentir depuis longtemps. Malheureusement, le rythme des constructions n'a pas suivi celui de l'accroissement de la population.

D'autre part, à ce problème est lié celui des voiries et de l'éclairage public dont l'insuffisance a été signalée par une ou deux personnes entendues.

(1) Voir à ce sujet : « Le chômage au Congo belge », rapport d'enquête du Centre scientifique et médical de l'Université libre de Bruxelles en Afrique Centrale (Cemubac).

5. De zeldzame hartelijke omgang van mens tot mens, de indruk dat de door de overheid genomen maatregelen slechts worden uitgevoerd, omdat zij zijn opgelegd, wekt twijfel aan de oprechtheid ervan.

6. Het verschil van huidskleur wordt licht geïnterpreteerd als een reden tot misprijzen. Het verscherpt de grieven. In een land, waar de Blanke vonnist en beslist, is het zo menselijk dat de Zwarte denkt dat hij geen voldoening krijgt, omdat hij zwart is.

De Blanke schijnt zich niet steeds te herinneren op welk sociaal peil de inlanders, een generatie terug, stonden.

7. De overgangperiode, die de geëvolueerde doormaakt, doet hem de feiten zeer scherp aanvoelen en de grieven opstapelen.

8. Een andere oorzaak van misverstand bij het uitdrukken van gedachten is de steeds vaker voorkomende onbekendheid met de inlandse taal bij de Blanken en de doorgaans ontoereikende kennis van het Frans bij de inlanders.

9. De verschillen in bezoldiging en bijgevolg in standing zijn al lang een factor die tot een verscherping van de rasverschillen leidt. De Zwarte, die een door ons hoog genoemd loon ontvangt, is in werkelijkheid een misnoegde vanaf het ogenblik dat hij een Blanke heeft vervangen, die merkkelijk meer verdiende dan hij.

De individuele wrokgevoelens en grieven hebben zich geleidelijk opgestapeld, hebben de ontstemming dag na dag doen aangroeien en werden door zwarte leiders, die er hun belang in zagen, geëxploiteerd om haat te zaaien tegen de Europeanen. Bij de eerste gelegenheid die zich voordeed is die haat tot uitbarsting gekomen.

2. ONREGELMATIGE IMMIGRATIE, OVERBEVOLKING EN HUISVESTING.

Vele getuigen zijn het erover eens dat er onder de opruiers heel wat waren die onwettig in Leopoldstad verbleven.

Het staat vast dat die clandestiene immigranten tot het stijgen van de ellende hebben bijgedragen, daar zij met duizenden op kosten van hun familie leefden (1).

De gebeurtenissen op 4 januari boden velen onder hen de gelegenheid om te gaan plunderen.

Wat deze clandestiene immigranten heeft aangetrokken is de verlokking van de grootstad, de hoop er loon en scholen te vinden en de verleiding van de bars en vermakelikheden.

Zij hebben de overbevolking van de hoofdstad nog doen aangroeien. Sedert lang bestond er behoefte aan het bouwen van behoorlijke woningen en nieuwe wijken. Jammer genoeg kon de bouw het tempo van de bevolkingsaangroei niet bijhouden.

Anderzijds houdt dit probleem verband met het probleem van de wegen en de openbare verlichting, die volgens de verklaringen van één of twee gehoorde getuigen ontoereikend zijn.

(1) Zie hierover : « Le chômage au Congo belge », onderzoeksrapport van het « Centre scientifique et médical de l'Université libre de Bruxelles en Afrique Centrale (Cemubac) ».

3. LE CHOMAGE.

Les témoins entendus sur ce point insistent sur l'importance du chômage parmi les causes des événements.

Leur opinion est cependant nuancée, selon leur appartenance à tel ou tel milieu. En général, les témoins européens lui attribuent plus d'importance que les témoins africains.

D'après les renseignements statistiques fournis par le Gouvernement général, le volume global du chômage à Léopoldville a évolué comme suit :

1 ^{er} mai 1958	13 173	chômeurs;
1 ^{er} juin 1958	14 271	chômeurs;
1 ^{er} juillet 1958	15 973	chômeurs;
1 ^{er} août 1958	17 765	chômeurs;
1 ^{er} septembre 1958 . .	19 114	chômeurs;
1 ^{er} octobre 1958	20 237	chômeurs;
1 ^{er} novembre 1958 . .	21 705	chômeurs;
1 ^{er} décembre 1958 . .	22 277	chômeurs;
1 ^{er} janvier 1959	23 157	chômeurs.

D'autre part l'enquête démographique de mai 1956 comparée à l'enquête de main-d'œuvre de mai 1958 fait apparaître qu'entre ces deux époques le nombre de salariés est tombé de 90 279 à 74 848 (1).

Ces statistiques doivent faire l'objet d'interprétations prudentes, parce que le nombre des irréguliers non recensés vient s'ajouter à celui des chômeurs (demandeurs d'emploi recensés). La masse de ces chômeurs constituait un auditoire idéal et très réceptif pour certains leaders. Cette masse a vu dans le slogan de l'indépendance « l'espoir d'une amélioration de son sort ».

Un magistrat a fait observer que, parmi les personnes arrêtées, 40 % étaient en chômage.

Ceci peut donner un élément d'appréciation sur l'importance qu'a eu le désœuvrement forcé dans l'aggravation des événements.

Il ne faut pas, non plus, perdre de vue que les chômeurs autochtones ne touchent pas d'indemnités de chômage.

Cette absence d'aide officielle se justifie selon certains par l'existence de l'entraide clanique. En vertu de cette solidarité millénaire le chômeur noir tombe à charge de ses frères de race.

Toutefois, quand le nombre de chômeurs est assez élevé, ce principe d'entraide clanique accentue le paupérisme chez une population à salaires assez bas et peut devenir alors une cause générale de troubles.

Causes du chômage.

Les unes sont structurelles, les autres conjoncturelles.

Depuis deux décades le Congo connaît une période d'expansion. Des entreprises se développent, d'autres naissent, les villes — dont Léopoldville — s'étendent en superficie bâtie, les plantations se multiplient, les paysans voient le jour, les transports sont surchargés et doivent s'équiper.

Léopoldville est l'exemple-type de cette tendance expansionniste. La construction est prospère, les chantiers navals travaillent sans arrêt, les textiles se développent, les industries nouvelles se multiplient.

Il en résulte une pénurie de main-d'œuvre indigène, due non seulement à l'économie locale en développement, mais aussi au fait que les salaires étant très bas, les entrepreneurs et les planteurs ne sont pas tentés de pousser la mécanisation.

(1) Le texte intégral des renseignements fournis à ce sujet par le Gouvernement général est reproduit à l'annexe n° 6 du présent rapport.

3. DE WERKLOOSHEID.

De in dit verband gehoorde getuigen leggen de nadruk op het feit, dat de werkloosheid een belangrijke plaats inneemt onder de oorzaken van het gebeurde.

Hun mening loopt wel wat uiteen naar gelang van het milieu waartoe zij behoren. Over het algemeen hechten de Europese getuigen daaraan meer belang dan de Afrikaanse getuigen.

Volgens de door het Gouvernement-generaal verstrekte statistische inlichtingen gaf de globale omvang van de werkloosheid te Leopoldstad het volgende beeld te zien :

1 mei 1958	13 173	werklozen;
1 juni 1958	14 271	werklozen;
1 juli 1958	15 973	werklozen;
1 augustus 1958	17 765	werklozen;
1 september 1958... .	19 114	werklozen;
1 oktober 1958	20 237	werklozen;
1 november 1958	21 705	werklozen;
1 december 1958	22 277	werklozen;
1 januari 1959	23 157	werklozen.

Anderzijds blijkt uit de vergelijking van het demografisch onderzoek in mei 1956 met het onderzoek betreffende de arbeidskrachten in mei 1958, dat het aantal loontrekkenden tussen beide tijdstippen van 90 279 tot 74 848 is gedaald (1).

Die statistieken dienen met omzichtigheid te worden geïnterpreteerd, omdat bij het aantal niet getelde « irregulieren » dat van de werklozen (getelde werkzoekenden) komt. Voor sommige leiders vormde die massa werklozen een ideaal en uiterst gevoelig klankbord. In de slogan « onafhankelijkheid » heeft die massa « de hoop op verbetering van haar lot » gezien.

Een magistraat heeft er de aandacht op gevestigd, dat 40 % van de aangehoudenen werklozen waren.

Dit kan als factor dienen bij het beoordelen van de invloed die de gedwongen werkloosheid heeft gehad op de verergerende evolutie der gebeurtenissen.

Verder mag niet uit het oog worden verloren, dat de inlandse werklozen geen werklozenvergoeding genieten.

Dit ontbreken van overheidssteun is volgens sommigen verantwoord wegens het bestaan van de onderlinge « clan »-hulp. Op grond van die eeuwenoude solidariteit, valt de werkloze Zwarte ten laste van zijn rasgenoten.

Wanneer het aantal werklozen echter vrij hoog is, verhoogt dat principe van solidariteit het pauperisme bij een bevolking met vrij lage lonen, en dan kan het een algemene oorzaak van onlusten worden.

Oorzaken van werkloosheid.

De ene zijn van structurele, de andere van conjuncturele aard.

Sedert twee decennia kent Congo een expansie-periode. Ondernemingen ontwikkelden zich, andere kwamen tot stand, steden — waaronder Leopoldstad — verruimden hun bouwoppervlakte, de plantages groeiden aan in getal, de boerenstand kwam tot stand, het vervoer was overbelast en moest worden uitgerust.

Leopoldstad is het typisch voorbeeld van deze expansie-neiging. De bouwindustrie is er in volle bloei, de scheepswerken werken zonder onderbreking, de textielnijverheid komt tot ontwikkeling, nieuwe nijverheden vermenigvuldigen zich.

Dit verwekt een gebrek aan inlandse werkkrachten, niet alleen te wijten aan het zich ontwikkelende plaatselijk bedrijfsleven, maar ook aan het feit dat, daar de lonen zeer laag zijn, de ondernemers en de planters er niets voor voelen om de mechanisatie verder door te drijven.

(1) De volledige tekst van de hieromtrent door het Gouvernement-generaal verstrekte inlichtingen is te vinden in bijlage n° 6 van dit verslag.

Il est fait appel aux travailleurs des villages de l'intérieur. D'autres se rendent à leur suite vers les villes, mirage d'ailleurs de toutes les populations rurales.

Quiconque arrive à Léo et est capable de pousser une brouette et de manier une pelle ou une pioche, est engagé sur-le-champ.

Les gouverneurs de province sont chargés d'établir les minima des salaires. Ils ont ordonné des hausses de ces minima, ce qui a provoqué des protestations. Toutefois, en 1948, après une hausse, les salaires des non-qualifiés varient de 2 francs par jour au Kivu, à 10 francs à Léo (plus la ration).

Pénurie d'effectifs et hausses des salaires engendrent une campagne pour la mécanisation, campagne qui portera ses fruits plus ou moins rapidement, d'autant plus que les industries nouvelles exigent un équipement mécanique.

D'autre part, le rendement de la main-d'œuvre étant très bas, une machine peut remplacer bon nombre d'ouvriers. En conjoncture d'expansion, cette solution n'est pas grave, puisque de nouveaux chantiers demandent quand même des bras.

Une certaine pénurie de main-d'œuvre a amené les industriels à s'intéresser à la productivité.

L'augmentation de la productivité ne résulte pas seulement de l'évolution normale de l'industrie, mais elle a été soutenue successivement d'abord par une pénurie de main-d'œuvre, une augmentation des salaires et finalement par les difficultés résultant de la récession économique.

Il est intéressant de citer ici les paroles d'un chef d'industrie qui a déclaré à la Commission : « Les hausses successives de salaires que le Gouvernement a décrétées, sans rapport avec le rendement, ont activé le processus de mécanisation et d'automatisation des entreprises. C'est ainsi que, pour une même production, le nombre des travailleurs de la firme est passé de 4 450 en décembre 1952, à 2 896 en 1958. Le salaire moyen, y compris les avantages en nature, est passé de F 41,32 en 1953, à F 55,57 par jour en 1958. (Il s'agit du salaire moyen entre le manoeuvre non-qualifié — balayeur — et le spécialiste hautement qualifié.) »

L'expansion cesse avec la récession, laquelle, en s'accroissant, crée ou aggrave le chômage qui se déclare ouvertement à Léo à partir de 1955.

On peut donc dire que la hausse humainement nécessaire des salaires a entraîné la mécanisation et que la conjoncture a entraîné le chômage des travailleurs en place.

On aurait pu y remédier par une politique de lutte contre le chômage, en décrétant des travaux publics supplémentaires à caractère anticyclique et autres mesures à cette fin.

Rien de pareil n'a été fait, sauf les crédits spéciaux octroyés après les événements pour des travaux à Léo. Ces crédits s'élevaient à 100 000 000 de francs. Les plans de ces travaux ne furent établis qu'en août 1958.

Ce qui est plus grave, on a constaté en 1958 une réduction des crédits destinés aux travaux publics et à l'enseignement. Cette politique de restrictions budgétaires a aggravé le phénomène du chômage.

Er wordt een beroep gedaan op de arbeiders uit de dorpen van het binnenland. Anderen gaan hen achterna naar de steden, waarvan de ijdele aantrekkingskracht overigens op elke landelijke bevolking inwerkt.

Al wie te Leo aankomt en een kruitwagen kan voortduwen en een schop kan hanteren wordt onmiddellijk in dienst genomen.

De provinciegouverneurs zijn belast met het opmaken van minimalonen. Zij hebben minima-verhogingen bevolen, hetgeen protest uitlokte. In 1948 echter, na een verhoging, schommelen de lonen van de ongeschoolde arbeiders van 2 frank per dag in het Kivugebied tot 10 frank te Leo (met daarbij het rantsoen).

Gebrek aan werkkrachten en loonsverhogingen lokken een campagne uit ten gunste van de mechanisatie, campagne die min of meer snel vruchten zal dragen, des te meer dat de nieuwe nijverheden een mechanische uitrusting vergen.

Daar de rendering van de werkkrachten anderzijds zeer laag is, kan een machine tal van werklieden vervangen. In een expansieconjunctuur is deze oplossing niet als ernstig te beschouwen, vermits talrijke nieuwe werven toch handenarbeiders nodig hebben.

Een zeker gebrek aan werkkrachten heeft de nijveraars ertoe gebracht, belang te stellen in de produktiviteit.

De opvoering van de produktiviteit vloeit niet alleenlijk voort uit de normale evolutie van de nijverheid, maar werd achtereenvolgens gestuwd, vooreerst door een gebrek aan werkkrachten door een loonsverhoging en ten slotte door de moeilijkheden opgeleverd door de economische recessie.

Het is niet van belang ontbloeit, hier de woorden van een bedrijfsleider aan te halen, die aan de Commissie verklaarde : « De opeenvolgende loonsverhogingen door het Gouvernement bevolen, zonder enig verband met het rendement, hebben het mechanisatie- en automatieproces in de bedrijven bespoedigd. Aldus is, voor dezelfde produktie, het aantal arbeiders van de firma gevallen van 4 450 in december 1952 op 2 896 in 1958. Het gemiddeld loon, met inbegrip van de voordelen in natura, is gestegen van F 41,32 in 1953 tot F 55,57 per dag in 1958. (Het geldt hier het gemiddeld loon tussen dat van de niet-geschoolde hulparbeider — de straatveger — en dat van de zeer geschoolde specialist) ».

De expansie valt stil met de recessie, die door te verergeren, de werkloosheid schept of doet toenemen, die te Leo uitbreekt te rekenen van 1955.

Er kan dus worden gezegd dat de menselijk nodige opvoering der lonen de mechanisatie tot gevolg heeft gehad, en dat de conjunctuur de werkloosheid van de gevestigde arbeiders teweeggebracht heeft.

Dit had men kunnen verhelpen met een politiek van werkloosheidsbestrijding door de uitvoering te gelasten van bijkomende openbare werken met anticyclisch karakter en van andere soortgelijke maatregelen.

Niets van dien aard werd gedaan buiten de bijzondere kredieten die, na de gebeurtenissen voor werken te Leo toegekend werden. Deze kredieten belopen 100 000 000 frank. De plannen voor deze werken werden slechts opge maakt in augustus 1958.

Wat erger is, in 1958 werd een vermindering vastgesteld van de kredieten bestemd voor de openbare werken en voor het onderwijs. Deze politiek van begrotingsbeperkingen heeft het werkloosheidsverschijnsel verergerd.

4. LA JEUNESSE DÉSCŒUVRÉE.

La participation de la jeunesse aux désordres et pillages du 4 janvier et des jours suivants, a été observée et soulignée par de nombreux témoins.

Un témoin a cité le chiffre de 27 mineurs d'âge de 14 à 18 ans parmi les 243 autochtones détenus à la suite des émeutes.

Le même fait est d'ailleurs attesté par de nombreuses photos prises au cours des événements.

La Commission a voulu savoir quelles étaient les raisons de cette participation importante des jeunes aux troubles, et quels étaient les mobiles qui les avaient poussés à la destruction et au pillage des écoles.

Les témoins estiment, dans leur grande majorité, qu'il y a, à Léopoldville, trop de jeunes gens de 14 à 18 ans vivant dans l'oisiveté, et que ce fait a favorisé sans nul doute les événements du 4 janvier.

Un témoin africain a déploré que de trop nombreux jeunes gens passent leur temps à proximité des bars et deviennent ainsi des éléments favorables à l'émeute. Des gamins ont émigré clandestinement, attirés par la grande ville. De nombreux enfants n'ont pu trouver place dans les écoles malgré la multiplicité de celles-ci, le manque d'écoles étant particulièrement sensible dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement technique.

Un autre témoin affirme que 5 à 6 000 jeunes gens devraient pouvoir être mis au travail chaque année à Léopoldville; or une grande partie continue à ne rien faire.

Un abbé africain a affirmé qu'une certaine propagande pour les écoles officielles faite il n'y a guère, avait attiré beaucoup de jeunes gens à Léopoldville, mais qu'ils n'avaient pu être admis, faute de place. Ce fait a sans doute contribué à grossir les rangs des jeunes non admis à l'école et n'ayant pas trouvé à s'employer.

Dès lors les mobiles de la destruction des écoles ne doivent pas être cherchés plus loin. Un témoin a dit à votre Commission la rancœur de ceux qui ont été renvoyés de l'école.

Enfin, pour certains témoins, ce fut l'occasion de piller ou de détruire, sans plus.

Un bourgmestre africain a confirmé que certains pillages étaient l'œuvre de gamins de 15 à 16 ans que les adultes regardaient faire, sans intervenir.

Votre Commission est convaincue que la participation des jeunes dans les désordres du 4 janvier a été fort importante, mais que les mobiles qui les ont fait agir étaient différents de ceux des adultes.

Ils ont participé à cette sorte de folie collective anti-européenne sans grand discernement.

Ils l'ont fait, les uns par rancœur, les autres pour le plaisir de piller, d'autres enfin pour participer à une manifestation, en obéissant à cet instinct des jeunes du monde entier d'entrer en rébellion quand l'occasion s'en présente.

5. LES SALAIRES.

La disproportion entre les rémunérations payées au Congo est une autre cause de mécontentement : le Noir compare son salaire à celui du Blanc, l'ouvrier noir compare le sien à celui de l'employé noir et finalement ceux parmi les ouvriers noirs qui touchent le salaire minimum fort bas envient leurs frères de race mieux payés.

Du côté africain et des représentants syndicaux de toutes opinions, les plaintes au sujet des rémunérations et salaires trop bas ont été générales.

4. DE JEUGDIGE LEEGLOPERS.

De deelneming van de jeugd aan de onlusten en de plunderingen van 4 januari en van de volgende dagen, staat vast en te werd door talrijke getuigen onderlijnd.

Een getuige heeft het cijfer van 27 minderjarigen van 14 tot 18 jaar aangehaald, op de 243 inlanders, die ingevolgd de onlusten werden aangehouden.

Hetzelfde feit wordt overigens bevestigd door de talrijke foto's die tijdens de gebeurtenissen genomen werden.

De Commissie heeft willen weten welke de redenen waren van deze zo belangrijke deelneming van jonge lieden aan de onlusten, en welke beweegredenen ze hebben aangespoord tot de vernieling en plundering van de scholen.

De getuigen menen in hun overgrote meerderheid, dat er te Leopoldstad een al te groot getal jonge lieden van 14 tot 18 jaar werkloos rondlopen, en dat dit ongetwijfeld de gebeurtenissen van 4 januari heeft in de hand gewerkt.

Een Afrikaans getuige betreurde dat al te talrijke jonge lieden blijven hangen in de omgeving van bars, en aldus tot oproerige elementen worden. Knapen, door de grote stad aangetrokken, zijn clandestien uitgeweken. Talrijke kinderen konden, niettegenstaande de veelvuldigheid ervan, geen plaats vinden in de scholen, terwijl het gebrek aan scholen bijzonder nijpend is in het secundair onderwijs en in het technisch onderwijs.

Een ander getuige verklaart dat ieder jaar 5 à 6 000 jonge lieden zouden moeten kunnen tewerkgesteld worden te Leopoldstad, waar een groot deel ervan werkeloos blijft.

Een Afrikaans priester heeft beweerd, dat een onlangs voor de officiële scholen gevoerde propaganda vele jonge lieden naar Leopoldstad gelokt had, maar dat zij, bij gebrek aan plaats, niet konden worden toegelaten. Dit feit heeft er ongetwijfeld toe bijgedragen de rangen te versterken van de jonge lieden die niet op school toegelaten werden en die geen werkgelegenheid gevonden hebben.

De redenen van de vernieling van de scholen moeten dan ook niet verder worden gezocht. Een getuige heeft aan uw Commissie gezegd welke de wrok is van diegenen die uit de school weggezonden werden.

Ten slotte, volgens sommige getuigen, was het eenvoudig een gelegenheid tot plunderen en vernielen, zonder meer.

Een Afrikaans burgemeester heeft verklaard dat sommige plunderingen het werk zijn geweest van knapen van 15 tot 16 jaar, en dat de volwassenen toezagen zonder tussenbeide te komen.

Uw Commissie is ervan overtuigd, dat de deelneming van de jonge lieden aan de onlusten van 4 januari zeer belangrijk is geweest, maar dat de beweegredenen die hen daartoe hebben aangezet verschilden van die van de volwassenen.

Zij hebben zonder doorzicht deelgenomen aan deze collectieve anti-Europese waanzin.

Zij deden dit, de enen uit wrok, de andere uit zucht naar plundering; anderen, ten slotte, om deel te nemen aan een betoging, gevolg gevend aan de neiging van de jongeren uit de ganse wereld om in opstand te komen wanneer de gelegenheid zich voordoet.

5. DE LONEN.

De wanverhouding tussen de in Congo uitbetaalde bezoldigingen is een andere reden tot ontevredenheid : de Zwarte vergelijkt zijn loon met dat van de Blanke, de zwarte arbeider vergelijkt zijn loon met dat van de zwarte bediende; ten slotte benijden diegenen onder de inlandse arbeiders, die het zeer laag minimumloon ontvangen, hun beter betaalde rasgenoten.

Van Afrikaanse zijde, alsook van de zijde van de vakbondsvertegenwoordigers behorende tot elke opinie, waren de klachten over de te lage bezoldigingen en lonen algemeen.

En ce qui concerne les rémunérations du personnel occupé dans les emplois publics elles ne rencontrent pas l'accord des syndicats. L'Association du personnel indigène du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (A.P.I.C.) a, elle aussi, déclaré ne pas être satisfaite du statut unique : « Les discriminations qui y sont maintenues font douter les Congolais qu'il s'agit d'un statut « unique » disent-ils. Ils ont la ferme conviction qu'ils font seuls les frais de ce mariage ».

Il y est dit aussi que les commis temporaires sont payés « au rabais ».

Le Gouverneur général a signalé que la question des rémunérations, à l'étude depuis 1954, avait « pourri ».

Dans le secteur privé il faut signaler que certaines entreprises européennes ont des barèmes de rémunérations qui, comparées aux barèmes de base, apparaissent comme progressistes, et que la tension entre les plus bas et les plus hauts salaires des autochtones est beaucoup plus élevée que chez nous. Cette situation existe depuis plus de dix ans.

Les chefs d'entreprise ont, ainsi que nous l'avons déjà évoqué, posé la question du rendement des travailleurs, dans le cadre de la productivité des entreprises et en réponse à des revendications de salaires.

Il est évident que, du moment que se constituait la classe des évolués — qui sont, comme le disait un prêtre africain « ceux qui comprennent le mécanisme de tout l'appareil blanc » — ces derniers allaient faire des comparaisons en matière de rémunérations, surtout quand ils effectuent un travail assuré auparavant par un Blanc. Bien sûr, la question du rendement doit être prise en considération, mais il est assez malaisé d'en discuter avec les Africains qui rejettent *a priori* toute différence entre Noirs et Blancs dans ce domaine.

L'argument de l'expatriation de l'employé blanc est également rejeté par les évolués. Beaucoup parmi ces derniers, travaillant très loin de leur lieu de naissance, estiment qu'ils sont aussi des expatriés, et ils trouvent une contradiction au fait que l'on parle de communauté belgo-congolaise et en même temps d'expatriation au sein de cette communauté, lorsqu'il s'agit de justifier des différences de traitement imposées par les Blancs.

Pour de nombreuses activités, les comparaisons ne sont pas toujours possibles. C'est le cas des ouvriers qualifiés dans les professions manuelles. Le Blanc est, généralement, contremaître. Comme le Noir est très observateur et très psychologue, il a vite compris que le contremaître n'est pas nécessairement un être supérieur et que ce n'était pas la raison de capacité qui lui valut un salaire nettement supérieur.

La différence de salaire n'est pas la seule, car elle entraîne d'autres : il s'y ajoute la différence de logement et du taux des allocations familiales, la différence de standard de vie.

Des témoins ont fait cette comparaison entre les rémunérations des Européens et celle des Africains : standing élevé pour les uns, rémunération de subsistance pour les autres.

Tout ceci a amené lentement un état d'esprit fait de rancœur et d'envie. Jour après jour, les évolués, employés ou ouvriers spécialisés se sont demandés comment sortir de cette situation.

Il n'est pas étonnant que les intéressés aient porté la question sur le plan des relations interraciales et aient vu dans ces situations de fait la marque d'une politique de ségrégation déguisée. De là à devenir les porte-parole des revendicateurs et faire croire que l'indépendance va réformer bien des choses, il n'y a qu'un pas.

De bezoldiging van het personeel in overheidsdienst draagt de instemming van de vakverenigingen niet weg. Ook de Vereniging van het Inlands Personeel van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi (de A.P.I.C.) heeft verklaard geen genoegen te nemen met het eenheidsstatuut : « De in stand gehouden discriminaties doen de Congolezen betwijfelen op het wel een eenheidsstatuut is, zeggen zij. Zij zijn er vast van overtuigd, dat zij alleen het gelag betalen ».

Verder heet het daarin, dat de tijdelijke klerken « tegen verminderde prijs » worden betaald.

Ook de Gouverneur-generaal heeft erop gewezen, dat de kwestie van de wedden, die sinds 1954 ter studie ligt, « vergiftigd » is.

In verband met de private bedrijven valt op te merken, dat sommige Europese bedrijven loonschalen hebben, die, zo men ze met de basisschalen vergelijkt, vooruitstrevend blijken te zijn, en dat de spanning tussen de laagste en de hoogste lonen voor de inlanders veel groter is dan bij ons. Deze toestand bestaat al meer dan tien jaar.

Zoals reeds hoger aangestipt, hebben de bedrijfsleiders de kwestie van het rendement der arbeiders gesteld in het kader van de produktiviteit der bedrijven en als antwoord op looneisen.

Het ligt voor de hand, dat de geëvolueerden — die, volgens de woorden van een Afrikaans priester, de werking van het gehele blanke apparaat begrijpen —, als zij eenmaal een stand werden, vergelijkingen zouden maken tussen de bezoldigingen, vooral wanneer zij werk verrichten dat tevoren door een Blanke werd uitgevoerd. Ongetwijfeld moet de kwestie van het rendement in aanmerking worden genomen, maar er kan bezwaarlijk van gedachten over gewisseld worden met de Afrikanen, die elk verschil tussen Zwarten en Blanken op dit gebied *a priori* verwerpen.

Ook het argument, dat de blanke bediende zijn vaderland moet verlaten, wordt door de geëvolueerden verworpen. Heel wat geëvolueerden, die ver van hun geboorteplaats werken, vinden dat ook zij geëxpatrieerden zijn en achten het een tegenspraak, dat men spreekt van Belgisch-Congolese gemeenschap en tegelijkertijd van expatriatie in die gemeenschap, wanneer de door de Blanken opgelegde verschillen in wedde moeten gerechtvaardigd worden.

Voor vele takken van bedrijvigheid is het niet altijd mogelijk een vergelijking te maken. Dit geldt bij voorbeeld voor de geschoolde arbeiders in de handwerknijverheid. Over het algemeen is de Blanke ploegbaas. Daar de Zwarte een sterke opmerkingsgave en veel psychologisch doorzicht heeft, wordt met hem spoedig duidelijk dat de ploegbaas niet noodzakelijk bijzonder knap is en dat het niet wegens zijn bekwaamheid is dat diens loon merkkelijk hoger is.

Het verschil in loon is niet het enige, want dit brengt nog andere verschillen met zich mede : verschil in huisvesting en in het bedrag der kinderbijslagen en verschil in levensstandaard.

Getuigen hebben tussen de wedden van de Europeanen en de Afrikanen de volgende vergelijking gemaakt : hoge levensstandaard voor de enen, juist voldoende bezoldiging voor de anderen.

Dit alles heeft stilaan een stemming van wrok en afgunst verwekt. Dag na dag hebben de geëvolueerden, bedienden of gespecialiseerde arbeiders, zich afgevraagd hoe zij uit die toestand konden geraken.

Het is niet te verwonderen dat de belanghebbenden de kwestie op het plan van de interraciaale betrekkingen hebben gebracht en in die feitelijke toestanden het kenteken van een verkapt rassenscheidingspolitiek hebben gezien. Er was dus niet veel meer nodig om de woordvoerders te worden van de eisers en om de opvatting te doen ingang vinden dat de onafhankelijkheid heel wat zaken zou veranderen.

Les Européens salariés eux n'acceptent pas tous le statut unique ni une égalisation de certains avantages sociaux, et certains demandent « des garanties pour les employés et cadres européens qui sont si nécessaires encore à l'expansion du pays et à l'épanouissement de sa population ».

Au sujet des privilèges que sanctionne la législation sur le contrat d'emploi, ils estiment qu'il s'agit « d'avantages strictement mérités, soit en raison du niveau professionnel moyen des Européens admis dans ce pays, soit en raison des aléas que comporte le séjour en Afrique pour les Européens (conséquences médicales, familiales, faux frais, degré de mortalité, durée de la carrière, etc.) ».

« Ne pas tenir compte du facteur « expatriation » tant en ce qui concerne les rémunérations, les allocations familiales, que la sécurité sociale, rend précaire toute politique salariale cohérente ».

Les mêmes attirent l'attention sur les graves désordres sociaux qui pourraient résulter d'une atteinte quelconque aux conditions d'emploi dans le secteur privé. Ils estiment que le statut unique pour le personnel de l'Administration constitue une mesure de régression sociale pour les travailleurs européens (malgré les droits acquis des fonctionnaires).

Un témoin nous a dit, d'autre part, que le problème du statut unique et de l'égalisation entraînera « la réaction économique du petit Blanc, pour lequel l'élite congolaise constitue une menace ».

Si nous avons développé la position des Européens salariés, c'est pour vous montrer la gravité du problème qui est posé, l'influence que la différence de rémunérations a dans le domaine des relations raciales, et parce qu'il faudra bien que tout le monde fasse des concessions. L'autochtone réclame un traitement équivalent pour la même fonction.

Pour terminer ce chapitre des salaires, citons l'opinion d'un témoin européen qui déclare à votre Commission : « L'indépendance, c'est la revendication pour le réajustement des salaires actuels réellement insuffisants. A ceux qui sont d'avis contraire, je suggère de faire le test de ne manger que pour 252 francs en une semaine à Léo ».

6. LES CONTRATS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Nous ne ferons ici que des remarques complétant l'exposé d'autres points, parce qu'il apparaît que les témoins qui ont soulevé cette question avaient surtout en vue la différence entre les contrats régissant le travail presté par un Blanc ou par un Noir, le premier bénéficiant d'un régime privilégié par rapport au second.

Il est certain que la dénomination même de contrat de travail et de contrat d'emploi ne correspond pas aux normes que nous connaissons en Belgique. Au Congo, le contrat de travail est celui qui lie l'autochtone et l'employeur, tandis que le contrat d'emploi lie l'Européen et l'employeur.

Comme beaucoup de Noirs sont employés, ils réclament tout naturellement le régime du contrat d'emploi, par comparaison avec ce qui se passe dans la Métropole, et ils trouvent vexant de rester sous le régime du contrat de travail.

Le Gouverneur général lui-même a cité « le problème de la rectification des notions du contrat de travail et du con-

Niet alle loontrekkende Europeanen aanvaardden het eenheidsstatuut, noch gelijkstelling van bepaalde sociale voordelen en sommigen eisen « waarborgen voor de Europese bedienden en kaders, die nog zo nodig zijn voor de expansie van het land en de verdere opgang van zijn bevolking ».

Wat de bij de wetgeving op het bediendencontract bekrachtigde voorwaarden aangaat, oordelen zij dat die voordelen « volstrekt verdiend zijn, hetzij wegens de gemiddelde graad van vakbekwaamheid van de in dit land toegelaten Europeanen, hetzij wegens de risico's die voor de Europeanen aan een verblijf in Afrika zijn verbonden (medische en familiale gevolgen, onkosten, sterftecijfer, duur van de carrière, enz.) ».

« Door geen rekening te houden met de factor « expatriatie », zowel met betrekking tot de wedden en de kinderbijlagen als tot de maatschappelijke zekerheid, wordt ieder samenhangend loonbeleid op losse schroeven gezet. »

Dezelfde vestigen de aandacht op de ernstige sociale storingen die zouden kunnen volgen uit om het even welke inbreuk op de voorwaarden inzake tewerkstelling in de private bedrijven. Naar hun oordeel is het eenheidsstatuut voor het overheidsperoneel, ondanks de verkregen rechten van de ambtenaren, een maatregel van sociale achteruitgang voor de Europese arbeiders.

Anderzijds verklaarde ons een getuige dat het eenheidsstatuut en de gelijkstelling de « economische reactie van de kleine Blanken, voor wie de Congolese elite een bedreiging betekent », tot gevolg zal hebben.

De reden, waarom wij de positie van de loontrekkende Europeanen hebben uiteengezet, is dat wij wilden aantonen hoe ernstig het gestelde probleem is, welke invloed het verschil van bezoldiging heeft op het gebied van de raciale betrekkingen en hoezeer het nodig is dat iedereen toegevingen doet. De inlander eist voor dezelfde functie een gelijkwaardig loon.

Tot besluit van dit hoofdstuk over de lonen moge hier de mening worden aangehaald van een Europees getuige, die voor uw Commissie verklaarde : « Onafhankelijkheid is de eis voor aanpassing van de huidige, werkelijk ontoreikende lonen. Degenen die er anders over denken, stel ik voor eens te proberen in een week tijds te Leo maar voor 252 frank te eten ».

6. DE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN EN -VOORWAARDEN.

Wij zullen hier slechts opmerkingen ter aanvulling van uiteenzettingen over andere punten formuleren, omdat de getuigen die over deze kwestie hebben gesproken vooral het verschil voor ogen hadden tussen de arbeidsovereenkomsten voor Blanken en Zwarten, waarbij eerstgenoemden een gunstiger regeling genieten dan laatstgenoemden.

Het is een feit dat de benamingen arbeidscontract en bediendencontract niet stroken met onze Belgische begrippen. In Congo is een arbeidscontract een contract tussen een inlander en een werkgever, terwijl een bediendencontract gesloten wordt tussen een Europeaan en een werkgever.

Daar vele Zwarten bedienden zijn, eisen zij natuurlijk de regeling van de arbeidsovereenkomst voor bedienden, naar het voorbeeld van het Moederland, en vinden zij het ergerlijk dat zij onder de regeling van de arbeidsovereenkomst voor arbeiders blijven.

De Gouverneur-generaal zelf heeft van « het vraagstuk van de rectificering der begrippen arbeidsovereenkomst voor

trat d'emploi parmi les questions qui ont pourri ». Cette rectification traîne en effet depuis 1954.

Si la révision de la notion du contrat de travail et d'emploi n'est pas encore faite, c'est, à n'en pas douter, à cause des résistances qui se manifestent à bien des degrés.

Cette différence manifeste entre les Noirs et les Blancs sous le rapport du contrat qui les lie à leur employeur, est certes un grief sérieux dont il sera reparlé au chapitre des remèdes.

7. L'INFLUENCE DES SYNDICATS.

La majorité des membres de votre Commission estime qu'il convient d'établir une distinction entre les causes fondamentales des événements de Léopoldville, d'une part, et certains facteurs de moindre importance, d'autre part.

Aucun doute, aucune contestation ne sont permis en ce qui concerne les causes fondamentales. Ce sont les relations humaines entre Blancs et Noirs qui laissent beaucoup à désirer, les différences énormes des taux des salaires, le chômage, la jeunesse sans écoles et sans travail, la surpopulation, l'agitation politique, alimentée par un mouvement d'indépendance dans toute l'Afrique, le manque de fermeté de la politique belge et son corollaire, l'indécision de l'Administration, l'absence d'une politique économique dynamique, la politique financière contre-indiquée dont les compressions budgétaires, en pleine période de dépression, ont eu un effet déflatoire.

Cette liste déjà impressionnante des causes essentielles suffit amplement pour expliquer les événements du début de janvier. Y ajouter d'autres causes discutables et en tout cas d'ordre secondaire, ne pourrait qu'embrouiller l'image de la situation.

Humainement parlant, il n'y a rien d'étonnant à ce que d'aucuns mettent à profit des événements comme ceux de Léopoldville pour s'adresser mutuellement des reproches. C'est ce qui se produit entre négrophiles et négrophobes, entre les Flamands et ceux qui ont toujours combattu les Flamands, entre les adeptes des différentes convictions politiques et religieuses, entre les syndicalistes et ceux qui n'ont jamais manifesté de sympathie à l'égard des syndicats. De telles opinions manquent d'objectivité et ne sont pas exemptes de parti pris.

Si, néanmoins, nous soulevons certaines de ces questions accessoires, dans le cadre de ce rapport, c'est afin d'éviter le reproche d'avoir été incomplets. Examinons donc de plus près les opinions les plus fréquemment exprimées.

En ce qui concerne les syndicats, votre Commission a entendu de nombreuses déclarations de témoins qui endossent une grande part de la responsabilité à ceux-ci.

Si les dirigeants syndicaux n'ont pas fait de déclarations à ce sujet devant la Commission, c'est simplement parce qu'ils n'ont pas été interrogés sur ce point. Les membres de votre Commission étaient suffisamment informés du fond de la question pour pouvoir s'abstenir de demander à ces dirigeants syndicaux des explications à ce sujet.

Les dirigeants syndicaux ont été interrogés par la Commission sur les anomalies sociales et sur les remèdes à y apporter.

Chacun est d'accord pour reconnaître que les questions sociales (différences énormes entre les salaires des Blancs

arbeiders en arbeidsovereenkomst voor bedienden, een van de kwesties die vergiftigd zijn » genoemd. Deze rectificering sleept immers sedert 1954 aan.

Indien de begrippen arbeidsovereenkomst voor arbeiders en arbeidsovereenkomst voor bedienden nog niet herzien werden, dan is dit ongetwijfeld te verklaren door het verzet dat daartegen op vele niveau's tot uiting is gekomen.

Dit onderscheid tussen Zwart en Blanken ten aanzien van het arbeidscontract dat zij met hun werkgever hebben gesloten is ongetwijfeld een ernstige verongelijking, die in het hoofdstuk betreffende de redmiddelen verder zal worden behandeld.

7. DE INVLOED VAN DE VAKVERENIGINGEN.

De meerderheid van de leden van uw Commissie meent dat het noodzakelijk is een onderscheid te maken tussen, enerzijds, de fundamentele oorzaken van de gebeurtenissen van Leopoldstad en, anderzijds, zekere factoren van minder essentieel belang.

Over de fundamentele oorzaken is er twijfel noch betwisting mogelijk. Het zijn : de menselijke betrekkingen tussen Blanken en Zwart die veel te wensen over laten, de grote verschillen in loonpeil, de werkloosheid, de jeugd zonder scholen en zonder werk, de overbevolking, de politieke agitatie gevoed door het streven naar onafhankelijkheid in geheel Afrika, de onbeslistheid van de Belgische politiek en de daaruit voortvloeiende besluiteloosheid van de Administratie, de afwezigheid van een dynamische economische politiek, de verkeerde financiële politiek die door haar begrotingsbesnoeiingen in volle depressie deflationair heeft gewerkt.

Deze reeds indrukwekkende lijst van essentiële oorzaken volstaat ruimschoots om de gebeurtenissen van begin januari te verklaren. Daar nog andere betwistbare en alleszins secundaire oorzaken aan toevoegen zou alleen voor gevolg hebben het beeld van de toestand onduidelijker te maken.

Het is menselijk dat gebeurtenissen als deze van Leopoldstad een welgekomen gelegenheid zijn voor sommigen, om mekaar verwijten toe te sturen. Dat gebeurt tussen negrophilen en negrophoben, tussen Vlamingen en dezen die de Vlamingen steeds bestreden hebben, tussen aanhangers van verschillende godsdienstige en politieke richtingen, tussen syndicalisten en deze die de syndikaten nooit in hun hart hebben gedragen. Dergelijke standpunten missen objectiviteit. Zij zijn niet vrij te pleiten van vooringenomenheid.

Indien wij sommige van deze nevenkwesties toch in het kader van dit rapport behandelen is het opdat wij niet het verwijt zouden ophopen onvolledig te zijn geweest. Laten wij derhalve de meest voorkomende meningen bespreken.

Wat de vakverenigingen betreft, heeft uw Commissie heel wat uitspraken gehoord van getuigen die een belangrijk deel van de verantwoordelijkheden op de rug van de syndikaten schoven.

Indien de syndikale leiders hieromtrent voor de Commissie geen verklaringen hebben afgelegd dan is het eenvoudigweg omdat zij daarover niet werden ondervraagd. De leden van uw Commissie hadden een voldoende gefundeerde mening over deze kwestie, zodat zij het niet nodig hebben geoordeeld daarover aan die syndikale leiders verantwoording te moeten vragen.

De syndikale leiders werden door de Commissie ondervraagd over de sociale wantoestanden en over de remedies om daaraan te verhelpen.

Iedereen is er over akkoord dat de sociale aangelegenheden (enorme loonverschillen tussen Blanken en Zwart,

et des Noirs, chômage, jeunesse sans travail) ont joué un rôle déterminant dans l'explosion de violence que nous avons vécue à Léopoldville au début de janvier.

Cette constatation ne constitue-t-elle pas la meilleure justification de la nécessité des syndicats au Congo ? Va-t-on maintenant adresser des reproches à ceux qui se sont efforcés de remédier progressivement aux dites situations sociales ?

Ce n'est certes pas à ceux qui ont considéré avec déplaisir toute amélioration sociale et qui ont décrié toute augmentation de salaires comme constituant une catastrophe pour l'économie, qu'il appartient de dresser présentement un acte d'accusation.

Il convient d'ailleurs de souligner qu'aucun témoin n'a déclaré que des syndicalistes noirs avaient pris part aux incidents. Certains renseignements font plutôt apparaître que les éléments de la population, en contact avec des organisations syndicales ou d'autres organisations sociales, ou qui y ont reçu leur formation, ont adopté une attitude réprobatrice à l'égard des agitateurs, qu'ils ont eux-mêmes été surpris et abasourdis par le cours subit qu'ont pris les événements.

Certains autochtones se sont comportés courageusement en prenant la défense de Blancs qui avaient été attaqués. Il n'était pas rare qu'il s'agisse en l'occurrence d'autochtones assumant un rôle actif au sein de certaines organisations sociales.

Après les événements, on s'est montré fermement résolu dans ce milieu, à ne plus se laisser surprendre dorénavant par un mouvement d'éléments inorganisés.

Considéré sous cet angle, on peut regretter que les organisations sociales au Congo se trouvent toujours à l'état embryonnaire.

Si la majorité des membres de votre Commission estime que le droit à l'existence des organisations syndicales ne peut être contesté, ils croient cependant devoir insister sur le fait que les méthodes syndicales ne peuvent être transplantées sans plus de la Belgique au Congo.

Plus que jamais, les méthodes syndicales au Congo doivent être adaptées au degré d'évolution de la masse, à la psychologie des Congolais.

Il va sans dire que des propos subversifs peuvent avoir au Congo des répercussions beaucoup plus graves et même incontrôlables que si ces mêmes propos étaient tenus en Belgique.

Au Congo, le simple fait de formuler d'une façon tranchante une revendication sociale peut déjà avoir un caractère d'agitation.

A ce point de vue, des fautes ont été incontestablement commises dans le passé. Personne parmi nous ne songe à justifier ces erreurs. Il s'agit souvent de réactions spontanées de propagandistes arrivés récemment de la Métropole, et qu'anime une grande ardeur sociale, mais qui ont parfois une connaissance insuffisante des situations locales.

La tâche d'un dirigeant syndical est beaucoup plus ardue, et sa responsabilité beaucoup plus lourde au Congo qu'en Belgique. Il s'agit de trouver, sans diminuer en rien les efforts tendant à améliorer le sort de la masse laborieuse, les moyens les plus efficaces pour atteindre progressivement, dans l'ordre et dans la légalité, le but poursuivi.

Il est certain qu'il n'existait pas de véritable dialogue entre les employeurs et les syndicats.

Les organisations paritaires faisaient défaut et, pour bon nombre de patrons, la présence de syndicats constituait

werkloosheid, werkloze jeugd) een beslissende rol hebben gespeeld in de uitbarsting die we begin januari te Leopoldstad hebben beleefd.

Ligt in die vaststelling niet de beste rechtvaardiging voor de noodzakelijkheid van de syndikaten in Congo ? Zal men nu het verwijt gaan sturen aan dezen die gepoogd hebben die sociale toestanden geleidelijk te verhelpen ?

Het is toch zeker niet aan diegenen die elke sociale verbetering met lede ogen hebben beschouwd en die elke loonsverhoging als een catastroof voor de economie hebben voorgesteld, om thans de akte van beschuldiging op te stellen.

Er dient trouwens onderlijnd dat geen enkele getuige heeft verklaard dat zwarte syndicalisten aan de onlusten zouden deelgenomen hebben. Uit bepaalde inlichtingen blijkt eerder dat de elementen van de bevolking die gevormd werden in de syndikale en andere sociale organisaties een afkeurende houding hebben aangenomen tegenover de opvoermakers, dat zij zelf verrast en overrompeld werden door het plotseling verloop van de gebeurtenissen.

Sommige Zwarten hebben zich moedig gedragen door de bescherming op zich te nemen van Blanken die werden aangevallen. Niet zelden betrof het hier Zwarten die een actieve rol vervullen in bepaalde sociale organisaties.

Na de gebeurtenissen werd in dit milieu het vastberaden voorstellen geformuleerd zich in de toekomst niet meer te laten verrassen en overrompelen door een beweging van ongeorganiseerden.

In dat licht gezien kan men het betreuren dat de sociale organisaties in Congo nog in hun kinderschoenen staan.

Is het bestaansrecht van de syndikale organisaties voor de meerderheid van de leden van uw Commissie onbetwistbaar, dan menen zij er anderzijds te moeten op wijzen dat de syndikale methodes uit België niet klakkeloos mogen worden ingevoerd in Congo.

Meer dan ooit dient de syndikale methode in Congo te worden aangepast aan het ontwikkelingspeil van de massa, aan de psychologie van de Congolezen.

Het is zonder meer duidelijk dat een opruiende taal in Congo andere en veel zwaardere, zelfs oncontroleerbare, niet meer te beheersen gevolgen kan hebben dan diezelfde woorden, uitgesproken in België.

In Congo kan de scherpe formulering van een sociale eis reeds een ophitsend karakter aannemen.

Dat in dit opzicht in het verleden fouten werden begaan is duidelijk. Niemand van ons wil die fouten goedpraten. Vaak betreft het hier een spontane reactie van vers uit het Moederland togekomen propagandisten, met veel sociale ijver bezield, maar veelal nog onvoldoende vertrouwd met de plaatselijke toestanden.

De taak van een vakbondleider is in Congo veel moeilijker, zijn verantwoordelijkheid veel zwaarder dan in België. Het komt er op aan, zonder iets prijs te geven van het streven naar lotsverbetering van de arbeidersmassa, de meest doelmatige middelen te vinden om, in orde en wettelijkheid, de verwezenlijking van het doel geleidelijk te bereiken.

Het is zeker dat een werkelijke dialoog tussen werkgevers en syndikaten in feite niet bestond.

De paritaire organismen ontbraken, voor heel wat patroons was de aanwezigheid van de syndikaten een nieu-

une innovation à laquelle ils n'étaient pas encore habitués. On s'est plaint de ce que les fonctions dirigeantes les plus élevées étaient généralement confiées dans les entreprises au Congo, à des subalternes non habilités à prendre des décisions sans en référer aux directions et conseils d'administration siégeant à Bruxelles.

Si l'on désire porter un jugement sur les syndicats, il ne convient pas de mettre uniquement l'accent sur les erreurs commises. Il convient de songer aussi à la contribution positive qu'ils apportent en vue d'éduquer les Congolais à la démocratie sociale et d'orienter les aspirations sociales spontanées de la masse.

**

Faut-il attribuer à l'action syndicale une part des responsabilités dans le déclenchement des émeutes ?

A ce propos MM. Demuyter et Lahaye déclarent :

Les avis sont partagés, mais de nombreux témoins n'hésitent pas à conclure par l'affirmative.

L'un d'eux déclare : « La fin de cette surenchère syndicale contribuerait à ramener le calme ». Un autre témoin estime que « l'action des syndicats ne fut pas un bien pour les Bantous pétris de discipline depuis des millénaires ».

Un autre estime encore « qu'il s'impose de freiner au plus tôt la propagande démagogique des syndicats qui excite les Noirs contre les Blancs, les premiers ne comprenant la lutte des classes que comme une lutte de race ».

Un autre témoin, parlant de l'action syndicale dans les services publics, déclare : « La démagogie syndicale énerve l'opinion tant européenne qu'autochtone. Les contacts que la C.S.C.C. prend avec ma direction générale (de l'enseignement) m'obligent à dire que ses prétentions sont excessives et que le fait de les émettre, alors qu'il n'est pas toujours possible de les satisfaire, n'est certes pas de nature à créer une ambiance de calme. Dans un pays relativement neuf comme le Congo, l'action syndicale devrait s'inspirer de modération ».

D'autres témoins abondent dans le même sens : « Si l'introduction du syndicalisme et des partis politiques au Congo pouvait être à ce point néfaste, il appartenait aux autorités de le dire à Bruxelles... ».

« Le surchauffement et la surexcitation des esprits dus à la démagogie d'un organisme syndical de la place. »

« Toute revendication spectaculaire est considérée par les Noirs comme une sorte de défi à l'autorité et, finalement, un défi aux Blancs. Je suis convaincu, à titre personnel, de l'utilité que pourraient avoir ici des commissions paritaires composées de gens sensés et mûrs. »

« Transposition trop rapide, par les organisations syndicales, des techniques non suffisamment adaptées à des civilisations non-millénaires. Il aurait fallu commencer plus tôt en travaillant sous une forme lente et progressive... »

« Influence néfaste du contact (août-septembre 1958) avec les syndicalistes noirs de l'A.E.F. qui ont provoqué une relance, alors qu'on allait déjà trop vite. »

« L'action des syndicats contre les institutions légales que sont les conseils d'entreprise, ont fait germer, dans l'esprit des travailleurs, l'idée que ces institutions n'existaient que pour faciliter la tâche de l'employeur. »

wigheid waarbij zij zich nog niet hadden aangepast. Er werd over geklaagd dat de hoogste leidende functies in de ondernemingen in Congo meestal toevertrouwd zijn aan ondergeschikten die geen beslissingen kunnen treffen zonder de directies en beheraders die in Brussel zetelen, te raadplegen.

Wanneer men de syndikaten wil beoordelen zal men niet enkel op hun fouten moeten wijzen — die stellig in de toekomst moeten vermeden worden — maar zal men ook moeten denken aan de positieve bijdrage die zij leveren inzake opleiding van de Congolezen in de sociale democratie en inzake het kanaliseren van de spontane sociale verzuchtingen van de massa.

**

Is de syndikale actie gedeeltelijk verantwoordelijk te stellen voor het uitbreken van het oproer ?

Hieromtrent verklaren de heren Demuyter en Lahaye het volgende :

De meningen zijn verdeeld, maar talrijke getuigen aarzelen niet er bevestigend op te antwoorden.

Een van hen verklaart : « Het einde van dat syndikaal opbod zou bijdragen tot het herstellen van de rust ». Een ander getuige oordeelt dat « de actie van de vakbonden geen weldaad was voor de Bantoe's, die sinds eeuwen doordrongen zijn van tucht ».

Nog een andere is van oordeel dat « zo spoedig mogelijk een rem moet worden gezet op de demagogische propaganda van de vakbonden die de Zwarten tegen de Blanken ophitst, daar de eersten de klassenstrijd niet anders kunnen opvatten dan als een rassenstrijd ».

Een andere getuige verklaart in verband met de syndikale actie in de overheidsdiensten : « De syndikale démagogie zweept zowel de gemoederen van de Europeanen als van de inlanders op. Het contact, dat het A.C.V.C. met mijn algemene directie (van het onderwijs) opneemt, noopt mij te zeggen dat zijn eisen buitensporig zijn en dat het stellen van die eisen, waaraan niet altijd kan worden voldaan, hoe genaamd niet bevorderlijk is voor het scheppen van een rustige sfeer. In een betrekkelijk nieuw land als Congo zou de syndikale actie zich door gematigdheid moeten laten leiden ».

Dit wordt door andere getuigen volmondig beaamd : « Indien de invoering van de vakbeweging en van de politieke partijen in Congo zulke noodlottige gevolgen kan hebben, was het de plicht van de gezagdragers Brussel daarvan op de hoogte te brengen... ».

« Dat de gemoederen tot overprikkeling waren opgezweept, is de schuld van de démagogie van een alhier gevestigd syndikaal organisme. »

« Iedere spectaculaire eis wordt door de Zwarte beschouwd als een soort uitdaging van het gezag en, uiteindelijk, als een uitdaging van de Blanken. Persoonlijk ben ik overtuigd van het nut dat paritaire commissies, bestaande uit verstandige en bezadigde lieden, hier zouden kunnen hebben. »

« Te snelle overplanting, door de vakorganisaties, van technieken die niet voldoende zijn aangepast aan niet-duizendjarige beschavingen. Men had eerder moeten beginnen en traag en geleidelijk te werk gaan... »

« Noodlottige invloed van het contact (augustus-september 1958) met de zwarte syndicalisten van de A.E.F. die het tempo weer hebben opgedreven, terwijl men al te vlug vooruitging. »

« De syndikale actie tegen de bij de wet ingestelde bedrijfsraden heeft bij de arbeiders de gedachte doen rijpen dat die instellingen er alleen maar zijn om de werkgever zijn taak te vergemakkelijken. »

Et enfin, un dernier témoignage : « Il y a aussi le phénomène syndical. Celui-ci n'avait offert aucune difficulté avant 1958. Entre syndicats et employeurs les contacts étaient espacés, mais cordiaux. Au fur et à mesure que la récession s'aggrava, les revendications devinrent plus pressantes. Or, les travailleurs n'ont qu'une notion très vague de la définition d'un syndicat, et certains d'entre eux le confondent même avec le Gouvernement. Ils les imaginent tous les deux attelés à la même charette, puisque tous deux réclament une hausse des salaires. Tout cela a créé un réel malaise ».

Pour rester objectifs, il y a lieu à présent de citer l'opinion des dirigeants syndicaux qui ne concordent pas avec les déclarations que nous venons de donner.

L'un d'eux déclare : « La liberté syndicale a été octroyée avec un trop grand retard. Elle n'est entrée en vigueur qu'en février 1957. Grâce à elle cependant, et notamment aux syndicats mixtes de la F.G.T.B., les seuls à être organisés sous cette forme, le problème social est maintenant posé ».

« Dans une large couche de la population européenne, les syndicalistes qui prennent la défense du peuple autochtone sont assez mal vus. Le problème racial joue. »

« L'organisation syndicale reste la meilleure école de la démocratie et c'est par elle qu'on pourra le mieux convaincre les Noirs des avantages de celle-ci. »

Votre Commission a donc entendu de nombreuses déclarations de témoins qui endossent une responsabilité aux syndicats.

Les dirigeants syndicaux entendus n'ont pas fait de déclarations quant à la responsabilité de leurs organisations.

MM. Demuyter et Lahaye pensent que tous seront d'accord pour reconnaître que les questions sociales (différences énormes entre les salaires des Blancs et des Noirs, chômage, jeunesse abandonnée) jouèrent un rôle déterminant dans l'explosion de violence vécue à Léopoldville au début de janvier.

Il faut bien reconnaître que les syndicats, en défendant les revendications du personnel blanc n'ont pas nécessairement tenté de combler le fossé qui sépare les salaires.

Bien que des témoins aient mis en cause la présence même des syndicats au Congo, alors qu'il existe des conseils d'entreprise, il serait vain de vouloir revenir au passé.

Ce qu'il faut regretter, en dépit de l'essai d'explication d'un honorable commissaire, c'est la pluralité des organisations syndicales : F.G.T.B., C.S.C.C., S.L., Association des fonctionnaires et agents de la Colonie (A.F.A.C.), Association du personnel indigène de la Colonie (A.P.I.C.).

Nous avons transplanté, au Congo, nos divisions métropolitaines en matière de défense des intérêts des travailleurs; ce qui a poussé à des revendications qui prennent des allures de surenchères démagogiques facilement interprétées comme une course au recrutement, source de recettes pour les syndicats. Ainsi la F.G.T.B. obtenant un succès à l'Otraco, entraîne la C.S.C.C. à des revendications à Utexléo.

Il ne faut pas faire des reproches aux syndicats en ce qu'ils tentent d'améliorer le sort des travailleurs, mais il faut faire grief aux dirigeants syndicaux de n'avoir pas compris que la propagande ne se fait pas au Congo comme elle se fait en Belgique.

En ten slotte een laatste getuigenis : « Er is ook het syndikale verschijnsel. Vóór 1958 had het nog geen enkele moeilijkheid doen rijzen. De contacten tussen vakbonden en werkgevers waren niet veelvuldig, maar hartelijk. Naarmate de recessie toenam, werden de eisen met steeds meer klem naar voren gebracht. Nu hebben de arbeiders maar een heel vaag begrip van hetgeen een vakbond eigenlijk is, en sommigen verwarren die zelfs met het Gouvernement. Zij stellen zich voor dat beide voor dezelfde kar zijn gespannen, daar beide loonsverhoging eisen. Dat alles heeft een klimaat van werkelijke malaise geschapen ».

Terwille van de objectiviteit dient thans de opvatting van de vakbondleiders te worden weergegeven, welke niet strookt met de zoëven aangehaalde verklaringen.

Een hunner verklaart : « De syndikale vrijheid werd veel te laat verleend. Pas in februari 1957 is zij van kracht geworden. Toch is het daaraan, en in het bijzonder aan de gemengde A.B.V.V.-vakbonden, de enige welke in die vorm zijn georganiseerd, te danken dat het sociale probleem is gesteld ».

« Een groot deel van de Europese bevolking ziet met een kwaad oog de syndikalisten die het voor de inlanders opnemen. Hier doet zich het rassenprobleem gelden. »

« De vakbondorganisatie blijft de beste school voor democratie, en het is door haar dat men het best de Zwarten van de voordelen van deze democratie zal kunnen overtuigen. »

Uw Commissie heeft dus talrijke verklaringen gehoord van getuigen die de vakbonden een verantwoordelijkheid ten laste leggen.

De gehoorde leiders van vakbonden hebben geen verklaringen afgelegd aangaande de verantwoordelijkheid van hun organisaties.

De heren Demuyter en Lahaye denken dat allen eensgezind zullen zijn om te erkennen, dat de sociale kwesties (geweldige verschillen tussen de lonen van Blanken en Zwarten, werkloosheid, verwaarloosde jeugd) een beslissende rol hebben gespeeld bij de uitbarsting, die zich te Leopoldstad, begin januari, heeft voorgedaan.

Men is wel verplicht te erkennen, dat de vakbonden, door de eisen van het blank personeel te verdedigen, niet noodzakelijkerwijze hebben gepoogd, de kloof die de lonen scheidt, te dempen.

Hoewel de getuigen de aanwezigheid zelf van de vakbonden in Congo ten kwade hebben geïdentificeerd, dan wanneer er bedrijfsraden bestaan, ware het vergeefse moeite, naar het verleden te willen terugkeren.

Wat, ondanks de gepoogde verklaring van een achtbaar commissielid, dient te worden betreurd, is de veelvuldigheid der vakbonden : A.B.V.V., A.C.C.V., L.S., Vereniging van de ambtenaren en agenten van de Kolonie (A.F.A.C.), Vereniging van het inlands personeel van de Kolonie (A.P.I.C.).

Wij hebben onze moederlandse verdeeldheid inzake verdediging van de arbeidersbelangen overgeplant naar Congo, wat geleid heeft tot eisen die de vorm aannemen van demagogisch opbod, wat gemakkelijk kan worden uitgelegd als een wedijver op aanwervingsgebied, bron van inkomsten voor de vakbonden. Aldus brengt het A.B.V.V., dat een sukses geboekt heeft in de Otraco, het A.B.C.C.V. ertoe eisen te stellen in de Utexléo.

Men mag de vakbonden niet het verwijt toesturen, de lotsverbetering van de arbeiders te betrachten, maar aan de vakbondleiders dient het verwijt gemaakt, niet te hebben ingezien dat de propaganda in Congo niet kan worden gevoerd zoals zij in België geschiedt.

La différence entre la mentalité belge et bantoue, réside, notamment dans le fait souligné par le même honorable commissaire : « que nous avons déjà en Belgique plus de cent ans d'histoire derrière nous ».

Il est extrêmement difficile de dire si les syndicalistes indigènes ont pris part aux émeutes ou s'ils se sont abstenus.

Nous insistons donc sur le fait que les méthodes syndicales ne peuvent être transposées sans plus de la Belgique au Congo. Plus que jamais, les méthodes doivent être adaptées au degré d'évolution de la masse, à la psychologie des Congolais.

Il va sans dire que des propos subversifs peuvent avoir au Congo, des répercussions beaucoup plus graves et même incontrôlables, qu'en Belgique, devant une masse plus évoluée. Le simple fait de formuler une revendication sociale peut avoir là un caractère provoquant.

A ce point de vue, des fautes ont été commises dans le passé que personne ne songe à justifier. Il s'agit tout autant de réactions spontanées de propagandistes arrivés récemment de la Métropole, animé d'une grande ardeur sociale mais qui ont une connaissance insuffisante des situations locales que de dirigeants belges tout aussi ignorants de la mentalité du travailleur congolais.

On n'a pas su trouver, sans diminuer en rien les efforts tendant à améliorer le sort des masses laborieuses, les moyens les plus efficaces pour atteindre progressivement le but dans l'ordre et dans la légalité.

L'amélioration des salaires n'est, toutefois, possible que si les entreprises sont prospères. Dans l'état actuel de l'organisation économique, il importe de permettre l'évolution structurelle des entreprises pour qu'elles puissent supporter les hausses de rémunérations (endéans un temps raisonnable) sans compromettre la rentabilité normale parce que toutes n'ont pas, comme l'Otraco, la garantie du Gouvernement. Il ne faut pas, non plus, que la mécanisation entraîne des licenciements. Il faut que le rendement s'accroisse.

Il est certain que la tâche d'un dirigeant syndical blanc est beaucoup plus ardue et sa responsabilité beaucoup plus lourde au Congo qu'en Belgique.

Le dialogue entre employeurs et syndicats n'a guère existé à cause de l'absence d'organisations paritaires.

Dans cet ordre d'idées, nous pensons que c'est continuer les erreurs commises par la méconnaissance de la mentalité bantoue que de poser, après les émeutes, des revendications de salaires, sans attendre la création des commissions paritaires : si en Belgique, les syndicats commencent à poser des demandes d'augmentation de rémunération qui sont discutées en commission paritaire, la procédure inverse est de mise au Congo.

Si comme le dit l'honorable commissaire, on ne trouve nulle part un lien direct entre l'action des syndicats et les événements du 4 janvier, il n'en est pas moins vrai que les revendications syndicales, les déclarations des dirigeants et les écrits ont préparé un état d'esprit au même titre que les autres causes.

Het verschil tussen de Belgische en de Bantoe-mentaliteit berust, met name, op het feit waarop door hetzelfde achtbare lid werd gewezen : « dat wij in België reeds een meer dan honderdjarige geschiedenis achter de rug hebben ».

Het is uiterst moeilijk uit te maken of de vakbonden der inlanders deel hebben genomen aan de onlusten, dan of zij zich daarvan onthouden hebben.

Wij verklaren dan ook uitdrukkelijk dat de syndicale methodes niet zonder meer van België naar Congo mogen worden overgebracht. Hier, meer dan elders, moeten deze methodes worden aangepast aan de graad van ontwikkeling van de massa en aan de psychologie van de Congolezen.

Het spreekt vanzelf dat opruiende taal in Congo veel ernstiger en onberekenbaarder gevolgen kan hebben dan in België, ten overstaan van mensen met een hoger ontwikkelingspeil. De eenvoudige formulering van een sociale eis kan ginds reeds de gemoederen in opwinding brengen.

In dit opzicht werden in het verleden vergissingen begaan, en niemand denkt eraan deze te verbloemen. Zij vinden hun oorsprong, zowel in spontane reacties van pas uit het Moederland toegekomen propagandisten, beziel met een grote sociale ijver doch onvoldoende vertrouwd met de plaatselijke toestanden, als in het optreden van Belgische leiders die even weinig afwisten van de mentaliteit van de Congolese arbeiders.

Men heeft tevergeefs gezocht naar de meest doeltreffende middelen om, zonder in enige mate afbreuk te doen aan de inspanningen ter verbetering van het lot der arbeidersmassa, geleidelijk het nagestreefde doel te bereiken langs wettelijke weg.

Verbetering van het loonpeil is evenwel slechts mogelijk wanneer de ondernemingen welvarend zijn. In de huidige stand van de organisatie van het bedrijfsleven moet men er vooral op bedacht zijn de structurele ontwikkeling van de ondernemingen niet te hinderen, opdat deze bij machte zouden zijn de salarisverhogingen (binnen een redelijke termijn) te dragen zonder dat zij hun normale rentabiliteit in gevaar brengen. Want niet alle staan, zoals de Otraco, onder Regeringswaarborg. Verder mag de mechanisatie niet tot gevolg hebben dat arbeiders worden ontslagen. Men moet veeleer het rendement opvoeren.

De taak van een blanke syndicale leider is in Congo stellig veel zwaarder dan in België, en zijn verantwoordelijkheid veel groter.

Het overleg tussen werkgevers en vakbonden heeft hier nooit bestaan, omdat er geen paritaire organisaties waren.

In dit verband menen wij dat men de vergissingen, die uit onbekendheid met de mentaliteit van de Bantoes werden begaan, slechts zou bestendigen indien men thans, na de onlusten, looneisen naar voren ging brengen zonder de oprichting van de paritaire comités af te wachten : terwijl de vakbonden in België beginnen met eisen tot loonsverhoging te stellen, die vervolgens in een paritair comité worden behandeld, wordt in Congo juist omgekeerd te werk gegaan.

Al is er, zoals het geachte commissielid beweert, nergens een direct verband tussen de actie van de vakbonden en de gebeurtenissen van 4 januari, toch hebben de syndicale eisen, de verklaringen van de leiders en hun geschriften even goed als de andere oorzaken bijgedragen tot het ontstaan van een bepaalde geestesgesteldheid.

B. — Causes politiques des événements.

I. LA CARENCE DE L'AUTORITÉ.
L'INERTIE ET LA FAIBLESSE DE L'ADMINISTRATION.

Votre Commission a été vivement impressionnée par les doléances nombreuses qu'elle a entendues au sujet de la carence de l'autorité, de l'inertie et de la faiblesse que l'on attribue à l'Administration.

Il est certain que dans un pays où le rôle de l'Administration est si important, il faut qu'elle soit particulièrement vigilante et qu'elle ait conscience de ses responsabilités. Mais il convient de souligner cependant qu'il faut que l'autorité politique supérieure sache donner à l'Administration une ligne de conduite qui justifie la décision et la fermeté, et non les hésitations, les atermoiements ou la crainte des responsabilités.

Votre rapporteur croit utile de citer des témoignages en commençant par ceux des plus hautes personnalités, qui ont incriminé le manque de directives quant à la politique à suivre.

Un haut magistrat nous a déclaré : « C'est surtout le manque de précision dans la politique qui a été un obstacle à l'évolution espérée du Congo. Il y a un malaise qui découle de la politique du Gouvernement. A plusieurs reprises les Gouverneurs généraux, les Ministres, ont eu l'occasion de prononcer des paroles que les Noirs espéraient plus décisives. Ils ont été déçus ».

Un fonctionnaire qui a été mêlé de près aux événements dès leur début, nous dit : « Nous travaillions dans des conditions pénibles, dans l'ignorance de la ligne politique que nous servions... A différentes reprises nous avons pris des dispositions... Mais je répète que la tension existait depuis des mois... Nous ne savions plus ce que nous devions faire et nous avons tenu au maximum ».

Un autre haut magistrat déplore lui aussi le manque de directives politiques : « Il y avait, en effet, un malaise partout (dans le Congo). Il était dû à ce que nous manquions de directives sur le plan de la politique générale. On attendait ici l'annonce d'une politique nouvelle. Elle n'est pas venue ».

Même écho de la part d'un bourgmestre africain : « La politique d'atermoiement pratiquée par la Belgique a provoqué l'impatience de la population ».

Un journaliste africain constate « une baisse du prestige de l'autorité ».

**

Votre Commission, tout en admettant que l'incertitude dans laquelle l'absence de directives politiques claires a pu plonger l'Administration, pense que cela ne devait peut-être pas l'empêcher de prendre les mesures nécessaires dans le cadre des décrets et ordonnances existants.

Ce manque de directives ne peut pas davantage expliquer le manque de fermeté, fermeté dont il aurait fallu faire preuve dans certaines circonstances.

Un haut magistrat a évoqué le problème des fonctionnaires, en citant une conversation qu'il a eue avec un leader africain : « Il y a, d'autre part, le problème de la formation du cadre administratif, qui manque parfois du tact et du rayonnement qui inspirent la confiance ».

Un militaire de haut grade, après avoir dit que la puissance du Gouverneur général fut grignotée, constate : « On a assisté à un relâchement de la discipline, on a constaté des faiblesses dans la poursuite des infractions et une peur d'agir dans l'attente des instructions ».

B. — De politieke oorzaken van de gebeurtenissen.

I. HET VERZUIM VAN DE OVERHEID.
DE BESLUITELOOSHEID
EN DE ZWAKHEID VAN HET BESTUUR.

Uw Commissie kwam sterk onder de indruk van de vele klachten die haar ter ore zijn gekomen over het verzuim van de overheid, de beweerde besluiteloosheid en zwakheid van het Bestuur.

Het staat buiten kijf dat het Bestuur in een land waar zijn taak zo belangrijk is bijzonder waakzaam moet zijn en dat het zich rekenschap moet geven van zijn verantwoordelijkheid. Er valt echter op te merken, dat het hogergeplaatste politieke gezag aan het Bestuur een gedragslijn moet voorschrijven tot verantwoording van een paraatheid en een krachtadig optreden en die niet leidt tot aarzelingen, uitvluchten en ontwijking van verantwoordelijkheid.

Uw verslaggever acht het dienstig bepaalde getuigenissen aan te halen, en in de eerste plaats die van de hoogst geplaatsten die het gebrek aan onderrichtingen over het te voeren beleid aan de kaak hebben gesteld.

Een hooggeplaatst magistraat verklaarde ons : « Vooral het gebrek aan nauwkeurige gegevens over het beleid is een hinderpaal geweest voor de verwachte ontwikkeling van Congo. Er heerste een malaise, die te wijten is aan het beleid van het Gouvernement. Meer dan eens hadden de Gouverneurs-generaal en de Ministers gelegenheid om dingen te zeggen waarvan de Zwartten hoopten dat zij beslissend zouden zijn Zij werden echter ontgoocheld ».

Een ambtenaar die van meet af bij de gebeurtenissen is betrokken verklaarde : « Wij werkten in moeilijke omstandigheden, wij wisten niet welke politieke lijn wij volgden. Meer dan eens hebben wij schikkingen genomen... De spanning bestond echter reeds sedert maanden... Wij wisten niet meer wat wij moesten doen en wij hebben zo lang mogelijk stand gehouden ».

Een ander hooggeplaatst magistraat betreurt eveneens het gebrek aan politieke onderrichtingen : « Er heerste inderdaad overal (in Congo) een malaise, omdat wij niet over richtlijnen nopens het algemeen beleid beschikten. Wij hebben verwacht dat een nieuwe politiek zou worden aangekondigd. Dat is niet gebeurd ».

Hetzelfde geluid hoorden wij uit de mond van een Afrikaans burgemeester : « De weifelende politiek die België heeft gevoerd heeft bij de bevolking ongeduld verwekt ».

Een Afrikaans journalist stelde « een achteruitgang van het gezag van de overheid » vast.

**

Uw Commissie ziet wel in dat het uitblijven van duidelijk omschreven politieke onderrichtingen het Bestuur in het onzekere heeft gebracht, doch zij meent dat men niettemin maatregelen had kunnen nemen, in het kader van de bestaande decreten en ordonnances.

Het gebrek aan onderrichtingen verklaart evenmin het gebrek aan krachtadigheid, waarvan men in bepaalde omstandigheden blijk had moeten geven.

Handelend over het vraagstuk van de ambtenaren, in verband met een gesprek dat hij met een Afrikaanse leider had gevoerd, verklaarde een hoog magistraat : « Anderzijds is daar het probleem van de opleiding van het administratieve kader, waar het vaak ontbreekt aan de takt en de bezieling die vrouwen wekken ».

Een militair van hoge rang verklaarde dat aan het gezag van de Gouverneur-generaal werd getornd en constateert : « De tucht is verzwakt, men is te zwak geweest bij het beteugelen van de overtredingen en men durfde niet optreden zolang er geen onderrichtingen gegeven werden ».

» Les responsables n'ont pas réagi le 20 avril 1958, après un discours de M. Kasavubu, ni après un meeting du 21 décembre 1958 où on distribua un tract parlant des « atrocités belges ». »

Un ancien Gouverneur de province estime « que l'autorité a adopté depuis des années une position de faiblesse qui a entraîné une agitation continuelle... Les responsables se trouvent du haut en bas des autorités résidant à Léo ». »

Un colon déclare : « Je suis rentré de congé le 5 décembre et je dois vous dire que j'ai été surpris de voir combien la situation s'était détériorée depuis mon départ. Des réunions nettement subversives se tenaient ouvertement. L'Administration laissait faire. Sa faiblesse résultait soit d'un manque de directives, soit du silence que s'imposaient les fonctionnaires par arrivisme ». »

Pour un dirigeant d'industrie, « l'affaiblissement de l'autorité à tous les échelons est une des causes de l'émeute. Le Congolais ne comprend plus lorsque l'autorité est bafouée. L'indigène ne conçoit pas que l'on n'ait pas sévi contre les excitateurs ». »

Enfin, une personnalité africaine du Gouvernement général « constate également un relâchement de la discipline administrative. Des fonctionnaires ont commencé à faire en public des déclarations politiques critiquant l'autorité, et aucune sanction ne s'en est suivie ». »

Il paraît utile, pour clore la longue liste des témoignages, de citer le témoignage d'un magistrat particulièrement au fait du problème, qui a déclaré à votre Commission : « La haute Administration était au courant de l'action subversive de l'Abako depuis deux ans. Un rapport de la Sûreté l'en informait très complètement. Il la mettait notamment en garde contre les risques de sa tolérance. Il eût suffi d'avertir M. Kasavubu et son état-major qu'on sévirait s'ils persévéraient dans cette voie, pour que bien des choses eussent été évitées. Les autochtones eux-mêmes ont d'ailleurs conscience de cette responsabilité de l'Administration ». »

Un témoin européen a donné comme raisons essentielles de la dégradation de l'autorité :

« 1° les influences politiques métropolitaines sur la politique coloniale, l'avenir et la carrière des fonctionnaires;

» 2° les différends spectaculaires entre le Ministre et le Gouverneur général;

» 3° le retard mis à proclamer une nouvelle doctrine politique;

» 4° le désarroi de l'Administration qui doit céder certains de ses pouvoirs « au privé », alors qu'elle voulait en conserver le monopole;

» 5° le retard apporté à des nominations importantes. »

En conclusion, votre rapporteur ne saurait assez insister sur ce qu'ont représenté dans les événements du 4 janvier la dégradation et la carence de l'autorité à tous les échelons. Bien sûr, ainsi qu'un témoin européen l'a dit devant votre Commission, « il faut être indulgent pour les fonctionnaires locaux qui savaient qu'il était temps d'orienter le Congo dans la voie de l'indépendance, mais qui savaient aussi que la presse belge et les milieux politiques n'acceptaient pas cette vérité ». »

» De verantwoordelijke instanties hebben op 20 april 1958 niet gereageerd, na een redevoering van de heer Kasavubu, noch, op 21 december 1958, na een meeting waar vlugschriften werden rondgestrooid, waarin sprake was van « Belgische wreedheden ». »

Een gewezen provinciegouverneur meent « dat de overheid sedert jaren een zwakke houding heeft aangenomen, die een voortdurende agitatie heeft verwekt... De verantwoordelijken bevinden zich onder de autoriteiten van hoog tot laag, te Leopoldstad ». »

Een kolonist verklaarde : « Ik ben op 5 december uit verlof teruggekeerd en moet u zeggen dat ik met verbazing heb vastgesteld hoezeer de toestand sedert mijn vertrek was verslecht. Er werden openlijk uitgesproken oproerige vergaderingen gehouden. Het Bestuur liet maar bepaan. Zijn zwakheid is te verklaren door een gebrek aan onderrichtingen of omdat de ambtenaren zich uit arrivisme het zwijgen oplegden ». »

Naar de mening van een industrieleider is « de verzwakking van het gezag op alle echelons een van de oorzaken van het oproer. De Congolezen zijn radeloos, wanneer het gezag met de voeten wordt getreden. De inlanders begrijpen niet waarom men tegen de oproerkraaiers niet is opgetreden ». »

Ten slotte gewaagt een vooraanstaand Afrikaan van het Gouvernement-generaal eveneens van « een verslapping van de administratieve tucht. Er zijn ambtenaren die in het openbaar politieke verklaringen tegen het gezag hebben afgelegd, zonder dat tegen hen enige sanctie werd genomen ». »

Tot besluit dezer lange lijst getuigenissen, halen wij nog de woorden aan van een magistraat die met het vraagstuk bijzonder vertrouwd is : « Het hoge Bestuur was sedert twee jaar op de hoogte van de oproerige actie van de Abako. Het was volledig ingelicht door een rapport van de Veiligheid, waarin het o.m. op zijn hoede werd gesteld tegen de gevaren van zijn verdraagzaamheid. Het zou volstaan hebben de heer Kasavubu en zijn staf te waarschuwen dat men zou ingrijpen indien zij op die weg voortgingen om heel wat dingen te voorkomen. Zelfs de inlanders beseffen trouwens dat het Bestuur die verantwoordelijkheid heeft ». »

Een Europees getuige citeerde als voornaamste oorzaken van de ontarding van het gezag :

« 1° de politieke invloed van het Moederland op het koloniale beleid, de toekomst en de carrière van de ambtenaren;

» 2° de spectaculaire meningsverschillen tussen de Minister en de Gouverneur-Generaal;

» 3° het uitblijven van een nieuwe politieke doctrine;

» 4° de ontreding van het Bestuur, dat sommige van zijn volmachten aan de « particuliere sector » heeft moeten overlaten, hoewel het het monopolium ervan wilde behouden;

» 5° het uitblijven van belangrijke benoemingen. »

Tot besluit kan uw verslaggever niet genoeg de nadruk leggen op het belang van de ontarding en het verzuim van het gezag op alle niveau's bij de gebeurtenissen van 4 januari. Weliswaar moet men, zoals een Europees getuige aan uw Commissie heeft verklaard « inschikkelijk zijn voor de lokale ambtenaren, die wisten dat het hoog tijd werd Congo naar de onafhankelijkheid te leiden, maar ook dat de Belgische pers en de politieke kringen deze waarheid niet aanvaardden ». »

On a donc fermé les yeux sur une situation nouvelle, qui cependant était signalée dès 1957 par des groupements autorisés. Votre Commission estime que la responsabilité est de nature collective.

2. LA POLITIQUE A L'EGARD DES MOUVEMENTS NATIONALISTES.

Sans nier que d'autres mouvements ont eu une part de responsabilité, celle de l'Abako et l'influence de son président général M. Kasavubu dans les événements du 4 janvier, apparaissent comme certaines. Ni l'Abako, ni M. Kasavubu n'ont lancé un appel à l'émeute ce jour-là, mais le groupement Abako — ethnique à l'origine — avait, depuis de nombreux mois, créé le climat propice à ces émeutes. Ce climat a encore été aggravé par le meeting du M.N.C. (Mouvement national congolais) du 28 décembre 1958. Toutefois, on peut souligner l'indulgence — et ceci rejoint ce que votre rapporteur a signalé dans le chapitre précédent — avec laquelle ces manifestations et celles de ses leaders furent tolérées par une Administration trop bienveillante. Après chaque incartade, M. Kasavubu était reçu par les autorités jusqu'aux échelons les plus élevés. De ces entrevues il sortait grandi aux yeux de ses partisans, parce qu'il se vantait d'avoir tenu la dragée haute à l'Administration.

Il faut remarquer que l'Abako, association culturelle, avait, au début, pour objet l'étude et le renouveau de la langue des populations du Bas-Congo. C'est sans doute la raison qui fit que M. Tordeur, Premier bourgmestre, en accepta la présidence d'honneur et que d'autres personnalités furent de son comité d'honneur.

La même politique était suivie à l'égard d'autres groupements ethniques. Un observateur assistait d'ailleurs à toutes leurs réunions.

Lorsque l'Abako en vint à s'occuper de questions politiques et à faire de l'agitation, les personnalités demeurèrent.

Trente-six témoins au total, parmi lesquels 9 autochtones, incriminent les faiblesses de l'Administration et 24 témoignages, dont 8 d'autochtones, mettent en cause les faiblesses de l'Administration à l'égard de l'Abako.

Ces témoins africains ont clairement laissé entendre à votre Commission que l'Abako a créé l'atmosphère propice aux événements du 4 janvier, mais certains d'entre eux ont incriminé l'Administration, parce qu'elle n'avait pas réagi à temps, et sérieusement, contre les menées du groupement.

Conclusions.

Au cours de ces deux dernières années, les problèmes politiques ont pris, à Léopoldville une importance toujours accrue. Les élections aux conseils communaux, l'activité politique systématique de l'Abako y ont notamment contribué d'une manière décisive.

Votre Commission estime devoir souligner, tout d'abord, que l'Administration, dont l'activité a été si souvent l'objet d'éloges justifiés, n'était ni équipée, ni préparée pour faire face à ces nouveaux problèmes. Devant des problèmes politiques qui devenaient de plus en plus complexes, elle a répondu par l'adoption d'une attitude : pas de politique au Congo. Elle a favorisé certains regroupements tribaux plutôt que d'autres, ainsi l'Abako dont elle a provoqué la création, patronné le développement et dont elle aurait dû prévoir le triomphe aux élections du 8 décembre 1957 malgré son infériorité numérique. Dans le

Men heeft dus de ogen gesloten voor een nieuwe toestand, waarop nochtans reeds in 1957 door gezaghebbende groeperingen de aandacht was gevestigd. Uw Commissie is van mening dat de verantwoordelijkheid in dit opzicht collectief is.

2. HET BELEID TEN OPZICHTE VAN DE NATIONALISTISCHE BEWEGINGEN.

Hoewel ook andere bewegingen gedeeltelijk verantwoordelijk zijn voor de gebeurtenissen van 4 januari, is de Abako en de invloed van haar algemeen voorzitter, de heer Kasavubu, beslissend geweest. Noch de Abako noch de heer Kasavubu hebben die dag tot oproer aangespoord, maar de Abako — oorspronkelijk een etnische vereniging — had sedert maanden een gunstig klimaat voor het uitbreken van onlusten geschapen. Die sfeer is nog verslecht door de meeting van de Congolese Nationale Beweging, op 28 december 1958. Hierbij mag wel worden gewezen op de inschikkelijkheid — en dit sluit aan bij wat uw verslaggever in het vorige hoofdstuk opmerkte — waarmee deze demonstraties en het optreden van de leiders ervan door een al te lankmoedig Bestuur werden gedoogd. Telkens als de heer Kasavubu zich weer eens te buiten was gegaan, werd hij door de autoriteiten ontvangen, zelfs op het hoogste niveau. Deze gesprekken verhoogden nog zijn prestige in de ogen van zijn aanhangers, want hij beroemde er zich op dat hij het Bestuur aan het lijntje hield.

Op te merken valt dat de Abako, een culturele vereniging, aanvankelijk de studie en de herleving van de taal der bevolkingsgroepen van Beneden-Congo beoogde. Waarschijnlijk is het daarom, dat de heer Tordeur, Eerste-Burgemeester, het erevoorzitterschap aanvaardde en dat andere vooraanstaanden in het erecomité zitting namen.

Een zelfde politiek werd gevolgd ten aanzien van andere etnische groeperingen. Op ieder van hun vergaderingen was trouwens een waarnemer aanwezig.

Toen de Abako zich met politieke aangelegenheden begon in te laten en agitatie ging voeren, bleven bedoelde vooraanstaanden er deel van uitmaken.

In totaal stelden 36 getuigen, waaronder 9 inlanders, de zwakheid van het Bestuur aan de kaak; 24 getuigen, waaronder 8 inlanders, gaven de schuld aan de zwakheid van het Bestuur tegenover de Abako.

Talrijke Afrikaanse getuigen hebben uw Commissie duidelijk te verstaan gegeven dat de Abako de sfeer heeft geschapen, waarin de gebeurtenissen van 4 januari tot uitbarsting konden komen; doch sommigen onder hen werpen de schuld op het Bestuur, omdat dit niet tijdig en krachtadig heeft gereageerd op de drijfverijen van deze groepering.

Besluiten.

In de laatste twee jaar kregen de politieke vraagstukken te Leopoldstad steeds meer belang. De verkiezingen voor de gemeenteraden, de stelselmatige politieke activiteit van de Abako, droegen daar o.a. op beslissende wijze toe bij.

Uw Commissie meent in de eerste plaats te moeten onderlijnen dat de Administratie, waarvan de activiteit terecht zo dikwijls hoog geprezen werd, noch uitgerust, noch voorbereid was om deze nieuwe problemen te gemoet te treden. Ten aanzien van de politieke problemen die steeds ingewikkelder werden heeft zij gereageerd door zich vast te klampen aan de stelregel : geen politiek in Congo. Zij heeft bepaalde hergroeperingen van stammen méér in de hand gewerkt dan andere; en met name de Abako, waarvan zij de oprichting heeft uitgelokt en de ontwikkeling heeft gesteund, en waarvan zij de triomf bij de verkiezingen van

deuxième semestre de l'année 1958, elle a persisté dans sa manière de concevoir son rôle et favorisé cette fois le départ des leaders du M.N.C. pour la Conférence d'Accra, alors que M. Kasavubu ne put partir que trop tard. Comme toujours les autochtones ont observé attentivement les réactions de l'Administration. Celle-ci si elle avait suivi une ligne dans son action, ignorait les limites dans lesquelles elle devait s'inscrire. Elle se rendait compte que des directives politiques pour l'avenir devaient et allaient à nouveau être définies. Mais la communication de ces directives se fit attendre, ce qui explique la tendance de plus en plus prononcée de l'Administration de se faire, préalablement, couvrir par l'autorité supérieure, avant de prendre une décision de quelque importance. Le sens des responsabilités n'y a rien gagné. De là viennent certaines hésitations, que les Noirs ont considéré être de la faiblesse. Certains autochtones en ont conclu qu'ils devaient et pouvaient demander davantage.

Ceci s'est avéré d'autant plus grave pour Léopoldville, où l'évolution politique des idées a rencontré un terrain fertile, préparé par l'activité de l'Abako. A cet égard, cette association assume une co-responsabilité dans les événements du 4 janvier 1959 : au sujet de la notion d'indépendance, elle a fait naître dans l'esprit des autochtones des conceptions entièrement fausses, mais de nature, toutefois, à s'assurer la collaboration de tous les autochtones pour la conquête de cette souveraineté.

Votre Commission croit devoir souligner également qu'elle a entendu de nombreuses plaintes au sujet du manque de cohésion entre le Pouvoir exécutif et sa représentation à Léopoldville dans l'examen des affaires congolaises. Les représentants les plus hauts placés du Pouvoir exécutif au Congo y ont perdu une partie de leur autorité sur les Européens et les autochtones. L'autorité, l'unité et l'efficacité de l'Administration s'en sont trouvées atteintes. Une des conséquences aura été également que les fonctionnaires se sont mis à critiquer les décisions de l'autorité — y compris celles d'ordre politique. On est en droit de croire qu'au cours de ces dernières années, par suite de l'accroissement des responsabilités et de l'apparition de nouveaux problèmes pour la solution desquels elle n'était pas préparée, l'Administration a perdu l'assurance tranquille qui l'avait toujours caractérisée.

Votre Commission estime qu'ainsi les responsabilités quant aux événements se trouvent dispersées.

3. LES LENTEURS DE L'ÉVOLUTION POLITIQUE. L'INDÉPENDANCE.

La propagation soudaine du slogan « indépendance » à Léopoldville semble étonnante. Il y a seulement six mois, l'emploi de ce mot était plutôt exceptionnel. Actuellement c'est autour de ce mot-clef que se sont cristallisées toutes les revendications.

L'audition de nombreux témoins — Blancs rapportant des propos de Noirs ou leaders de mouvements congolais — a convaincu votre Commission que la notion d'« indépendance » n'était pas toujours et suffisamment bien comprise au Congo.

Les témoins européens mettent l'accent sur le fait que l'indépendance constitue, pour le Noir, l'espoir d'un « paradis terrestre, la gratuité de tout, un traitement pour ne rien faire, avoir tout ce que le Blanc possède, autos et maisons » et, détail qui revient assez souvent, « la gratuité des trans-

8 décembre 1957 had moeten voorzien, niettegenstaande de numerieke minderheid van deze groepering. Tijdens het tweede semester van het jaar 1958 bleef zij haar taak volgens dezelfde principes behartigen; ditmaal bevorderde zij dat de leiders van de N.K.B. naar de Conferentie te Accra konden vertrekken, hoewel de heer Kasavubu hiertoe pas de toestemming kreeg toen het te laat was. De inlanders namen de reacties van het Bestuur, zoals altijd, met aandacht waar. Dit Bestuur volgde bij zijn optreden wel een zekere lijn, doch kende de grenzen niet die het hierbij waren gesteld. Het besefte dat de politieke richtlijnen voor de toekomst moesten en zouden opnieuw omschreven worden. Maar de afkondiging van deze stellingen liet op zich wachten. Het gevolg was de toenemende neiging van het Bestuur zich bij iedere beslissing van enige betekenis bij voorbaat te laten dekken door de hogere overheid. De zin voor verantwoordelijkheid heeft er bij ingeboet. Daaruit ontstonden ook aarzelingen, die door de Zwartten als zwakheid beschouwd werden. Zekere inlanders hebben er uit afgeleid dat zij steeds meer mochten en konden eisen.

Dat was des te erger voor Leopoldstad, waar de politieke evolutie der gedachten een voedingsbodem vond die voorbereid was door de activiteit der Abako. In die zin is deze vereniging mede aansprakelijk voor de gebeurtenissen van 4 januari 1959 : zij heeft in de geesten van de Zwartten omtrent het begrip onafhankelijkheid dat zij propageerde, opvattingen laten ontstaan die volkomen vals waren, maar van dien aard echter dat zij de medewerking van ieder inlander voor de verovering van deze zelfstandigheid verkregen.

Uw Commissie meent ook te moeten aanstippen dat zij veel klachten hoorde over het gemis aan samenhang dat in de behandeling van de Congolese aangelegenheden voorkwam tussen de Uitvoerende Macht en haar vertegenwoordiging te Leopoldstad. De hoogste vertegenwoordigers van de Uitvoerende Macht in Congo schoten daarbij van hun gezag in, bij de Europeanen en bij de inlanders. Het gezag, de eenheid, de doelmatigheid van de Administratie werden er door aangetast. Een van de gevolgen was ook dat ambtenaren de beslissingen van de overheid — de politieke niet uitgesloten — bekritiseerden. Men mag aannemen dat in de laatste jaren, met de toenemende verantwoordelijkheid en met het oprijzen van nieuwe vraagstukken waarop het niet was voorbereid, het Bestuur de rustige zekerheid verloor dat het steeds had gekenmerkt.

Uw Commissie is van oordeel dat aldus de verantwoordelijkheid voor de gebeurtenissen verspreid ligt.

3. HET TE TRAGE VERLOOP VAN DE POLITIEKE ONTWIKKELING. DE ONAFHANKELIJKHEID.

De snelle verbreiding van de onafhankelijkheidsleuze in Leopoldstad wekt verbazing. Amper zes maanden geleden werd dit woord er slechts uitzonderlijk gehoord. Thans hebben alle overige eisen zich rond dit ene sleutelwoord gekristalliseerd.

De verklaringen van tal van getuigen — Blanken die uitspraken van Zwartten of van leiders van de Congolese bewegingen aanhalen — hebben uw Commissie ervan overtuigd, dat men zich in Congo niet altijd rekenschap geeft van de ware inhoud van het begrip « onafhankelijkheid ».

De Europese getuigen beweren nadrukkelijk dat het woord « onafhankelijkheid » bij de Zwartten de verwachting opwekt van een « aards paradijs, waar alles gratis verkrijgbaar is, waar men een loon krijgt om niets te doen, waar men alles bezit wat de Blanken hebben, auto's en huizen »

ports ». D'autres témoins, toujours européens, affirment que 90 % des Noirs ne savent ce que veut dire « indépendance ». Un témoin affirme, par ailleurs, que pour les Noirs, le dit mot comporte la possibilité de faire appel à des techniciens étrangers, russes ou américains, qui mettront le Congo en valeur, mise en valeur entraînant automatiquement un mieux-être social.

Les témoins africains expriment une opinion sensiblement différente. Certains déclarent que les Noirs comprennent par « indépendance », le départ des Blancs qui abandonneront aux Noirs les réalisations, mais les intellectuels autochtones mettent l'accent sur la nécessité d'assurer la formation progressive des populations. Certains leaders de mouvements protestent prudemment de leur attachement à la Belgique et de la nécessité de réaliser ladite indépendance en collaboration étroite avec elle.

Il semble bien que le mot « indépendance » ait créé un malaise entre les Européens et certains autochtones. Certains Blancs estiment que le Noir n'est pas mûr pour une évolution rapide, tandis que certains autochtones appréhendent trop de lenteur de la part des Blancs dans la réalisation de cet objectif. Les leaders africains n'ont jamais expliqué aux masses congolaises la véritable signification du terme, mais le service d'information a, lui aussi, négligé cette tâche essentielle.

Y a-t-il des lenteurs dans l'évolution politique ?

Voici, dans leur ordre d'importance, les problèmes dont la solution aurait dû intervenir pour éviter la détérioration de la situation :

a) En 1954, il fut annoncé une législation sur le contrat d'emploi et sur l'unification de la législation sociale. Rien n'a été fait depuis lors.

b) Le statut unique que l'on se propose de réaliser maintenant, est promis aux Congolais depuis 1953-1954.

c) La réforme judiciaire : non réalisée.

d) Le problème des rémunérations : en suspens depuis 1954.

e) La question des adjudications : non réalisée.

f) Le statut des villes annoncé depuis 1948 : réalisé partiellement et imparfaitement depuis 1957.

g) Au cours des derniers mois, il n'y avait plus de gouverneurs et autres fonctionnaires de province, mais simplement des faisant-fonction.

Les témoignages — émanant de Blancs comme de Noirs — sont unanimes à souligner ces retards et ces lenteurs.

C'est dans cet atmosphère que les luttes d'influence se sont engagées entre autochtones. D'une part, la volonté de certains Africains s'est manifestée d'accélérer dangereusement l'évolution dans l'espoir d'être aux leviers de commande avant que n'entrent en scène les universitaires noirs. D'autre part la concurrence et la surenchère entre mouvements antagonistes (Abako, M.N.C., Interfédérale) se sont fait jour.

Le siège des parastataux.

Le transfert du siège des parastataux au Congo a été demandé par plusieurs témoins, qui ont insisté également pour que le Conseil Colonial siège au Congo, même pour un temps limité chaque année.

en, — een detail dat nogal dikwijls terugkomt, — « gratis vervoer ». Andere getuigen, nog steeds Europeanen, verklaren dat 90 % van de Zwartten niet weten wat « onafhankelijkheid » betekent. Een getuige zegt verder dat de Zwartten dit zo interpreteren, dat hierdoor de mogelijkheid wordt geschapen om een beroep te doen op buitenlandse, Russische of Amerikaanse technici, die Congo dan productief zullen maken, wat automatisch een stijging van het welvaartspeil tot gevolg zou hebben.

De Afrikaanse getuigen houden er dienaangaande een heel andere mening op na. Sommigen verklaren dat « onafhankelijkheid » voor de Zwartten betekent dat de Blanken heengaan, en het resultaat van hun werk voor de Zarten achterlaten; doch de intellectuele inlanders leggen het accent op de noodzakelijkheid van een geleidelijke opleiding van de bevolking. Bepaalde leiders van de bewegingen gewagen, in voorzichtige bewoordingen, van hun gehechtheid aan België en van de noodzaak om de onafhankelijkheid in nauwe samenwerking met ons land tot stand te brengen.

Het woord « onafhankelijkheid » schijnt wel tussen de Europeanen en sommige inlanders een zekere malaise te hebben verwekt. Bepaalde Blanken zijn van oordeel dat de Zwartten niet rijp zijn voor een snelle evolutie, terwijl sommige inlanders vrezen dat de Blanken te lang zullen dralen met de verwezenlijking van dit denkbeeld. De Afrikaanse leiders hebben aan de Congolese massa nooit uitgelegd wat de term « onafhankelijkheid » in feite betekent, doch ook de informatiedienst is op dit stuk in gebreke gebleven.

Verloopt de politieke evolutie werkelijk te traag ?

Hier volgen, naar hun belangrijkheid gerangschikt, de vraagstukken die men had moeten oplossen om een verslechtering van de toestand te voorkomen :

a) In 1954 werden wetten aangekondigd op de arbeids-overeenkomst voor bedienden en tot eenmaking van de sociale wetgeving. Hiervan is niets terecht gekomen.

b) Het eenheidsstatuut dat men zich thans voorneemt tot stand te brengen, was aan de Congolezen reeds sedert 1953-1954 beloofd.

c) De rechterlijke hervorming kwam niet tot stand.

d) Het vraagstuk van de salariëring wacht reeds sedert 1954 op een oplossing.

e) De kwestie van de aanbestedingen werd niet geregeld.

f) Het statuut der steden, aangekondigd sedert 1948, kreeg in 1957 een gedeeltelijke en gebrekkige oplossing.

g) Tijdens de jongste maanden waren er geen provinciegouverneurs en andere provincie-ambtenaren meer, alleen nog waarnemers.

Zowel de Blanke als de Zwarte getuigen wijzen allen op deze achterstand en deze vertraging.

In die sfeer ontbrandde de prestigestrijd onder de inlanders. Tevens kwam de wil van sommige Afrikanen tot uiting om het ritme van de evolutie bedenkelijk op te drijven, in de hoop dat zij zelf de commando-posten stevig in handen zouden hebben vooraleer de zwarte universiteiten ten tonele verschenen. Verder begonnen de elkaar vijandig gezinde bewegingen (Abako, N.K.B., Interfederales) onderling te concurreren en elkaar te overbluffen.

De zetel van de parastatale instellingen.

Verscheidene getuigen drongen aan op overbrenging van de zetel der parastatale instellingen naar Congo, ook dat de Koloniale Raad zitting zou houden in Congo, al ware het jaarlijks gedurende een bepaalde tijd.

Conclusions.

Certaines lenteurs dans le domaine social, le problème des rémunérations, l'absence de lutte contre le chômage, les relations humaines sont des éléments qui favorisèrent l'accession de certains leaders qui firent de ces questions l'objet de leurs revendications politiques. A tous ceux qui se plaignaient, à tort ou à raison, l'on jetait à la tête le mot « indépendance ». De là la confusion dans l'esprit des Noirs et l'assimilation au mot « indépendance » de tous les espoirs, dans tous les domaines.

De là aussi la surenchère entre les associations rivales, surenchère accentuée par la carence de l'autorité et le manque de réactions de nos services d'information.

4. L'INFLUENCE DE L'ÉTRANGER.

L'appréciation de l'influence extérieure dans les événements de Léo est essentiellement subjective, et il est malaisé de grouper les témoignages. Pourtant il apparaît que quatre éléments peuvent être cités :

1. Les événements d'Afrique équatoriale française.

Les témoins sont unanimes pour reconnaître que Brazzaville a joué un rôle de pôle d'attraction. Il semble établi que M. Kasavubu avait des contacts étroits avec l'abbé Youlou; un document : *Manifeste d'un nationalisme bakongolais*, le prouve.

Un témoin affirme que les Noirs de Léo déclaraient : « Nous sommes mieux traités économiquement et socialement que les Noirs d'A.E.F., mais politiquement on nous considère comme des enfants ». De l'exemple de l'A.E.F. les Noirs ont retenu surtout que l'abbé Youlou était Premier Ministre. Ils s'étonnent que partout ailleurs en Afrique on accélère l'accession des Noirs à l'auto-gouvernement, alors qu'au Congo on s'efforce de temporiser

2. La conférence d'Accra.

Cette cause a surtout été évoquée par les autorités européennes. Les témoins estiment généralement que la dite conférence a précipité les événements et créé une émulation Abako-M.N.C., dont seul ce dernier a été représenté à Accra.

3. Le communisme.

Il ne semble pas qu'il faille exagérer l'influence du communisme. Toutefois des contacts, dit-on, sont entretenus via-Brazzaville et avec certains Européens de passage à Léo; des tracts communistes s'infiltrèrent régulièrement; des contacts ont été établis aussi en Belgique à l'occasion de visites à l'Exposition.

4. L'Exposition de Bruxelles.

Quelques témoins ont cité l'influence de l'Exposition sur l'état d'esprit de Noirs qui se sont rendus en Belgique à cette occasion. Ces Noirs ont été bien traités par la population qui leur manifesta sa sympathie. Ils en tirèrent la

Besluiten.

Een zekere traagheid op het sociaal terrein, het salarieringsvraagstuk, het ontbreken van maatregelen tot werkverschaffing, de menselijke verhoudingen : al deze factoren hebben het succes in de hand gewerkt van bepaalde volkmenners, die in deze kwesties stof hebben gevonden voor hun politieke eisen. Op alle gewettigde en ongewettigde klachten antwoordde men met het woordje « onafhankelijkheid ». Vandaar verwarring in de geesten van de Zwarten, die de « onafhankelijkheid » gingen interpreteren als de vervulling van al hun verwachtingen op ieder terrein.

Vandaar ook het opbod onder de concurrerende verenigingen, dat nog scherper vormen aanneemt ingevolge het ingebrekeblijven van de overheid en het uitblijven van enige reactie van de zijde van de informatiedienst.

4. DE INVLOED VAN HET BUITENLAND.

De beoordeling van de buitenlandse invloed op de gebeurtenissen te Leopoldstad is uiteraard subjectief, en het valt niet gemakkelijk de getuigenissen in categorieën te groeperen. Nochtans kunnen vier factoren worden onderscheiden :

1. De gebeurtenissen in Frans Equatoriaal Afrika.

De getuigen erkennen eenstemmig dat Brazzaville als een magneet heeft gewerkt. Het schijnt wel uitgemaakt te zijn dat Kasavubu nauwe betrekkingen onderhield met Abbé Youlou; een document : « *Manifeste d'un nationalisme bakongolais* » bewijst zulks.

Een getuige bevestigt dat de Zwarten van Leo verklaarden : « Wij zijn economisch en sociaal beter behandeld dan de Zwarten van F.E.A., maar op politiek gebied worden wij als kinderen beschouwd ». Uit het voorbeeld van F.E.A. hebben de Zwarten vooral onthouden, dat priester Youlou Eerste-Minister was. Zij verwonderden er zich over, dat men overal elders in Afrika de toegang van de Zwarten tot de zelfregering bespoedigt, terwijl men in Congo tracht tijd te winnen.

2. De conferentie van Accra.

Van deze oorzaak werd vooral gewag gemaakt door de Europese overheden. De getuigen menen doorgaans dat bedoelde conferentie de gebeurtenissen bespoedigd heeft en een wedijver verwekt heeft tussen de Abako en de N.C.B.; alleen deze laatste was te Accra vertegenwoordigd.

3. Het communisme.

Blijkbaar moet de invloed van het communisme niet worden overschat. Contacten hebben evenwel plaats, naar gezegd wordt, via Brazzaville en met sommige te Leo op doortocht zijnde Europeanen; het binnensmokkelen van communistische stroobiljetten geschiedt regelmatig; contactnamen werden ook in België tot stand gebracht, bij gelegenheid van bezoeken aan de Tentoonstelling.

4. Tentoonstelling van Brussel.

Sommige getuigen hebben gewezen op de invloed van de Tentoonstelling op de geestesgesteldenis van de Zwarten die zich bij die gelegenheid naar België hebben begeven. De Zwarten werden er goed behandeld door de bevolking,

conclusion qu'en Belgique les relations humaines étaient plus cordiales.

Des écrits de personnalités belges ont une influence s'exerçant dans le même sens.

Conclusions.

Il semble évident que ces quatre éléments ont influencé la situation, mais il apparaît impossible de déterminer l'ordre d'importance de ces influences.

5. LES CAUSES POLITICO-RELIGIEUSES.

1. Les Missions catholiques.

Il est notoire que les Missions catholiques aussi ont subi des dommages considérables lors des pillages et des destructions.

La question peut se poser si les Missions n'auraient pas été visées particulièrement au cours des troubles. La réponse à cette question est négative. Si des établissements appartenant à des Missions ont été attaqués, c'est parce qu'ils étaient considérés par les émeutiers comme des établissements des Blancs.

La principale raison des dommages considérables causés aux Missions doit dès lors être recherchée dans le fait que ces Missions existent dans chaque paroisse et que les missionnaires sont pratiquement les seuls Blancs qui habitent dans les cités noires.

A notre avis, la question relative au sort subi par les Missions lors desdits événements devrait être formulée autrement. Lors des précédents troubles survenus au Congo, on avait toujours été frappé par le fait que les Missions avaient été épargnées. Il n'en a pas été ainsi maintenant. Comment expliquer cela ?

L'autorité dont jouissaient les missionnaires auprès de la population noire au Congo a été minée au cours des années.

Ces dernières années les Blancs du Congo se sont querelés au sujet de la création d'écoles et de l'octroi de subventions aux écoles. Des deux côtés on s'est efforcé de rallier les Noirs à l'un ou à l'autre point de vue.

Comme il arrive toujours en pareilles circonstances, les Noirs ont observé les Blancs avec attention et un grand esprit d'observation. Parmi les Noirs évolués nombreux sont ceux qui ont pris position et ont défendu l'école officielle. Certains d'entre eux avaient l'impression que les Missions étaient hostiles à l'enseignement laïc et ont propagé cette opinion. Cette opinion a été gonflée par la suite, et c'est ainsi qu'on a même reproché aux Missions qu'elles auraient entravé le développement de l'enseignement dans son ensemble.

A la réouverture des classes après les grandes vacances, les écoles missionnaires ont dû refuser également des élèves. C'est ainsi que l'enseignement missionnaire, dont l'évolution était également freinée par la politique de restrictions, appliquée d'une manière très draconienne par les pouvoirs publics en 1958, avait souvent été rendu lui-même responsable par la population de la mesure impopulaire qui lui était imposée et qui l'obligeait à refuser des élèves.

La campagne d'insinuations ne s'est pas limitée aux seules questions d'enseignement. Un vicaire noir a notamment déclaré devant la Commission que l'on a fait accroire aux Noirs, que les Missions étaient adversaires d'une augmentation des salaires, et que la confession permettait aux missionnaires de pratiquer l'espionnage au service du Gouvernement.

die hun haar sympathie betuigde. Zij hebben hieruit het besluit getrokken, dat in België de menselijke betrekkingen hartelijker waren.

De geschriften van Belgische personaliteiten hebben een invloed in dezelfde zin.

Besluiten.

Het schijnt vast te staan, dat deze vier factoren de toestand hebben beïnvloed, maar het komt als onmogelijk voor, de volgorde van deze invloeden naar belangrijkheid te bepalen.

5. OORZAKEN VAN POLITIEK-GODSDIENSTIGE AARD.

1. De katholieke Missies.

Het is bekend dat de katholieke Missies ook heel wat schade hebben geleden bij de plunderingen en vernielingen.

De vraag kan gesteld worden of de Missies wellicht bijzonder geïmponeerd zijn tijdens de onlusten. Het antwoord op die vraag luidt ontkennend. Indien instellingen van de Missies werden aangevallen dan is het omdat zij door de oproermakers werden beschouwd als instellingen van de Blanken.

Dat de Missies zoveel schade hebben geleden is dan ook vooral te verklaren door het feit dat zij in iedere parochie aanwezig zijn en dat de missionarissen praktisch de enige Blanken zijn die in de zwarte cités wonen.

De vraag, met betrekking tot het lot dat de Missies in deze gebeurtenissen hebben ondergaan, dient o.i. anders geformuleerd. Bij voorgaande onlusten die zich in Congo hebben voorgedaan was het steeds opgevallen dat de Missies gespaard bleven. Thans was dat niet meer het geval. Hoe komt dat ?

Het gezag dat de missionarissen in Congo bij de zwarte bevolking genoten is de laatste jaren ondermijnd geworden.

Rond de oprichting en de betoelaging van scholen werd de laatste jaren onder Blanken in Congo strijd gevoerd. Van beide kanten werden pogingen gedaan om de Zwarten te winnen voor een of ander standpunt.

Zoals altijd in zulke omstandigheden het geval was hebben de Zwarten met aandacht en met grote opmerkingsgave de Blanken geobserveerd. Onder de geëvolueerde Zwarten waren er heel wat die stelling namen en voor de openbare school opkwamen. Daarbij waren er die de indruk opdeden dat de missies tegen het lekenonderwijs gekant waren en die zulke mening hebben verspreid. Deze mening werd dan opgeschroefd en zo werd aan de Missies zelfs verweten dat zij de ontwikkeling van het onderwijs in zijn geheel zouden hebben geremd.

Bij de heropening van de klassen na het groot verlof moesten ook in de missiescholen leerlingen geweigerd worden. Zo gebeurde het dat het missieonderwijs — dat ook in zijn opgang geremd werd door de politiek van bezuinigingen die van overheidswege in 1958 zeer drastisch werd toegepast — bij de bevolking vaak zelf verantwoordelijk werd gesteld voor de onpopulaire taak leerlingen te moeten weigeren.

De campagne van verdachtmakingen is niet beperkt gebleven tot onderwijsaangelegenheden. Een Zwarte onderpastoor heeft voor de Commissie o.m. verklaard dat aan de Zwarten werd wijsgemaakt dat de Missies tegen loonsverhoging waren en dat de biecht de missionarissen in de gelegenheid stelde te spioneren voor het Gouvernement.

De pareils ragots qui, chez nous, ne provoqueraient qu'un haussement d'épaules, sont de nature à causer parmi une population aussi crédule que celle du Congo un préjudice moral, dont on se demande s'il pourra encore être réparé.

Quoi qu'il en soit, tout ceci explique fort bien pourquoi une partie de la population noire affiche moins de respect à l'égard des missionnaires.

2. Les sectes indigènes. Le Kibanguisme.

Disons tout de suite que certains milieux ont tendance à exagérer l'influence du Kibanguisme dans les événements de Léopoldville.

Ainsi, par exemple, on veut rendre le Kibanguisme responsable des pillages et de la destruction de Missions. Cela est certainement exagéré, pour ne pas dire inexact.

Nous avons dit plus haut comment, à notre avis, s'expliquent les attaques contre les Missions.

Ceci ne signifie nullement que dans les émeutes, ne soient pas intervenus des facteurs trouvant leur origine dans l'action de certaines sectes religieuses. Il n'est pas douteux qu'on retrouve, çà et là, des traces de ces facteurs.

D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que, dans une foule excitée, il suffit qu'un meneur lance un mot d'ordre pour que toute la foule se rue dans la direction indiquée.

Mais la Commission n'a pu recueillir aucun témoignage prouvant que le Kibanguisme comme tel aurait participé directement et de façon visible aux émeutes. Signalons, d'ailleurs, qu'après les événements, les Kibanguistes ont publié un communiqué de presse dans lequel ils nient formellement avoir participé aux troubles et dans lequel ils ont souligné qu'aucun des leurs n'a pu être reconnu sur les multiples photographies prises pendant les troubles.

Si le Kibanguisme ne figure pas parmi les causes directes des événements, il convient cependant, de formuler autrement la question.

N'est-il pas clair que l'émeute était très nettement dirigée contre les Blancs, et que de nombreux auteurs qui ont étudié le Kibanguisme, ont souligné le caractère « anti-blanc » de sa doctrine et de son action ? C'est la raison, d'ailleurs, pour laquelle il fut interdit jadis, et pour laquelle bon nombre de ses adeptes furent l'objet de mesures de relégation et certains d'entre eux furent éloignés de leur région et rassemblés dans des colonies agricoles.

Ensuite, le Kibanguisme a connu, pendant des années, une existence illégale, ce qui n'a certes pas contribué à une réconciliation de la secte avec les Blancs. Fin 1957, le Kibanguisme et d'autres sectes analogues furent à nouveau tolérés, et ceux qui avaient été confinés dans des colonies furent progressivement libérés à partir de fin 1958.

Nous estimons qu'il n'appartient pas à la Commission de se prononcer sur le Kibanguisme en soi, ni sur la politique, d'abord sévère, puis accommodante, suivie à l'égard de cette secte.

Nous nous bornerons à la constatation des faits : le Kibanguisme a contribué par le passé à créer une atmosphère d'hostilité vis-à-vis des Blancs. Il a été actif dans la région du Bas-Congo. Il est évident que des relations étroites existaient entre le Kibanguisme en tant que secte religieuse, et l'Abako en tant que mouvement politique, puisque l'un et l'autre s'adressaient à la même population.

Le Kibanguisme figure donc, sans nul doute, parmi les causes plus lointaines des émeutes. Cependant, il ne faut

Bij een lichtgelovige massa als deze van Congo dergelijke praatjes verspreiden — die bij ons op een schouderophalen zouden onthaald worden — richt schade aan in het volksgemoed, waarvan men zich afvraagt of zij nog te herstellen is.

In elk geval legt dit alles uit waarom de eerbied voor de missionarissen bij een deel van de zwarte bevolking verloren is gegaan.

2. De inlandse sekten. Het Kibanguisme.

Zeggen wij dadelijk dat in sommige milieu's de neiging bestaat om de invloed van het Kibanguisme bij de gebeurtenissen van Leopoldstad te overdrijven.

Zo bijvoorbeeld wil men de plunderingen en vernieling van missieposten op de rekening van het Kibanguisme schrijven. Dat is beslist overdreven, om niet te zeggen onjuist.

Wij hebben hoger uiteengezet hoe, naar onze mening, de aanvallen op de Missies moeten verklaard worden.

Dat wil nu geenszins zeggen dat bij de onlusten geen enkel element zou aanwezig geweest zijn dat voortkomt uit de actie van bepaalde religieuze sekten. Sporadisch zullen daar wel zekere elementen bij aanwezig geweest zijn.

Men vergete trouwens niet dat het in een opgehitste massa volstaat dat één hardschreeuwer een bepaald wachtwoord lanceert opdat de massa in de aangeduide richting zou voortdollen.

Maar van een opvallende directe deelname van Kibanguisten als dusdanig aan de onlusten is voor uw Commissie geen bewijs aangebracht. Stippen wij trouwens aan dat door de Kibanguisten na de gebeurtenissen een pers-communicé werd verstrekt waarin zij ten stelligste logenstraffen in de onlusten te zijn betrokken geweest en waarin zij erop wijzen dat niemand van hen kon worden herkend op de talrijke foto's die tijdens de onlusten werden genomen.

Behoort het Kibanguisme niet tot de onmiddellijke oorzaken van de gebeurtenissen dan dient nochtans de vraag anders gesteld.

Is het niet duidelijk dat de onlusten een uitgesproken « anti-blanc » karakter hebben gehad en dat vele schrijvers, die het Kibanguisme hebben bestudeerd, hebben gewezen op het anti-blanc karakter van zijn leer en actie ? Het is overigens om die reden dat het destijds verboden werd en dat vele van zijn aanhangers werden uitgewezen en dat sommigen uit hun streek werden verwijderd en in landbouwkolonies werden ondergebracht.

Het Kibanguisme heeft dan jarenlang een illegaal bestaan gekend. Dat is zeker niet bevorderlijk geweest om deze secte met de Blanken te verzoenen. Einde 1957 werd het Kibanguisme (en andere soortgelijke sekten) opnieuw toegelaten en van einde 1958 af werd geleidelijk overgegaan tot de vrijlating van dezen die in de kampen aanwezig waren.

Wij menen dat het niet de taak van deze Commissie is zich uit te spreken over het Kibanguisme op zichzelf, en evenmin over de eerst drastische naderhand inschikkelijke politiek die tegenover deze secte is gevoerd geworden.

Laten we ons beperken tot het vaststellen van de feiten : het Kibanguisme heeft in het verleden ertoe bijgedragen een anti-blanke geest te verspreiden. Het was werkzaam in de streek van de Beneden-Congo. Het ligt voor de hand dat er nauwe relaties bestonden tussen het Kibanguisme als religieuze secte en de Abako als politieke beweging, aangezien beide zich tot dezelfde bevolking hebben gewend.

Het Kibanguisme behoort dus ongetwijfeld tot de verwijderde oorzaken van de onlusten. Daarbij mag echter niet

pas oublier, que si cette mentalité d'hostilité vis-à-vis des Blancs a pu se répandre et s'implanter si facilement, c'est parce que certaines situations sociales — exposées au chapitre y relatif — ont constitué un terrain idéal pour cultiver un certain mécontentement à l'égard de ceux qui furent considérés comme les responsables de cet état de choses, à savoir les Blancs.

6. LA PRESSE ET LA CARENCE DE L'INFORMATION.

Il y a lieu de se rappeler que l'Administration congolaise est fortement hiérarchisée. Lorsque votre Commission met en lumière certains manquements dans l'information, elle entend incriminer la politique, qui a été adoptée par ce service.

L'information officielle au Congo est assurée par un service « Inforcongo » sous l'autorité et le contrôle de l'Administration. Cet organisme est chargé d'organiser et de promouvoir les relations publiques tant en Belgique, au Congo belge, au Ruanda-Urundi qu'à l'étranger, relativement aux buts, aux moyens, aux résultats de l'œuvre belge en Afrique, de coordonner et d'utiliser tous les moyens d'atteindre cet objectif. Plusieurs témoins ont critiqué ce service en soulignant sa carence lorsqu'il s'est agi de contrecarrer la propagande intérieure ou extérieure relative à notre politique africaine.

Ils ont reproché à « Inforcongo » de ne pas avoir suffisamment informé les autochtones et d'avoir ainsi se laisser répandre des fausses nouvelles.

Il n'existe pas de véritable information pour les Noirs, déclare un témoin. Un autre témoin africain souligne, par contre, que les informations de Radio-Brazzaville, du Caire, voir de Moscou, à l'intention des Congolais, sont, elles, complètes et claires.

La presse et les tracts.

Votre Commission a réuni plusieurs tracts, souvent anonymes, qui, dans les derniers temps, se multiplièrent à Léo. Le texte de ces tracts accuse les Belges de crimes, réclament l'indépendance, s'en prennent aux évêques du Congo, etc.

En fait, l'Administration s'est bornée à collectionner des tracts, mais n'a fait aucun effort de contre-propagande.

Certains témoins — Blancs — incriminent l'action des journaux qui se sont permis de faire des critiques inconsidérées. Toutefois il ne faut pas perdre de vue que la presse travaille au Congo Belge dans des conditions toutes différentes de celles que nous connaissons en Belgique.

Conclusions.

La carence de l'information à usage intérieur et comme moyen de contre-propagande est manifeste. La responsabilité en incombe aux autorités chargées de l'orientation d'« Inforcongo ».

La presse n'a pas toujours contribué à l'apaisement des esprits, mais il faut faire la part du feu entre les critiques raisonnables et les excès démagogiques.

vergeten worden dat, indien die anti-blanke geest zo gemakkelijk kon verspreid worden en ingang vond, de uitleg voor dit verschijnsel te vinden is in het feit dat bepaalde sociale toestanden — uiteengezet in het desbetreffende hoofdstuk — een ideale voedingsbodem waren voor het aanwakkeren van een zekere ontevredenheid ten opzichte van degenen die verantwoordelijk werden geacht voor die toestanden : de Blanken.

6. DE PERS EN HET GEBREK AAN VOORLICHTING.

Hierbij weze opgemerkt dat het Congolees Bestuur zeer gehiërarchiseerd is. Wanneer uw Commissie sommige tekortkomingen op het stuk van voorlichting in het licht stelt, dan is dat om het beleid aan te klagen dat door deze dienst werd gevoerd.

De officiële voorlichting wordt in Congo verzekerd door de dienst « Inforcongo » onder het gezag en de controle van het Bestuur. Wij weten dat dit organisme ermede belast is de publieke relaties in te richten en te bevorderen, zowel in België, in Belgisch-Congo, en in Ruanda-Urundi als in het buitenland, wat betreft de doeleinden, de middelen en de uitslagen van het Belgisch werk in Afrika; alle middelen aan te wenden om dit doel te bereiken. Verschillende getuigen hebben op deze dienst kritiek uitgeoefend, daarbij de nadruk leggend op zijn onmacht waar het erom ging, de binnenlandse of buitenlandse propaganda betreffende onze Afrikaanse politiek tegen te gaan.

Zij hebben aan « Inforcongo » het verwijt toegestuurd, niet op genoegzame wijze inlichtingen te hebben verstrekt aangaande de inlanders, en aldus de verspreiding van valse geruchten in de hand te hebben gewerkt.

Er bestaat geen werkelijke voorlichting voor de Zwartten, verklaart een getuige. Een ander getuige wijst er intengendeel op, dat de informaties van Radio-Brazzaville, van Kaïro, ja zelfs van Moskou, bestemd voor de Congolezen, van hun kant klaar en volledig zijn.

De pers en de strooibiljetten.

Uw Commissie heeft verschillende dikwijls naamloze strooibiljetten verzameld, die de jongste tijd menigvuldig werden te Léo. In de tekst van deze strooibiljetten worden de Belgen van misdaden beschuldigd, wordt de onafhankelijkheid geëist, worden de bisschoppen van Congo aangevallen, enz.

Feitelijk heeft het Bestuur er zich bij beperkt, deze strooibiljetten te verzamelen, maar heeft geen poging tot tegen-propaganda gedaan.

Sommige getuigen — Blanken — klagen de actie aan van de dagbladen die zich veroorloofd hebben aan onbezonnen kritiek te doen. Nochtans dient niet uit het oog te worden verloren, dat de pers in Belgisch-Congo onder voorwaarden werkt welke volkomen verschillend zijn van die welke wij in België kennen.

Besluiten.

Het gebrek aan voorlichting ten behoeve van het binnenland, als tegenpropagandamiddel is klaarblijkend. De verantwoordelijkheid hiervoor berust bij de overheden, belast met de oriëntering van « Inforcongo ».

De pers heeft niet altijd het hare bijgedragen om de gemoederen te bedaren maar men moet de redelijke kritiek en de demagogische overdrijvingen kunnen afwegen.

7. L'INTRODUCTION AU CONGO DE NOS PARTIS POLITIQUES.

L'introduction au Congo des partis politiques belges est différemment appréciée par les témoins qui ont été entendus par votre Commission.

Selon un membre de l'Administration, si des partis politiques à l'image de ceux qui existent en Belgique, avaient pu s'implanter suffisamment à temps au Congo, ils auraient peut-être pu freiner la naissance d'associations purement racistes.

Selon d'autres témoins, les partis politiques belges répondent à des réalités et à des circonstances qui appartiennent à l'histoire de notre pays; ils n'ont aucune raison d'être en Afrique. Leur introduction au Congo ne peut qu'y apporter l'écho de nos propres querelles.

8. L'ORGANISATION DE LA POLICE.

(Cf. notre paragraphe sur la carence de l'autorité.)

L'audition de plusieurs témoins a pu faire apparaître les faits suivants qui semblent importants :

a) La police ne dispose pas de camions anti-émeutes, ni de grenades lacrymogènes. Depuis 1952, des boucliers et des matraques longues sont réclamées en vain.

b) Il n'existe pas de police fluviale.

c) Les prévisions budgétaires en vue de l'armement de la police n'ont pas été réalisées.

d) Les voitures blindées ont dû venir de Thysville, lors de l'émeute.

Conclusions.

L'organisation générale de la police a fait apparaître des carences dès le début des troubles.

Les conceptions du commandant en chef de la Force Publique, entendant garder le monopole de la Force Publique armée et des interventions police, ont fait rapporter le projet « *les tactiques n° 1* » établies par l'Inspecteur général des polices, lequel n'avait jamais eu connaissance du plan « *Troubles* » de la Force Publique, sous prétexte d'ingérence. Le projet « *Tactiques n° 1* » fut remis en application peu avant les émeutes, mais entretemps les chefs étaient restés sans instructions.

Le matériel n'était pas sur place ou n'était pas à jour. Les véhicules blindés durent venir de Thysville. Les grenades lacrymogènes existantes étaient défectueuses. Des grenades efficaces étaient réclamées depuis 1955. Le Département du Congo Belge et du Ruanda-Urundi étudia cette question depuis lors, comme le fournisseur italien des grenades défectueuses étudia toujours le système de mise à feu.

La réforme de l'organisation générale des polices, comprenant notamment la création de l'équivalent de notre gendarmerie, jugée nécessaire depuis 1955, a été littéralement sabotée.

L'Inspecteur général des polices fut laissé jusqu'à fin décembre 1958, avec deux officiers comme adjoint, le Département n'envoyant pas les renforts prévus, ses propositions et rapports restaient dans les tiroirs. Une réserve générale de police, créée à Léopoldville — et qui avait rétabli l'ordre nocturne dans les cités — fut supprimée. Les commissaires de police — dont le Gouverneur général nous a dit que certains n'étaient pas à la hauteur de leur tâche — ne secondèrent pas les réformes nécessaires.

Il en sera plus longuement question aux chapitres II et III.

7. DE INVOERING VAN ONZE POLITIEKE PARTIJEN IN CONGO.

De invoering van de Belgische politieke partijen in Congo wordt door de diverse getuigen, die door uw Commissie zijn gehoord, verschillend beoordeeld.

Volgens een lid van het Bestuur hadden politieke partijen naar het voorbeeld van de in België bestaande, indien zij maar tijdig in Congo waren ingevoerd, wellicht de vorming van louter op raselementen gebaseerde verenigingen kunnen remmen.

Volgens andere getuigen beantwoorden de Belgische politieke partijen aan realiteiten en omstandigheden die eigen zijn aan de geschiedenis van ons land; zij hebben geen reden van bestaan in Afrika. Door ze in Congo in te voeren, brengen wij slechts onze eigen twisten naar dit land over.

8. DE INRICHTING VAN DE POLITIE.

(Cf. onze paragraaf over het ingebreke blijven van de overheid.)

Het verhoor van verschillende getuigen heeft volgende feiten aan het licht gebracht die als belangrijk voorkomen :

a) De politie beschikt niet over wagens tegen onlusten, noch over traangasbommen. Sedert 1952 worden tevergeefs schilden en lange matrakken gevraagd.

b) Er is geen politie voor de binnenwateren.

c) De begrotingsramingen met het oog op de bewapening van de politie werden niet ten uitvoer gelegd.

d) Tijdens de onlusten heeft men een beroep moeten doen op pantserwagens uit Thysstad.

Besluiten.

In de algemene organisatie van de politie kwamen reeds bij het uitbreken van de onlusten zekere tekortkomingen aan het licht.

Ten gevolge van de opvattingen van de opperbevelhebber van de Weermacht, die het monopolie van de gewapende Weermacht en van de politie-interventies wilde behouden, kwam er niets terecht van het ontwerp « *Taktieken n° 1* », opgesteld door de Inspecteur-generaal der Politie; deze laatste had niet eens kennis gekregen van het plan « *Onlusten* » van de Weermacht, onder voorwendsel dat dit een onduldbare inmenging zou zijn. Het ontwerp « *Taktieken n° 1* » werd kort voor de onlusten opnieuw van kracht, doch inmiddels waren de chefs zonder instructies gebleven.

Het materieel was niet ter plaatse of niet « *up to date* ». De pantserwagens moesten van Thysstad komen, de voorradige traangasbommen waren van slechte kwaliteit. Sinds 1955 werden degelijke granaten gevraagd; sedertdien bestudeert het Departement van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi deze kwestie, zoals de Italiaanse leverancier van de slechte granaten nog steeds het ontstekings-systeem bestudeert.

De hervorming van de algemene organisatie der politie-macht, die o.m. de oprichting inhoudt van een tegenhanger van onze Rijkswacht — noodzakelijk geacht sedert 1955 — werd letterlijk gesaboteerd.

De Inspecteur-generaal der politie moest het tot einde december 1958 met twee officieren als adjuncten stellen, daar het Departement naliet de in uitzicht gestelde versterkingen te zenden, zijn voorstellen en rapporten werden ter zijde gelegd. Een algemene politiereserve, die te Leopoldstad was opgericht en die in de wijken de nachtelijke rust had hersteld, werd eenvoudig afgeschaft. De politiecommissarissen — van wie de Gouverneur-generaal ons zegde dat sommigen onder hen niet voor hun taak waren opgewassen — steunden de noodzakelijke hervormingen niet.

Daarover wordt breedvoeriger gehandeld in de hoofdstukken II en III.

9. LES DÉTERIORATIONS BUDGÉTAIRES. LA FUITE DES CAPITAUX. LA RÉCESSION.

Il ne s'agit pas ici de causes directes de l'émeute, mais de circonstances de fait qui l'ont précipitée.

La récession économique a causé une chute des recettes budgétaires et une contraction des crédits notamment de ceux nécessaires pour organiser la police, pour construire des habitations, pour bâtir des écoles.

Cette absence de crédits a empêché de combattre le chômage et de stimuler la reprise économique; le plan décennal n'a pas trouvé les moyens de financement nécessaire, tandis que la réforme fiscale, d'après le Gouverneur général, est demeurée lettre morte. D'autre part, le développement de l'économie privée a été freinée, non seulement par la récession, mais encore par la fuite des capitaux ou le manque d'investissements dû en grande partie à l'influence des mouvements dans le monde et spécialement en Afrique.

Certaines déclarations disant aux Européens, qui n'étaient pas d'accord avec des mesures proposées en faveur des autochtones, qu'ils pouvaient partir, ont certainement aussi influencé les susdites fluctuations.

La balance des paiements entre le Congo et l'Union belgo-luxembourgeoise s'est fortement détériorée dans ces dernières années.

Le déficit de la balance des paiements avec l'U.E.B.L. fut :

En 1955	F	7 529 000 000
En 1956		10 040 000 000
(sur un déficit total de 294 000 000 de francs).		
En 1957		14 639 000 000
(sur un déficit total de 7 482 000 000 de francs).		

Les dépôts bancaires ont évolué comme suit :

Septembre 1956	F	17 695 000 000
Septembre 1957		15 564 000 000
Septembre 1958		10 965 000 000

Les billets en circulation :

Septembre 1956	F	5 195 000 000
Septembre 1957		5 810 000 000
Septembre 1958		5 666 000 000

Les réserves de change :

Septembre 1956	F	9 544 000 000
Septembre 1957		7 460 000 000
Septembre 1958		5 993 000 000

Les apports en capitaux ont fortement diminué, ils sont tombés de 3 700 000 000 de francs en 1956 à 450 000 000 de francs en 1957 (1).

La fuite des capitaux se fait via la Belgique.

Les revenus des sociétés et des particuliers ne sont plus réinvestis au Congo, mais exportés, notamment par le truchement des exportations payables en francs belges. La valeur de ces exportations ne doit pas, légalement, être rapatriée au Congo, comme c'est le cas pour celles libellées en une autre monnaie. On exporte donc des marchandises congolaises, les paiements restent en Belgique.

(1) Source: *Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.*

9. DE ACHTERUITGANG VAN DE BUDGETTAIRE TOESTAND. DE KAPITAALVLUCHT. DE RECESSIE.

Het gaat hier niet om rechtstreekse oorzaken van de opstand, maar om feitelijke omstandigheden, die hem sneller hebben ontketend.

De economische recessie heeft een daling van de begrotingsontvangsten teweeggebracht en een inkrimping van de kredieten, inzonderheid van de benodigde kredieten voor het organiseren van de politie, voor het bouwen van woningen en scholen.

Dit gebrek aan kredieten heeft de bestrijding van de werkloosheid en de economische heropleving belet; voor het tienjarenplan werden de nodige geldmiddelen niet gevonden, en van de belastingshervorming is volgens de Gouverneur-generaal niets terechtgekomen. Anderzijds werd de ontwikkeling van de particuliere economie niet enkel geremd door de recessie, maar ook door de kapitaalvlucht of het gebrek aan investeringen dat grotendeels te wijten is aan de kapitaalbeweging in de wereld en in 't bijzonder in Afrika.

Zekere verklaringen waarin aan de Europeanen die het met de voor de inlanders voorgestelde maatregelen niet eens waren, werd gezegd dat ze konden gaan, hebben ongetwijfeld hun invloed op die schommelingen doen gelden.

De betalingsbalans tussen Congo en de Belgisch-Luxemburgse Unie is de jongste jaren zeer verergerd.

Het deficit van de betalingsbalans met de B.L.E.U. bedroeg :

In 1955	F	7 529 000 000
In 1956		10 040 000 000
(op een totaal tekort van 294 000 000 frank).		
In 1957		14 639 000 000
(op een totaal tekort van 7 482 000 000 frank).		

De bankdeposito's evolueerden als volgt :

September 1956	F	17 695 000 000
September 1957		15 564 000 000
September 1958		10 965 000 000

Biljetten in omloop :

September 1956	F	5 195 000 000
September 1957		5 810 000 000
September 1958		5 666 000 000

De wisselsreserves :

September 1956	F	9 544 000 000
September 1957		7 460 000 000
September 1958		5 993 000 000

De kapitaalbrengen zijn sterk gedaald : van 3 700 miljoen frank in 1956 op 450 000 000 frank in 1957 (1).

Het kapitaal vloeit weg via België.

De inkomsten van maatschappijen en particulieren worden niet wederbelegd in Congo, maar worden geëxporteerd, inzonderheid door middel van in Belgische franken betaalbare export. Volgens de wet moet de waarde van die uitvoer niet naar Congo worden gerepatriëerd, zoals dat het geval is met de in andere munt te betalen export. Men voert dus Congolese goederen uit en de betalingen blijven in België.

(1) Bron: *Tijdschrift van de Centrale Bank van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.*

Ce mouvement s'est accentué après les déclarations évoquées ci-dessus.

La crise du bâtiment est quasi totale. Les parastataux ont trop tendance à investir en dehors du Congo. Le Gouvernement a accaparé l'argent dans sa trésorerie.

Un témoin signalait également qu'à la Cité la distribution des vivres donnait lieu à un véritable marché usuraire et que le coût du logement y est excessif.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES.

La Commission parlementaire d'enquête envoyée à Léopoldville pour rendre compte de la situation créée par les événements du 4 janvier 1959 et des jours suivants, ainsi que des causes proches et lointaines de l'émeute, tient à préciser que les faits relevés sont valables pour Léopoldville où ils ont été étudiés.

Il ne faut donc pas faire de généralisation hâtive, bien que des situations de fait constatées dans la capitale soient vraies pour d'autres régions, notamment dans les domaines sociaux et des relations humaines.

Il est plutôt difficile de donner un ordre d'importance rigoureux aux diverses causes préliminaires aux événements. Cette appréciation dépend, en effet, de trop d'éléments dont la juste mesure est fonction de l'esprit de celui qui doit apprécier, tandis que les intéressés eux-mêmes différeront aisément d'avis sur ce point. Ce que nous pouvons dire, c'est que nous trouvons des causes principales et d'autres secondaires, des causes lointaines et d'autres immédiates.

Le niveau des relations humaines ne s'est pas élevé au même rythme que l'évolution d'une fraction de la population congolaise.

Une ségrégation de fait s'est maintenue dans les bureaux, les magasins, les lieux publics. Les relations d'homme à homme ne se sont pas améliorées, quand elles ne se sont pas détériorées.

C'est une cause psychologique dont l'influence est considérable, parce que le souvenir des vexations accumulées amplifie toujours la violence.

Le chômage des indigènes a atteint des proportions catastrophiques à la suite de la récession économique, de l'extension de la mécanisation, de l'afflux, non contrôlé, de travailleurs venant des milieux coutumiers.

L'absence de soutien des chômeurs en a fait une masse disposée à passer à l'action brutale.

Le désœuvrement de la jeunesse s'accroît avec la crise économique, et le manque de place dans les écoles à formation générale et plus particulièrement dans les écoles techniques laisse vagabonder des jeunes gens disposés à participer à tous les coups de main.

Les autorités n'ont pris aucune mesure pour remédier à cette situation.

Les différences de salaires, principalement les différences entre les rémunérations des Blancs et des Noirs évolués, est une cause de mécontentement de ces derniers qui estiment que les hauts salaires de certains Européens sont attribués en raison de la couleur de la peau plutôt qu'en raison des connaissances réelles.

La législation sur le contrat de travail et le contrat d'emploi, basée sur la couleur, n'a jamais été modifiée dans le sens demandé par les autochtones.

Deze evolutie heeft scherpere vormen aangenomen na de hoger bedoelde verklaringen.

Het bouwbedrijf ligt zogoed als volledig stil. De parastatalen zijn te zeer geneigd tot investeren buiten Congo. Het Gouvernement heeft het geld in zijn schatkist bijeengehamsterd.

Verder verklaarde een getuige, dat de levensmiddelen-distributie in de stad een ware woekermarkt deed ontstaan, en dat de woongelegenheid er ontzettend duur is.

ALGEMENE BESLUITEN.

De Parlementaire Onderzoekscommissie die naar Leopoldstad werd gezonden om verslag uit te brengen over de toestand die door de gebeurtenissen van 4 januari 1959 en de daarop volgende dagen is geschapen, alsmede over de onmiddellijke en verre oorzaken van het oproer, stelt er prijs op te verklaren dat de vastgestelde feiten gelden voor Leopoldstad, waar zij werden onderzocht.

Men mag dus niet overijld veralgemenen, al gelden feitelijke toestanden die in de hoofdstad werden vastgesteld ook voor andere streken, o.m. op sociaal gebied en ten opzichte van de menselijke betrekkingen.

Het is vrij moeilijk de diverse oorzaken van de gebeurtenissen streng nauwkeurig volgens hun belang te rangschikken. Deze beoordeling hangt immers af van te veel factoren, waarvan de schatting bepaald wordt door de geestesgesteldheid van diegene die moet oordelen, terwijl de betrokkenen zelf het op dit punt niet gemakkelijk eens zijn. Wat wij mogen zeggen is, dat er hoofdoorzaken en secundaire oorzaken, verre en onmiddellijke oorzaken zijn.

Het peil van de menselijke betrekkingen is niet even snel gestegen als de evolutie van een gedeelte der Congoleser bevolking.

In de kantoren, winkels en openbare plaatsen is een feitelijke apartheid blijven bestaan. De betrekkingen van mens tot mens zijn niet verbeterd en zelfs verslechtert.

Dit is een psychologische oorzaak, die van groot gewicht is, omdat de herinnering aan opgehoopte vernederingen het geweld steeds versterkt.

De werkloosheid onder de inlanders heeft catastrofale afmetingen aangenomen ten gevolge van de economische recessie, de uitbreiding van de mechanisatie en de ongecontroleerde toevloed van arbeiders uit de gewoonterechtelijke middens.

Het ontbreken van werklozensteun heeft er een massa van gemaakt, die zich gemakkelijk leende tot het gebruiken van geweld.

De lediggang van de jeugd neemt toe naarmate de economische crisis scherper wordt, en het plaatsgebrek in de scholen voor algemeen onderwijs, en meer in het bijzonder in de technische scholen, bevorderen de leegloperij van jongelui, die al gauw bereid zijn om aan alle overvallen deel te nemen.

De gezagsdragers hebben geen enkele maatregel genomen om die toestand te verhelpen.

De loonverschillen, vooral de verschillen tussen de lonen van Blanken en geëvolueerde Zwartten, zijn een oorzaak van misnoegdheid voor laatstgenoemden, volgens wie sommige Europeanen hun hoge lonen veeleer aan hun huidskleur dan aan werkelijke bekwaamheid hebben te danken.

De op de huidskleur gegronde wetgeving op de arbeids-overeenkomsten voor arbeiders en bedienden werd nooit gewijzigd in de door de inlanders gewenste zin.

La situation s'est aggravée par les exigences des travailleurs blancs en matière d'expatriation.

Les *syndicats*, dont le but est l'amélioration des conditions de travail et du niveau de vie de la masse des travailleurs indigènes, répondent à une nécessité.

Il convient d'adapter la propagande et l'action syndicales aux situations locales, à la psychologie ainsi qu'au degré d'évolution de la population indigène.

Il importe que soient créés les organes paritaires nécessaires en vue de rendre possible et normal le dialogue permanent entre employeurs et syndicats.

La grande *tension des traitements et salaires* est à l'origine du mécontentement. Des comparaisons sont établies et des différences appréciables constatées entre les traitements des Blancs et ceux des agents noirs, entre les salaires des travailleurs blancs et ceux des travailleurs noirs, entre les salaires des travailleurs indigènes et ceux des agents et employés indigènes.

La législation relative au contrat de travail, applicable uniquement aux travailleurs indigènes, et celle relative au contrat d'emploi, applicable exclusivement aux Blancs, n'ont jamais été modifiées dans le sens demandé par les autochtones.

Le statut unitaire s'est trop fait attendre et n'apporte finalement même plus d'apaisement.

Dans le domaine politique.

La faiblesse de l'Administration est indéniable. Trop de fonctionnaires sont des « yesmen » obsédés par la cotation annuelle.

Si les déclarations politiques d'intention ont pu tarder, la carence de directives politiques n'est pas une excuse pour laisser tout faire.

Nous avons constaté une dégradation, une carence de l'autorité, dues au relâchement de l'application des lois, à des conflits d'autorité dans la réorganisation de la police, à la peur de prendre des initiatives ou des responsabilités, au désir de montrer une collaboration à l'évolution spectaculaire des autochtones.

La faiblesse coupable témoignée à l'égard de l'Abako est caractéristique. De nombreux témoins congolais se sont étonnés de cette mansuétude.

L'Indépendance. Lenteur à appliquer les réformes politiques.

Depuis longtemps, des évolués, se basant sur nos déclarations quant aux buts d'émancipation que nous poursuivons au Congo, voient dans l'indépendance le moyen d'arriver aux plus hautes fonctions de l'Etat. Nous avons marqué un premier pas en accordant le statut des villes, qui doit permettre une accoutumance au régime démocratique.

C'est jugé dépassé. Comme la situation économique et sociale est mauvaise, il est aisé d'agiter la population en évoquant l'indépendance dont on fait le slogan idéal. Personne ne le comprend mais beaucoup y voient le paradis terrestre, parce qu'on prendra la place du Blanc et qu'on aura ses revenus.

Le statut unique, après quatre années de promesses et de tergiversations, n'était pas appliqué au moment de l'émeute. Dès le départ il est l'objet de critiques, parce qu'il ne donne pas satisfaction à la masse des agents subalternes.

De toestand is verslechterd ingevolge de eisen der blanke arbeiders op het stuk van expatriatie.

De *syndicaten*, die ten doel hebben de arbeidsvoorwaarden en de levensstandaard van de inlandse arbeidersmassa te verbeteren, beantwoorden aan een noodzakelijkheid.

De syndicale propaganda en actie dient aangepast te worden aan de plaatselijke toestanden en aan de psychologie en het ontwikkelingspeil van de inlandse bevolking.

De nodige paritaire organen moeten in het leven geroepen worden om de dialoog tussen werkgevers en syndicaten op normale en bestendige wijze mogelijk te maken.

De grote *spanning inzake wedden en lonen* is een oorzaak van mistevredenheid. Vergelijkingen worden gemaakt en belangrijke verschillen worden vastgesteld tussen de wedden van de Blanken en deze van de Zwarte beambten, tussen de lonen van de Blanke en deze van de Zwarte arbeiders, tussen de lonen van inlandse arbeiders en deze van de inlandse beambten en bedienden.

De wetgeving op het arbeidscontract, alleen toepasselijk op de inlandse arbeiders en deze op het bediendencontract alleen toepasselijk op de Blanken, werden nooit gewijzigd in de zin door de inlanders gevraagd.

Het eenheidsstatuut heeft te lang op zich laten wachten en geeft uiteindelijk zelfs geen bevrediging.

Op politiek gebied.

De zwakheid van het Bestuur is onbetwistbaar.

Te veel ambtenaren zijn « yesmen », die leven met de obsessie van het jaarlijks waardecijfer.

Hoewel de politieke intentieverklaringen zijn uitgebleven, is het ontbreken van politieke onderrichtingen geen excuus om te laten begaan.

Wij hebben vastgesteld, dat het gezag verzwakt en in gebreke gebleven is ten gevolge van de verslachte toepassing van de wetten, van gezagsconflicten bij de reorganisatie van de politie, van de vrees om initiatieven of verantwoordelijkheid te nemen, van het verlangen om aan te tonen dat men het zijne bijdraagt tot de spectaculaire ontwikkeling van de inlanders.

De misdadige zwakheid tegenover de Abako is kenmerkend. Tal van Congolese getuigen hebben over deze lankmoedigheid hun verbazing betuigd.

De onafhankelijkheid. De trage toepassing van de politieke hervormingen.

Sedert lang beschouwen geëvolueerden, steunend op onze verklaringen over de emancipatie die wij in Congo nastreven, de onafhankelijkheid als een middel om de hoogste staatsambten te kunnen bekleden. Wij hebben een eerste stap gedaan door het statuut der steden toe te kennen, waardoor de mensen zouden gewoon worden aan het democratische regime.

Dit wordt thans als voorbijgestreefd beschouwd. In een slechte economische en sociale toestand is het gemakkelijk de bevolking op te ruïen door haar de onafhankelijkheid voor te spiegelen en daarvan de ideale slogan te maken. Niemand begrijpt waarover het gaat, maar iedereen verwacht daarvan het aardse paradijs, omdat men dan de plaats van de Blanken zal innemen en evenveel als zij zal verdienen.

Het eenheidsstatuut was, na vier jaren beloven en talmen, niet toegepast toen het oproer losbrak. Het werd van meet af gehegeld, omdat het geen voldoening schonk aan de massa der ondergeschikte ambtenaren.

Les autorités responsables de la ligne de conduite politique et de l'application des mesures, portent la responsabilité de promesses qui restent à l'état de déclarations, alors que la mentalité bantoue veut qu'une promesse soit tenue immédiatement et intégralement. Il eût mieux valu promettre moins et tenir vite.

L'influence des événements politiques étrangers.

Cette propagande a agi comme facteur accélérateur des événements.

L'élément le plus important semble être l'indépendance accordée à l'A.E.F. et ensuite, les directives données à la conférence d'Accra.

Causes mineures.

L'importance de la propagande communiste, comme celle, maléfique, de l'Exposition de Bruxelles, ne doivent pas être minimisées, bien qu'elles soient difficiles à doser.

L'autorité des Missions a été diminuée, avec pour conséquence qu'un élément d'ordre et de tranquillité a été affaibli.

Le *Kibanguisme* a contribué, dans la région du Bas-Congo et de Léopoldville, à répandre un courant d'hostilité aux Blancs.

L'impression qui se dégage est que l'influence des sectes est certaine et que la *xénophobie* qu'elles prêchent a trouvé un terrain favorable en l'absence d'une bonne politique économique et sociale.

L'introduction des partis politiques.

Elle ne fut maléfique que dans l'esprit de quelques-uns.

La *détérioration budgétaire*, par ses restrictions, a empêché de réaliser un programme plus vaste de développement de l'enseignement et de lutter efficacement contre le chômage, par la mise en chantier de travaux publics.

L'inquiétude des capitaux. — On n'est pas parvenu à maintenir une atmosphère de confiance suffisante pour éviter l'exode des capitaux privés. D'autre part il apparaît que les parastataux ne rapatrièrent pas suffisamment les capitaux placés en Belgique.

Carences importantes.

Le service de l'Information n'a pas tenu le rôle essentiel qu'il aurait dû tenir en réponse aux attaques des organisations autochtones et de la propagande étrangère.

L'erreur est d'avoir laissé sans réplique se répandre des tracts, anonymes ou signés, d'avoir laissé se répandre l'idée de l'indépendance, sans l'avoir suffisamment expliquée aux uns et aux autres.

C'est ainsi que la presse, à qui l'on reproche la diffusion de textes trop critiques, eût pu servir d'élément modérateur de moyen d'éducation.

Les dirigeants qui ont donné l'orientation à « Infor-Congo », qui a la responsabilité de l'information, doivent être mis en cause.

Les services de la police, bien que l'ordre fut finalement rétabli, ont laissé apparaître de graves lacunes d'organisation et un manque de moyens rapides et efficaces de faire face à des situations troublées.

De overheid die instaat voor de politieke gedragslijn en de toepassing van de genomen maatregelen, is aansprakelijk voor beloften die bij verklaringen zijn gebleven, des te meer daar een belofte volgens de mentaliteit van de Bantoes onmiddellijk en volledig moet worden nagekomen. Het ware beter geweest, indien men minder beloofd en de gedane beloften sneller gehouden had.

De invloed van buitenlandse politieke gebeurtenissen.

Deze gebeurtenissen hebben het oproer versneld.

De belangrijkste factor schijnt de onafhankelijkheid te zijn die aan Frans Equatoriaal Afrika werd verleend. Verder dienen de onderrichtingen te worden vermeld, die op de conferentie van Accra werden verstrekt.

Minder belangrijke oorzaken.

De communistische propaganda, alsmede de verderfelijke invloed van de Tentoonstelling te Brussel mogen niet onderschat worden, hoewel zij moeilijk af te wegen vallen.

Het gezag van de Missies werd verminderd. Aldus werd een element van orde en rust verzwakt.

Het *Kibanguisme* heeft in de streek van Beneden-Congo en Leopoldstad bijgedragen tot het verspreiden van een anti-blanke atmosfeer.

De indruk, die men daarbij duidelijk opdoet, is dat er niet valt te twifelen aan de invloed der secten, en dat de door die secten gezaaide *haat tegen de vreemdelingen* in goede aarde is gevallen, wegens het ontbreken van een degelijk economisch en sociaal beleid.

De invoering van de politieke partijen.

Slechts in de ogen van enkelen was dit verderfelijk.

De *verslechtering van de begrotingstoestand* heeft ten gevolge van begrotingsinkrimpingen verhinderd, dat een grootscheepser plan voor de ontwikkeling van het onderwijs en voor een afdoende werkloosheidsbestrijding werd uitgevoerd door het ondernemen van openbare werken.

De ongerustheid bij de kapitaalbeleggers. — Men is er niet in geslaagd een klimaat van voldoende vertrouwen in stand te houden om het wegvloeiën van particulier kapitaal tegen te gaan. Voorts blijkt dat de parastatalen de in België belegde kapitalen niet in voldoende mate repatriëren.

Belangrijke tekortkomingen.

De *Informatiedienst* heeft zijn hoofdzakelijke rol niet vervuld, die erin bestaat de aanvallen te beantwoorden van de inlandersorganisaties en van de buitenlandse propaganda.

Het was verkeerd naamloze of ondertekende vlugschriften te laten verspreiden zonder te reageren en de onafhankelijksidee ingang te laten vinden zonder de betekenis ervan voldoende te hebben doen inzien door de enen en de anderen.

De pers b.v., die het verwijt te horen krijgt dat zij al te kritische teksten heeft gepubliceerd, had kunnen optreden als matigende en opvoedende factor.

De leiders die de oriëntatie hebben bepaald van « Infor-Congo », dat instaat voor de informatie, zijn hiervoor aansprakelijk.

De diensten van de politie vertonen, hoewel de orde uiteindelijk werd hersteld, ernstige leemten in hun organisatie en beschikken niet over snelle en doeltreffende middelen om het hoofd te bieden aan troebelen.

La réorganisation de la police s'est heurtée à la mauvaise volonté de certaines personnalités plus soucieuses de leur prestige personnel que de l'intérêt général.

*
**

Il importe aussi de souligner un sentiment qui se dégage de toute notre enquête : les réformes appliquées, les mesures prises, les promesses faites, n'ont pas toujours tenu un compte suffisant de la mentalité bantoue. C'est beaucoup plus grave qu'on ne le croit généralement, parce que le Noir reste attaché à ses coutumes, à ses conceptions, et qu'il n'entend pas adopter sans plus notre civilisation.

De reorganisatie van de politie is gestuit op de slechte wil van sommige vooraanstaanden, die zich meer om hun persoonlijk prestige dan om het algemeen belang bekommerden.

*
**

Uit ons onderzoek dienen wij ook de indruk af te leiden, dat bij de toegepaste hervormingen, de getroffen maatregelen, de gedane beloften, niet steeds voldoende rekening werd gehouden met de Bantoe-mentaliteit. Dit is veel erger dan men doorgans gelooft, omdat de Zwarte gehecht blijft aan zijn gebruiken en opvattingen, en dat hij niet van zins is, zonder meer onze beschaving te aanvaarden.

CHAPITRE II.

Événements des 4 et 5 janvier 1959
jusqu'au déclenchement de l'opération militaire.

(PRÉSENTÉ PAR M. BRASSEUR.)

Considérations générales.

Maintenant que les causes lointaines et immédiates ont été largement commentées, et avant d'aborder le récit des événements proprement dit, votre Commission a estimé que, pour mieux comprendre les interventions de la police, de la Force Publique et des forces métropolitaines, il était utile de rappeler brièvement ce qu'elles représentaient au Congo, quels étaient leurs pouvoirs d'intervention, quelle était la législation qui régissait leurs missions respectives.

Ce qui a trait à ces questions se trouve consigné dans une note relative au maintien de l'ordre (voir annexe n° 5).

**

Nous rappelons ici simplement que font partie des forces chargées du maintien de l'ordre : les polices des circonscriptions indigènes, les corps de police territoriale, la Force Publique et les forces des bases métropolitaines.

La police territoriale constitue une série de polices communales. Jusqu'il y a peu les policiers territoriaux congolais ont été engagés sur place et mis immédiatement en service, c'est-à-dire sans recevoir une instruction suffisante. Actuellement la situation tend à se normaliser, chaque province possédant son école de police dont le rôle est de former des agents du grade inférieur. En ce qui concerne les gradés, une section spéciale a été annexée à l'école de police de Léopoldville.

Le cadre européen est composé en majeure partie de membres de la gendarmerie et d'agents issus des polices communales de la Métropole. Du point de vue professionnel, il faut savoir que nombreux sont les sous-commissaires de police qui sont engagés sans avoir réellement exercé des fonctions de police en Belgique. Sans doute possèdent-ils les connaissances théoriques nécessaires, mais la pratique est souvent insuffisante.

La Force Publique de son côté est à la fois une armée et une gendarmerie, et selon les circonstances elle porte son effort sur sa première ou sur sa seconde mission.

**

Il y a finalement les forces métropolitaines qui sont cantonnées à Kamina et à Kitona.

Si des incidents, même d'une certaine ampleur, étaient « prévisibles », il n'est apparu dans aucun témoignage

HOOFDSTUK II.

Gebeurtenissen op 4 en 5 januari,
tot het begin van de militaire interventie.

(OPGESTELD DOOR DE HEER BRASSEUR.)

Algemene beschouwingen.

Nu over de onmiddellijke en de verre oorzaken van de gebeurtenissen uitvoerig is nagekaart, wenst uw Commissie, vooraleer zij tot het eigenlijke relaas van de feiten komt, met het oog op een juister begrip van het optreden van de politie, de Weermacht en de strijdkrachten van het Moederland even in het kort na te gaan wat deze diverse machten in Congo vertegenwoordigen, in hoeverre zij bevoegd zijn om in te grijpen en door welke wetgeving hun respectieve opdracht wordt beheerst.

Alles wat met deze kwesties verband houdt, werd opgenomen in een nota betreffende de handhaving van de orde (zie bijlage n° 5).

**

Er zij hier enkel aan herinnerd dat van de machten, belast met de handhaving van de orde, deel uitmaken : de politiekorpsen van de inlandse gebieden, de korpsen van de territoriale politie, de Weermacht en de troepen van de bases van het Moederland.

De territoriale politie bestaat uit een reeks gemeentelijke politiekorpsen. Tot voor kort werden de Congolese agenten van de territoriale politie ter plaatse gerecruiteerd en onmiddellijk in dienst gesteld, d.w.z. zonder dat zij de vereiste opleiding hadden gekregen. De situatie wordt geleidelijk genormaliseerd : iedere provincie heeft nu een politie-school waar agenten van de lagere rangen worden opgeleid. Voor de gegradueerden werd aan de politie-school te Leopoldstad een speciale afdeling toegevoegd.

Het Europese kader bestaat grotendeels uit leden van de Rijkswacht, en verder uit agenten die zijn overgekomen uit de gemeentelijke politiekorpsen van het Moederland. In professioneel opzicht dient te worden vermeld dat tal van adjunct-commissarissen van politie werden gerecruiteerd, die in België nooit effectief politiewerk hebben gedaan. Weliswaar beschikken zij over de nodige theoretische kennis, maar de praktijk is vaak onvoldoende.

De Weermacht, van haar kant, is tegelijk leger en Rijkswacht; naar gelang van de omstandigheden valt het accent op de eerstgenoemde of de laatstgenoemde van haar opdrachten.

**

Blijven ten slotte de strijdkrachten uit het Moederland, die te Kamina en te Kitona zijn gekantonneerd.

Al was het wel te voorzien dat zich incidenten, zelfs van enige omvang, zouden voordoen, toch werd, blijkens de

recueilli que les événements des 4 et 5 janvier allaient prendre une telle tournure, une telle gravité. C'est dès lors à dessein que nous avons employé le terme « prévisible ». Il suffit, pour se rendre compte que des incidents pouvaient éclater, de prendre connaissance des avertissements et des appels inquiets lancés depuis plusieurs années déjà par les différentes autorités chargées du maintien de l'ordre. C'est ainsi qu'un haut fonctionnaire a déclaré :

La tension existait depuis des mois, nous travaillions dans des conditions pénibles, dans l'ignorance de la ligne politique que nous servions. Je puis vous assurer que ce n'était pas drôle... Je répète que la tension existait depuis des mois, et nous ne savions plus ce que nous devions faire. Nous avons tenu au maximum.

Un haut magistrat a déclaré :

Il y avait en effet un malaise partout. Ce malaise était dû à ce que nous manquions de directives sur le plan de la politique générale. On attendait ici l'annonce d'une politique nouvelle. Elle n'est pas venue. A l'échelon du personnel exécutant, l'absence de directives rendait la tâche extrêmement difficile.

Ajoutons à cela les tracts anonymes ou non, citons en un de l'Abako, où l'on pouvait lire :

— ... L'Abako veut et demande la reconnaissance et la proclamation de l'indépendance du Congo.

Un du Mouvement Nationaliste Congolais :

proclame que le but premier du peuple congolais est d'obtenir coûte que coûte l'indépendance totale du pays sur toute son étendue telle que délimitée par la Convention de Saint-Germain-en-Laye;

rejette par conséquent, dès aujourd'hui, toutes les mesures que prendra le Gouvernement belge en exécution de sa « nouvelle politique » au Congo;

dénonce comme nullement représentatif ni qualifié le groupe de travail que le Ministère des Colonies veut s'adjoindre pour donner une couleur de légitimité aux mesures qu'il compte prendre.

Un tract anonyme :

— Congolais nos frères, prenons conscience de notre destinée. Jusques à quand nous mènera-t-on comme des brebis à l'abattoir? Jusques à quand nous contenterons-nous d'assister à la politique des autres, au piétinement des autres, aux combinaisons des autres? Jusques à quand rirons-nous de nos propres misères. Jusques à quand mènera cette mystification consciente et cette aliénation politique? Le 18 octobre est la fête de l'asservissement, du colonialisme et de l'impérialisme; seuls les trusts et les consortiums monopolisateurs s'en réjouissent.

Un tract du Parti démocrate congolais :

— « Certes, la justice condamne la conduite des Belges à l'égard des Congolais. Malheureusement, les Noirs ne savent pas user de leur droit à la résistance contre l'oppression d'où qu'elle vienne (oh, ignorance!). C'est bien cela qui encourage les oppresseurs dans leur diabolique besogne de nuire sans cesse à l'homme noir.

La lettre ouverte anonyme aux évêques du Congo :

— Des princes comme vous, nos Seigneurs, vous osez diminuer le programme de l'enseignement comme vous avez réduit la population congolaise de 40 à 9 millions? C'est ainsi que vous avez formé partout des citoyens de seconde zone. Vous avez sacré des évêques, d'accord, mais vous oubliez de leur reconnaître le pouvoir qui leur est propre même les prêtres européens se moquent d'eux. Nous n'acceptons pas pareilles manœuvres, soyez francs Seigneurs. Il est déjà temps que chacun occupe sa place dans son sol propre.

Pour nous l'indépendance immédiate est très nécessaire!

Des discours étaient prononcés par certains leaders africains dont nous extrayons les passages suivants :

— Mais l'instauration de la démocratie ne sera établie que dans la mesure où nous obtiendrons l'autonomie, fut-ce interne. La démocratie n'est pas instaurée là où l'on continue à nommer des fonctionnaires à l'endroit des élus du peuple pour endiguer l'action démocratique. La démocratie n'est pas établie, puisque du côté de la police nous ne voyons

afgelegde getuigenverklaringen, geenszins verwacht dat de gebeurtenissen van 4 en 5 januari zulke ernstige wending ten kwade zouden nemen. Wij gebruiken hier dus met opzet de woorden « te voorzien ». Om er zich rekenschap van te geven dat incidenten tot de mogelijkheden behoorden, kan men er mee volstaan kennis te nemen van de sedert jaren gegeven waarschuwingen en wenken, waaruit de bezorgdheid spreekt van de diverse autoriteiten die met de handhaving van de orde zijn belast. Zo verklaarde een hoge ambtenaar het volgende :

De spanning hing sedert maanden in de lucht. Wij merkten in zeer moeilijke omstandigheden, zonder enig idee van de politieke lijn waarnaar wij ons moesten richten. Ik kan u wel zeggen dat het lang niet prettig was... Ik herhaal dat de spanning sedert maanden voelbaar was, en dat wij niet meer wisten wat wij moesten doen. Wij hebben tot het uiterste stand gehouden.

Een hoog magistrat zegde :

Er heerste inderdaad overal een gevoel van onbehagen; dit gevoel vond zijn oorsprong in het ontbreken van richtlijnen op het vlak van de algemene politiek. Men wachtte hier op de aankondiging van een nieuw beleid. Deze aankondiging bleef echter uit. Op het niveau van het uitvoerend personeel was de toestand wegens het uitblijven van richtlijnen bijzonder moeilijk.

Voeg daarbij de al dan niet anonieme vlugschriften, met name een van de Abako, waarin te lezen stond :

— ... de Abako verlangt en vraagt de erkenning en de afkondiging van de onafhankelijkheid van Congo.

Een van de Nationalistische congolese Beweging :

verkondigt dat het hoofddoel van het Congolese volk is : tot elke prijs de volledige onafhankelijkheid van het land over zijn gehele grondgebied, zoals dit is afgebakend bij het Verdrag van Saint-Germain-en-Laye, te bekomen;

verwerpt bijgevolg reeds nu alle maatregelen die de Belgische Regering ter uitvoering van haar « nieuw beleid » in Congo zal nemen;

stelt als volstrekt onrepresentatief en onbevoegd aan de kaak de werkgroep, die het Ministerie van Koloniën aan zich wil toevoegen om de voorgenomen maatregelen een schijn van wettigheid te geven;

Een naamloos vlugschrift :

— Congolese broeders, laten wij ons bewust worden van onze lotsbestemming. Hoelang nog gaan wij ons als schapen naar het slachthuis laten drijven? Hoelang nog gaan wij lijdzaam de politiek, de knevelarijen, het gekonkel der anderen ondergaan? Hoelang nog zullen wij met onze eigen ellende lachen? Tot waar zal ons die bewuste fopperij, die politieke voogdij brengen? 18 oktober is het feest van de verknechting van het kolonialisme en van het imperialisme; alleen de trusts en de monopoliehoudende consortiums verheugen zich erover.

Een van de Congolese democratische partij :

— Het gerecht veroordeelt weliswaar het gedrag der Belgen tegenover de Congolezen. Maar spijtig genoeg weten de negers geen gebruik te maken van hun recht om zich tegen om het even welke verdrukking te verzetten (o, onwetendheid!). En juist in die onwetendheid vinden de verdrukkers een aansporing om ongestoord verder te gaan met hun duivels bedrijf, dat erin bestaat de negers te benadelen.

De naamloze open brief aan de Bisschoppen van Congo :

— Prinsen als gij, Excellenties, waagt het het onderwijsprogramma in te korten, zoals gij de Congolese bevolking van 40 tot 9 miljoen hebt verminderd? Zo hebt gij overal tweederangsburgers gevormd. Wij geven toe dat gij bisschoppen hebt gewijd, maar gij vergeet hun de macht te verlenen die hun eigen is. Zelfs de Europese priesters drijven met hen de spot. Dergelijke handelwijzen aanvaardden wij niet. Weest eerlijk, Excellenties. Het is nu wel tijd dat iedereen zijn plaats inneemt op eigen bodem.

Voor ons is onmiddellijke onafhankelijkheid hoogst noodzakelijk!

Door bepaalde Afrikaanse leiders werden redevoeringen uitgesproken, waaruit wij de volgende passussen lichten :

— De invoering van de democratie zal echter slechts een feit zijn in zover wij autonomie, zelfs een interne, bekomen. De democratie is niet ingevoerd waar men verder ambtenaren aanstelt in de plaats van verkozenen van het volk, om de democratische actie in te dijken. De democratie is niet ingevoerd, aangezien wij bij de politie geen Congolese

pas des commissaires de police congolais. De même à la milice, nous n'avons pas connaissance des officiers congolais; ni des dirigeants congolais dans le service médical. Et que dire de la direction de l'enseignement et de son inspection? Il n'y a pas de démocratie tant que le vote n'est pas généralisé. Le premier pas n'est donc pas encore accompli. Nous demandons les élections générales et l'autonomie interne. (Discours de M. Kasavubu, du 20 avril 1958.)

— Etant donné que l'autonomie interne que le Gouvernement belge nous propose ne fait pas droit à la volonté légitime et exprimée du peuple congolais de devenir indépendant, nous ne pouvons que rejeter cette solution qui n'est, somme toute, qu'une nouvelle forme de colonialisme à peine dénoncée qui espère reconquérir ses prérogatives méconnues et tombées en désuétude. (Déclaration de M. Kasavubu, du 30 novembre 1958.)

— Notre contact aussi long d'ailleurs avec la Belgique ou plutôt avec l'Occident nous a permis de nous rendre compte de certaines de nos déficiences et de combler en conséquence ces lacunes. L'indépendance consistera donc simplement à l'établissement d'un dialogue libre entre le Congo et la Belgique afin d'harmoniser et de stabiliser les relations d'amitié qui pourraient exister. La seule et juste condition pour que cet idéal devienne une réalité est que la Belgique proclame incesamment l'indépendance du Congo. (Discours de M. Kanza Daniel, du 2 novembre 1958.)

De la lecture de ces tracts et de ces discours, il apparaît qu'un état de nervosité et de tension s'était développé au cours des derniers mois. Par ailleurs les appels répétés à l'indépendance, notamment au cours du meeting houleux du Mouvement National Congolais, qui s'est tenu de 28 décembre 1958 après la conférence d'Accra, devaient laisser prévoir aux autorités que ces incidents pouvaient surgir d'un moment à l'autre.

S'il était possible de prévoir des incidents, aucune date cependant, si ce n'est celle du 13 janvier, n'avait particulièrement retenu l'attention des autorités responsables. Compte tenu de l'atmosphère tendue dans laquelle vivaient les populations autochtones comme aussi de celle qui régnait dans la cité européenne, votre Commission estime qu'il eût été dès lors indispensable de prendre, dès novembre 1958, ou décembre au plus tard, des mesures toutes particulières pour pacifier les esprits et assurer au besoin le maintien de l'ordre.

Si des incidents étaient prévisibles votre Commission estime cependant qu'il ne faut pas en conclure que les événements ont été techniquement préparés, car s'ils l'avaient été, il est vraisemblable que nous aurions à déplorer aujourd'hui une catastrophe plus grave encore que celle devant laquelle nous nous trouvons.

Et nous en arrivons maintenant à l'éclatement de cette tension.

♦♦

Mardi, 30 décembre 1958 : La section Abako de la commune de Kalamu prévoit une réunion à l'Y.M.C.A. pour le dimanche 4 janvier 1959 à 14 heures. Dans ce but, elle adresse une lettre au Premier Bourgmestre, M. Tordeur, pour lui signaler que cette réunion aura lieu. Sans attendre l'avis de ce dernier, elle convoque immédiatement ses membres.

En date du 3 janvier 1959; le Premier Bourgmestre, M. Tordeur, adresse la lettre dont copie ci-dessous au Secrétaire de l'Abako de la section de Kalamu :

« Monsieur le Secrétaire,

» J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 30 décembre 1958 reçue le 2 janvier 1959.

» Celle-ci ne sollicitant pas d'autorisation, je suppose que vous considérez la réunion projetée comme privée.

commissarissen van politie zien. Ook bij de milite zijn er, bij ons weten, geen Congolese officieren, noch Congolese leiders in de medische dienst. En wat moeten wij dan zeggen van het bestuur en de inspectie van het onderwijs? Er bestaat geen democratie zolang het stemrecht niet veralgemeend is. De eerste stap is dus nog niet gezet. Wij vragen algemene verkiezingen en de interne autoñomie (rede van de heer Kasavubu op 20 april 1958).

— Aangezien de interne autonomie die de Belgische Regering ons voorstelt geen rekening houdt met het gewettigde en geuite streven naar autonomie van de Congolese bevolking, kunnen wij deze oplossing alleen maar van de hand wijzen. Zij is eigenlijk slechts een nieuwe vorm van verkapt kolonialisme dat zijn miskende en verouderde voorrechten hoopt te heroveren (verklaring van de heer Kasavubu op 30 november 1958).

— Door ons — trouwens vrij lang — contact met België, of liever met het Westen, hebben wij ons rekenschap kunnen geven van onze tekortkomingen, en deze leemten derhalve kunnen aanvullen. De onafhankelijkheid zal dus eenvoudig bestaan in het tot stand brengen van een vrije dialoog tussen Congo en België, ten einde de vriendschappelijke betrekkingen die zouden kunnen bestaan te harmoniseren en te stabiliseren. De enige en billijke voorwaarde om dit ideaal te verwezenlijken is dat België onverwijld de onafhankelijkheid van Congo uitroep (rede van de heer Kanza Daniel, op 2 november 1958).

Uit de lezing van deze vlugschriften en redevoeringen blijkt dat zich de laatste maanden een toestand van zenuwachtigheid en spanning had ontwikkeld. Daarenboven moesten de herhaalde oproepen tot onafhankelijkheid, o.m. tijdens de woelige meeting van de Congolese Nationale Beweging die op 28 december 1958 na de conferentie van Accra werd gehouden, de overheid wel tot het inzicht brengen dat deze incidenten ieder ogenblik konden losbarsten.

Indien het mogelijk was incidenten te voorzien, had geen enkele preciese datum, behalve dan 13 januari, speciaal de aandacht van de verantwoordelijke autoriteiten gaande gemaakt. Gezien de gespannen stemming waarin de inlandse bevolking verkeerde en die overigens ook in de Europese wijk heerste, ware het dan ook naar het oordeel van uw Commissie volstrekt noodzakelijk geweest reeds in november 1958, ten laatste in december, de gemoederen tot bedaren te brengen en desnoods de orde te handhaven.

Indien incidenten te voorzien waren is uw Commissie nochtans van mening dat men hieruit niet dient te besluiten dat de gebeurtenissen technisch voorbereid werden, want waren zij dat wel geweest, dan hadden wij thans waarschijnlijk een nog veel ergere ramp te betreuren dan nu het geval is.

En thans komen wij tot de ontlading van die spanning.

♦♦

Dinsdag, 30 december 1958 : De afdeling Abako van de gemeente Kalamu belegt tegen zondag, 4 januari 1959, om 14 uur, een vergadering in het Y.M.C.A.-lokaal. Zij richt daartoe een brief tot de Eerste-Burgemeester, de heer Tordeur, om hem te melden dat die vergadering zal doorgaan. Zij roept onmiddellijk haar leden op zonder het advies van de burgemeester af te wachten.

Op 3 januari 1959 richt Eerste-Burgemeester Tordeur aan de Abako-secretaris van de afdeling Kalamu de brief waarvan hier het afschrift volgt :

« Geachte Heer Secretaris,

» Ik heb de eer U de goede ontvangst te melden van uw brief van 30 december 1958, die ik op 2 januari 1959 heb ontvangen.

» Daar bij deze brief om geen toelating wordt verzocht, veronderstel ik dat U de ontworpen vergadering als van private aard beschouwt.

» Si elle devait avoir un autre caractère, la responsabilité des organisateurs serait engagée. Toutes les associations ont suffisamment été mises au courant des règles en matière de réunions publiques pour qu'une erreur ne soit plus possible.

» Veuillez agréer, Monseigneur le Secrétaire, etc. »

Copie de cette lettre est adressée au Commissaire en chef, avec prière de faire vérifier si la réunion projetée est publique ou privée. Dans le premier cas, un constat sera fait en vue de poursuites éventuelles.

Elle est transmise également à M. Duvivier, administrateur des affaires sociales, pour assistance à la réunion; si celle-ci à un caractère public, observation sera faite aux organisateurs.

Ici, une première confusion surgit. La réunion a-t-elle un caractère privé ou public ?

Cependant deux témoins bien informés ont déclaré que la salle de l'Y.M.C.A. n'avait pas été louée à l'Abako. Des témoins congolais ont signalé qu'ils avaient été au courant, avant que les événements ne se soient produits, du caractère privé de la réunion. Un magistrat était convaincu que la réunion était interdite.

Par ailleurs M. Duvivier lui-même, rapporta à la Commission que « lorsqu'il s'est trouvé sur place, voyant l'affluence, il a déclaré que la réunion n'était pas strictement interdite pour autant qu'elle se tienne à l'intérieur du local. Mais ce n'est pas aux organisateurs qu'il a pu dire cela, ceux-ci étant absents. S'il l'a dit à la foule, c'est dans un but d'apaisement, car il était évident qu'au moment où ces propos étaient tenus, l'excitation de la foule était déjà grande ».

Nous ajouterons qu'il ressort d'autres témoignages recueillis, que cette réunion avait un caractère public.

Le comité organisateur en avait cependant jugé autrement, puisqu'il avait pressenti la direction de l'Y.M.C.A. pour que cette réunion se tienne dans la salle prévue à cet effet. D'après le rapport remis à votre Commission par le Procureur général, dans la soirée du samedi 3 janvier, avant de décommander les membres, M. Moanda président de la section Kalamu de l'Abako aurait tenté de toucher M. Tordeur pour le faire revenir sur ce qu'il considère comme un refus de tenir la réunion; malheureusement, il ne parvint pas à l'atteindre et la réunion ne put être décommandée par les organisateurs.

Dimanche 4 janvier 1959 : Sur base des témoignages recueillis par la Commission et notamment en nous inspirant des documents nous remis par le Procureur général, voici certains faits qui doivent être soulignés d'une façon toute particulière ou mieux explicités.

5 heures : M. Moanda Vital, président de la section de Kalamu, va trouver son secrétaire M. Mayala pour lui dire que la réunion n'aura pas lieu.

6 heures : Un fonctionnaire congolais se rend à la messe à Saint-Pierre, sur l'avenue Baudouin. Il y trouve deux drapeaux belges lacérés et prévient la police.

Un commissaire se rend sur place et, avec ce fonctionnaire, ramasse les morceaux qu'il confie à ce dernier, lequel, fort ému, rend responsables MM. Kasavubu et Diomi.

» Indien zij een ander karakter mocht hebben, dan zou de verantwoordelijkheid van de inrichters erbij betrokken zijn. Alle verenigingen werden op genoegzame wijze ingelicht over de inzake openbare vergaderingen geldende regeling, opdat geen vergissing meer mogelijk weze.

» Gelieve, Geachte Heer Secretaris, enz. »

Een afschrift van deze brief werd geadresseerd aan de Hoofdpolitiecommissaris, met het verzoek na te gaan of de ontworpen vergadering van openbare of private aard was. In het eerste geval, diende een vaststelling gedaan met het oog op gebeurlijke rechtsvervolgingen.

Een afschrift werd eveneens overgezonden aan de heer Duvivier, administrateur voor de sociale aangelegenheden, voor het bijwonen van de vergadering; indien deze vergadering een openbaar karakter mocht hebben, zouden de inrichters daarop opmerkzaam worden gemaakt.

Hierbij rijst echter een eerste verwarring. Heeft de vergadering een privaat of een publiek karakter ?

Twee goed ingelichte getuigen hebben verklaard dat de Y.M.C.A.-zaal niet aan de Abako verhuurd werd. Congolese getuigen hebben erop gewezen dat zij op de hoogte gebracht werden, eer de gebeurtenissen zich voordeden, van het privaat karakter van de vergadering. Een magistraat was ervan overtuigd dat de vergadering verboden was.

Daarenboven heeft de heer Duvivier zelf aan de Commissie gezegd dat « toen hij zich ter plaatse bevond en de volkstoeloop zag, hij verklaard heeft dat de vergadering niet streng verboden was, voor zover zij binnen het lokaal gehouden werd. Doch hij heeft dit niet kunnen zeggen aan de inrichters, daar deze afwezig waren. Indien hij zulks aan de menigte gezegd heeft, dan was dit uitsluitend met het doel ze tot bedaren te brengen, want het is duidelijk, dat toen deze woorden uitgesproken werden, de menigte reeds zeer opgewonden was ».

Wij zullen hieraan toevoegen, dat uit andere getuigenissen blijkt, dat deze vergadering een openbaar karakter had.

Het inrichtend comité had er echter anders over geoordeeld, vermits dit comité aan de directie van de Y.M.C.A. gevraagd had dat die vergadering zou kunnen gehouden worden in de daartoe voorziene zaal. Luidens het verslag dat door de Procureur-generaal aan uw Commissie werd overhandigd, zou de heer Moanda, voorzitter van de afdeling Kalamu van de Abako, vooraleer hij de vergadering afzegde, gepoogd hebben in betrekking te komen met de heer Tordeur, ten einde hem ertoe te bewegen af te zien van wat hij als een weigering beschouwde tot het houden van de vergadering; jammer genoeg kon hij hem niet bereiken en de vergadering kon door de inrichters niet worden afgezegd.

Zondag 4 januari 1959 : Blijkens de door de Commissie afgenomen getuigenissen, en met name aan de hand van de ons door de Procureur-generaal medegedeelde stukken, dienen sommige feiten op gans bijzondere wijze te worden onderstreept of beter uitgelegd.

5 uur : De heer Moanda, Vital, voorzitter van de afdeling Kalamu, begeeft zich naar zijn secretaris, de heer Mayala, om hem te zeggen dat de vergadering niet zal doorgaan.

6 uur : Een Congolees ambtenaar gaat naar de mis in Sint-Pieters op de Boudewijnlaan. Hij vindt er twee aan flarden getrokken Belgische vlaggen en waarschuwt de politie.

Een commissaris begeeft zich ter plaatse en raapt, samen met die ambtenaar, de flarden op, die hij toevertrouwt aan de ambtenaar, die ten eerste ontsteld, de heren Kasavubu en Diomi ervoor aansprakelijk stelt.

7 heures : M. Moanda tente à nouveau de toucher M. Tordeur, sans plus de succès que la veille. Il prend contact avec MM. Pinzi et Kanza qui sont d'accord de ne pas tenir la réunion. Il se présente aussi à l'Y.M.C.A., où le gérant lui signifie qu'il n'aura pas la salle puisque l'Abako n'a pu organiser régulièrement la réunion.

Jusqu'au début de l'après-midi, M. Moanda tente de toucher le plus grand nombre possible de membres pour les avertir que la réunion est décommandée.

10 heures : Un petit rassemblement se forme devant le commissariat de Kalamu. Il se disperse de lui-même après un court passage de M. Pinzi.

11 heures : La foule commence à arriver à l'Y.M.C.A. et ne cesse d'affluer.

12 heures : La foule, venue pour assister à la réunion de l'Abako, grossit rapidement. Un commissaire en téléphone à un adjoint du Premier Bourgmestre, en lui signalant ce qui se dit dans la foule : « Si le Premier Bourgmestre s'y présente, il sera expulsé ». Cet adjoint informe par téléphone M. Tordeur de la communication qu'il vient de recevoir.

Peu après 12 heures, un Européen de la Société T.C.L. (Transport en commun de Léopoldville) fut pris à partie à la tranchée Cabu par des indigènes et dut se réfugier au sous-commissariat voisin.

12 h. 30 : M. Moanda se rend chez M. Kasavubu qui habite pour ainsi dire en face. Celui-ci confirme que la réunion n'aura pas lieu.

13 heures : M. Moanda, entouré de quelques membres de son comité, annonce à la foule, du milieu du terrain de basket situé au centre du terrain de l'Y.M.C.A., que la réunion est décommandée.

Cette annonce soulève de vives protestations.

M. Moanda et son comité disparaissent pour ne plus revenir.

Les gens évacuent les lieux aux alentours de l'Y.M.C.A., de très petits groupes seulement retournant chez eux.

Vers 13 h. 30 au rond-point de la Victoire un commissaire doit dégager un Européen qui circulait à motocyclette et qui est pris à partie par les indigènes.

14 heures : Un commissaire passe devant l'Y.M.C.A. pour rejoindre sa permanence de Kalamu. Il est hué et quelques pierres sont lancées dans sa direction. Il en informe le commissaire en chef. D'après les déclarations de ce dernier, il prend les dispositions suivantes : « De mon bureau, j'avertis le Premier Bourgmestre, le Substitut de service et mes chefs de service. Je leur dis de rassembler le plus de monde possible et leur donne ordre de rejoindre leurs divisions respectives. C'est ainsi que le chef de la première division se présente à 14 h. 15 dans mon bureau et je lui donne rendez-vous avec ses hommes à l'Y.M.C.A. J'avertis par ailleurs le camp de la Fungula (1).

» A 14 h. 25, mes 62 commissaires et policiers ont rejoint leur poste.

» Vers cette heure-là, arrivent également à mon bureau M. le Procureur du Roi et le Substitut Demotte. »

7 uur : De heer Moanda probeert nogmaals de heer Tordeur te bereiken, maar slaagt evenmin als daags tevoren. Hij neemt contact op met de heren Pinzi en Kanza, die zich akkoord verklaren om de vergadering niet te houden. Hij gaat ook naar de Y.M.C.A., waar de beheerder hem ter kennis brengt dat hij over de zaal niet kan beschikken, daar de Abako de vergadering niet op regelmatige wijze heeft kunnen organiseren.

Tot het begin van de namiddag probeert de heer Moanda zoveel leden mogelijk te bereiken om hun mede te delen dat de bijeenkomst is afgezegd.

10 uur : Er vormt zich een kleine samenschooling voor het commissariaat van Kalamu, die vanzelf uiteengaet nadat de heer Pinzi even bij hen is geweest.

11 uur : De menigte begint naar de Y.M.C.A. toe te stromen, en groeit voortdurend aan.

12 uur : De menigte opgekomen om de Abako-vergadering bij te wonen, groeide snel aan. Dit is overigens de indruk van een commissaris die een adjunct van de Eerste-Burgemeester opbelt en hem mededeelt wat onder de menigte wordt gezegd : « Indien de Eerste-Burgemeester verschijnt, wordt hij aan de deur gezet ». Deze ambtenaar bericht de heer Tordeur telefonisch wat hem zoëven is medegedeeld.

Kort na 12 uur wordt een Europeaan van de Maatschappij T.C.L. (gemeenschappelijk vervoer van Leopoldstad) bij de « tranchée Cabu » aangevallen door inlanders en moet een toevlucht zoeken in het sub-commissariaat.

12 u. 30 : De heer Moanda gaat bij de heer Kasavubu, die zo goed als vlak tegenover woont. De heer Kasavubu bevestigt dat de vergadering niet doorgaat.

13 uur : Van het midden van het basketterrein, dat in het centrum van het Y.M.C.A.-terrein is gelegen, deelt de heer Moanda, omringd door enkele leden van zijn comité, de menigte mede dat de vergadering is afgezegd.

Deze mededeling wordt op heftig protest onthaald.

De heer Moanda en zijn comité verdwijnen en komen niet meer terug.

De menigte ontruimt de omgeving van het Y.M.C.A.-gebouw, doch slechts kleine groepjes keren huiswaarts.

Omstreeks 13 u. 30 moet een commissaris aan het kruispunt van de « Victoire » een Europeaan ontzetten, die daar per moto voorbijkwam en door de inlanders wordt omsingeld.

Een commissaris komt voorbij het Y.M.C.A.-lokaal, op weg naar zijn politiepost te Kalamu. Hij wordt uitgejouwd, en enkele stenen worden zijn kant uit geworpen. Hij brengt dit ter kennis van de Hoofdcommissaris. Deze treft, naar hij zelf verklaart, de volgende schikkingen : « Van mijn kantoor uit waarschuwde ik de Eerste-Burgemeester, de dienstdoende Substituut en mijn diensthoofden. Aan deze laatsten gaf ik opdracht zoveel mogelijk manschappen te verzamelen en zich bij hun respectieve afdelingen te verzamelen. De chef van de eerste afdeling meldt zich te 15 u. 15 op mijn kantoor aan. Ik zeg hem met zijn manschappen naar het Y.M.C.A.-lokaal te gaan. Ik waarschuw bovendien het kamp van Fungula (1).

» Te 14 u. 25 waren mijn 62 commissarissen en agenten op hun post.

» Omstreeks die tijd kwamen ook de Procureur des Konings en Substituut Demotte op mijn kantoor aan. »

(1) Camp de la police de Léopoldville qui compte 72 commissaires et 1400 policiers autochtones.

(1) Kamp van de politie van Leopoldstad, die 72 commissarissen en 1400 inlandse agenten telt.

Toujours vers 14 heures, un autre commissaire passe par l'Y.M.C.A. et subit le même sort que le précédent. Il est hué et des pierres sont lancées dans sa direction.

Un peu après, arrivent à l'Y.M.C.A. M. Duvivier et son adjoint. Ils sont accueillis froidement et des Congolais les apostrophent. Comme dit plus haut, M. Duvivier déclare qu'à son sens la réunion n'est pas interdite et entre dans l'Y.M.C.A. La nouvelle se communique rapidement et provoque une explosion de joie. La foule, plus nombreuse encore qu'avant, grossie sans doute de retardataires, rentre dans l'Y.M.C.A. et réoccupe ses positions antérieures : le terrain de basket, le hall et déborde jusque dans les alentours des bâtiments, l'avant-cour et la chaussée et sur le toit.

Pendant ce temps, le commissaire divisionnaire est alerté par le commissaire en chef, ainsi que par le chef de la brigade spéciale de recherches.

Ne voyant aucun des dirigeants de l'Abako venir à l'Y.M.C.A., M. Duvivier et son adjoint se rendent chez M. Kasavubu, qu'ils ne trouvent pas chez lui. Ils reviennent à l'Y.M.C.A.

15 heures : M. Kasavubu arrive à l'Y.M.C.A. en voiture, suivi d'un petit comité parmi lequel M. Nzeza Landu. Cette arrivée est follement ovationnée, et dans un grand transport de foule, M. Kasavubu gagne le milieu du terrain de basket où il fait une courte allocution, mais, dans le tumulte, sa voix ne porte pas. D'une manière générale, il aurait dit que la réunion était reportée à plus tard, et aurait exhorté tous les Congolais à l'union, ajoutant qu'ainsi serait obtenue l'indépendance immédiate. Il est suivi d'un membre non identifié qui fait chanter des slogans, puis par M. Nzeza Landu qui répète en langue indigène l'allocution de M. Kasavubu en l'enrichissant d'attaques contre l'Administration. Un témoin aurait entendu prononcer ces mots : « Tokosala makasi » = « Nous ferons par la force ».

Tout cela ne dure qu'un quart d'heure au plus. La sortie se fait dans la frénésie, les gens sont fort excités; M. Duvivier et son adjoint sont bousculés, injuriés et provoqués; un Européen, non identifié et qui ne s'est pas fait connaître, qui avait assisté à la réunion, part en voiture sous les pierres. La plus grande partie du public reste cependant sur place.

M. Tordeur, prévenu de ce que les événements se compliquent, délègue sur place M. Callier, son premier adjoint.

± 15 h. 20 : Plusieurs commissaires ainsi que 8 policiers non armés arrivent également pour disperser la foule. Ils sont accueillis par des vociférations et les jets de pierres continuent.

Des échauffourées surgissent ici et là; au cours de l'une d'elles, le commissaire Hontoir est saisi par les manifestants, piétiné, et lancé en l'air à plusieurs reprises. Pour le dégager, le commissaire Lebas tire en l'air : ce sera le premier coup de feu de cet après-midi.

Pendant le même moment un Congolais est blessé à la tête. La blessure est-elle due à un jet de pierre, un coup de crosse ou de matraque ?

Voici ce que deux témoins ont déclaré à ce sujet :

— C'est à ce moment qu'un petit bonhomme s'amena, poussant devant lui un indigène en criant : « regardez, voilà l'homme que l'on a

Rond 14 uur eveneens komt een andere commissaris voorbij het Y.M.C.A.-gebouw en ondergaat hetzelfde lot als de vorige. Hij wordt uitgewoed, en stenen vliegen zijn kant uit.

Even later arriveren de heer Duvivier en zijn adjunct bij het Y.M.C.A.-lokaal. Zij vinden er een koel onthaal, en worden door de Congolezen met verwijten overladen. De heer Duvivier, zoals hierboven gezegd, verklaarde dat naar zijn oordeel de vergadering niet is verboden, en gaat het Y.M.C.A.-lokaal binnen. Het nieuws verspreidt zich als een lopend vuurtje en wordt op een uitbarsting van vreugde onthaald. De menigte, nog talrijker dan voorheen, — ongetwijfeld door laatkomers aangedikt, — gaat het Y.M.C.A.-gebouw binnen en neemt haar vroegere plaatsen terug in op het basketterrein en in de hall; zij vult de omgeving van de gebouwen, het voorplein en de steenweg.

Inmiddels heeft de hoofdcommissaris de afdelingscommissaris en de chef van de bijzondere opsporingsbrigade gewaarschuwd.

Daar zij niemand van de Abako-leiders naar de Y.M.C.A. zien komen, begeven de heer Duvivier en zijn adjunct, zich naar de heer Kasavubu, maar zij vinden hem niet thuis en keren naar de Y.M.C.A. terug.

15 uur : De heer Kasavubu komt per auto op het Y.M.C.A.-terrein aan, gevolgd door een klein comité, waaronder de heer Nzeza Landu. Deze aankomst wordt stormachtig toegejuicht. Door de geestdriftige menigte omstuwd, bereikt de heer Kasavubu het midden van het basketterrein, waar hij een korte toespraak houdt, doch zijn stem gaat in het rumoer verloren. Wat hij gezegd heeft zou hierop neerkomen, dat de vergadering naar een latere datum was verschoven; hij zou alle Congolezen hebben aangespoord tot eendracht en daaraan hebben toegevoegd, dat op die wijze de onmiddellijke onafhankelijkheid zou worden bekomen. Na hem komt een niet geïdentificeerd lid aan het woord om slogans te doen zingen en vervolgens de heer Nzeza Landu, die de toespraak van de heer Kasavubu in de taal der inlanders herhaalt en er aanvallen op het Bestuur aan toevoegt. Een getuige zou de woorden « Tokosala makasi » = « Wij zullen geweld gebruiken » hebben opgevangen.

Dit alles speelt zich in ten hoogste één kwartier af. Bij het verlaten van het terrein zijn de hartstochten van de opgezweepte menigte ontketend; de heer Duvivier en zijn adjunct worden ruw verdrongen, beledigd en uitgedaagd; een Europeaan, niet geïdentificeerd en die zich niet heeft kenbaar gemaakt, die de vergadering had bijgewoond, rijdt per auto weg en wordt met stenen bekogeld. Het grootste gedeelte van de menigte blijft echter ter plaatse.

De heer Tordeur, die op de hoogte is gebracht van de verwikkeling der gebeurtenissen, zendt de heer Callier, zijn eerste-adjunct, ter plaatse.

± 15 u. 20 : Verscheidene commissarissen en 8 ongewapende politieagenten komen eveneens ter plaatse om de menigte uiteen te doen gaan. Zij worden onthaald op gehuil en er wordt voortdurend met stenen gegooid.

Hier en daar komt het tot opstootjes, en bij een ervan wordt commissaris Hontoir door de demonstranten vastgegrepen, vertrappeld en verscheidene malen omhooggegooid. Om hem te bevrijden vuurt commissaris Lebas in de lucht : het eerste gewerschot die namiddag.

Op hetzelfde ogenblik wordt een Congolees aan het hoofd gekwetst. Werd de wonde toegebracht door het gooien met een steen, een kolfslag of een knuppel ?

Dienaangaande verklaarden twee getuigen wat volgt :

— Op dat ogenblik kwam een kleine man aangelopen die een inlander voor zich uit duwde, terwijl hij riep : « Kijk, dat is de man die

tué ». (Les autochtones, nous a-t-on dit, utilisent le même terme pour désigner un blessé grave et un tué.) Cet homme ne disait rien. Il me faisait l'impression d'un cobaye. Il portait un turban autour de la tête, une serviette ensanglantée, que l'homme qui le poussait n'a pas enlevé pour montrer ses blessures.

— Ce Noir précisait qu'un homme avait été tué dans sa parcelle, ou il m'invita à me rendre. Il s'agissait de la première parcelle de l'avenue Baudouin, lorsqu'on se dirige vers la ville. Je m'y rendis et y vis une large flaque de sang... Peu après, le prétendu mort vint rechercher son vélo. Cet homme était blessé à la tête.

Malgré les investigations auxquelles votre Commission s'est livrée, l'identité de l'intéressé n'a pu lui être révélée. Ces incidents provoquent de nouveaux remous dans la foule et portent l'excitation de celle-ci à son paroxysme.

15 h. 30 : Les renforts de police arrivent, venant principalement du commissariat de Kalamu; ceux-ci accompagnés de M. Callier et, sous les pierres, dégagent l'avenue depuis l'Y.M.C.A. jusqu'au rond-point Victoire environ. Au cours de l'opération, plusieurs commissaires et policiers sont blessés. C'est à ce moment qu'arrive un peloton de police militaire commandé par le colonel Matterne.

De Kalamu, le Procureur du Roi tente, avec M. Pinzi qui vient d'arriver, de calmer la foule et de l'amener à réintégrer ses foyers. La foule réclame le départ des policiers. Les palabres s'éternisent. Finalement, M. Pinzi monte sur le toit d'une camionnette de police-secours et harangue la foule qui, à ce moment, reflue sur la chaussée et la réoccupe.

M. Pinzi lance un nouvel appel au calme, mais, au milieu du tumulte, sa voix ne porte pas et la foule est hostile.

Finalement, ordre est donné par M. Callier de faire ouvrir les cordons de police, pour rassembler celle-ci, manœuvre préalable au retrait des forces de l'ordre. Cet ordre a été donné, parce qu'il avait été promis à la foule que si elle commençait à quitter les lieux, les policiers aussi se retireraient.

16 h. 30 : L'ordre est donné à la police de quitter les lieux.

La police militaire s'en va, ainsi que les forces de police qui se replient vers le commissariat de Kalamu, ne laissant sur place, à l'angle des avenues Baudouin et Popokabraka qu'un petit groupe de commissaires et de policiers occupés à rendre des vélos abandonnés par leurs propriétaires au cours des opérations de dégagement de la chaussée.

Un témoin, membre de la police, a déclaré à ce sujet :

A ce moment, la foule a estimé avoir remporté la partie, et lorsque les policiers se rembarquèrent, elle lança des pierres sur leur voiture.

Un magistrat nous a dit :

... J'ai souvent été témoin de la nécessité de l'intervention de la Force Publique contre les foules déchaînées, mais aussi de ce qu'en pareil cas, l'arrivée de la gendarmerie fait sur celles-ci l'effet d'une provocation.

Nous avons décidé avec M. Callier, que la police devrait s'éloigner, sans toutefois quitter les lieux, car la foule n'était pas calmée complètement.

Un témoin, membre du cadre supérieur de la Force Publique, répondant à la question suivante :

— Donc, selon vous, le renvoi de votre petite troupe et la libération des manifestants arrêtés furent une erreur ?

men gedood heeft ! » (de inlanders, zo zeide men ons, gebruiken hetzelfde woord voor een dode en voor een zwaar gekwetste). De man zelf zei geen woord. Hij leek wel een proefkonijn. Rond het hoofd droeg hij een tulband, een met bloed besmeurde handdoek, welke de man die hem voor zich uit duwde, niet heeft weggenomen om de wonden te tonen.

— Die Neger verklaarde dat een man in zijn perceel werd gedood en verzocht mij er heen te gaan. Het was het eerste perceel van de Boudewijnlaan, in de richting van de stad. Ik begaf mij ter plaatse en ontdekte er een grote bloedplas... Kort nadien kwam de zogenaamde dode zijn fiets terughalen. Hij was aan zijn hoofd gewond.

In weerwil van de navorsingen van de Commissie kon de identiteit van het slachtoffer niet achterhaald worden. Deze incidenten veroorzaken nieuwe beroering onder de menigte en brengt de opwinding tot het uiterste.

15 u. 30 : Politieversterkingen rukken aan, vooral uit het commissariaat van Kalamu. Vergezeld door de heer Callier en onder een hagel van stenen maken zij de laan vrij, van de Y.M.C.A. tot ongeveer ter hoogte van het Overwinningsplein. Tijdens deze operatie worden verscheidene commissarissen en politieagenten gewond. Op dat ogenblik rukt een peloton van de militaire politie aan, onder het bevel van kolonel Matterne.

Vanuit Kalamu tracht de Procureur des Konings met de heer Pinzi, die pas is aangekomen, de menigte tot bedaren te brengen en ze ertoe te bewegen naar huis terug te keren. De menigte eist dat de politie zich terugtrekt. Het over- en weergepraat blijft duren. Ten slotte klimt de heer Pinzi op het dak van een hulpwagen van de politie en spreekt de menigte toe, die op dat ogenblik terugstroomt naar de rijweg en deze opnieuw bezet.

De heer Pinzi maant opnieuw tot kalmte aan, doch in het rumoer draagt zijn stem niet ver genoeg en de menigte is vijandig gestemd.

Ten slotte geeft de heer Callier bevel de politiecordons te openen om de manschappen te verzamelen, een manœuvre dat aan de terugtrekking van de ordedienst voorafgaat. Dit bevel word gegeven omdat aan de menigte beloofd was dat de politie zich zou terugtrekken indien de menigte de plaats ontruimde.

16 u. 30 : De politie krijgt bevel zich terug te trekken.

De militaire politie verwijdert zich en de politie trekt zich terug naar het commissariaat van Kalamu. Ter plaatse, op de hoek van de Boudewijn- en de Popokabrakalaan, blijft slechts een kleine groep commissarissen en politieagenten achter, die zich bezighouden met het teruggeven van de fietsen die door de eigenaars ervan waren achtergelaten tijdens het vrijmaken van de weg.

Een getuige die tot de politie behoort verklaarde dien-aangaande :

Op dat ogenblik meende de menigte dat zij het pleit gewonnen had en toen de politieagenten weer instapten wierp zij met stenen naar hun wagen.

Een magistrat verklaarde :

... Ik ben reeds vaak getuige geweest van het noodzakelijke optreden van de Weermacht tegen een woedende menigte, maar ik heb ook bemerkt dat de aankomst van de Rijkswacht werkt als een uitdaging.

Wij hebben samen met de heer Callier besloten de politie terug te trekken zonder dat zij echter de plaats mocht verlaten, omdat de menigte niet volledig tot bedaren gekomen was.

Op de vraag :

— Naar uw mening was de terugzending van uw troepje en de vrijlating van de betogers dus een vergissing ?

déclare :

— Oui, ce fut une erreur car la force n'excite pas les manifestants, elle les calme. C'est déjà vrai, même en Europe, mais ce l'est surtout ici.

Presqu'aussitôt, un peloton de policiers est envoyé du commissariat de Kalamu au stade Baudouin pour éviter tout grabuge à la sortie du match de football qui va se terminer.

La foule revient et s'amasse devant le commissariat de Kalamu, mais il n'y a pas d'incident à déplorer.

MM. Callier et Pinzi qui se trouvent à ce moment en cet endroit, procèdent à l'élargissement de 31 personnes arrêtées au cours des échauffourées; on se contente de prendre leurs noms pour les interroger le lendemain.

Déjà, à ce moment, une partie des manifestants s'est portée vers Foncobel, quartier de commerçants européens au centre de la cité. Un peu plus tôt, une rébellion avait commencé à la prison; celle-ci est vite réprimée, mais reprinted encore au cours des heures qui suivirent.

Vers 16 h. 45, le Procureur du Roi fait évacuer dans une jeep militaire le commissaire Rotty blessé, revenu des environs de l'Y.M.C.A., suivi d'une foule nombreuse et menaçante. Après quoi, le Procureur du Roi repart vers la ville européenne pour joindre les autorités. Ce sera au pont Kabu que, derrière lui, il apercevra les premières fumées d'incendie.

17 heures : Les commissaires restés à l'avenue Popokabraka sont en difficulté; la foule s'en prend à eux et principalement à un commissaire mulâtre, sous prétexte qu'il a tué quelqu'un à coups de pistolet dans une parcelle, alors qu'après enquête il est certain que ce commissaire n'a pas tiré un coup de feu durant les événements. Les commissaires et les quelques policiers parviennent à réembarquer au prix de mille difficultés dans deux camions, et doivent prendre littéralement la fuite vers la ville européenne par l'avenue Baudouin sous une grêle de pierres qui les poursuit jusqu'à l'avenue Gambela.

Sont ainsi abandonnés sur place divers véhicules dont la camionnette police-secours, et une jeep, ainsi que la voiture d'un commissaire; cette voiture finit par être incendiée. A la lumière des témoignages votre Commission a pu conclure qu'il n'y a pas de relation entre ce fait et l'élargissement des personnes arrêtées, dont question ci-dessus. Car l'apaisement qui aurait dû suivre cet élargissement fut contrarié par l'arrivée d'autres groupes qui ont incendié les voitures, notamment la foule qui suivait le commissaire Rotty.

Au commissariat de Kalamu, on aperçoit alors les fumées de ces nombreux incendies. M. Callier envoie commissaires et policiers en jeep radio, pour aller voir ce qui se passe. Sur les lieux, la jeep a à peine le temps de s'arrêter et les commissaires de descendre, elle est assaillie par la foule qui se précipite en lançant des pierres. Deux commissaires tirent deux coups de pistolet en l'air pour arrêter la foule dans son élan; tout le monde réembarque avec précipitation sous les jets de pierres et le véhicule démarre de la sorte par l'avenue Baudouin vers la ville européenne. En cours de route, ces deux commissaires ainsi qu'un policier indigène sont blessés. Ce dernier et un commissaire devront être dirigés sur l'hôpital.

antwoordde een getuige, die deel uitmaakt van het hogere kader van de Weermacht :

— Ja, het was een vergissing, want machtsvertoon hitst de betogers niet op, maar brengt ze tot bedaren. Dat geldt in Europa, maar vooral hier.

Haast op hetzelfde ogenblik wordt een politiepeloton door het commissariaat van Kalamu naar het Boudewijn-stadion gestuurd om relletjes te voorkomen na de voetbalwedstrijd die ten einde loopt.

De menigte stroomt terug en verzamelt zich vóór het commissariaat van Kalamu, doch er vallen geen incidenten te betreuren.

De heren Callier en Pinzi, die zich op dat ogenblik aldaar bevinden gaan over tot de vrijlating van 31 personen, die tijdens de onlusten werden aangehouden; men bepaalt er zich bij hun namen op te tekenen om ze 's anderendaags te ondervragen.

Reeds op dat ogenblik begeeft zich een deel van de betogers naar Foncobel, de Europese handelswijk in het centrum van de stad. Iets te voren was een muiterij ontstaan in de gevangenis; deze werd snel onderdrukt, doch laaide weer op tijdens de volgende uren.

Omstreeks 16,45 u, laat de Procureur des Konings de gewonde commissaris Rotty, die uit de buurt van de Y.M.C.A. teruggekeerd is, gevolgd door een talrijke en dreigende menigte, met een militaire jeep wegbrengen. Daarna keert de Procureur des Konings naar de Europese stad terug om zich bij de overheden te vervoegen. Aan de Kabu-brug zal hij dan, achter zich, de eerste rookwolken van de brand bemerken.

17 uur : De commissarissen die op de Popokabrakalaan gebleven zijn, verkeren in moeilijkheden; de menigte valt hen aan, vooral een mulat-commissaris, zagezegd omdat hij iemand met pistoolschoten heeft gedood in een perceel, ofschoon het na onderzoek vaststaat dat die commissaris tijdens de gebeurtenissen geen enkel vuurschot gelost heeft. De commissarissen en de enkele officieren slagen erin, ten koste van duizend moeilijkheden, opnieuw in twee vrachtauto's plaats te nemen en moeten letterlijk naar de Europese stad vluchten langs de Boudewijnlaan, onder een regen van stenen, waarmede zij worden bestookt tot aan de Gambelalaan.

Verscheidene voertuigen worden dan ook ter plaatse achtergelaten, waaronder een kleine politiehulpwagen, een jeep, alsook de wagen van een commissaris, wagen die ten slotte in brand wordt gestoken. Aan de hand van de getuigenissen heeft uw Commissie kunnen besluiten, dat er geen verband bestaat tussen dit feit en de vrijlating der aangehouden personen waarvan hoger sprake. Immers de rust die deze vrijlating moest volgen werd verijdeld door de aankomst van andere groepen, die de wagens in brand gestoken hebben, namelijk de menigte die commissaris Rotty achternazette.

Op het commissariaat van Kalamu bemerkt men dan de rookwolken van deze talrijke brandstichtingen. De heer Callier zendt alsdan commissarissen en politiemannen met een radio-jeep om te zien wat er gaande is. Ter plaatse heeft de jeep nauwelijks de tijd stil te staan en de commissarissen uit te stappen, of zij wordt aangevallen door de menigte die hen bestormt en met stenen gooit. Twee commissarissen lossen twee pistoolschoten in de lucht om de menigte in haar aanloop te stuiten; iedereen stijgt in allerijl opnieuw in, terwijl stenen worden geworpen, en het voertuig start aldus langs de Boudewijnlaan naar de Europese stad toe. Onderweg worden de commissarissen alsmede een inlandse politieagent gekwetst. Deze laatste en een commissaris moeten naar het ziekenhuis worden gevoerd.

Pendant ce temps, les émeutiers attaquent et pillent Foncobel. Des commerçants portugais se sauvent par leurs propres moyens; d'autres, ainsi que les Grecs, se réfugient chez Braz et Pinto où ils se défendent jusqu'à l'arrivée de la Force Publique aux environs de 23 heures.

Revenons au commissariat de Kalamu où, vers 17 h. 20, ne voyant pas revenir la jeep, M. Callier décide d'aller sur les lieux des incendies avec M. Pinzi. Ils s'y rendent en faisant un détour par les ruelles. Arrivés sur place, ils sont assiégés, les pierres volent, de telle sorte qu'ils doivent se réfugier dans une maison à balcon, du haut duquel ils essayent en vain de parlementer avec la foule. Vers cet instant, se place l'incident d'un avion de l'Aéro Club qui pique à deux reprises sur la foule, ce qui a pour effet de la surexciter. M. Callier, aidé par des Congolais, quitte les lieux vers 18 heures dans la voiture de M. Pinzi, qui l'a reconduit. Pendant ce temps, vers 17 h. 30, les premiers promeneurs européens sont attaqués et blessés, souvent grièvement.

18 heures : Le pillage de Foncobel bat son plein, la rébellion à la prison a repris et des renforts de police y sont appelés.

18 h. 15 : L'ordre est rétabli à la prison.

18 h. 30/18 h. 40 : D'autres policiers non armés sont envoyés en patrouille à Foncobel. Ils sont repoussés et doivent revenir.

Vers ce moment, surviennent de différents côtés des attaques contre des voitures européennes; hommes, femmes et enfants sont grièvement blessés. Certaines femmes sont violentées. Les incidents du début de l'après-midi tournent à l'émeute générale.

Cette masse d'émeutiers se dirige vers la ville européenne par les différentes avenues qui y conduisent.

Vers 20 heures elle atteint le Zoo. Un commissaire envoyé d'urgence à cet endroit aidé d'un peloton de policiers noirs armés de matraques, refoulent tant bien que mal les assaillants de l'autre côté du Zoo, sous une pluie de projectiles divers dont notamment des chaises métalliques qui se trouvent à cet endroit.

Les renforts de police arrivent heureusement pour établir un barrage à la hauteur des entrées du Zoo et du parc de Bock. A ce moment, le commissariat de Ngiri-Ngiri est saccagé et les émeutiers réattaquent les barrages qui protègent la cité européenne. A Foncobel : le pillage et l'incendie continuent. La Mission Saint-Pierre est également attaquée et connaît le même sort.

20 h. 50 : Ici se place l'opération militaire décidée par le Premier Bourgmestre Tordeur, après en avoir conféré avec le lieutenant-général Janssens, et les autorités responsables du maintien de l'ordre.

L'opération de police proprement dite avait été déclenchée à 19 h. 20.

Avant de clôturer l'opération de police, il nous faut revenir sur les sévices, les violences dont ont été victimes de nombreux Blancs et plus particulièrement certaines femmes traversant la cité indigène pour rentrer dans la cité européenne, entre 16 et 21 heures.

Il est incontestable que des actes de sauvagerie ont été commis par des émeutiers. Ceux-ci ont été désapprouvés par la grande masse des autochtones.

Il faut souligner d'autre part que, s'il n'y a pas eu de morts à déplorer parmi les Blancs, c'est dû en grande partie

Intussen vallen de rebellen Foncobel aan, waar zij aan 't plunderen gaan. Portugese handelaars stellen zich in veiligheid op eigen krachten; anderen, alsmede Grieken, zoeken een toevlucht bij Braz en Pinto, waar zij zich verdedigen tot de Weermacht omstreeks 23 uur ten tonele verschijnt.

Laten wij thans terugkeren naar het commissariaat van Kalamu. Wanneer hij omstreeks 17 u. 20 ziet dat de jeep niet teruggekeerd is, besluit de heer Callier zich met de heer Pinzi naar de plaats van de branden te begeven. Zij geraken er langs een omweg, door de steegjes, doch worden onmiddellijk in het nauw gedreven en met stenen bekogeld, zodat zij de wijk moeten nemen in een huis met een balkon, vanwaar zij tevergeefs pogen met de menigte te onderhandelen. Op dat ogenblik scheert een vliegtuig van de Aéro Club tot tweemaal toe in duikvlucht over de menigte, waardoor deze nog meer opgewonden wordt. De heer Callier, geholpen door Congolezen, verlaat deze plaats rond 18 uur in de wagen van de heer Pinzi die hem heeft teruggebracht. Intussen, omstreeks 10 u. 30, worden de eerste Europese wandelaars aangevallen en vaak ernstig gewond.

18 uur : De plundering van Foncobel is volop aan de gang, en naar de gevangenis, waar het oproer weer is opgeblaaid, worden politieversterkingen ontboden.

18 u. 15 : De orde is hersteld in de gevangenis.

18 u. 30/18 u. 40 : Andere niet gewapende politieagenten worden op patrouille uitgezonden naar Foncobel. Zij worden teruggedreven en moeten terugkeren.

Rond die tijd worden hier en daar Europese wagens aangevallen. Mannen, vrouwen en kinderen worden zwaar gekwetst, sommige vrouwen wordt geweld aangedaan. De relletjes van de vroege namiddag ontaarden in een algemeen oproer.

Een massa oproerlingen trekt langs de verschillende lanen naar de Europese stad.

Omstreeks 20 uur bereikt de menigte de Zoo. Een commissaris wordt met alle spoed ter plaatse gezonden en, met de hulp van zwarte politieagenten, gewapend met knuppels, drijft hij de aanvallers zo goed en zo kwaad als het gaat terug naar de overkant van de Zoo, onder een hagel van diverse projectielen, waaronder metalen stoelen die zich aldaar bevonden.

Gelukkig rukken politieversterkingen aan om een versperping op te werpen ter hoogte van de toegangen tot de Zoo en het De Bockpark. Op dat tijdstip wordt het commissariaat te Ngiri-Ngiri vernield, en de opstandelingen doen een nieuwe aanval op de versperringen die de Europese stad beschermen. In de wijk Foncobel wordt verder geplunderd en gebrand. Ook de Sint-Pietersmissie wordt aangevallen en ondergaat hetzelfde lot.

20 u. 50 : Hier begint de militaire operatie, waartoe door Eerste-Burgemeester Tordeur wordt besloten, na overleg met luitenant-generaal Janssens en met de autoriteiten die voor de handhaving van de orde instaan.

De eigenlijke politie-operatie was omstreeks 19 u. 20 ingezet.

Vooraleer wij dit relaas van het optreden der politie besluiten, moeten wij nog even terugkomen op de mishandelingen en de gewelddaden waarvan tal van Blanken het slachtoffer werden, en met name sommige vrouwen die tussen 16 en 21 uur langs de inlandse wijk naar de Europese stad terugkeerden.

Het lijdt geen twijfel dat door de opstandelingen wreedheden zijn begaan. Deze worden door de plaatselijke bevolking streng gelaakt.

Op te merken valt overigens dat, zo aan blanke zijde geen mensenlevens te betreuren zijn, dit grotendeels te dan-

au dévouement, à la générosité et au courage de certains Noirs qui n'ont pas craint d'exposer leur propre vie pour sauver celle des autres.

Avec de nombreuses personnalités de Léo il nous faut regretter que le service d'information n'ait pas annoncé, comme il se devait, par la radio, les troubles graves qui venaient d'éclater à Kalamu, Foncobel, etc. Il est certain que cette nouvelle radiodiffusée aurait incité les Européens à emprunter un autre itinéraire que celui qu'ils ont malheureusement suivi.

Un autre point sur lequel nous nous sommes efforcés de faire la lumière est celui de savoir d'où étaient partis les premiers coups de feu à Foncobel. Les émeutiers s'étant rués sur les magasins pour les piller, attaquant les commerçants à l'intérieur de leurs maisons, mettant le feu à tout ce quartier, ceux-ci se trouvaient en cas de légitime défense et l'un d'eux tira sur la foule pour défendre sa famille et ses biens. Là aussi des sévices et violences eurent lieu sur certaines femmes blanches, et ce n'est que grâce à l'arrivée de la Force Publique, vers 23 heures, que les Européens de ce quartier purent être délivrés.

Conclusions.

1. Coördination des forces chargées du maintien et du rétablissement de l'ordre.

Il est apparu à votre Commission que la coordination entre les différentes forces chargées du maintien et du rétablissement de l'ordre public était insuffisante.

L'expérience prouve que dans la plupart des pays du monde les différents organes de police s'occupant du maintien de l'ordre doivent se compléter. C'est le cas en Belgique : on engage d'abord la police communale et quand celle-ci est débordée, ou quand elle se trouve devant une tâche dépassant ses moyens, on fait appel à la gendarmerie, l'armée n'intervenant que dans les cas extrêmes et sur réquisition.

Au Congo, c'est la Force Publique qui, en ordre essentiel, est chargée du maintien et du rétablissement de l'ordre.

De notre avis, il faudrait à l'avenir confier le maintien de l'ordre à une force plus civile. La *police territoriale* deviendrait ainsi l'ossature des polices administratives et judiciaires au Congo.

Cette réorganisation devrait faire l'objet d'une étude approfondie, tant en ce qui concerne sa structure, son recrutement, sa formation, que ses moyens. Il va de soi que cette étude devrait être suivie d'une législation nouvelle.

2. Instauration dans les villes d'une police communale mise à la disposition de chacun des bourgmestres.

Aussitôt que possible, on devra en arriver là et rien n'indique qu'il faut refuser aux bourgmestres ce que l'on accorde aux chefs des circonscriptions indigènes. Mais il appartiendra au Gouverneur général de prévoir les conditions quant au recrutement et à l'emploi des agents formant ces polices.

Dès les prochaines années, les polices communales devront être placées sous l'autorité d'Européens appartenant au cadre de la police territoriale et agissant au nom du bourgmestre et dès que possible à des Congolais ayant la formation suffisante.

3. Encadrement européen de la Police Territoriale.

L'encadrement européen de la police territoriale devra être fourni par la police territoriale actuelle et par la Force

publique. L'encadrement européen de la police territoriale devra être fourni par la police territoriale actuelle et par la Force Publique.

Tal van vooraanstaanden in Leopoldstad — en wij sluiten ons bij hen aan — achten het betreurenswaardig dat de informatiedienst niet — zoals hij had moeten doen — via de radio bekendmaakte dat er ernstige onlusten waren uitgebroken in Kalamu, Foncobel, enz. Dit radiobericht zou de Europeanen zeker hebben aangezet een andere weg in te slaan dan degene die zij jammer genoeg hebben gevolgd.

Een ander punt dat wij gepoogd hebben op te helderen, is de vraag vanwaar de eerste schoten bij Foncobel waren afgevuurd. De oproerlingen zijn naar de winkels gestormd om ze te plunderen, waarbij zij de winkeliers in hun huizen aanvielen en de gehele wijk in brand staken, zodat de winkeliers in staat van wettige zelfverdediging waren; een hunner vuurdē op de menigte om zijn gezin en zijn bezittingen te beschermen. Ook hier ondergingen sommige blanke vrouwen mishandelingen en geweldplegingen, en de Europeanen in deze wijk konden slechts dank zij de aankomst van de Weermacht omstreeks 23 uur worden bevrijd.

Conclusies.

1. Coördinatie van de diverse machten, belast met het handhaven en het herstellen van de orde.

Volgens uw Commissie was de coördinatie onder de diverse machten die met de handhaving en het herstellen van de openbare orde zijn belast, onvoldoende.

De ervaring leert dat in de meeste landen van de wereld de diverse politie-organen, die voor het handhaven van de orde instaan, elkaar moeten aanvullen. Dit is het geval in België : eerst wordt de gemeentepolitie ingezet, en wanneer deze overstelpt is of een taak te verrichten krijgt waartegen zij niet is opgewassen, wordt een beroep gedaan op de Rijks-wacht; het leger grijpt pas in wanneer het voor noodgevallen wordt opgevorderd.

In Congo wordt de handhaving en het herstel van de orde in hoofdzaak aan de Weermacht opgedragen.

Onzes inziens zou de handhaving van de orde in de toekomst moeten worden opgedragen aan een burgerlijke macht : de *territoriale politie*, die aldus de kern zou vormen van de administratieve en gerechtelijke politiekorpsen in Congo.

Aan deze herinrichting zou een grondige studie moeten gewijd worden, zowel met betrekking tot haar structuur, haar recrutering en opleiding als tot haar middelen. Het spreekt vanzelf dat op die studie een nieuwe wetgeving moet volgen.

2. Instelling, in de steden, van een gemeentelijke politiemacht die ter beschikking van elke burgemeester staat.

Zodra mogelijk zal daartoe worden besloten en niets wijst erop dat aan de burgemeesters moet worden geweigerd wat aan de hoofden der inlandse gebieden wordt toegekend. Het zal echter zaak van de Gouverneur-generaal zijn, voorwaarden te stellen op het stuk van recrutering en van taakverdeling onder de leden van die politiemachten.

De volgende jaren zouden de gemeentelijke politiekorpsen onder het gezag moeten staan van Europeanen die deel uitmaken van het kader van de territoriale politie en optreden in naam van de burgemeester en zodra mogelijk van Congolezen die voldoende zijn opgeleid.

3. De Europese kaders van de Territoriale Politie.

Deze moeten geleverd worden door de huidige territoriale politie en door de Weermacht. Geleidelijk dient men

Publique. Progressivement on devra y incorporer les officiers de gendarmerie et de police, dont le recrutement en Belgique devrait être accéléré.

4. Création du corps des gardiens de prison.

Il est contre-indiqué d'affecter à la garde des prisons, et surtout à la surveillance des corvées de détenus, des policiers ayant fait des études et formés à grands frais, et relativement bien payés. Ces gardes et surveillances, qui n'exigent aucune aptitude bien spéciale, peuvent être assurées par un personnel recruté par le service des prisons; la formation qui leur serait nécessaire pourrait être donnée par des gradés de la police territoriale.

5. Police fluviale.

Assurer au plus tôt à Léopoldville une police fluviale équipée de vedettes rapides et de moyens efficaces afin de parer à toute éventualité résultant d'opérations engagées à partir du fleuve Congo.

Ceci ne constitue que quelques modestes suggestions que votre Commission estime devoir faire. Elle tient à confirmer que la Force Publique doit rester la pièce maîtresse de cet édifice. La réorganisation des forces de l'ordre, la mise à leur disposition du matériel approprié au climat et aux nécessités locales, la législation consacrant cet état de choses devrait être confié sans retard à un groupe de travail composé d'hommes les plus qualifiés pour ce faire.

er de officieren van de Rijkswacht en van de politie, wier opleiding in België dient te worden bespoedigd, in op te nemen.

4. Oprichting van het korps der gevangenisbewakers.

Het verdient geen aanbeveling in de gevangenissen en vooral op de karweiën van de gedetineerden toezicht te laten houden door politieagenten die studies gedaan hebben, een dure opleiding hebben genoten en vrij goed betaald worden. Deze bewaking en dit toezicht, waarvoor geen speciale bevoegdheid is vereist, kunnen worden verricht door personeel dat door de dienst der gevangenissen wordt aangeworven; het moet worden opgeleid door de gegradueerden van de territoriale politie.

5. Rivierpolitie.

Men dient zo spoedig mogelijk te Leopoldstad een rivierpolitiekorps op te richten, uitgerust met snelboten en doeltreffend materieel om op alle mogelijkheden voorbereid te zijn in geval van operaties met de Congo-stroom als uitgangspunt.

Dit zijn slechts enkele kleine wenken die uw Commissie meende te moeten vooropstellen. Zij stelt er prijs op te verklaren dat de Weermacht de sluitsteen van dit gebouw moet zijn. De herinrichting van de politiemacht en haar uitrusting met materieel dat aangepast is aan het klimaat en aan de plaatselijke noodwendigheden, dit alles zou zonder langer uitstel moeten toevertrouwd worden aan een werkgroep bestaande uit de meest daartoe bevoegde personen.

HOOFDSTUK III.

De militaire operatie.

(OPGESTELD DOOR DE HEER SPINOY.)

Zij begon te 20 u. 50. Reeds te 20 u. was tussen de Eerste-Burgemeester en de opperbevelhebber van de Weermacht overeengekomen dat te 21 u. de militaire operatie zou aanvangen. Het gebeurde enkele minuten vroeger.

De Hoofdcommissaris van politie wist dat de Eerste-Burgemeester te 18 u. de Weermacht opgevorderd had, maar te 19 u. 30 had hij nog geen contact met haar gehad. Hij wist niet waar zij zich mocht bevinden. Hij kende de schikkingen niet die ze dacht te nemen.

De betogers trokken over de « avenue Prince Baudouin » langzaam naar de blanke stad toe. Het was een grote massa.

Een getuige verklaarde daaromtrent aan uw Commissie :

« Omstreeks 20 u. 45 wordt gemeld dat een geweldige menigte zich op de Prins Boudewijnlaan verdringt. Zijn er 10 000, 20 000 of 30 000 mensen ? Hoe dan ook, de menigte is zo aanzienlijk en zo dicht, dat zij reikt zo ver men zien kan. Zij trekt dreigend naar de Europese stad op. Commissaris Lecarme deelt per radio mede dat de betogers de politie met revolvers beschieten. Na het verdrijven van de menigte wordt ter plaatse een mes gevonden. Te 20 u. 51 deelt de commissaris mede dat hij die mensenvloed niet meer kan stuiten. De heer Loriaux geeft hem de raad te schieten, indien zulks nodig is. »

Een andere getuige, wiens verhaal op uw Commissie een diepe indruk naliet, vertelde het als volgt :

« Omstreeks 20 u. 45 vernam ik dat de Sint-Pietersmissie brandde en dat de menigte de Zoo had bereikt. De commissaris verklaarde per radio aan zijn manschappen : « Pro » beert de betogers te doen begrijpen dat zij niet verder » mogen gaan, zo niet dat zij het vuur moet openen ». »

En verder :

« De heer Loriaux gaf dan, na de nodige waarschuwing, bevel tot vuren. Er werd dus omstreeks 20 u. 45 geschoten op de Boudewijnlaan. Achteraf werd hetzelfde bevel gegeven aan de manschappen die op de Joséphine Charlottelaan en de Plateaulaan opereerden. Ik begaf mij naar laatstgenoemde plaats. Ik werd getroffen door de gedragingen van de menigte. Zij scheen wel waanzinnig. Sommige mannen draaiden op zichzelf rond als tolleren. Een van hen zag ik met zijn hoofd tegen een muur aanlopen. Een andere maakte een lichtsprong en kwam zwaar op zijn hoofd terecht. Het leek wel een crisis van collectieve hysterie. Die « draaiende derwischen » deden mij denken aan diegenen die onze moeilijkheden te Matadi hadden verergerd door te beweren dat de geweren slechts met water zouden schieten. Het is mij niet bekend of dergelijke praatjes te Leopoldstad werden verteld, maar onder de menigte bevonden zich kerels met hetzelfde profetische en duivelachtige uitzicht als die welke ik te Matadi heb gezien. »

De Hoofdcommissaris van politie te Leopoldstad legde ten overstaan van de Commissie het volgende getuigenis af :

« Op dat moment (omstreeks 20 u. 45) is de heer Peeters bij de Zoo en houdt er de oproerlingen in bedwang. Ik stuur

CHAPITRE III.

L'opération militaire.

(PRÉSENTÉ PAR M. SPINOY.)

L'opération militaire a commencé à 20 h. 50. A 20 h. déjà, il avait été convenu entre le Premier Bourgmestre et le Commandant supérieur de la Force Publique que l'opération militaire serait déclenchée à 21 h. Elle commença quelques minutes plus tôt.

Le Commissaire de police en chef savait que le Premier Bourgmestre avait réquisitionné la Force Publique à 18 h., mais, à 19 h. 30, il n'avait pas encore pris contact avec elle. Il ignorait où elle pouvait se trouver et ne connaissait pas les dispositions qu'elle envisageait de prendre.

Les manifestants remontaient lentement l'avenue Prince Baudouin en direction de la ville européenne. Ils formaient une masse compacte.

Un témoin a déclaré à ce sujet à votre Commission :

« Vers 20 h. 45 on signale une foule immense sur l'avenue Prince Baudouin. Y a-t-il là 10 000, 20 000 ou 30 000 personnes ? En tous cas, c'est une foule si nombreuse et si dense qu'aussi loin qu'on regarde, on ne voit qu'elle. Elle s'avance, menaçante, vers la ville européenne. Le commissaire Lecarme signale par radio que les manifestants tirent au revolver sur les policiers. Un couteau sera trouvé sur place quand la foule aura été refoulée. A 20 h. 51 le commissaire signale qu'il ne peut plus contenir cette marée humaine. Le commissaire en chef, M. Loriaux, lui donne le conseil de tirer si c'est nécessaire. »

Un autre témoin, dont la déposition fit une profonde impression sur votre Commission, raconta ce qui suit :

« Vers 20 h. 45, j'ai appris que la mission Saint-Pierre brûlait et que la foule avait atteint le Zoo. Le commissaire dit par radio à ses hommes : « Tâchez de faire comprendre aux manifestants qu'ils ne peuvent aller au-delà et que sinon, vous devez tirer. »

Et ensuite :

« M. Loriaux avait fait faire alors les sommations d'usage et donné l'ordre de tirer. On a donc tiré à 20 h. 50 à l'avenue Baudouin. Après cela, la même consigne a été donnée aux forces qui opéraient avenue Joséphine-Charlotte et avenue du Plateau. Je me rendis à ce dernier endroit. Le comportement de la foule me frappa. Elle semblait folle. Des hommes tournaient sur eux-mêmes comme des toupies. J'en vis un qui se jetait la tête contre un mur. Un autre qui se lança en l'air et retomba lourdement sur la tête. Cela ressemblait à une véritable crise d'hystérie collective. Les « derviches tourneurs » me rappelèrent ceux qui avaient aggravé nos difficultés à Matadi en assurant que nos fusils ne tireraient que de l'eau. J'ignore si des propos analogues furent tenus à Léo, mais dans la foule, des individus avaient la même allure prophétique et endiablée que celle que j'avais vue à Matadi. »

Le Commissaire de police en chef de Léopoldville fit le témoignage suivant devant votre Commission :

« A ce moment (± 20 h. 45), M. Peeters est au Zoo et contient l'émeute. Je l'ai fait suivre d'une jeep radio, mais

hem een radio-jeep na, doch al spoedig laat hij mij weten dat hij niet langer stand kan houden, want uit de menigte wordt naar hem geschoten, en de oproerlingen zwaaien met brandende toortsen.

» De heer Peeters wordt bijna getroffen door een mes dat naar zijn hoofd wordt geslingerd. Ik geef het bevel in geen geval nog te wijken. Ik hoor via de radio het gehuil van de menigte, en de schoten die in de richting van de politie worden afgevuurd. Dan geef ik, in aanwezigheid van de Procureur-generaal die zich in mijn kantoor bevindt, het bevel om, na sommatic, gebruik te maken van de wapens, en tot elke prijs stand te houden.

» Het is bewezen dat uit de menigte werd geschoten; er werd daarbij met name gebruik gemaakt van « Gras »-geweren. Op de Boudewijnlaan hebben wij na de terugtocht van de opstandelingen een pistool gevonden.

» De menigte dringt nu op naar de Plateaulaan. Ik doe de markt afgrenzen. Politiecommissaris Vos bewaakt met een gewapende sectie de toegang tot de markt; hij heeft bevel gekregen tot elke prijs stand te houden.

» Bij hem bevindt zich de heer Dubuisson, substituut van de Procureur des Konings. Een radiowagen verleent assistentie aan de heer Vos, die slechts 10 man te zijner beschikking heeft. Er dient te worden vermeld dat ik 32 versperringen moet bewaken met 1 400 agenten. De menigte nadert de ingang van de markt. De heer Vos sommeert de opstandelingen, doch zij blijven opdringen. Hij geeft bevel in de lucht te schieten; de menigte komt steeds dichterbij. Dan beveelt hij op de menigte te vuren. De opstandelingen wijken, doch steken eerst de markt in brand. »

Het was na 21 u. De gebeurtenissen aan de markt komen in tijdsorde na de incidenten op de Boudewijnlaan.

De getuigen, wier verklaringen hier werden opgenomen, vermelden dat Congolezen zouden gebruik gemaakt hebben van geweren « Gras » en van een pistool, dat naderhand op de straatweg teruggevonden werd.

Uw Commissie wijst erop dat deze verklaringen de enige zijn die van zulke incidenten gewag maken.

Alle andere getuigen die door de Commissie ondervraagd werden bevestigden dat van de kant der Congolezen geen gebruik gemaakt werd van wapens. Dat was ook het geval tijdens het verloop van de « militaire operatie ».

Om 21 u. 10 krijgt de Hoofdcommissaris het bericht, dat tot de militaire operatie is overgegaan na zijn herhaalde oproepen tot de 2^e Groepering.

De politie blijft echter op wacht bij alle versperringen, terwijl de Weermacht haar eenheden — ook die welke ter beschikking van de Eerste-Burgemeester waren gesteld — weer in handen neemt en naar de plaatsen stuurt die waren aangewezen voor de uitvoering van het « Plan troubles ».

De politiemannen werden pas om 3 u. 30 in de morgen van 5 januari afgelost. Overrompeld aan de Prins Boudewijnlaan, hebben zij geheel alleen de stad over haar ganse omtrek gedekt gehouden.

« Om 2 u., zal de Hoofdcommissaris nadien verklaren, houd ik nog steeds alleen stand. Er zijn infiltraties aan de Syndikaatlaan.

» Aan de Joséphine-Charlottelaan heeft men moeten vuren om de Consul-generaal van Denemarken en zijn vrouw, die door de demonstranten uit hun wagen waren getrokken, te bevrijden. »

Eveneens om 2 u. 's morgens wordt Sarma-Congo aangevallen. De demonstranten geraken langs de voordeur binnen. De politie opent het vuur, twee personen worden gedood, maar de menigte wijkt terug.

bientôt il me fait dire qu'il ne peut plus tenir, car la foule tire dans sa direction et elle porte des brandons.

» M. Peeters manque d'être atteint par un couteau lancé vers lui. Je donne comme instruction de ne plus reculer en aucun cas. J'entends par ma radio les hurlements de la foule et les coups de feu tirés dans la direction de la police. Je donne à ce moment, en présence du Procureur-général qui se trouve dans mon bureau, l'ordre de faire usage des armes après sommation, mais de tenir à tout prix.

» La preuve a été faite que la foule a tiré; elle l'a fait notamment avec des fusils « Gras ». Nous avons retrouvé un pistolet sur l'avenue Prince Baudouin après avoir refoulé les émeutiers.

» A ce moment, la foule se porte vers l'avenue du Plateau. J'ai mis un « verrou » au marché. M. Vos (commissaire de police) occupe avec une section en armes l'entrée du marché et a ordre de tenir envers et contre tout.

» A ses côtés, M. Dubuisson, substitut du Procureur du Roi. Une voiture radio appuie M. Vos qui ne dispose que de 10 hommes. Il faut noter que je tiens 32 barrages avec 1 400 policiers. La foule approche de l'entrée du marché. M. Vos fait les sommations: la foule continue. Il fait tirer en l'air; elle avance toujours. Il fait alors tirer sur elle; elle recule, mais elle met le feu au marché. »

Il était passé 21 h. Les événements au marché se placent après les incidents de l'avenue Prince Baudouin.

Les témoins dont on a recueilli ici les déclarations, déclarent que les Congolais ont fait usage de fusils « Gras » ainsi que d'un pistolet qui, par la suite, fut retrouvé sur la voie publique.

Votre Commission souligne le fait que ces déclarations sont les seules qui rapportent de tels incidents.

Tous les autres témoins interrogés par la Commission ont affirmé que, du côté des Congolais, il n'avait pas été fait usage d'armes. Il en a été de même au cours de l'« opération militaire ».

A 21 h. 10 le Commissaire en chef est informé du passage à l'opération militaire après ses appels répétés au 2^e Groupement.

Mais la police continue à monter la garde à tous les barrages, la Force Publique reprenant ses unités en main — y compris celles qui avaient été mises à la disposition du Premier Bourgmestre — et les conduisant aux endroits prévus pour l'application du « plan Troubles ».

Ce n'est qu'à 3,30 h. du matin du 5 janvier que les policiers furent relevés. Ils ont tenu seuls toute la périphérie de la ville, ayant été débordés à l'avenue Prince Baudouin.

« A 2 h., dira le Commissaire en chef, je suis toujours seul à tenir. Il y a des infiltrations avenue du Syndicat.

» A l'avenue Joséphine-Charlotte, il a fallu tirer pour dégager le Consul général du Danemark et sa femme, arrachés de leur voiture par les manifestants. »

A 2 h. du matin aussi, Sarma-Congo est attaqué. La porte d'entrée est franchie. La police ouvre le feu, deux personnes sont tuées, mais la foule recule.

Na om 3 u. 30 's ochtends te zijn afgelost, is de politie teruggekeerd naar haar kamp te Fungula.

Van dan af heeft zij zich beziggehouden met reddingswerken. Zo werden de Kanunnikessen van Sint-Augustinus, de zusters van Ndjili, Matete en Christus-Koning door de politie gered.

**

Volgen wij thans de ontwikkeling van de eigenlijke militaire operatie.

Aanvang : 4 januari 1959 te 20 u. 50.

Einde : 10 januari 1959 te 8 u. 's morgens.

Wat is de militaire operatie?

Een fase in het herstel van de openbare orde, waarbij, op verzoek van de burgerlijke overheid, de leiding en het bevel van de operaties op de Weermacht overgaan.

De militaire operaties worden in hoofdzaak gekenmerkt door hun repressief en offensief karakter. In het stadium van de militaire operatie wordt een te voren opgesteld plan voor het herstel van de orde uitgevoerd. Men noemt dit het « Plan troubles ».

In geval van toepassing van de militaire operaties stelt de burgerlijke overheid :

- de zone vast waarin de operatie zal plaats hebben;
- de uit te voeren opdracht;
- de duur van de operatie.

De leiding van de militaire operatie was in handen van de plaatscommandant van Leo die tevens commandant is van de 2^{de} Groepering der Weermacht.

Coördinatie van de operaties.

Onder leiding van de militaire overheid, worden voor de uitvoering van de militaire operatie, maatregelen genomen om het contact met de burgerlijke overheid te bewaren.

De middelen.

Bij de militaire operatie is het gebruik van wapens toegelaten in geval van wettige zelfverdediging om de posities te verdedigen die door de troep worden ingenomen, om de weerstand of de buitensporigheden van de opstandelingen te breken.

De kolonel-plaatscommandant die de militaire operatie leidde, beschikte over de volgende troepen :

- 4 januari : ongeveer 2 500 man;
- 7 januari : ongeveer 3 400 man;
- 8 januari : ongeveer 3 633 man;
- 14 januari : ongeveer 2 800 man.

Deze manschappen behoorden tot :

- het 13^{de} Infanteriebataljon te Leopoldstad;
- de 1^{ste} compagnie in territoriale dienst;
- de 1^{ste} compagnie Militaire Politie;
- de effectieven van de scholen en de diensten.

In versterking werden geroepen :

- het 3^{de} infanteriebataljon uit Thysville;
- de 1^{ste} compagnie Commando's (1);
- het verkenningsecadron.

(1) Niet te verwarren met het Europees bataljon van de para-commando's dat zich in de basis te Kamina bevindt.

Relevée à 3 h. 30 du matin, la police a regagné son camp de la Fungula.

A partir de ce moment, elle s'occupa des opérations de sauvetage. C'est ainsi que les Dames chanoinesses de Saint-Augustin, les religieuses de Ndjili, de Matete et du Christ-Roi ont été sauvées par la police.

**

Passons maintenant au déroulement de l'opération militaire proprement dite.

Début : le 4 janvier 1959, à 20 h. 50.

Fin : le 10 janvier 1959, à 8 h. du matin.

En quoi consiste l'opération militaire ?

C'est une phase du rétablissement de l'ordre public pendant laquelle, à la requête des autorités civiles, la Force Publique reprend la direction et le commandement des opérations.

Les opérations militaires se caractérisent essentiellement par leur nature répressive et offensive. Au stade de l'opération militaire, un plan préétabli, en vue du rétablissement de l'ordre, est mis à exécution. On l'appelle le « Plan troubles ».

En cas de recours aux opérations militaires, les autorités civiles fixent :

- la zone dans laquelle l'opération aura lieu;
- la mission à accomplir;
- la durée de l'opération.

L'opération militaire était dirigée par le commandant de place de Léo, qui est également commandant du 2^e Groupe-ment de la Force Publique.

Coordination des opérations.

Pour exécuter l'opération militaire en vue de maintenir le contact avec les autorités civiles, des mesures sont prises sous la direction des autorités militaires.

Les moyens.

Dans l'opération militaire, il est permis de faire usage des armes en cas de légitime défense, pour défendre les positions occupées par la troupe, pour briser la résistance ou les excès des émeutiers.

Le colonel-commandant de place qui dirigeait l'opération militaire disposait des troupes suivantes :

- le 4 janvier : environ 2 500 hommes;
- le 7 janvier : environ 3 400 hommes;
- le 8 janvier : environ 3 633 hommes;
- le 14 janvier : environ 2 800 hommes;

Ces hommes appartenaient :

- au 13^e bataillon d'infanterie de Léopoldville;
- à la 1^{re} compagnie en service territorial;
- à la 1^{re} compagnie de la Police militaire;
- aux effectifs des écoles et des services.

Ont été appelés en renfort :

- le 3^e bataillon d'infanterie de Thysville;
- la 1^{re} compagnie des commandos (1);
- l'escadron de reconnaissance.

(1) A ne pas confondre avec le bataillon européen des para-commandos cantonné à la base de Kamina.

Het verloop der militaire operaties.

Eerste fase : 4 januari 20 u. 50 tot 5 januari 4 u. 35 : de Weermacht neemt de voorbereidende maatregelen om tot de uitvoering van het « Plan troubles » over te gaan.

De eenheden worden opgesteld als voorzien in voormeld plan.

Tot 4 u. 35 in de morgen van maandag 5 januari duurt de opstelling van de troepen.

Zij verloopt als volgt :

Te 0 u. 35, sector 2 : gemeenten Saint-Jean, Kinshasa, Barumbu, Leo-Oost; sector 4 : Dendale, Ngiri-Ngiri, Kalamu; sector 5 : Limete, Ndjili.

Te 1 u. 03, sector 3 : gemeenten Ngaliema, Kitambo, Bandalungwa.

Te 3 u., sector 1 : gemeente Kalina.

Terwijl de Weermacht zich opstelt met het oog op de stelselmatige uitvoering van het « Plan troubles » en enkele van haar eenheden terugroept die ter beschikking waren van de Eerste-Burgemeester, verzekert de politie verder de orde.

Vanaf 21 u. 05 tot 23 u. 30 komt de Weermacht tussen op de weg Zoo-Boudewijnlaan-Kabindalaan. Pelotons treden op aan de Joséphine-Charlottelaan, Syndikatenlaan waar belangrijke samenscholingen plaats hebben. Er wordt van de wapens gebruik gemaakt (granaten O.F.) in de wijk Foncobel (21 u. 45 en 23 u. 30), te Kalamu (22 u. 15), aan de Joséphine-Charlottelaan (23 u. 15). De traangasbommen hebben, naar de verklaring van een getuige, weinig uitwerking. Bovendien zijn ze in slechte staat. Een deskundig getuige verklaart aan de Commissie dat al de pelotons samen 135 traangasbommen ontvingen. Daarvan ontploften er 49 op \pm 100.

Tweede fase : maandag 5 januari 1959. Vanaf 4 u. 35 tot 16 u. 40, moeten de eenheden van de Weermacht ingrijpen om de orde te herstellen. Te 16 u. 40 begint de stelselmatige bevrijding van twee gemeenten. Een derde komt in handen van de troepen zonder enige tussenkomst ter plaatse. De locale tussenkomsten tegen samenscholingen, plunderingen, duren na 16 u. 40 nog voort.

In de loop van maandag hebben locale operaties plaats in sector 1, nabij de Zoo, met gebruik van granaten O.F.; komt het tweede verkenningssquadron voor het eerst tussenbeide nabij de inlandse markt (met gebruik van wapens).

In sector 3.

Talrijke groepen inlanders pogen een sectie overhoop te lopen van de Weermacht, die tweemaal het vuur opent (markt van Leo II).

In sector 4.

In de wijk Foncobel en omgeving worden de plundersaars te 4 u. 30 verjaagd; te 8 u. rukt een compagnie ter versterking aan, en te 11 u. 20 moeten samenscholingen met granaten O.F. uiteengedreven worden.

Te 12 u. 20, wordt een straat in de nabijheid van Foncobel vrijgemaakt; te 14 u. worden vier Europeanen (burgers), die door de muiters omsingeld waren, verlost.

Te 16 u. 30, ziet een peloton van de Weermacht zich door de menigte bedreigd en opent het vuur.

In sector 5.

Tussen 6 u. 20 en 17 u. 30, moeten herhaaldelijk de bar « Whisky à gogo », het belendende huis, de naburige portogese winkel en het benzinstation ontzet worden (6 u. 20

Le déroulement des opérations militaires.

Première phase : du 4 janvier, à 20 h. 50 au 5 janvier, à 4 h. 35, la Force Publique prend les dispositions préparatoires en vue de l'exécution du « Plan troubles ».

Les unités occupent leurs positions conformément à ce plan.

Cette disposition des troupes se poursuit jusqu'au lundi 5 janvier, à 4 h. 35 du matin.

Elle se déroule comme suit :

A 0 h. 35, le secteur 2 : les communes de Saint-Jean, Kinshasa, Barumbu et Léo-Est; le secteur 4 : Dendale, Ngiri-Ngiri et Kalamu; le secteur 5 : Limete, Matete et Ndjili.

A 1 h. 03, le secteur 3 : les communes de Ngaliema, Kitambo et Bandalungwa.

A 3 h., le secteur 1 : la commune de Kalina.

Pendant que la Force Publique occupe ses positions en vue de l'exécution systématique du « Plan troubles » et rappelle quelques-unes de ses unités qui se trouvaient à la disposition du Premier Bourgmestre; la police continue à maintenir l'ordre.

De 21 h. 05 à 23 h. 30, la Force Publique intervient sur la route Zoo-avenue Baudouin-avenue Kabinda. Des pelotons interviennent avenue Joséphine-Charlotte, avenue des Syndicats, où se sont formés des attroupements importants. La troupe fait usage de ses armes (grenades O.F.) dans le quartier Foncobel (21 h. 45 et 23 h. 30), à Kalamu (22 h. 15) et avenue Joséphine-Charlotte (23 h. 15). Selon les déclarations d'un témoin, les grenades lacrymogènes produisent peu d'effet. En outre, elles sont en mauvais état. Un témoin expert a déclaré à la Commission que tous les pelotons ont reçu en tout 135 grenades lacrymogènes, dont environ 49 sur \pm 100 ont explosé.

Deuxième phase : le lundi 5 janvier 1959. De 4 h. 35 à 16 h. 40, les unités de la Force Publique doivent intervenir pour rétablir l'ordre. A 16 h. 40 commence le nettoyage systématique de deux communes. Une troisième commune tombe aux mains des troupes sans aucune intervention sur place. Les interventions locales contre des attroupements, pillages, etc., se poursuivent encore après 16 h. 40.

Dans la journée de lundi, on procède à des opérations locales dans le secteur, à proximité du Zoo, où il est fait usage de grenades O.F.; le 2^e escadron de reconnaissance se servant de ses armes, intervient pour la première fois à proximité du marché indigène.

Dans le secteur 3.

De nombreux groupes d'autochtones essaient de culbuter une section de la Force Publique, qui fait feu à deux reprises (marché de Léo II).

Dans le secteur 4.

Dans le quartier Foncobel et environs, à 4 h. 30, les pillards sont chassés; à 8 h., une compagnie de renfort arrive et à 11 h. 20, des rassemblements doivent être dispersés au moyen de grenades O.F.

A 12 h. 20, une rue dans le voisinage de Foncobel est dégagée; à 14 h., quatre Européens (des civils), cernés par les émeutiers, sont libérés.

A 16 h. 30, un peloton de la Force Publique est menacé par la foule et fait feu.

Dans le secteur 5.

Entre 6 h. 20 et 17 h. 30, le bar « Whisky à gogo », la maison contiguë, le magasin portugais avoisinant et le poste à essence doivent être dégagés à plusieurs reprises

7 u. 35, 9 u., 9 u. 40, 13 u., 14 u. 55 en 17 u. 20, telkens met gebruik van wapens, granaten O.F. of patronen.

Te 7 u. 50 wordt geschoten nabij het politiecommissariaat van Ndjili om de commissaris te ontzetten.

Te 9 u. 20 worden granaten O.F. geworpen naar muiters die autovoertuigen in brand staken en versperringen opwierpen aan de noordelijke toegang tot Matete.

Te 17 u. 30, ter hoogte van Ndjili, op de weg naar Kenge, worden vier salvo's geschoten op ongeveer 2 000 betogers die stenen werpen en versperringen aanleggen.

Derde fase : te 16 u. 40 begint de fase van de ontzetting van drie gemeenten van sector 2, namelijk : Saint-Jean, Kinshasa, Barumbu.

Er doet zich een incident voor.

Een salvo wordt afgeschoten door een kleine groep soldaten van de compagnie Commando's (Weermacht), als een samenscholing doorgang voor de troep weigert. Een inlander roept de kleine troep toe, een blanke onderofficier wil hem aanhouden, de inlander valt aan en wordt door een onderofficier met twee pistoolschoten neergeveld.

De militaire operaties van maandag 5 januari hadden 12 doden en 72 gewonden gelaten (daaronder 44 zeer licht gekwetsten).

In 't geheel had de Weermacht 47 maal gebruik gemaakt van haar wapens (granaten O.F., patronen).

Aan de Commissie werd de verzekering gegeven dat telkens waar het mogelijk was, de gebruikelijke sommaties werden gedaan vóór het gebruik der wapens.

Vierde fase : dinsdag 6 januari 1959. Zij duurt van 9 u. 45 tot 6 u. 30.

De Weermacht stelt zich tot doel :

- de gemeenten Dendale, Kalamu en Ngiri-Ngiri te bezetten;
- bezetting van de gemeentehuizen en politiecommissariaten van Bandalungwa, Kitambo en Ngaliema;
- het verbod der samenscholingen te doen naleven.

Bij deze operaties doet zich één enkel incident voor, waarbij twee O.F. granaten geworpen worden om een samenscholing nabij de woning van de burgemeester van Ngiri-Ngiri te verdrijven. Twee inlanders worden gekwetst.

In andere sectoren van de stad moest de Weermacht nog enkele malen ingrijpen en 16 maal gebruik maken van haar wapens.

Twee inlanders werden gekwetst.

Vijfde fase : van 6 januari (16 u. 30) tot 7 januari (9 u.) worden de gemeentehuizen en de politiecommissariaten van zes gemeenten bezet (Dendale, Kalamu, Ngiri-Ngiri, Bandalungwa, Kitambo, Ngaliema).

De « by-pass » van Kimuenza wordt door eenheden van de verkenningscompagnie bewaakt.

Zesde fase : woensdag 7 januari 1959 van 9 u. tot 16 u. 15.

1. Bevrijding van de gemeenten Matete en Ndjili.
2. Bezetting van de gemeentehuizen en politiecommissariaten van deze gemeenten.
3. Controle van de verordening van de Eerste-Burgemeester waarbij de samenscholingen op de openbare weg verboden waren.

Er deed zich bij deze operaties geen enkel incident voor.

(6 h. 20, 7 h. 35, 9 h., 9 h. 40, 13 h., 14 h. 55 en 17 h. 20; coup sur coup, la troupe doit faire usage de ses armes, de grenades O.F. ou de cartouches.

A 7 h. 50, le feu est ouvert à proximité du commissariat de police de Ndjili, pour dégager le commissaire.

A 9 h. 20, on se sert de grenades O.F. contre des émeutiers qui mettent le feu aux voitures et barricadent la voie d'accès au nord de Matete.

A 17 h. 30, à hauteur de Ndjili sur la route de Kenge, quatre salves sont tirées contre environ 2 000 manifestants qui lancent des pierres et font des barricades.

Troisième phase : à 16 h. 40 début de la troisième phase : dégagement des trois communes du secteur 2, à savoir : Saint-Jean, Kinshasa et Barumbu.

Un incident se produit.

Une salve est tirée par un petit groupe de soldats de la compagnie des Commandos (Force Publique) un attroupement ayant refusé le passage à la troupe. Un autochtone crie quelque chose aux soldats, un sous-officier blanc veut l'appréhender; le Noir passe à l'attaque et le sous-officier l'abat de deux coups de pistolet.

Les opérations militaires du lundi, 5 janvier, se soldent par 12 morts et 72 blessés (dont 44 blessés très légèrement).

Au total, la Force Publique a fait usage de ses armes (grenades O.F., cartouches) à 47 reprises.

L'assurance a été donnée à la Commission que chaque fois que cela a été possible, les sommations d'usage ont eu lieu avant de faire usage des armes.

Quatrième phase : mardi, 6 janvier 1959. Elle dure de 9 h. 45 et 16 h. 30.

La Force publique s'est proposé comme objectif :

- l'occupation des communes de Dendale, Kalamu et Ngiri-Ngiri;
- l'occupation des maisons communales et des commissariats de police de Bandalungwa, de Kitambo et de Ngaliema;
- faire observer l'interdiction des attroupements.

Un seul incident s'est produit au cours de ces opérations : deux grenades O.F. furent lancées pour disperser un rassemblement à proximité de l'habitation du bourgmestre de Ngiri-Ngiri. Deux indigènes furent blessés.

Dans les autres secteurs de la ville, la Force Publique a dû intervenir quelques fois encore et a dû faire 16 fois usage de ses armes.

Deux autochtones furent blessés.

Cinquième phase : du 6 janvier (16 h. 30) au 7 janvier (9 h.), les maisons communales et les commissariats de police de six communes (Dendale, Kalamu, Ngiri-Ngiri, Bandalungwa, Kitambo, Ngaliema) sont occupés.

Le « by-pass » de Kimuenza est gardé par des unités de la compagnie de reconnaissance.

Sixième phase : mercredi, 7 février 1959, de 9 h. à 16 h. 15.

1. Libération des communes de Matete et de Ndjili.
2. Occupation des maisons communales et des commissariats de police de ces communes.
3. Contrôle de l'application de l'ordonnance du Premier Bourgmestre interdisant les rassemblements sur la voie publique.

Aucun incident ne s'est produit durant ces opérations.

Zevende fase : zij werd de « Fase van de pacificatie » genoemd. Zij omvatte de bezetting van ieder der twaalf gemeenten door een peloton van de Weermacht. Bovendien werden zekere strategische punten bezet gehouden.

Er deden zich geen incidenten voor.

Zaterdag 10 januari eindigde de militaire operatie (8 u.).

Gebruik van de Luchtmacht.

De Luchtmacht van de Weermacht, van bij de aanvang van de gebeurtenissen versterkt door twee helicopters van de dienst der hygiëne van Léo, vanaf 7 januari door zes Harvard toestellen van de basis van Kamina en vanaf 8 januari door twee helicopters van dezelfde basis, heeft actief deelgenomen aan de operaties door het verstrekken van inlichtingen.

Over 't algemeen heeft de Weermacht van zondagavond 4 januari, 20 u. 50 tot donderdag 8 januari :

— 64 maal gebruik gemaakt van haar wapens (257 granaten O.F., 573 patronen .30, 622 patronen 9 mm, 10 kogels 7,62).

Bij haar optreden heeft de Weermacht vastgesteld dat :

- 12 personen werden gedood;
- 76 personen gekwetst, van wie 44 zeer licht;
- er werden 370 aanhoudingen verricht.

Meerdere Europeanen en soldaten van de Weermacht werden door steenworpen gekwetst. De Weermacht heeft niet vastgesteld dat betogers bij haar optreden gebruik zouden gemaakt hebben van vuurwapens.

Politie-operatie.

Bij het einde van de militaire operatie, begint weer de politie-operatie.

Daarmee komt de leiding over de operaties terug in handen van de burgerlijke overheid. Zij duurt tot maandag 19 januari te 24 u. Op dat ogenblik wordt de toestand normaal.

Dinsdag 13 januari te 4 u., daartoe opgevorderd door de Eerste-Burgemeester, bezet een compagnie van het 13^e infanterie bataljon + 40 man van de basis der Weermacht de versperring de Gaulle; opdracht : de doorgang van de Congolezen van de inlandse gemeenten naar de blanke stad nagaan.

Van zaterdag 10 tot maandag 19 januari deden zich geen ernstige incidenten voor.

Het beroep op de para-commando's.

Maandag 5 januari 1959, als hij op zijn kantoor aankomt, verneemt colonel Gheysen, commandant der moederlandse strijdkrachten, de gebeurtenissen die daags te voren begonnen.

Hij verwittigt dadelijk de basis van Kamina en stelt ze in « voor-alarm ».

Te 10 u. heeft hij een bespreking met de opperbevelhebber der Weermacht, luitenant-generaal Janssens.

Op de vraag van colonel Gheysen of de basis van Kamina verder moet gealarmeerd worden (verder door-drijven van de voorbereiding tot een tussenkomst) antwoordt de opperbevelhebber der Weermacht hem ontkennend. Hij oordeelt dat in de loop van de namiddag het « uitkammen » zal kunnen beginnen en dat tegen de avond alles zal gedaan zijn.

Te 10 u. 40 komt colonel Gheysen op zijn kantoor terug.

Septième phase : elle fut dénommée « Phase de la pacification ». Elle comportait l'occupation de chacune des douze communes par un peloton de la Force Publique. En outre, l'occupation de certains points stratégiques fut maintenue.

Il n'y a pas eu d'incidents.

Samedi, 10 janvier, l'opération militaire a pris fin (8 h.).

Utilisation de la Force Aérienne.

La Force Aérienne de la Force Publique, renforcée dès le début des événements par deux hélicoptères du service d'hygiène de Léo, par six appareils Harvard de la base de Kamina, à partir du 7 janvier, et par deux hélicoptères de la même base, à partir du 8 janvier, a pris une part active aux opérations en fournissant des renseignements.

D'une façon générale, la Force Publique a, depuis le soir du dimanche 4 janvier, à 20 h. 50, jusqu'au jeudi matin, 8 janvier :

— fait 64 fois usage de ses armes (257 grenades O.F., 573 cartouches .30, 622 cartouches de 9 mm; 10 balles de 7,62).

Il a été constaté par la Force Publique que lors de ses interventions :

- 12 personnes furent tuées;
- 76 personnes blessées, dont 44 très légèrement;
- il a été procédé à 370 arrestations.

Plusieurs Européens et plusieurs soldats de la Force Publique ont été blessés par des pierres. La Force Publique n'a pas constaté que lors de ses opérations les manifestants ont fait usage d'armes à feu.

Opération de police.

Dès la fin de l'opération militaire, l'opération de police a été reprise.

La direction des opérations passa de nouveau à l'autorité civile. Elle a duré jusqu'au lundi 19 janvier à 24 h. A ce moment, la situation est redevenue normale.

Mardi, 13 janvier, à 4 h., réquisitionnée à cet effet par le Premier Bourgmestre, une compagnie du 13^e bataillon d'infanterie + 40 hommes de la base de la Force Publique ont occupé la barricade de Gaulle, avec mission de surveiller le passage des Congolais des communes indigènes vers la ville européenne.

Du samedi 10 au lundi soir 19 janvier, il n'y a pas eu d'incidents sérieux.

L'appel aux para-commandos.

Le lundi 5 janvier 1959, en arrivant à son bureau, le colonel Gheysen, commandant des forces métropolitaines, apprend les événements qui ont commencé la veille.

Il avertit immédiatement la base de Kamina et la met en « pré-alerte ».

A 10 h., il a un entretien avec le commandant en chef de la Force Publique, le lieutenant-général Janssens.

A la question du colonel Gheysen s'il y a lieu d'alerter la base de Kamina (en poursuivant les préparatifs en vue d'une intervention), le commandant en chef de la Force Publique répond par la négative. Il estime que dans le courant de l'après-midi le « ratissage » pourra commencer et que tout sera terminé pour le soir.

A 10 h. 40, le colonel Gheysen revient à son bureau.

Er wacht hem een mededeling van de heer Gouverneur-generaal, die om tussenkomst van het bataljon van Kamina verzoekt.

Colonel Gheysen brengt dit bericht dadelijk aan Kamina over. Hij begeeft zich met luitenant-generaal Janssens bij de heer Gouverneur-generaal. Deze bevestigt hem dat het bataljon en ondersteuning met vliegtuigen noodzakelijk zijn.

Er was aanvankelijk meningsverschil tussen de Gouverneur-generaal en de opperbevelhebber der Weermacht. Deze laatste oordeelde dat het bataljon para-commando's van Kamina niet diende opgeroepen. Hij verklaarde voor de Commissie « dat het bataljon ondanks zijn advies opgevorderd werd, omdat hij oordeelde dat België de troebelen meester moest worden zonder op deze troepen (para-commando's) beroep te doen ».

De Gouverneur-generaal wenste trouwens uitdrukkelijk, dat de para-commando's niet in de inlandse gemeenten zouden komen, hun aanwezigheid moest alleen de bevolking van de blanke stad geruststellen. Er heerste inderdaad een zenuwachtige stemming in de blanke stad; het Gouvernement-generaal werd overstelpt door gedurige telefonische oproepen om ingrijpen; buitenlandse vertegenwoordigers verzochten om bescherming; blanke vrijwilligers patrouilleerden gewapend door de stad.

De para-commando's in Leopoldstad.

Het eerste contingent (60 man) kwam van Kamina op het vliegveld van Ndjili toe op maandag 5 januari, rond 18 u.

Het vliegveld was niet ingericht om de militaire vliegtuigen te ontvangen.

Om ze in brandstof te bevoorraden moest een camion van de moederlandse strijdkrachten van Leo naar Ndjili vertrekken en zich met O.F.-granaten een weg banen doorheen de samscholingen.

Er was overeengekomen dat de compagnie + een peloton van het vliegveld zouden vertrekken naar de Europese wijk van Limete, zulks met behulp van een peloton van de Weermacht dat uit de andere richting zou komen. De operatie werd zonder enige moeilijkheid uitgevoerd.

Dinsdag kwam de rest van het 3^e bataljon der para-commando's te Leo aan. Het stond onder het bevel van de opperbevelhebber der Weermacht, in overeenstemming met de besluiten die door de bevoegde Minister op voorstel van het uitgebreid Comité der Stafchefs genomen waren.

Dinsdagavond, 6 januari, was het bataljon min een compagnie ondergebracht in de in aanbouw zijnde residentie van de Gouverneur-generaal, ver van de inlandse gemeenten (Pointe de Kalina).

Een compagnie, ter beschikking gesteld van de plaatscommandant van Leo, bleef op wacht, te Limete (compagnie min een peloton).

Een peloton bleef op wacht op het vliegveld van Ndolo.

Woensdag 7 januari werd nog een peloton para-commando's op wacht gesteld in de wijk « Cent-Maisons » om de in deze wijk wonende Europeanen gerust te stellen.

Vrijdag 9 januari deelt de opperbevelhebber der Weermacht mede dat hij een gedeelte van zijn troepen van Thysville naar hun garnizoen terugzendt. Bij de dagelijkse bespreking op het Gouvernement-generaal oordelen zekere overheden dat deze maatregel te vroeg komt. Het bevel wordt niet gewijzigd.

Na deze vergadering vraagt de Gouverneur-generaal een tweede bataljon para-commando's uit België. Het moest maandag 12 tegen de avond toekomen. Het was te Leo maandag rond de middag.

Il y trouve un message du Gouverneur général, demandant l'intervention du bataillon de Kamina.

Le colonel Gheysen transmet immédiatement ce message à Kamina. Accompagné du lieutenant-général Janssens, il se rend chez le Gouverneur général. Celui-ci lui confirme la nécessité de l'intervention du bataillon, appuyé par l'aviation.

D'abord les avis du Gouverneur général et du commandant en chef de la Force Publique étaient différents. Ce dernier estimait qu'il ne fallait pas faire appel au bataillon des para-commandos de Kamina. Il déclara devant la Commission que « le bataillon avait été réquisitionné malgré son avis, alors qu'il estimait que la Belgique devait réprimer l'émeute sans faire appel à ces troupes » (de para-commandos).

Le Gouverneur général désirait d'ailleurs formellement que les para-commandos ne pénétrèrent pas dans les communes indigènes, leur présence devant uniquement rassurer la population de la cité blanche. Il régnait en effet une atmosphère de nervosité dans la cité blanche: le Gouvernement général était assailli d'appels téléphoniques ininterrompus, sollicitant une intervention; des représentants étrangers demandaient protection, des volontaires blancs armés patrouillaient dans la ville.

Les para-commandos à Léopoldville.

Le premier contingent (60 hommes) arriva de Kamina à l'aérodrome de Ndjili, le lundi 5 janvier, vers 18 h.

L'aérodrome ne se prête pas à l'atterrissage d'avions militaires.

Pour les approvisionner en carburant, un camion des forces métropolitaines devait partir de Léo à Ndjili et se frayer un chemin, à l'aide de grenades O.F., à travers les attroupements.

Il avait été convenu que la compagnie et un peloton partiraient de l'aérodrome jusqu'à la cité européenne de Limete, appuyés par un peloton de la Force Publique qui viendrait de l'autre direction. L'opération a été exécutée sans aucune difficulté.

Le mardi, le reste du 3^e bataillon des para-commandos arrivait à Léo. Il était placé sous les ordres du commandant en chef de la Force Publique, conformément aux décisions prises par le Ministre compétent, sur proposition du Comité élargi des chefs d'état-major.

Le mardi soir, 6 janvier, le bataillon moins une compagnie fut logé dans la résidence en voie de construction du Gouverneur général, loin des communes indigènes (Pointe de Kalina).

Une compagnie, mise à la disposition du commandant de la place de Léo, restait de garde à Limete (compagnie moins un peloton).

Un peloton restait de garde à l'aérodrome de Ndolo.

Le mercredi 7 janvier, un autre peloton de para-commandos est désigné pour la garde dans la cité des « Cent-Maisons », en vue de rassurer les Européens qui y résident.

Le vendredi 9 janvier, le commandant en chef de la Force Publique communique qu'il renvoie dans leur garnison une partie de ses troupes de Thysville. Au cours de la conférence quotidienne au Gouvernement général, certaines autorités estiment cette mesure prématurée. Mais l'ordre n'est pas modifié.

Après cette réunion, le Gouverneur général demande l'envoi d'un deuxième bataillon de para-commandos de Belgique. Celui-ci devait arriver le lundi 12 dans la soirée. Il était à Léo le lundi vers midi.

Doordat het mogelijk was het bataljon te doen terugkeren dat te Lissabon, aan boord van de T.N.A. « Kamina », op weg was naar België, werd deze operatie besloten in akkoord met de Gouverneur-generaal. Dit bataljon kwam dinsdag avond 13 januari te Leo toe.

Deze beide bataljons werden gekantonneerd in de in aanbouw zijnde residentie van de Gouverneur-generaal.

Was het beroep op de para-commando's noodzakelijk en wenselijk ?

De opperbevelhebber van de Weermacht heeft geoordeeld dat het beroep op de para-commando's niet gepast was. Hij heeft dat met een brief aan de Gouverneur-generaal medegedeeld. Hij gaf daarvoor twee redenen aan :

— De Weermacht had de gebeurtenissen in handen;

— Het beroep op de para-commando's kon ons alleen maar kwaad berokkenen op het internationale plan en in de kaart spelen van Moscou.

De plaatscommandant van Leopoldstad deelde dat oordeel.

De opperbevelhebber van de Weermacht antwoordde nochtans op een vraag dat de aankomst der blanke troepen een onbetwistbaar psychologisch effect had op de blanke bevolking die zich meer in veiligheid voelde.

Al de andere getuigen die door de Commissie onderzocht werden over de gepastheid van de opvoeding van de blanke troepen, waren van oordeel dat deze maatregel nuttig en noodzakelijk was geweest. Zij wezen allen op de grote onrust en de zenuwachtigheid die in de blanke stad heersten en die met de aankomst van de para-commando's verdwenen.

Uw Commissie is van oordeel dat de opvoeding van de para-commando's een wijze maatregel was die in de gegeven omstandigheden moest genomen worden. Het was een gelukkige beslissing — mogelijk gemaakt door het doelmatig optreden van de Weermacht en door de gang der gebeurtenissen — de blanke troepen niet tegen de Congolese betogers in te zetten. Zij hadden trouwens aan geen enkele operatie deel te nemen.

Aan de opvoeding van de Gouverneur-generaal werd in korte tijd gevolg gegeven. De organisatie van de moederlandse strijdkrachten werd bij deze gelegenheid op de proef gesteld. Zij heeft ze op voorbeeldige wijze doorstaan.

Het korps der Europese vrijwilligers.

Een decreet van 1948 heeft het korps der Europese vrijwilligers opgericht.

Het doel ervan was : de auto-defensie in de bedrijven inrichten, de verdediging verzekeren van bepaalde punten van vitaal belang.

Voor de gebeurtenissen van 4 januari waren er 120 vrijwilligers. Het waren er snel een duizendtal geworden.

De wapens (geweren) werden ter beschikking gesteld door de Weermacht. Ze werden vanaf zaterdag 18 januari teruggenomen (verklaring opperbevelhebber der Weermacht).

Uw Commissie is van oordeel dat de gebeurtenissen hebben bewezen dat het korps der Europese vrijwilligers, alvast onder zijn huidige vorm, onmiddellijk moet worden ontbonden.

Op de wijze waarop het was ingericht (of niet was ingericht) met een plotse aangroei van de effectieven in de meest ongunstige omstandigheden, waarbij de vrijwilligers niet konden gekozen noch gevormd worden, mag het niet behouden worden.

Etant donné la possibilité de faire revenir le bataillon se trouvant à Lisbonne à bord du T.N.A. « Kamina », en route pour la Belgique, cette opération a été décidée d'accord avec le Gouverneur général. Ce bataillon est arrivé à Léo le mardi 13 janvier, au soir.

Ces deux bataillons furent cantonnés dans la résidence en voie de construction du Gouverneur général.

L'appel aux para-commandos était-il nécessaire et opportun ?

Le commandant en chef de la Force Publique a estimé inopportun l'appel aux para-commandos. Il a fait connaître son avis par lettre au Gouverneur général. Il a donné deux raisons pour justifier son point de vue :

— La Force Publique avait la situation en main;

— L'appel aux para-commandos ne pouvait nous causer que du tort sur le plan international et faire le jeu de Moscou.

Le commandant de la place de Léopoldville partageait également son avis.

Le commandant en chef de la Force Publique répondit toutefois à une question que l'arrivée des troupes métropolitaines produisit un incontestable effet psychologique sur la population européenne, laquelle s'est sentie plus en sécurité.

Tous les autres témoins interrogés par la Commission au sujet de l'opportunité de la réquisition des troupes métropolitaines estimèrent que cette mesure avait été utile et nécessaire. Tous soulignèrent la grande inquiétude et la nervosité qui régnaient dans la ville européenne et qui disparurent dès l'arrivée des para-commandos.

Votre Commission estime que la réquisition des para-commandos fut une mesure sage, qui devait être prise dans les circonstances données. Ce fut une décision heureuse — rendue possible par l'action efficace de la Force Publique et par le cours des événements — de ne pas mettre en ligne des troupes métropolitaines contre des manifestants congolais. Elles n'ont d'ailleurs dû prendre part à aucune opération.

En peu de temps, il fut donné suite à la réquisition du Gouverneur général. Le corps des forces armées métropolitaines a été mis à l'épreuve à cette occasion. Il l'a subie de façon exemplaire.

Le corps des volontaires européens.

Un décret de 1948 a créé le corps des volontaires européens.

Le but en était : organiser l'auto-défense des entreprises et assurer la défense de certains points d'importance vitale.

Lors des événements du 4 janvier, il y avait 120 volontaires. Il y en eut rapidement un millier.

Les armes (fusils) furent mises à leur disposition par la Force Publique. Elles ont été récupérées dès le samedi, 18 janvier (déclaration du commandant en chef de la Force Publique).

Votre Commission estime que les événements ont démontré qu'il y a lieu de dissoudre sans délai le corps de volontaires européens, du moins dans sa forme actuelle.

Il ne peut être maintenu tel qu'il était organisé (ou pas organisé), avec un accroissement soudain de ses effectifs dans les circonstances les plus défavorables, ne permettant ni la sélection ni la formation des volontaires.

Bovendien is er het probleem van de organisatie van de verdediging van zekere bedrijven. De opperbevelhebber van de Weermacht verklaarde deze niet op zich te kunnen nemen.

De overheid zal de passende maatregelen moeten nemen in het raam van de bestaande behoeften en met de beschikbare middelen.

Uw Commissie is van oordeel dat in geen geval en onder geen voorwendsel, in een ogenblik van radeloosheid, een organisatie van burgers mag ontstaan die de schijn zou kunnen wekken, door de overheid bewapend te zijn geworden om de Congolezen te bevechten.

Schade aan personen, brandstichtingen, plunderingen.

De schade, die door de betogers werd aangericht is aanzienlijk. Het betreft in hoofdzaak : schade aan personen.

Er werden in totaal 49 Europeanen gekwetst. Er waren daaronder twee kleine kinderen waarvan de schedel met stenen werd ingeslagen. Er werden gewelddaden gepleegd op blanke vrouwen. Mannen werden soms zwaar gewond. Alhoewel meerdere Blanken zeer erg werden toegetakeld, en op zeker ogenblik voor het verlies van mensenlevens moest gevreesd worden, is uw Commissie gelukkig te mogen vaststellen dat alle gekwetsten hun verwondingen overleefden.

Uw Commissie mag daarbij met grote voldoening vermelden dat in meerdere gevallen blanke bewoners van Leopoldstad tijdens de beroerde dagen van 4 tot 7 januari hun leven te danken hebben aan de tussenkomst van moedige Zwarten.

Uw Commissie vernam dat herhaaldelijk Zwarten ingrepen, om door Congolezen aangerande Europeanen te redden met inzet van hun onmiddellijke en latere persoonlijke veiligheid en deze van hun familie.

In de moeilijke uren waren deze tussenkomsten als zovele lichtpunten waarvan zeker melding moest gemaakt worden.

Schade aan goederen.

Moderne scholen werden grondig vernield en geplunderd. Op het bord vond men soms typische opschriften :

- « Indépendants.
- » Tous les Congolais veulent l'indépendance.
- » La révolution du 5 janvier 1959. »

De katholieke missie van Sint-Pieters, van de Paters van Scheut, werd grondig geplunderd en in brand gestoken. De paters werden de avond van 4 januari uit hun netelige situatie gered.

Sociale haarden werden stelselmatig geplunderd, vernield, in brand gestoken.

Uw Commissie heeft zekere vernielde en geplunderde inrichtingen bezocht. De aanblik ervan was niet alleen troosteloos, men had er de overtuiging bij dat er in de beroerde dagen van januari onrecht was gepleegd en dat onbegrijpelijk misverstand was gerezen over de bedoeling van al degenen die de Congolezen sedert jaar en dag onbaatzuchtig en meestal met grenzeloze toewijding hadden gediend.

Europese handelszaken als deze van Foncobel en andere werden geplunderd, vernield, in brand gestoken.

Bij de plundering van de Europese winkels zijn veel bewoners van de inlandse gemeenten betrokken geweest.

Zodra de pacificatie begonnen was (donderdag 8 januari) had de Eerste-Burgemeester aan al de bewoners van de

De plus, il y a le problème de l'organisation de la défense de certaines entreprises. Le commandant en chef de la Force Publique a déclaré ne pouvoir s'en charger.

L'autorité devra prendre les mesures appropriées dans le cadre des besoins existants et des moyens disponibles.

Votre Commission estime qu'il ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, être question de créer dans un moment d'effolement, une organisation de citoyens qui pourrait donner l'impression d'avoir été armée par les autorités pour combattre les Congolais.

Domages aux personnes, incendies et pillages.

Les dégâts occasionnés par les manifestants sont considérables. Il s'agit, en ordre principal, de dommages aux personnes.

Au total, 49 Européens ont été blessés. Parmi ceux-ci, se trouvaient deux jeunes enfants, dont le crâne fut écrasé à coups de pierres. Des femmes européennes furent victimes de violences. Des hommes furent blessés grièvement. Bien que plusieurs Blancs aient été fort malmenés — de sorte que l'on a pu à un certain moment craindre la perte de vies humaines —, votre Commission est heureuse de pouvoir constater que tous les blessés ont survécu à leurs blessures.

Votre Commission a la très grande satisfaction de pouvoir signaler que, dans la plupart des cas, les habitants blancs de Léopoldville ont, au cours des journées agitées du 4 au 7 janvier, eu la vie sauve grâce à l'intervention d'autochtones courageux.

Votre Commission a appris qu'à diverses reprises des Noirs sont intervenus, afin de sauver des Européens attaqués par des Congolais, exposant ainsi leur sécurité immédiate et future ainsi que celle de leur famille.

Aux heures difficiles, ces interventions ont constitué autant d'indices reconfortants qu'il importait de souligner.

Domages aux blens.

Des écoles modernes ont été détruites et pillées de fond en comble. Au tableau se trouvaient des inscriptions révélatrices :

- « Indépendants.
- » Tous les Congolais veulent l'indépendance.
- » La révolution du 5 janvier 1959. »

La mission catholique de Saint-Pierre, des Pères de Scheut, a été pillée complètement. Les Pères ont été sauvés de leur situation dangereuse dans la soirée du 4 janvier.

Des foyers sociaux ont été systématiquement pillés, détruits, incendiés.

Votre Commission a visité certains établissements détruits et pillés. Non seulement l'aspect en était désolant, mais on avait aussi la conviction que pendant les journées agitées de janvier, des injustices avaient été commises et qu'un malentendu incompréhensible avait surgi sur les intentions de tous ceux qui, depuis si longtemps, de manière désintéressée et souvent avec un dévouement illimité, s'étaient mis au service des Congolais.

Des maisons de commerce européennes, tels les magasins de Foncobel et autres, furent pillées, détruites et incendiées.

De nombreux habitants des communes indigènes ont participé au pillage des magasins européens.

Dès le début de la pacification (jeudi 8 janvier), le Premier Bourgmestre avait fait savoir à tous les habitants des

buitengewoonterechtelijke gemeenten doen weten dat degenen die 's nachts het geplunderde goed, dat zij in hun bezit hadden, op de straat zouden zetten, niet zouden vervolgd worden. Het Bestuur gelastte zich met het afhalen van de goederen waarvan op deze originele manier restitutie zou gedaan zijn. Uw Commissie vernam dat aldus zowat 200 vrachtwagens aan geplunderd goed werden afgehaald. Wij hebben een opslagplaats van deze goederen bezocht. Men kon er allerhande voorwerpen vinden: van de rijwielen, over de houten en metalen meubelen, kleergoed, wasmachines, rekenmachines (vernield), schrijfmachines (vernield), tot voedingswaren in conserven, daartussen al de gebruiksvoorwerpen die men vinden kan in de winkels met Congolees cliënteel.

Schade aan eigendommen van Congolezen.

Eén van de aangehouden leden van het bestuur der Abako heeft vóór uw Commissie verklaard: « Hij (de getuige zelf) betreurt de gebeurtenissen des te meer daar hijzelf er onder geleden heeft. Hij is directeur van een coöperatie, zijn huis en een van zijn vrachtwagens werden vernield en bovendien werd een som van 100 à 200 000 frank gestolen uit de brandkast van zijn inrichting ».

Op het ogenblik waarop uw Commissie nog in Leopoldstad verbleef, was een nauwkeurige raming van de schade nog niet bekend (1).

Bij decreet werden intussen de modaliteiten vastgesteld waarop de opgelopen schade zou worden vastgesteld en vergoed.

Algemeen besluit.

De militaire interventie kwam neer op de vrij strikte uitvoering van een plan, dat vooraf met het oog op het herstellen van de orde was uitgewerkt: het « Plan troubles ».

Uw Commissie is van mening, dat de militaire operaties, die plaats grepen van maandagmorgen tot donderdagmorgen, te veel tijd in beslag hebben genomen, vooral wanneer men er rekening mee houdt dat het naar het oordeel van bevoegde waarnemers en getuigen, van de zijde der Congolezen niet tot een georganiseerd oproer kwam, en dat de manifestanten slechts gewapend waren met stokken, ijzeren stangen en stenen.

De incidenten hebben heel wat slachtoffers geëist (2). De Weermacht die tot taak heeft over het gehele grondgebied van Congo de orde te herstellen, in vaak wisselende omstandigheden en onder een zeer lichtgeraakte bevolking, moet worden uitgerust met materieel dat haar in staat stelt in de meeste gevallen met succes op te treden, zonder dat zij haar toevlucht moet nemen tot het middel dat slechts in uiterste nood mag worden aangewend: het geweer.

Uw Commissie beveelt de autoriteiten een het « Plan troubles » opnieuw ter studie te nemen en het eventueel te herzien om een soepeler en sneller uitvoering ervan mogelijk te maken.

Uw Commissie heeft geconstateerd dat de Strijdkrachten van het Moederland met de in dergelijke omstandigheden vereiste spoed gehoor hebben gegeven aan de oproep van de Gouverneur-generaal. Zij wijst erop dat het noodzakelijk is dat alle militaire autoriteiten zonder kritiek de beslissingen uitvoeren van de burgerlijke overheid, die de uitvoerende macht vertegenwoordigt in Congo. Uw Com-

(1) Uit officiële documenten blijkt dat de aangegeven schade op 7 maart 1959, 101 209 543 frank bedroeg.

(2) Zie bijlage n° 4.

communes extracoutumières que ceux qui, pendant la nuit, mettraient à la rue les biens pillés en leur possession, ne seraient pas poursuivis. L'Administration se chargea de l'enlèvement des marchandises récupérées de cette manière originale. Votre Commission a appris que 200 camions de biens provenant des pillages ont été ainsi récupérés. Nous avons visité un dépôt de ces marchandises. On y trouve les objets les plus divers: des vélos, des meubles en bois et en métal, des vêtements, des machines à laver, des machines à calculer (détruites) et à écrire (détruites), des aliments en conserve mêlés à toutes sortes d'objets que l'on trouve couramment dans les magasins à clientèle congolaise.

Domages aux biens des Congolais.

Un des dirigeants arrêtés de l'Abako a déclaré devant votre Commission: « Il (le témoin) déplore d'autant plus les événements qu'il en a lui-même été victime. Directeur d'une coopérative, sa maison et un de ses camions ont été détruits, cependant qu'une somme de 100 000 à 200 000 francs a été volée dans le coffre-fort de son établissement ».

Au moment où votre Commission se trouvait encore à Léopoldville, l'évaluation précise des dommages n'était pas encore connue (1).

Entretemps, un décret a déterminé les modalités d'évaluation et d'indemnisation des dommages.

Conclusion générale.

L'opération militaire a consisté en l'exécution assez rigoureuse d'un plan préalablement établi en vue du rétablissement de l'ordre: le « Plan troubles ».

Votre Commission estime que les opérations militaires qui se sont déroulées du lundi matin au jeudi matin ont duré trop longtemps si l'on considère que, du côté des Congolais, le mouvement, selon les témoignages d'observateurs et de témoins compétents, n'était pas organisé et que les manifestants étaient seulement armés de bâtons, de barres de fer et de pierres.

Le nombre des victimes des événements a été considérable (2). La Force Publique, qui est appelée à rétablir l'ordre à travers tout le territoire du Congo, dans des conditions qui peuvent être souvent différentes, parmi une population dont la susceptibilité est très grande, doit être équipée d'un matériel lui permettant d'intervenir avec succès, sans devoir recourir au moyen extrême que constitue le fusil.

Votre Commission recommande aux autorités l'étude et la révision éventuelle du « Plan troubles », dans le but d'en rendre l'exécution plus souple et plus rapide.

Votre Commission a constaté que les Forces métropolitaines ont répondu à l'appel du Gouverneur général avec toute la rapidité désirable en cette circonstance. Elle souligne qu'il est nécessaire que toutes les autorités militaires exécutent, sans les critiquer, les décisions des autorités civiles qui représentent le pouvoir exécutif au Congo. Votre Commission souligne l'impérieux devoir de tous les commandants

(1) Il résulte de documents officiels que les dommages déclarés le 7 mars 1959, s'élevaient à 101 209 543 francs.

(2) Voir annexe n° 4.

missie legt de nadruk op de strenge plicht van alle militaire bevelhebbers, zich stipt aan hun opdracht te houden en om 't even welk oordeel aangaande de beslissingen, die uitsluitend tot de bevoegdheid van de burgerlijke overheden behoren te vermijden.

Wat de Weermacht betreft.

De Weermacht heeft tot opdracht deel te nemen aan de handhaving van de orde en de uitwendige veiligheid van het grondgebied te verzekeren.

Uw Commissie is van oordeel dat zij zich meer en meer moet organiseren en specialiseren, met het oog op de handhaving van de orde. Het huidig numeriek belang, van de Weermacht, haar aantal eenheden, het belang van de opdracht tot handhaving van de orde, de voorbereiding en de zorgen die de vervulling van deze opdracht vergen, doen inzien dat het haar steeds moeilijker zal worden, tegelijk de tweevoudige rol als strijdmacht voor de handhaving van de orde, en als leger voor de verdediging van de uitwendige veiligheid van het land, te vervullen.

Bij de herinrichting van de strijdmachten tot handhaving van de orde, die men ongetwijfeld niet zal nalaten door te voeren, zal men vermijden deze strijdmachten onder éénzelfde bevelheerschap te plaatsen. Dergelijke maatregel kan voor Congo evenmin aanbevolen worden als voor ons land.

Uw Commissie meent de volgende beschouwingen te moeten naar voren brengen :

— De soldaten van de Weermacht hebben zich zeer goed gedragen. Het past hierop de nadruk te leggen. Het garnizoen van Leopoldstad was overal verspreid in de inlanderswijk, in de namiddag van zondag 4 januari.

Bij de eerste oproep, vervoegden alle Congolese militairen zich bij hun kwartieren. Velen van hen vervoegden hun eenheden zonder het bevel tot verzamelen af te wachten. Tijdens de militaire verrichtingen was hun gedrag voorbeeldig.

— Het verdient echter aanbeveling in alle eenheden van de Weermacht het getal soldaten, afkomstig uit de streek waar de troep is gestationneerd, te verminderen.

Uw Commissie heeft een verklaring weerhouden van de militaire plaatscommandant van Leopoldstad, waaruit blijkt dat « wanneer er te Leo een voetbalmatch of enige grote betoging is, wij van de Eerste-Burgemeester het verzoek ontvangen in het kamp wat meer effectieven voorhanden te hebben ».

Op zondag 4 januari had de plaatscommandant van Leopoldstad dergelijk verzoek niet ontvangen.

militaires à s'en tenir strictement à leur mission et à éviter toute appréciation des décisions appartenant aux seules autorités civiles.

En ce qui concerne la Force Publique.

La Force Publique a pour mission de participer au maintien de l'ordre et d'assurer la sécurité extérieure du territoire.

Votre Commission est d'avis qu'elle doit s'organiser et se spécialiser de plus en plus en vue du maintien de l'ordre. L'importance numérique actuelle de la Force Publique, le nombre de ses unités, l'importance du maintien de l'ordre, la réparation et les soins que l'accomplissement de cette mission réclame, font qu'il sera de plus en plus difficile d'accomplir le double rôle de force armée pour le maintien de l'ordre et d'armée pour la défense extérieure du pays.

Lors de la réorganisation des forces destinées à maintenir l'ordre qu'on ne manquera sans doute pas de réaliser, on devra éviter de placer ces forces armées sous un seul commandement. Pas plus que pour notre pays, une telle mesure n'est à recommander pour le Congo.

Votre Commission croit devoir faire les considérations suivantes :

— Le comportement des soldats de la Force Publique a été excellent. Il convient de le souligner. La garnison de Léopoldville était dispersée, surtout dans la cité indigène, l'après-midi du dimanche 4 janvier.

Au premier appel, tous les militaires congolais ont rejoint leurs quartiers. Un nombre d'entre eux ont rejoint leurs unités sans attendre l'ordre de rassemblement. Pendant les opérations, leur comportement fut exemplaire.

— Il conviendrait cependant de réduire encore, dans toutes les unités de la Force Publique, les soldats appartenant à la région où la troupe est stationnée.

Votre Commission a retenu une déclaration du commandant militaire de la place de Léopoldville selon laquelle « lorsqu'à Léo il y a un match de football ou quelque grande manifestation, le Premier Bourgmestre nous invite à disposer au camp d'effectifs plus nombreux ».

Le dimanche 4 janvier, le commandant de la place de Léopoldville n'avait pas reçu semblable demande.

HOOFDSTUK IV.

Voorgestelde maatregelen om de herhaling van de gebeurtenissen van 4 januari te voorkomen.

(OPGESTELD DOOR DE HEER DEQUAE.)

Algemene beschouwingen.

De kernvraag is — welke ook de pijnlijke aard der gebeurtenissen weze — of de kloof die is ontstaan, tussen zwarte en blanke bevolking te Leopoldstad, zal kunnen worden overbrugd en naderhand zal kunnen worden gedempt, terwijl aldus voor de toekomst een reeks maatregelen iedere terugkeer van dergelijke gebeurtenissen onwaarschijnlijk zou maken.

De kansen daartoe bestaan ongetwijfeld, maar om deze te nutte te maken zal met een volledige goede trouw en met aangehouden bezorgdheid door mensen met grote gave van hart en geest en niet het minst met moed en vertrouwen, een ononderbroken actie moeten worden ingezet : op het psychologische, het politieke, het economische, het sociale plan en meer bepaald op het gebied van het onderwijs en de jeugdzorg.

Deze problemenstad welke Leopoldstad is geworden, niet alleen omwille van de economische recessie, maar omwille van haar aantrekkingskracht als grootstad en de demographische evolutie van de bevolking, dreigt structureel haar evenwicht te verliezen tussen de bevolking enerzijds en haar economische en sociale mogelijkheden anderzijds.

Deze toestand vergt des te meer aandacht en zorg omdat in de komende evolutie van Belgisch-Congo vooral de politieke — of men het wense of betreure — Leopoldstad een fundamentele invloed zal hebben.

Meer bepaald om deze reden kan het probleem Leopoldstad niet gedissocieerd worden van het geheel van de toekomstproblemen in Belgisch-Congo. De oplossing van de problemen van de hoofdstad en van de aldaar geconcentreerde bevolking, zal op de komende maanden en jaren zijn stempel drukken.

Het was aldus onmogelijk voor uw Commissie zich te beperken inzake de voorgestelde maatregelen en oplossingen tot deze van het strikte kader van Leopoldstad. Sommige onder hen hebben een heel wat ruimere draagwijdte.

Maar hoe ruim deze ook zijn, zij worden steeds geïnspireerd en afgeleid van de toestanden die in de hoofdstad bestaan.

Zij beogen geenszins kritiek uit te oefenen op de regeringsverklaring van 13 januari, die ongetwijfeld een beslissende stap in de goede richting is. Zij zijn hoofdzakelijk aanvullend of situeren zich op een terrein waarover de regeringsverklaring zich niet of slechts in bijkomende mate heeft uitgesproken.

CHAPITRE IV.

Mesures préconisées pour éviter la répétition des événements du 4 janvier.

(PRÉSENTÉ PAR M. DEQUAE.)

Considérations générales.

Quel que soit le caractère douloureux des événements, la question essentielle est de savoir si, dans l'avenir, le fossé qui s'est creusé entre Blancs et Noirs pourra être comblé. En attendant, diverses mesures devraient être prises afin de prévenir le retour de tels événements.

Les chances d'une entente existent toujours, mais pour y arriver il faudra avant tout que des esprits généreux et courageux, animés d'une bonne foi totale, entreprennent une action sans relâche sur les plans psychologique, politique, économique, social, et, plus particulièrement, dans le domaine de l'enseignement et des œuvres de jeunesse.

Léopoldville est devenue une ville à problèmes, non seulement en raison de la récession économique, mais aussi à cause de l'attraction qu'exerce cette grande ville et en raison de son évolution démographique. Elle risque ainsi de perdre l'équilibre structurel entre sa population et ses possibilités économiques et sociales.

Cette situation retient d'autant plus l'attention et la sollicitude que dans l'évolution future du Congo Belge — qu'on le souhaite ou qu'on le déplore — l'influence de Léopoldville sera prépondérante.

C'est pour cette raison que le problème de Léopoldville ne peut être dissocié de l'ensemble des problèmes d'avenir du Congo Belge. La solution des problèmes de la capitale et de la population qui s'y est rassemblée marquera de son empreinte les mois et les années à venir.

Aussi, votre Commission ne pouvait, quant aux mesures et solutions préconisées, se limiter au seul cadre de Léopoldville. Certaines de ces mesures ont une portée beaucoup plus vaste.

Mais, quelle qu'en soit l'ampleur, ces mesures et ces solutions s'inspireront et découleront toujours des situations existant dans la capitale.

Elles ne visent nullement à mettre en question la déclaration gouvernementale du 13 janvier, qui constitue incontestablement un pas décisif dans la bonne direction. Elles sont avant tout complémentaires ou elles intéressent un domaine au sujet duquel la déclaration gouvernementale ne s'est pas, ou s'est accessoirement, prononcée.

I. — Psychologische middelen.

Hoe moeilijk het ook is de psychologische achtergrond te beheersen, en men derhalve op dit gebied niet alles kan regelen met overheidsbeslissingen, heeft uw Commissie gemeend deze nochtans op de eerste plaats te moeten brengen omdat de psychologische verhoudingen ongetwijfeld de meest beslissende factoren voor de toekomst zullen zijn.

Hier stelt zich het kernprobleem, de basis waarop al de andere maatregelen noodzakelijkerwijze moeten gefundeerd worden. Zonder behoorlijke oplossing van dit probleem loopt men zeer groot gevaar al de maatregelen op de meer concrete gebieden tot onvruchtbaarheid veroordeeld te zien.

Het bereiken van ideale of minstens goede verhoudingen tussen Blank en Zwart — want dit is in feite het hoofdprobleem — is een uiterst delicaat probleem. Terzake is zelfs niet het meest beslissende wat men doet, maar wel de manier waarop het geschiedt.

Het terrein der psychologische verhoudingen is zeer ruim. Het bestrijkt :

- 1° de verbetering der menselijke betrekkingen;
- 2° de verbetering van informatie en inlichting van de bevolking en de verruiming van de onderlinge contacten;
- 3° het wegwerken van het gevoel van spanning en onzekerheid;
- 4° de psychologische middelen die de handhaving der orde moeten in de hand werken.

1. Betere menselijke betrekkingen.

Het is opvallend hoe tijdens de verschillende audities de noodzakelijkheid van de verbetering van de menselijke betrekkingen wel het meest op de voorgrond werd gebracht en dit zowel door Blank als Zwart. Treffend is ook dat onderlijnd werd dat het prestige van Z.M. de Koning zo sterk groeide na zijn rede van 1955 over de menselijke verhoudingen. Wij hoorden heel wat opmerkingen en suggesties over de menselijke verhoudingen waarvan de meest treffende ongetwijfeld zijn :

— Men moet angstvallig vermijden de inlanders op enigerlei wijze te vernederen, b.v. in de winkels en in het postkantoor; want de zwarte bevolking is, vooral momenteel, op dit stuk uiterst gevoelig.

— Men moet in woorden, geschriften en gedragingen de gevoelens van de Zwarten ontzien.

— Het ware raadzaam dat de Europeaan door zijn daden toont dat hij alle rassendiscriminatie van de hand wijst. Sommige Zwarten zijn tot het niveau van de Blanken opgeklimmen; maar aan de loketten van de postkantoren en in de winkels moeten zij het zich nog laten welgevalven dat de Blanken voorgaan. Dit kwetst de inlanders diep in hun gevoel van eigenwaarde, en is trouwens wettelijk in genen dele verantwoord.

— Men heeft verkondigd dat de inwoners van Congo gelijk zijn, doch men moet dit principe ook in praktijk brengen.

— De Belgisch-Congolese associatie is nog geen voldongen feit, want de twee rassen staan nog niet op gelijke voet.

— Men zou de speciale loketten moeten afschaffen, en ophouden de zwarten te « tutoyeren ».

— De gemengde organisaties moeten moreel worden gesteund.

— Laten wij voor het volk organisaties zonder rassendiscriminatie oprichten, naar het voorbeeld van wat in de Franse gemeenschap of in het Britse commonwealth wordt gedaan.

— De inlandse vrouw moet meer contact hebben met de Europese vrouw.

— Er moet een verder doorgedreven interpenetratie tot stand komen in de private en publieke ambten.

— Bij de Blanken moet een nieuwe geestesgesteldheid ingang vinden: eerbied voor de Afrikanen die het waard zijn.

— De samenwerking moet oprecht zijn. Vriendschap kan hieraan een krachtige stoot geven.

I. — Moyens psychologiques.

S'il est difficile de réglementer les rapports psychologiques, et dans ce domaine des mesures officielles ne peuvent tout régler, c'est cet aspect de la question que votre Commission a cru devoir aborder en premier lieu; ces rapports psychologiques seront, sans aucun doute, les facteurs les plus décisifs pour l'avenir.

Ici se pose un problème essentiel, celui de la base sur laquelle devront s'établir nécessairement toutes les autres mesures. Sans une bonne solution de ce problème, toutes les mesures prises dans des domaines plus concrets, risquent de rester sans aucun effet.

L'établissement de bonnes relations, à défaut de relations idéales, entre Blancs et Noirs — ce qui est, en fait, le problème essentiel — constitue un problème extrêmement délicat. Ce qui compte, en l'occurrence, ce n'est pas tellement ce que l'on fait, mais la manière dont on le fait.

Le terrain des rapports psychologiques est très étendu. Il englobe :

- 1° l'amélioration des relations humaines;
- 2° l'amélioration de l'information de la population et le développement des contacts mutuels;
- 3° l'élimination de l'impression de tension et d'insécurité;
- 4° les moyens psychologiques de nature à promouvoir le maintien de l'ordre.

1. Amélioration des relations humaines.

Il est frappant de constater avec quelle insistance tant les Blancs que les Noirs ont souligné — au cours des différentes auditions — la nécessité d'une amélioration des relations humaines et rappelé le prestige croissant de S. M. le Roi après son discours de 1955 sur les relations humaines. Nous avons enregistré de nombreuses observations et suggestions à ce sujet, dont voici les plus remarquables :

— Il faudrait éviter soigneusement toute humiliation de l'autochtone, par exemple dans les magasins et à la poste car la population noire est, en ce moment surtout, extrêmement susceptible.

— Il convient de ménager la susceptibilité du Noir dans les paroles, écrits et le comportement.

— Il est souhaitable que l'Européen prouve, par ses actes, qu'il renonce à toute discrimination raciale. Certains Noirs ont atteint un standing égal à celui des Blancs; or, aux guichets des postes ou des magasins, ils subissent encore l'humiliation d'être servis après les Blancs. Ce sont là des froissements, graves pour l'amour-propre indigène, et qui n'ont d'ailleurs aucune justification légale.

— On a affirmé l'égalité des habitants du Congo, mais il faut encore la mettre en pratique.

— L'association belgo-congolaise n'est pas encore réalisée, car les deux races ne sont pas placées sur un pied d'égalité.

— Il convient de supprimer les guichets spéciaux et le tutoiement.

— Il faut soutenir moralement les organisations mixtes.

— Créons des organisations populaires sans discrimination raciale, à l'exemple de ce qui se fait dans la communauté française ou dans l'empire britannique.

— La femme indigène doit être plus en contact avec la femme européenne.

— Il faut une interpénétration plus poussée dans les fonctions publiques et privées.

— Une nouvelle mentalité doit se créer dans l'esprit du Blanc: c'est le respect de l'Africain, qui le mérite.

— La collaboration devra être franche. L'amitié peut la rendre possible.

— In de Nationale Arbeidsraad moet men onmiddellijk een studie gaan maken van de middelen tot verbetering van de menselijke verhoudingen in de onderneming.

— Niet alleen bij de administratieve overheid, doch bij de hele bevolking moet belangstelling worden gewekt voor het vraagstuk van de menselijke verhoudingen.

— Er werden instructies gegeven ter verbetering van de menselijke verhoudingen. Er werd aan het Bestuur gevraagd de regels van de beleefdheid in acht te nemen. Hetzelfde werd gedaan in de privé-sector. Deze kwestie kan onmogelijk van overheidswege worden geregeld.

De leden van de Commissie menen te mogen besluiten dat in de komende maanden en jaren een bijzondere aandacht aan het probleem der menselijke verhoudingen zal dienen gewijd te worden en een bijzondere inspanning terzake noodzakelijk is.

Dit resulteert enerzijds uit het feit dat vele Blanken die sinds jaren in Congo verblijven, zich niet met het nodige begrip en soepelheid aanpassen aan de snelle evolutie van een fractie van de inlandse bevolking en anderzijds uit het feit dat de inlander werkelijk een hypergevoeligheid terzake vertoont, die gemakkelijk omslaat in een pijnlijk minderwaardigheidscomplex.

Dit minderwaardigheidscomplex — in feite de vrees dat de volledige gelijke waardering nooit zal worden bereikt wat ook het peil weze dat de vorming van de inlander bereike, en wat ook zijn morele kwaliteiten zullen zijn — is zeer gevaarlijk. Tussen dit gevoel en de groei naar een anti-blanke houding ligt slechts een stap. Wij hebben er alle belang bij deze indruk weg te werken. Men moet van blanke zijde zich kunnen verzoenen met het feit dat binnen enkele maanden sommige inlanders in volledige gelijkwaardigheid naast hen zullen staan en binnen afzienbare tijd sommige onder hen, op de verschillende ladders van het maatschappelijke en politieke leven, boven hen zullen komen te staan en op zekere Blanken gezag zullen uitoefenen.

Het is in die zin — op psychologisch gebied — dat herhaaldelijk, en van vele zijden, werd vooruitgezet dat men nieuwe mensen nodig heeft. Niet andere mensen, *maar mensen die in hun hart die snelle maar onafwendbare evolutie van het probleem van de blank-zwarte verhoudingen aanvaarden*. Het is duidelijk dat sommige onbezonnen daden of woorden die kwetsend zijn voor de inlander, de gehele atmosfeer kunnen beïnvloeden en het vele goede dat dag voor dag wordt verwezenlijkt, zonder meer in de schaduw stellen. Deze louter menselijke handelingen hebben meer invloed dan schoon opgebouwde theorieën, en dit ook in de goede richting. Ook een kleine vriendelijke daad, voortspuitend uit een goed hart en het gezond verstand, zonder daarom van zwakheid te getuigen, kan verdragende invloed hebben.

Dit alles kan echter niet in besluiten of dekretten worden vastgelegd. Het is een gedragslijn die men voor zichzelf moet uithouwen. Daarin spelen onvermijdelijk het voorbeeld en de geestesstroming een grote rol.

Men kan echter nog heel wat reglementaire en wetgevende teksten, waarin nog een zekere discriminatie is voorzien, uitzuiveren. Heel wat onder hen resulteren ongetwijfeld uit de opvatting van bescherming van de inlander. Maar hoe goed de bedoeling ook weze, het is niet uitgesloten, dat zelfs met deze motivering ze als kwetsend worden aanvaard.

Tevens moet men de hand houden en duidelijke richtlijnen geven om het verschil in behandeling, dat opvallend enkel om wille van de huidskleur zou geschieden, uit te schakelen en desnoods drastisch te beteugelen.

— Il convient de mettre à l'étude immédiatement, au sein du Conseil National du Travail, les moyens d'améliorer les relations humaines au sein des entreprises.

— Le problème des relations humaines doit préoccuper non seulement les autorités administratives, mais toute la population.

— Des instructions ont été données pour améliorer les relations humaines. Il a été demandé à l'Administration de respecter les règles de la simple politesse. Il en a été de même dans le secteur privé. Il est impossible de régler cette question par voie d'autorité.

Les membres de la Commission croient pouvoir conclure que, dans les mois et années à venir, une attention spéciale devra être consacrée au problème des relations humaines et qu'un effort particulier sera nécessaire dans ce domaine.

De nombreux Blancs résidant au Congo depuis des années, ne suivent pas avec la compréhension et la souplesse nécessaires l'évolution rapide d'une partie de la population noire. L'autochtone de son côté manifeste, à cet égard, une hypersensibilité qui se transforme facilement en un pénible complexe d'infériorité.

Ce complexe d'infériorité — fait de la crainte que l'égalité complète ne soit jamais atteinte, quelles que soient le niveau de la formation et les qualités morales de l'autochtone — est très dangereux. De ce sentiment, à l'éclosion d'une attitude hostile il n'y a qu'un pas. Nous avons tout intérêt à combattre ce sentiment. Les Blancs doivent se faire à l'idée que, dans quelques mois, certains autochtones se trouveront à leurs côtés sur un pied d'égalité; que, dans un temps rapproché, certains autochtones seront au-dessus de certains d'eux aux divers échelons de la vie sociale et politique, et que certains Blancs seront placés sous leur autorité.

C'est dans ce domaine psychologique — a-t-on souligné à plusieurs reprises et de nombreux côtés, — que l'on a besoin d'hommes nouveaux. Non pas d'autres hommes, *mais des hommes conscients de l'évolution rapide et inéluctable du problème des rapports entre Blancs et Noirs*. Il est évident que certains actes, ou certaines paroles irréfléchies, blessants pour l'autochtone, sont de nature à détériorer le climat au point d'effacer tous les bienfaits. Ces actes purement humains ont plus d'influence que toutes les belles et généreuses théories. Un petit geste amical, venant du cœur et dicté par le bon sens, sans que cela soit signe de faiblesse, suffit pour exercer une influence salutaire.

Tout ceci ne peut toutefois être consacré par des ordonnances ou des décrets. C'est une règle de conduite qu'il faut se fixer soi-même. A cet égard l'exemple et les courants d'idées jouent un rôle important.

Il reste toutefois à modifier sur ce point, de nombreux textes réglementaires et législatifs qui prévoient encore une certaine discrimination. Celle-ci est basée, sans aucun doute, sur l'idée de protection de l'autochtone. Mais, quelle que soit l'intention, ces mesures sont considérées comme vexatoires, même si elles sont bien intentionnées.

En même temps, il faudra veiller à donner des directives précises, afin que soit mis un terme à l'inégalité de traitement, qui est uniquement basée sur la couleur de la peau; le cas échéant, il faudra prévoir des mesures draconiennes.

2. Beter voorlichting van de bevolking en verruiming van de onderlinge kontakten.

De Commissie kan zich niet van de indruk ontdoen dat tussen de blanke en inlandse bevolking van Leopoldstad het contact en het begrip in ruime mate waren verloren gegaan, en dit reeds vóór de pijnlijke gebeurtenissen.

Daartoe blijkt een *verruiming noodzakelijk van het blanke personeel dat ambtshalve contact met de bevolking dient te onderhouden*, zonet is het onmogelijk dat deze enkele personen nog werkelijk de inlander kennen en de polsslag en de verlangens van deze zo grote inlandse massa nog zou kunnen vatten. Zelfs voor een grote stad als deze waar wel enkele duizenden inlanders zich behoorlijk in het Frans kunnen uitdrukken, blijft het een handicap dat heel wat ambtenaren niet of onvoldoende een of meerdere der inlandse talen kennen. De vormende kontakten vanwege vooraanstaande Blanken buiten dienstverband blijven beperkt tot enkele edelmoedige inspanningen, onvoldoende voor zo een massa. Er is slechts een uiterst beperkte vormende penetratie. *Een bijzondere inspanning ter uitbreiding van deze kontakten dient te worden ingezet.*

De informatiedienst in Belgisch-Congo dient meer gericht te worden op het inlichten van de inlandse bevolking dan op België en het buitenland zonder deze nochtans te verwaarlozen. Dit dient te geschieden, in vorm en taal, aangepast aan de inlandse filosofie en psychologie. Opvallend was dat heel wat goede verwezenlijkingen en standpunten bij de inlander totaal onbekend bleken te zijn, terwijl op grond van gebrekkige of niet aangepaste voorlichting, de meest fantastische geruchten hun oorsprong vinden en door de massapsychologie spoedig worden uitgedragen.

Ondermeer werden uitspraken op voormeld gebied genoteerd :

— Er is geen degelijke informatiedienst; want die waarover wij beschikken beperkt zich ertoe onze grote daden en onze deugden aan de hele wereld te verkondigen, maar hij richt zich niet tot Congo. En juist in Congo staat alles op het spel.

— Wij hebben meer direkte inwerking van Blanken op Zwarten vooral op hun psyche na te streven, alsmede voldoende kennis van de inlandse talen.

— Onmiddellijk het overleg aanpakken met de inlanders, zonder muggenzifterij over de waarde, het verleden, de mondaniteit en zelfs de maturiteit « tout court » van de gesprekspartner.

— De inlanders moeten beter worden voorgelicht over wat te hunnen bate wordt gedaan, en de vijandige propaganda moet worden weerlegd.

— Een humoristische krant kan veel kwaad stichten, want de Zwarten kunnen moeilijk begrijpen dat men met bepaalde zaken de spot drijft.

— De informatiedienst moet een propagandadienst worden, en tegelijk werken aan een Congolese nationale opvoeding. Hij moet in Congo gevestigd zijn. Tevens moet hij de publieke opinie in het Moederland met nieuwe inzichten vertrouwd maken, zonder dat deze opinie echter tot wantrouwen of defaitisme overslaat. Dit is mogelijk, maar men mag er niet voor terugschrikken de werkelijkheid onder de ogen te zien.

— Aan de overheid moet vaker de gelegenheid worden gegeven aan de bevolking een juister begrip bij te brengen van het nut en de wenselijkheid van de maatregelen die in haar belang worden genomen. Er moeten veel redevoeringen worden gehouden, gesteld in eenvoudige bewoordingen.

— Men moet Congo in de andere landen van Afrika beter bekend maken. Aan onze afgevaardigden op de Afrikaanse conferenties moet voldoende documentatie worden meegegeven ter verspreiding onder de overige delegaties (statistische gegevens over sociale verwezenlijkingen en over prestaties in zake hygiëne en onderwijs).

— Wanneer men ten opzichte van de Congolezen een politiek van innig medevoelen wil voeren, moet men naar mijn oordeel de massa degelijk voorlichten.

3. Middelen om de spanning weg te werken.

Er bestaat onbetwistbaar in Leopoldstad een grote spanning, en tevens zowel bij de Blanken als bij de Zwarten een gevoel van onzekerheid.

2. Amélioration de l'information de la population et développement des contacts mutuels.

La Commission a la nette impression que le contact et l'entente entre les Blancs et la population indigène de Léopoldville s'étaient détériorés, déjà même avant les événements tragiques.

C'est pourquoi, il y a lieu, de renforcer le personnel blanc, chargé des rapports officiels avec la population. Quelques personnes en effet ne suffisent pas pour connaître à fond l'autochtone, comprendre sa mentalité et saisir les aspirations de cette grande masse indigène. Même dans une grande cité, comme Léopoldville, où quelques milliers d'autochtones s'expriment convenablement en français, le fait que beaucoup de fonctionnaires ne connaissent pas, ou insuffisamment, une ou plusieurs langues indigènes constitue un réel handicap. Les contacts de quelques Blancs éminents se bornant à quelques efforts généreux, sont insuffisants pour une telle masse. L'interpénétration est extrêmement limitée. *Un effort tout particulier s'impose en vue de développer ces contacts.*

Le service de l'information au Congo Belge tout en restant strictement objectif doit orienter davantage son activité vers la population indigène plutôt que vers la Belgique et l'étranger sans toutefois négliger ces derniers. Elle doit se faire dans une forme et une langue adaptées à la mentalité et à la psychologie indigènes. Il est révélateur de constater que l'autochtone ignore très souvent les réalisations faites en sa faveur, les prises de position des autorités, à défaut d'information adéquate, ce qui explique les bruits les plus fantastiques, rapidement colportés par les masses.

A ce sujet, on a noté les opinions suivantes :

— Il n'y a pas de service d'information utile, car celui que nous avons ne fait que proclamer nos hauts faits et nos vertus au monde entier et ne s'adresse pas au Congo, et c'est précisément au Congo que la partie se joue.

— Les Blancs devraient exercer une influence plus directe sur les Noirs, surtout sur leur spiritualité, et s'efforcer de mieux connaître les langues indigènes.

— Amorcer d'emblée le dialogue avec les autochtones sans considérations byzantines sur la validité, le passé, la mondanité et même la maturité tout court de l'interlocuteur.

— Il faut une meilleure information des autochtones sur ce qu'on réalise en leur faveur, et la réfutation des propagandes hostiles.

— Un journal humoristique peut faire le plus grand mal parce que le Noir comprend mal qu'on ironise sur certaines choses.

— Ce service de l'information doit devenir à la fois un service de propagande et d'éducation nationale congolaise. Il doit être établi au Congo. Il doit aussi amener l'opinion métropolitaine à de nouveaux concepts sans pour cela qu'elle s'abandonne à la méfiance ou au défaitisme. Cela est possible, mais il ne faut pas avoir peur d'être réaliste.

— Multiplier les occasions où les autorités pourront faire comprendre aux masses l'intérêt et l'opportunité des mesures prises en leur faveur. Il faut des discours fréquents, rédigés en termes simples.

— Il s'indique de faire mieux connaître le Congo dans les autres pays d'Afrique. Aux conférences africaines, faire emporter par nos délégations une documentation suffisante à distribuer aux autres délégations (données statistiques sur réalisations sociales, hygiène, enseignement).

— Pour faire une politique de cœur à l'égard des Congolais, il faut, à mon sens, que la masse soit informée.

3. Moyens susceptibles d'éliminer la tension.

Il est incontestable qu'à Léopoldville les esprits sont échauffés et que tant les Blancs que les Noirs ont une impression d'insécurité.

De voorstellen gedaan om deze weg te werken gaan van verregaande lankmoedigheid tot harde vastberadenheid. De voorgestelde oplossingen liggen dus tussen de polen van de clementiepolitiek en de repressiepolitiek.

Op één gebied echter bestaat er praktisch eensgezindheid en dit treedt ook uw Commissie bij, namelijk dat de slachtoffers van de gewelddaden en de plunderingen behoorlijke schadeloosstelling dienen te ontvangen.

Wat de repressie betreft, vooral ten aanzien van de politieke leiders, vindt men de meest uiteenlopende waaiers van stellingen, waarvan U hieronder de meest opvallende kort terugvindt.

a) Meest radicale voorstellen voor clementie.

— Voorstel tot onmiddellijke invrijheidstelling van de aangehouden politieke leiders, zonet valt te vrezen voor onoverkomelijke moeilijkheden bij de pogingen om de reeds overgeprikkelde gemoederen van de Zwarten tot bedaren te brengen.

— Herziening van de straffen waarbij de burgemeesters werden afgezet. De zwarte bevolking leeft in een toestand van uiterste opwinding en wacht in onverschrokken beslistheid de ontknoping af. De rust is maar schijn. Wij mogen weldra het ergste verwachten, indien het Bestuur nog verder psychologische flaters van formaat begaat.

— Vrijlating van de aangehouden Abako-leden, zonet valt te vrezen dat hun aanhouding aanleiding geeft tot onlusten in de toekomst.

— De bevolking verwacht van de Commissie de invrijheidstelling van de aangehouden burgemeesters.

— De gevangenen moeten worden vrijgelaten.

— De Bakongo's rouwen. Zij zullen geen beslissing nemen voordat over Kasavubu is gevraagd.

— In de ogen der bevolking zijn de aangehouden burgemeesters politieke gedetineerden en nationale helden. Zij stelt zich de vraag of de schuldige Europeanen zullen worden gestraft.

— Bij het berechten van de aangehouden Zwarten inschikkelijkheid aan de dag leggen, zolang niet kan worden gerekend op de steun van een belangrijk deel der bevolking. Zo mogelijk, processen vermijden.

— Processen, die niet gegrond zijn op beschuldigingen welke geen toereikende straf motiveren, kunnen meer kwaad dan goed stichten.

— Burgemeester Diomi is bereid om opnieuw met de overheid samen te werken.

b) Genuanceerde voorstellen.

— Men moge de gedetineerden veroordelen of verwijderen, maar men moet zich aan sancties verwachten.

— Om over de vrijlating van de gedetineerden uitspraak te doen, moet men in het bezit zijn van een volledig gerechtelijk dossier.

— Wij moeten ons gezag handhaven, maar op het psychologisch ogenblik moet blijk worden gegeven van zachtmoedigheid.

— Aan de bevolking dienen de redenen bekendgemaakt van de tegenover de burgemeesters aangenomen houding, en uitleg verstrekt over wat in hun daden laakbaar was.

— Wij geloven niet aan een gemakkelijke reactie, die erin zou bestaan persorganen of beroeps-, politieke en vreemde verenigingen af te schaffen.

— Enerzijds is een krachtdadige politiek geboden; anderzijds, een edelmoedige politiek.

— Er is een sterk gezag nodig, ten einde de evolutie te verwezenlijken en revolutie te voorkomen.

— De ontbinding van de Abako was noodzakelijk.

— Een vastberaden politiek ten opzichte van de opruiers, bijzonderlijk indien men over ernstige aanduidingen beschikt waaruit blijkt dat zij door het buitenland zijn ondersteund of wanneer hun optreden is gesteund op racistische idealen.

— De beklagden vrijlaten ware een nieuwe inbreuk op het gezag.

c) Meest radicale voorstellen in de richting der vastberadenheid.

— De bestraffingen dienen in verhouding te zijn met de heftigheid van de volksopstand. Deze maatregelen zijn vereist om de vrees te verdrijven die op de getrouwe en niet tegen de blanke bevolking gekante Zwarten drukt.

— Geen politiek van vastberadenheid, maar een stipte en billijke tucht, zowel voor de Europeaan als voor de inlander. De Zwarten zouden niet begrijpen, dat men de zachtmoedigheid nog verder zou drijven.

— Om de rust in de gemoederen (blanke bevolking) te herstellen, is een eerste zaak van belang: de bestraffing van de schuldigen moet met de grootste snelheid geschieden, daar de gebeurtenissen zich anders op een veel ernstiger wijze opnieuw kunnen voordoen.

Les propositions tendant à éliminer celle-ci vont de l'extrême indulgence à la fermeté rigoureuse. Les solutions préconisées se situent donc entre deux extrêmes: une politique de clémence, d'une part, et une politique de répression, d'autre part.

Sur un seul point, l'opinion est pratiquement unanime, et votre Commission tout entière s'y rallie, à savoir que les victimes des actes de violence et des pillages devront être équitablement indemnisées.

Pour ce qui est de la répression, particulièrement en ce qui concerne les leaders politiques, on se trouve devant un éventail de thèses les plus divergentes, dont nous résumons ci-après les plus intéressantes:

a) La thèse la plus radicale en faveur de la clémence.

— Proposition de remise immédiate en liberté des leaders politiques arrêtés, sinon crainte de difficultés insurmontables pour calmer les esprits déjà surexcités des Noirs.

— Revision des sanctions de révocation infligées aux Bourgmestres. La population noire est surexcitée et attend de pied ferme le dénouement. La tranquillité n'est qu'apparente. Nous risquons de vivre bientôt le pire si l'Administration continue de commettre des erreurs psychologiques d'envergure.

— Libération des membres arrêtés de l'Abako, sinon il est à craindre que le maintien de leur arrestation ne soit la cause de futurs troubles.

— La population attend de la Commission la libération des bourgmestres arrêtés.

— Il faut libérer les prisonniers.

— Les Bakongo sont en deuil. Ils ne prendront aucune décision avant le jugement de Kasavubu.

— Aux yeux de la population, les bourgmestres arrêtés sont des détenus politiques et des héros nationaux. Elle se demande si on sévira contre les Européens coupables.

— Faire preuve d'indulgence dans les jugements des Noirs arrêtés, aussi longtemps qu'on ne pourra pas s'appuyer sur une partie importante de la population. Éviter le procès, si possible.

— Le procès, s'il ne s'appuie pas sur des préventions justifiant une peine suffisante, pourrait faire plus de mal que de bien.

— Le bourgmestre Diomi est disposé à reprendre sa collaboration avec les autorités.

b) Thèses nuancées.

— Qu'on condamne ou qu'on éloigne les détenus, il faut s'attendre à des réactions.

— Pour se prononcer sur la relaxation des détenus, il faut être en possession du dossier judiciaire complet.

— Nous devons maintenir notre autorité, mais il faudra faire preuve de mansuétude au moment psychologique.

— Il faut faire connaître à la population les raisons de l'attitude prise envers les bourgmestres, lui expliquer ce qu'il y a eu de répréhensible dans leurs actes.

— Nous ne croyons pas à la riposte facile consistant en la suppression d'organes de presse et de groupes professionnels, politiques et étrangers.

— Il faudrait, d'une part, une politique de fermeté, et, d'autre part, une politique de cœur.

— Il faut une autorité forte pour réaliser l'évolution et éviter la révolution.

— La dissolution de l'Abako était nécessaire.

— Une politique de fermeté à l'égard des agitateurs, spécialement si on a des indications valables qu'ils sont soutenus par l'étranger ou s'ils sont inspirés par des idéaux raciques.

— Relâcher les prévenus serait une nouvelle atteinte à l'autorité.

c) Thèses les plus radicales en faveur de la fermeté.

— Il faut que les sanctions soient proportionnées à la violence des émeutes. Ces mesures s'imposent pour éliminer la terreur qui pèse sur les Noirs fidèles et non anti-Blancs.

— Pas de politique de fermeté aveugle, mais une discipline stricte et juste, tant pour l'Européen que pour l'autochtone. Les Noirs ne comprendraient pas que l'on pousse plus loin encore la mansuétude.

— Pour rétablir la paix dans les esprits (population blanche), une première chose compte: c'est que la répression des coupables se fasse avec une grande célérité, sinon les événements pourraient se reproduire d'une façon beaucoup plus grave.

— De Abako en de als opruiend bestempelde organen « Présence congolaise », « Actualités Africaines », « Horizons », dienen in de onmogelijkheid te worden gesteld hun schadelijk werk te verrichten.

— De Abako moest worden opgeheven.

— Deze gebeurtenissen hebben zich voorgedaan omdat men niet tijdig krachtadig genoeg is opgetreden tegen enkele demagogische elementen. Men schaffe de inlandse burgemeesters onmiddellijk af.

— De schuldigen moeten streng gestraft worden, zowel onder de oproerzaiers als in het Europese bestuur.

— Streng maatregelen dienen genomen tegen verantwoordelijke onruststokers, zelfs indien zij voorlopig plotseling van mening veranderd zijn, met inbegrip van diegenen die openbare ambten bekleden.

Hoe moeilijk een conclusie ook weze tegenover deze meest uiteenlopende meningen, meent uw Commissie volgende houding als oplossing te mogen voorstellen.

Indien het gerechtelijk dossier geen werkelijk zwaar vergrijp als gefundeerde basis van de rechtsvervolgning vaststelt, dan ware het niet aangewezen een proces te voeren dat de passies in de openbare opinie langs alle zijden terug zou doen oplaaien, dat ofwel tot geen of tot een beperkte veroordeling zou leiden.

Uit de gegevens van de gebeurtenissen en de elementen uit het dossier die ter kennis kwamen van de Commissie, was deze niet overtuigd dat werkelijk zware vergrijpen kunnen weerhouden worden. Zij kan ook bezwaarlijk aanvaarden dat men thans als ernstig vergrijp zou gaan beschouwen zekere woorden en daden die vóór de gebeurtenissen door de aangehouden burgemeesters of leden van het Abako-bestuur werden geuit of gesteld, in tegenwoordigheid en bij weten van de overheid die op dat ogenblik meende niet te moeten reageren of haar reactie te moeten matigen.

Indien enerzijds het onderzoek objectief en grondig dient te worden doorgezet, moet ook uiteindelijk de politieke wijsheid iedere kortzichtige en gevaarlijke repressiepolitiek uitschakelen.

Overigens de oplossing ligt meer in het aannemen van een duidelijke houding voor de toekomst. De inlanders en hun politieke organisaties dienen zeer duidelijk te weten en in alle omstandigheden te ondervinden, dat de uiteenzetting en de verdediging van hun politieke doelstellingen, in zoverre zij niet subversief zijn, worden toegelaten. En dit houdt zeker ook in : het streven naar de onafhankelijkheid, een gezond nationalisme en progressisme. Maar het moet ook even duidelijk worden — door stellingname van overheid en gerecht — dat de verspreiding van subversieve ideeën (of het nu gaat over racisme of vernietiging van het staatsverband) en vooral het stellen van bepaalde strafbare daden in dit verband, aanleiding zal geven tot onmiddellijke bestaafing over wie het ook gaat.

Deze klare aflijning en duidelijke actie — in tegenstelling met wat in het verleden het geval was — kan ongetwijfeld er heel wat toe bijdragen de bestaande spanning en onzekerheid weg te nemen.

Het is ook in functie van deze stelling dat het al dan niet behouden van de ontbinding van de Abako moet worden gesteld. Indien deze beweging in haar streven gericht wordt op de verwezenlijking — zelfs de versnelde — van de onafhankelijkheid, indien haar nationalisme zich beweegt op het terrein van het belangencomplex van het gehele grondgebied en de ganse Congolese bevolking, dan moet haar het bestaan terug worden toegelaten. Maar moest het worden uitgemaakt dat deze organisatie werkelijk zuiver racistisch is en bovendien volledig destructief voor het bestaande staatsverband, dan kan de ontbinding bezwaarlijk worden opgeheven.

Anderzijds is uw Commissie van oordeel dat iedereen duidelijk moet weten dat de orde zal worden gehandhaafd, zodat de uit schrik en onzekerheid groeiende eigen onge-

— Mise hors d'état de nuire de l'Abako et des publications qualifiées subversives : « Présence congolaise », « Actualités Africaines », « Horizons ».

— La suppression de l'Abako s'imposait.

— Ces événements se sont produits parce qu'on n'a pas fait preuve à temps de fermeté suffisante envers quelques éléments démagogues. Liquidez tout de suite les bourgmestres indigènes.

— Punir sévèrement les coupables, tant parmi les auteurs de troubles que parmi l'administration européenne.

— Prendre des mesures sévères contre les agitateurs responsables, même s'ils paraissent avoir momentanément fait volte-face, et ce y compris ceux qui détiennent des fonctions publiques.

Bien qu'il soit difficile de tirer une conclusion de ces opinions divergentes, votre Commission estime pouvoir préconiser la solution suivante :

Si le dossier judiciaire ne révèle aucun délit réellement grave susceptible de justifier des poursuites judiciaires, il ne serait pas souhaitable de commencer un procès qui ferait éclater de nouveau les passions dans tous les milieux, et qui se terminerait par un acquittement ou par une condamnation limitée.

Le cours des événements et les éléments du dossier dont elle a pu prendre connaissance, n'ont pas convaincu la Commission de l'existence de délits réellement graves. En outre, elle peut difficilement admettre que l'on considérerait comme délits graves certaines paroles prononcées ou certains actes commis par les bourgmestres ou par les membres arrêtés de l'Abako, soit en présence soit au su de l'autorité, qui, à l'époque, a estimé ne pas devoir réagir ou a mis un frein à ses réactions.

Si l'enquête doit être poursuivie objectivement et d'une manière approfondie, la sagesse politique exige que l'on se garde de toute politique de répression dangereuse et à courte vue.

La solution réside plutôt dans l'adoption d'une attitude claire et nette pour l'avenir. Les autochtones et leurs organisations politiques doivent savoir avec précision et en toutes circonstances qu'il leur est permis d'exposer et de défendre leurs objectifs politiques, pour autant qu'ils ne soient pas subversifs. Ceci implique notamment la propagande pour l'indépendance, un sain nationalisme et une attitude progressiste. Mais il doit être bien entendu — les autorités administratives et judiciaires doivent être formelles à cet égard — que la propagation d'idées subversives (qu'il s'agisse de racisme ou de destruction de la structure de l'Etat) et surtout l'accomplissement de certains actes punissables entraîneront une répression immédiate, sans distinction de personne.

Contrairement à ce qui fut le cas dans le passé, cette attitude claire et nette est susceptible d'éliminer la tension et l'insécurité actuelles.

C'est en fonction de cette thèse que doit être envisagé le maintien éventuel de la dissolution de l'Abako. Si les aspirations de ce mouvement sont orientées vers la réalisation — même accélérée — de l'indépendance, si son nationalisme se meut sur le plan de l'ensemble des intérêts de tout le territoire et de toute la population congolaise, il convient d'autoriser à nouveau son activité. Toutefois, s'il devait être établi que les tendances de cette organisation sont purement racistes et poursuivent la destruction de l'Etat, on ne pourrait que maintenir sa dissolution.

Au surplus, votre Commission estime, que chacun doit savoir clairement que l'ordre sera maintenu, de manière à éviter toutes réactions personnelles et inopportunes inspi-

paste reacties die tot nieuwe incidenten kunnen leiden, worden vermeden en ook iedere neiging om de orde te verstoren bij diegenen die zouden kunnen menen, dat dit ongestraft kan geschieden.

4. Psychologische middelen die de handhaving van de orde in de hand moeten werken.

Indien de voorgaande punten ongetwijfeld psychologisch het niet verstoren van de orde in de hand werken, zijn er toch enkele maatregelen die deze rechtstreeks nog sterker kunnen beïnvloeden.

De praktische maatregelen ter bevordering van de handhaving van de orde werden in hoofdstukken II en III behandeld.

Vooreerst moet iedereen overtuigd zijn, dat er een *duidelijk onderscheid te maken is tussen een machtspolitiek en een gezagspolitiek*. Deze laatste moet worden hersteld, terwijl het volgen van de eerste zonder uitzicht moet wezen. Herhaaldelijk kregen wij te horen dat men bezwaarlijk zou kunnen geloven aan de coëxistentie in een atmosfeer van onzekerheid en onder bestendige wapenbescherming.

Het gevoel van schrik en terreur moet bij de trouw gebleven inlanders — en ze maken ongetwijfeld een meerderheid uit — kunnen weggewerkt worden. Zij moeten het gevoel hebben voldoende beschermd te zijn om niet in hun persoon of in hun goederen getroffen te worden.

De Commissie kon zich anderzijds niet van de indruk ontdoen, dat tot op heden de psychologische verhouding tussen politie en bevolking reeds sedert maanden, niet als de beste te noemen was. Te veelvuldig kwamen wrijvingen voor tussen politie en bevolking. In dit verband is het wenselijk dat een middel gevonden worde om het gewettigd optreden van de politie psychologisch beter te doen aanvaarden. Hier speelt soms niet alleen het onbegrip van de bevolking, maar ook soms het gebrek aan vorming en standing van zekere vertegenwoordigers van de politie.

Hieruit kan de wenselijkheid voortvloeiën sommige elementen te verplaatsen om de gegroeide spanning te breken, zelfs al is er concreet wel niet zoveel te verwijten aan deze leden van de politie.

Overigens dit probleem stelt zich ongetwijfeld ook hier en daar op de andere trappen van de autoriteit. Men moet echter eerder uitzonderlijk tot dergelijke beslissing overgaan, want een te grote frequentie zou het gezag aftakelen.

II. — Politieke middelen.

Wij willen vooreerst deze middelen behandelen, die rechtstreeks en doorslaand op Leopoldstad een terugslag hebben om dan bepaalde beschouwingen op een ruimer plan te plaatsen die onrechtstreeks een invloed hebben op de toestand en de evolutie te Leopoldstad. Hier echter is het wel iets delicaat, daar men voor de grote moeilijkheid staat die iedereen kent, die met Belgisch-Congo vertrouwd is, namelijk de grote verscheidenheid der toestanden in de verschillende streken.

Wellicht past het hier een poging te doen om de gebeurtenissen van Leopoldstad in hun ruimer kader te situeren.

Het ware zeker verkeerd moest men van oordeel zijn, dat het probleem zich enkel stelt voor Leopoldstad. Indien het juist is dat de problematiek in de andere gebieden en centra minder sterk en in zekere mate verschillend is en een bepaalde vertraging vertoont bij de hoofdstad, moet worden vooruitgezet dat de essentiële kiemen van de spanning ook elders aan het groeien zijn. Wij kunnen vermelden

reés par la crainte et l'insécurité et susceptibles de provoquer de nouveaux incidents, ainsi que toute tendance à troubler l'ordre de la part de ceux qui pourraient croire que cela peut se faire impunément.

4. Moyens psychologiques susceptibles de favoriser le maintien de l'ordre.

S'il est vrai que les points précédents sont de nature à favoriser psychologiquement le maintien de l'ordre, il y a toutefois d'autres mesures susceptibles de l'influencer davantage et de façon plus directe.

Les mesures pratiques destinées à promouvoir le maintien de l'ordre sont traitées aux chapitres II et III.

En premier lieu, chacun doit être convaincu qu'il existe une nette distinction entre une politique de force et une politique d'autorité. Cette dernière doit être rétablie, la pratique de la première est sans issue. A diverses reprises, on nous a dit que la coexistence dans un climat d'insécurité et de protection armée permanente était illusoire.

Le sentiment de crainte et de terreur chez les autochtones qui n'ont pas participé aux émeutes — et ils sont sans aucun doute la grande majorité — doit être combattu. Ils doivent se savoir suffisamment protégés dans leur personne ou dans leurs biens.

En outre, votre Commission a l'impression que depuis des mois, les rapports psychologiques entre la police et la population étaient loin d'être des meilleurs. Il n'y a eu que trop souvent des accrochages entre la police et la population. A ce propos, il serait souhaitable de trouver le moyen de mieux faire accepter psychologiquement l'intervention légale de la police. D'un côté, il y a souvent l'inexpérience de la population, de l'autre une absence de formation et de standing de certains représentants de l'ordre.

A ce propos, il serait peut-être souhaitable de transférer certaines personnes, afin de diminuer la tension, même s'il n'y a pas grand'chose à reprocher à ces membres de la police.

D'ailleurs, ce problème se pose également et sans aucun doute, à d'autres échelons de l'autorité. Toutefois de telles décisions ne doivent être prises qu'à titre exceptionnel, étant donné que trop de mutations ébranleraient l'autorité.

II. — Moyens politiques.

En premier lieu, nous passerons en revue les moyens appelés à avoir des répercussions directes et décisives à Léopoldville, pour développer ensuite des considérations ayant une influence indirecte sur la situation et l'évolution à Léopoldville. Il s'agit ici d'une matière délicate; on se trouve devant la difficulté que connaissent tous ceux qui sont familiarisés avec le Congo Belge : la grande diversité des situations dans les différentes régions.

Essayons, tout d'abord, de situer les événements de Léopoldville dans un cadre plus vaste.

Il serait certes exagéré de croire que le problème ne se pose qu'à Léopoldville. S'il est exact que l'évolution se réalise avec moins d'acuité et d'une manière différente dans les autres régions et les autres centres et marque un certain retard par rapport à la capitale, elle ne manque pas de s'y développer. Notons à cet égard le désir d'une intégration accélérée des autochtones dans les

den: de drang naar een versnelde inschakeling van de inlanders in de verantwoordelijke posten, niet alleen van de openbare besturen, maar ook van het bedrijfsleven. Dit is de meest concrete uiting van twee fundamentele strekkingen, namelijk het nationalisme en het progressisme, dat tot op heden binnen de redelijke perken is gebleven maar die bij verkeerde reactie of onbegrip, ook elders scherper kunnen worden en uit de band springen.

Een feit is echter eigen aan Leopoldstad en is in niet geringe mate oorzaak van het uitbreken der tragische gebeurtenissen van 4 januari. De Bakongo-bevolking en haar leiders, georganiseerd als ze waren als de sterkste ethnische groep, gaven meer uiting van mysticisme en racisme dan andere bevolkingsgroepen. Er leeft overigens bij hen sedert tientallen jaren een anti-blanke inslag en een machtswil over de andere rassen die zich ook op Leopoldstad had geconcentreerd al maken zij slechts ongeveer 40 % van de bevolking van de hoofdstad uit.

1. Het electoraal stelsel der steden wijzigen.

Het systeem dat aanvankelijk werd gevolgd was het uninominaal stelsel met een verkozen gemeenteraadslid per kiesomschrijving (een straat of een wijk). Dit stelsel heeft meegebracht dat de bevolkingsgroep die 40 % ongeveer vertegenwoordigt (Bakongos) bijna al de posten van gemeenteraadslid hebben kunnen wegkopen (76,5 %), terwijl de minderheden (die samen een meerderheid uitmaken) niet of onvoldoende vertegenwoordigd waren. *De wijziging van het kiesstelsel moet meebrengen dat ook de minderheden op behoorlijke wijze vertegenwoordigd zijn.*

De nadelen van het stelsel werden overigens reeds ingezien en de laatste verkiezingen in de andere centra werden reeds op een andere basis doorgevoerd.

2. Meer bevoegdheden verlenen aan de burgemeesters, maar ook meer verantwoordelijkheid.

Bij ontleding der bevoegdheden van de burgemeesters in het Congolese systeem valt onmiddellijk op, dat hun bevoegdheid heel wat minder is dan in het Belgische, en niet alleen omwille van het feit van de samenvoeging in ruimer stedeverband onder het gezag van een eerste burgemeester, behorende tot de administratie, maar ook omwille van het feit dat vele machten voorzien in het dekreet nog niet werden gedelegeerd. Hieruit vloeit natuurlijk voort, dat ook hun verantwoordelijkheid beperkter is. Uw Commissie moest heel wat stemmen horen die een ruimere bevoegdheid vroegen.

Het memorandum der burgemeesters aan de Gouverneur-generaal van 8 januari, spreekt in de inleiding reeds van een grondige hervorming van het Stedenstatuut en onderlijnt verder, dat de huidige toestand heel wat moeilijkheden meebrengt voor een goede gemeentelijke administratie en niet in het minst voor de handhaving der orde.

Deze stelling werd nogmaals uitdrukkelijk bevestigd tijdens de getuigenis der zwarte burgemeesters van de stad, op 24 januari.

Ook de heren Pinzi en Diomi lieten deze moeilijkheid tijdens hun verhoor blijken.

Maar ook van andere zijde kwam dezelfde stelling op het voorplan, namelijk door Banken :

— Er dient aan de burgemeesters meer bevoegdheid te worden verleend.

— Men moet het vraagstuk van het gezag der inlandse burgemeesters en van het belang hunner taken opnieuw in studie nemen.

— Men had aan de burgemeesters meer verantwoordelijkheid moeten geven, zonder echter hun fouten te verbloemen.

postes responsables, non seulement des services publics mais aussi de la vie économique. C'est la manifestation la plus concrète de deux tendances fondamentales, — le nationalisme et le progressisme — restées jusqu'à présent dans des limites raisonnables, mais qui, par suite de mauvaises réactions ou d'incompréhension, peuvent s'accroître également ailleurs et éclater dans toute leur violence.

Mais il y a un élément qui est propre à Léopoldville et qui, dans une mesure considérable, est à l'origine des événements tragiques du 4 janvier. La population Bakongo et ses dirigeants, qui y constituent le plus fort groupe ethnique, sont plus portés vers le mysticisme et le racisme que les autres groupes de la population. Depuis des dizaines d'années, les Bakongos sont hostiles aux Blancs et animés d'une volonté de domination sur les autres races qui s'était concentrée également sur Léopoldville, alors qu'ils ne constituent que 40 % de la population de la capitale.

1. Modifier le régime électoral des villes.

Le système initialement retenu était le système uninominal avec un conseiller communal par district électoral (rue ou quartier). Ce système a eu pour résultat que le groupe ethnique Bakongo représentant 40 % environ a pu s'emparer de presque tous les postes de conseiller (76,5 %), tandis que les minorités (qui ensemble constituent une majorité) n'étaient pas représentées ou l'étaient insuffisamment. *La modification du régime électoral doit entraîner une représentation raisonnable des minorités.*

On s'est d'ailleurs déjà rendu compte des inconvénients du système, et les dernières élections, dans les autres centres, ont eu lieu sur une autre base.

2. Étendre et accroître les pouvoirs des bourgmestres, de même que leurs responsabilités.

Ce qui frappe à première vue, à l'analyse des attributions des bourgmestres dans le système congolais, c'est que leurs pouvoirs sont beaucoup plus restreints que dans le système belge. Ainsi, dans les grandes villes, ils sont placés sous l'autorité d'un premier bourgmestre blanc appartenant à l'administration; en outre, de nombreux pouvoirs prévus dans le décret ne leur ont pas encore été délégués. Leur responsabilité en est d'autant plus restreinte. Aussi on a insisté de nombreux côtés auprès de votre Commission pour demander des pouvoirs plus étendus.

Le memorandum, adressé le 8 janvier par les bourgmestres au Gouverneur général, parle, déjà dans l'introduction, d'une réforme profonde du statut des villes et souligne, en outre, que la situation actuelle entraîne de nombreuses difficultés pour une bonne administration communale, et tout particulièrement pour le maintien de l'ordre.

Cette thèse a été confirmée formellement au cours de l'audition des bourgmestres noirs de la ville, le 24 janvier.

MM. Pinzi et Diomi ont également souligné cette difficulté au cours de leur audition.

Mais la même thèse fut défendue aussi par d'autres, et notamment par des Blancs :

— Il faut accorder plus de pouvoir aux bourgmestres.

— Il convient de revoir l'importance des missions et l'autorité des bourgmestres.

— On aurait pu accorder aux bourgmestres plus de responsabilités, mais sans leur cacher leurs erreurs.

Een der meest concrete punten waarop terzake herhaaldelijk werd aangedrongen was het bestaan van een gemeentelijk politiekorps onder het gezag van de burgemeester.

— Waarom de gehele politiemacht concentreren in handen van de Eerste-Burgemeester? Waarom richt men geen gemeentelijke politiekorpsen in?

— Getuige vindt het jammer dat hij, als burgemeester, niet over een politiekorps beschikte om de vernielingen en plunderingen tegen te gaan.

— Had ik enkele politie-agenten tot mijn beschikking gehad, dan was ik erin geslaagd de menigte tot bedaren te brengen.

— Men moet ter beschikking van de burgemeesters een gemeentelijk administratief politiekorps stellen.

Uw Commissie is van oordeel dat inderdaad een spoedige herziening van het gemeentelijk statuut ruimere machten en ook ruimere financiële middelen ter beschikking van de gemeentelijke overheid zou moeten stellen.

Uw Commissie is van oordeel dat inderdaad een beperkt politiekorps ter beschikking van de burgemeester zou kunnen worden gesteld, alhoewel een centraal politiekorps noodzakelijk blijft. In dit korps zouden zo vlug als het redelijk kan, enkele zwarte politiekommissarissen dienen ingeschakeld te worden. Volgens zekere verklaringen kan dit zeer vlug geschieden.

3. De politieke evolutie versnellen.

Bij de verschillende verklaringen kon uw Commissie vaststellen, dat de Regeringsverklaring over Belgisch-Congo een ruime instemming vond. De koninklijke verklaring vond nog een ruimere weerklank en werkt nog dieper in op het gevoel der inlandse bevolking. Dit werd pittoresk uitgedrukt door enkele getuigen.

— Als de Koning spreekt, wordt alle hoop als bij toverslag herboren

De meest opvallende verklaringen inzake de Regeringsverklaring, die spijtig genoeg niet altijd volledig werd begrepen, zijn :

— De koninklijke verklaring heeft meer dan de Regeringsverklaring indruk gemaakt op eenieders gemoed.

— De Regeringsverklaring werd door de elite gunstig onthaald.

— Zij bevat meer dan men verwachtte. Voor Leopoldstad echter zijn concrete verwezenlijkingen nodig.

— Het lijkt geen twijfel dat de Regeringsverklaring bij de meerderheid een gunstig onthaal vond. En meerderheid betekent democratie. De Regeringsverklaring bevat de vereiste elementen om tot de onafhankelijkheid te komen.

— De Regeringsverklaring bevat uitstekende dingen.

— De teksten zijn niet duidelijk genoeg.

— De verklaring wordt gunstig onthaald.

Maar voor iedereen is het duidelijk dat de planning die zich vooral op het plan der consultatieve en wetgevende organen steunt, met zich de onafwendbare noodzakelijkheid meebrengt politieke partijen te zien ontstaan en te zien groeien.

— Er kan in Congo geen democratie tot stand komen zonder politieke partijen die de massa voorlichten.

— De verkiezingen die op het einde van het jaar zullen plaatsvinden zullen leiden tot de oprichting van politieke partijen.

Men kan betreuren of niet, dat de politiek sinds enkele tijd in Congo ingang heeft gevonden, sommigen kunnen gebeurlijk oordelen dat het te vlug is geschied, het is echter een feit geworden waarmede men rekening moet houden. Hier stelt zich het grote probleem van de staatsburgerlijke en politieke vorming der massa.

Voor de uitvoering der geplande verkiezingen in het komende jaar zal een belangrijk elitepersoneel dienen te worden ingezet. Het welslagen is overigens essentieel een

Un des points les plus concrets sur lesquels il a été insisté à plusieurs reprises, était la création d'une police communale placée sous l'autorité du bourgmestre.

— Pourquoi concentrer entre les mains du Premier Bourgmestre toute la police? Pourquoi ne pas créer de police communale?

— Regret de ne pas avoir eu comme bourgmestre une force de police pour s'opposer aux destructions et aux pillages.

— Si j'avais eu quelques policiers à ma disposition, je serais parvenu à maîtriser la foule.

— Mettre à la disposition des bourgmestres une police administrative communale.

Votre Commission estime en effet qu'une promptة réforme du statut communal devrait doter les autorités communales de pouvoirs plus larges, et en même temps de moyens financiers accrus.

Votre Commission est d'avis qu'un corps de police restreint pourrait en effet être mis à la disposition du bourgmestre, bien qu'un corps de police central reste nécessaire. Il faudrait intégrer dans ce corps, dans le plus bref délai, quelques commissaires de police noirs. Suivant certaines déclarations cela pourra se faire à bref délai.

3. Accélérer l'évolution politique.

Les diverses déclarations ont permis à votre Commission de constater que la déclaration gouvernementale concernant le Congo Belge a trouvé un large accueil. Le message royal a eu un écho plus large encore et a touché plus profondément la population indigène. Ceci a été exprimé de façon pittoresque par certains témoins.

— Lorsque le Roi parle, tout espoir renaît comme par enchantement.

Voici les témoignages les plus remarquables au sujet de la déclaration gouvernementale :

— La déclaration royale a touché les cœurs bien plus que la déclaration gouvernementale.

— La déclaration gouvernementale fut bien accueillie par l'élite.

— Elle contient plus que ce qu'on espérait. Mais pour Léo il faut du concret.

— Il n'y a pas de doute que la majorité a accueilli favorablement la déclaration gouvernementale. Et qui dit majorité dit démocratie. La déclaration gouvernementale contient dans son essence ce qu'il faut pour accéder à l'indépendance.

— La déclaration gouvernementale contient d'excellentes choses.

— Les textes ne sont pas assez clairs.

— La déclaration est accueillie favorablement.

Mais il est évident pour chacun qu'un planning, basé principalement sur des organes consultatifs et législatifs, a pour corollaire inéluctable la création et le développement de partis politiques.

— Il n'y aura pas de démocratie au Congo sans partis politiques s'employant à éduquer la masse.

— Les élections de fin d'année amèneront la création de partis politiques.

On peut regretter ou non que depuis quelque temps la politique se soit introduite au Congo. Certains peuvent estimer que cela s'est fait trop rapidement; le fait est là, et il faudra en tenir compte. Ici se pose le grave problème de l'éducation politique et civique des masses.

L'organisation des élections envisagées pour l'année prochaine nécessitera un personnel d'élite considérable. La réussite de ces élections sera d'ailleurs essentiellement une

probleem van mensen... Het is moeilijk denkbaar dat men bij het bestaande overheidspersoneel in de Administratie voldoende elementen zal vinden om dit bijkomend en delicaat werk nog behoorlijk op zich te nemen. Uw Commissie deelt volledig de mening door de Gouverneur-generaal vooruitgezet dat het absoluut noodzakelijk zal zijn een bijzondere rekrutering van enkele honderden elitemensen door te voeren.

Wij zullen daartoe, gezien de snelle evolutie in Afrika, niet rustig over geruime tijd beschikken. Het zal spijtig genoeg in versneld tempo dienen te geschieden. Ook voor wat de opeenvolgende objectieven betreft zullen wij door de tijd worden gedrongen. Niet altijd zal de ideale voorbereiding en timing mogelijk zijn. Maar zowel voor wat de eindfase betreft als de tussenfases kan men gerust vooruitzetten, dat het beter is ze te bereiken enkele maanden te vroeg dat veertien dagen te laat. Want dan alleen kan het geschieden met het behoud van de rust, de eerbied van personen en goederen en de beveiliging van de banden die sedert jaren werden gesmeed en tegelijkertijd met de beveiliging van het essentiële van onze opdracht in Centraal-Afrika. Wij komen niet terug op de Regeringsverklaring, waarbij wij enkel willen onderlijnen dat de gedane beloften trouw dienen nageleefd en een bijzondere inspanning dient gedaan om de fundamentele vrijheden in Congo te verzekeren; wat niet betekent dat daardoor het gezag zou worden prijsgegeven of aan de handhaving der orde zou worden verzaakt. Uw Commissie wenst echter de aandacht te vestigen op twee problemen die opvallend op de voorgrond traden en die niet als dusdanig in de Regeringsverklaring ter sprake kwamen.

4. De Uitvoerende Macht versterken en hervormen door africanisatie der kaders.

Alle leden van de Commissie hadden de indruk dat een versterking van de Uitvoerende Macht voor Congo zich opdringt. De problemen in Congo zijn niet alleen even talrijk als in ons land, maar doen zich in een intensiteit voor die een veelvoud is van die van België. Dit is zo met het economische probleem, met het sociale probleem, en ook met het probleem van het onderwijs, de opvoeding, de huisvesting, enz. Het is niet meer binnen het bereik van één man, zowel voor wat de Minister als de Gouverneur-generaal betreft. Voor Belgisch-Congo zelf is het daarenboven ook waar, dat het niet verder opgaat al deze problemen, die in feite regeeringsproblemen zijn, aan te pakken met een Administratie.

De Commissie vreest dat de in het vooruitzichtgestelde oplossing, namelijk het vormen als emanatie van de Gouvernementsraad, van een Consultatieve Raad die de Gouverneur-generaal ter zijde staat, onvoldoende is. Anderzijds kan ook het menigvuldiger en langer verblijf van de Minister geen structurele oplossing brengen. Veelal zal het zo zijn dat de Minister, als hij in België is, de wenselijkheid zal voelen in Congo te zijn en omgekeerd, als hij in Congo is, dikwijls de indruk zal hebben in België nodig te zijn.

Er moet een meer fundamentele oplossing komen door een hervorming van het Charter, zodat in Congo bestendig de politieke Uitvoerende Macht aanwezig weze.

De concrete uitwerking is een der meest dringende Regeeringsproblemen. Al ligt deze oplossing ver buiten het kader van het probleem Leopoldstad, ze zou toch in belangrijke mate haar terugslag op dit centrum hebben en vermoedelijk psychologisch een grote weldoende invloed hebben, zowel op de zwarte als op de blanke bevolking.

question d'hommes... Il est fort douteux que parmi les agents actuels de l'Administration il se trouve déjà des éléments en nombre suffisant capables d'assurer convenablement ce travail supplémentaire et très délicat. Votre Commission se rallie entièrement à l'opinion émise par le Gouverneur général et selon laquelle il est absolument nécessaire d'organiser le recrutement spécial de quelques centaines d'agents d'élite.

Etant donné l'évolution rapide en Afrique, le délai dont nous disposons sera forcément court. Tout devra, hélas, se faire à un rythme accéléré. Pour la réalisation des objectifs ultérieurs, nous serons également talonnés par le temps. Il ne sera pas toujours possible de tout préparer, ni de suivre un timing idéal. Mais tant en ce qui concerne le stade final que pour les étapes intermédiaires, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'il vaut mieux prendre les mesures nécessaires quelques mois trop tôt que quinze jours trop tard. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra maintenir l'ordre, assurer le respect des personnes et des biens, sauvegarder les liens établis depuis des années, et en même temps sauver l'essentiel de notre œuvre en Afrique centrale. Nous ne reviendrons pas sur la déclaration gouvernementale. Nous soulignons uniquement que les promesses doivent être tenues et qu'il importe de faire un effort particulier en vue d'assurer les libertés fondamentales au Congo, ce qui ne veut pas dire que l'autorité doit abdiquer ou que le maintien de l'ordre doit être abandonné. Toutefois, votre Commission désire attirer l'attention sur deux problèmes qui se sont posés au premier plan et qui, comme tels, n'ont pas été évoqués dans la déclaration gouvernementale.

4. Renforcer et réformer l'Exécutif par l'africanisation des cadres.

Tous les membres de la Commission ont eu l'impression qu'un renforcement de l'Exécutif s'impose au Congo. Non seulement les problèmes sont aussi nombreux au Congo que dans notre pays, mais de plus ils se posent avec une intensité beaucoup plus grande qu'en Belgique. Ceci vaut pour le problème économique, pour le problème social, et également pour l'enseignement, l'éducation, le logement, etc. Tout cela n'est plus à la portée d'un seul homme, fût-il le Ministre ou le Gouverneur général. En outre, il est également vrai pour le Congo Belge qu'on ne peut plus longtemps charger une Administration de problèmes qui constituent en réalité des problèmes de gouvernement.

La Commission craint que la solution envisagée, c'est-à-dire la création d'un Conseil consultatif qui serait l'émanation du Conseil de Gouvernement et qui assisterait le Gouverneur général, ne suffise plus. En outre, des séjours fréquents et prolongés du Ministre ne pourront pas non plus apporter une solution structurelle. Dans la plupart des cas, le Ministre voudra se rendre au Congo lorsqu'il se trouve en Belgique, et lorsqu'il se trouvera au Congo, il aura l'impression que sa présence est nécessaire en Belgique.

Il faudra trouver une solution plus radicale, par une modification de la Charte, afin que le Pouvoir exécutif politique soit présent en permanence au Congo.

Sa réalisation concrète constitue un des problèmes gouvernementaux les plus urgents. Bien que cette solution dépasse le cadre du problème de Léopoldville, elle aura néanmoins une répercussion importante sur ce centre, et son influence sera vraisemblablement heureuse au point de vue psychologique, tant pour les autochtones que pour la population blanche.

Enkele uitspraken wijzen op het feit dat dit probleem, alhoewel niet duidelijk omljnd, stilaan doordringt.

- Men moet overal inlanders plaatsen.
- De huidige bestuursvorm is voorbijgestreefd; er is een buitensporige centralisatie.
- De Uitvoerende Macht moet worden hervormd. Er moeten nieuwe persoonlijkheden komen.
- Het woord « Minister » wordt een mythe. Waarom stelt men naast de Gouverneur-generaal niet een regering, waarvan ook Afrikanen deel uitmaken?

Wat echter veel duidelijker en concreter in deze richting tot uiting komt, is de wens van de inlanders spoedig verder in de kaders te worden ingeschakeld. Het is overigens duidelijk dat dit de basis moet vormen van het door hen bezetten van belangrijke verantwoordelijke posten op het hoogste vlak. Dit zou immers geen zin hebben en enkel symbolisch zijn, moesten niet geleidelijk tientallen onder hen steeds belangrijker posten op alle trappen van de Administratie bezetten.

- Versnelde interpenetratie van de kaders: niet alleen belang hechten aan het diploma, doch ook aan gebleken bekwaamheid.
- Men mag geen twee parallelle besturen naast elkaar laten bestaan. Men moet tot volledige interpenetratie komen.
- De kaders moeten « verafrikaanst » worden. De Zwartten moeten toegang krijgen tot het Bestuur.
- Bevordering van de Zwartten tot hogere ambten.
- Onmiddellijke toepassing van de rechterlijke hervorming.
- Onmogelijkheid om te voorzien in aanwijzing van twee Congolese bijzitters.

Herhaaldelijk mocht uw Commissie het oordeel horen uitspreken dat het eenheidsstatuut niet kon beschouwd worden als een oplossing voor dit probleem, daar ze voor het ogenblik slechts aan de hoogste categorie voldoening schenkt, en niet aan alle andere. Tevens werd gewezen op de strakke regels van de interpenetratie die erin is voorzien. *De Commissie meent te moeten vooruitstellen dat bij de overgangperiode meer soepelheid zou dienen te worden voorzien en dat namelijk bij de aanstelling zou moeten rekening gehouden worden met het dubbel criterium van de bevoegdheid en de politieke noodzaak.*

5. Het nationaliteitsprobleem oplossen.

Er is ongetwijfeld een sterke stroming aan het groeien (vandaag bij diegenen die voldoende gevormd zijn om daarop inzicht te hebben, morgen bij de massa onder hun invloed) om een publiekrechtelijke oplossing te geven aan het nationaliteitsprobleem.

Men kan geen vrede meer nemen met de toestand van Belgisch onderdaan zoals in het Charter voorzien.

Uw Commissie oordeelt dat in het kader van de herziening van de basiswetgeving, de Congolese nationaliteit moet worden voorzien.

Deze nationaliteit zou tevens een oplossing brengen voor de integratie der blanke bevolking die zich in bepaalde voorwaarden ten blijvende titel in Belgisch-Congo heeft gevestigd.

III. — Economische middelen.

1. De recessie bestrijden en een dynamische economische politiek volgen.

De recessie die Belgisch-Congo treft, ligt ongetwijfeld aan de basis van de inzinking der activiteit en van de werkloosheid in Leopoldstad, alhoewel benevens de conjuncturele, ook structurele werkloosheid voorkomt waarover in een volgend kapittel wordt gesproken. Hier ondergaat Belgisch-Congo de druk van de wereldconjunctuur zoals

Quelques déclarations montrent que ce problème, aux contours encore vagues, commence à se dessiner.

- Il faut mettre les indigènes partout.
- La forme actuelle de gouvernement est dépassée; il y a une centralisation excessive.
- Il faut réformer l'Exécutif. Il faut des hommes nouveaux.
- Le mot « Ministre » devient un mythe. Pourquoi ne pas constituer autour du Gouverneur général, un gouvernement comprenant des Africains?

A cet égard, le désir des autochtones d'être incorporés plus rapidement dans les cadres se manifeste d'une manière beaucoup plus nette et plus concrète. De toute évidence, ceci doit constituer la base de l'occupation par les autochtones de postes responsables importants à l'échelon le plus élevé. En effet, il faut que des dizaines d'entre eux occupent progressivement des postes de plus en plus importants, à tous les échelons de l'Administration, sinon leur intégration n'aurait aucun sens et resterait purement symbolique.

- Interpénétration des cadres, accélérée; pas uniquement voir le diplôme, mais aussi les capacités, si elles sont suffisamment démontrées.
- Il ne faut pas se laisser développer deux administrations parallèles. Il faut une interpénétration complète.
- Africanisation des cadres. Des Noirs doivent avoir accès à l'Administration.
- Promotion des Noirs à des postes plus importants.
- Application immédiate de la réforme judiciaire.
- Impossibilité de prévoir deux assesseurs congolais.

A plusieurs reprises, votre Commission a entendu exprimer l'opinion que le statut unique ne pouvait être considéré comme une solution de ce problème, parce qu'il ne donnerait satisfaction, pour l'instant, qu'à la catégorie supérieure et non à toutes les autres qu'il prévoit. En outre, l'attention a été attirée sur les règles rigides de l'interpénétration. *La Commission croit devoir proposer plus de souplesse au cours de la période transitoire. Il y aurait lieu notamment, de tenir compte, lors de la désignation, du double critère: compétence et impératif politique.*

5. Résoudre le problème de la nationalité.

Il se manifeste sans aucun doute une forte tendance (aujourd'hui chez ceux qui sont suffisamment formés pour comprendre, demain parmi la masse, sous l'influence de ces derniers) en vue de donner une solution de droit public au problème de la nationalité.

On ne peut plus se contenter du statut de ressortissant belge prévu par la Charte.

Votre Commission estime qu'il y a lieu d'instituer la nationalité congolaise, dans le cadre de la révision de la législation fondamentale.

En outre, cette nationalité résoudrait la question de l'intégration de la population blanche qui s'est fixée à demeure au Congo Belge.

III. — Remèdes économiques.

1. Lutter contre la récession par une politique économique dynamique.

La récession que connaît le Congo est sans doute à l'origine de la régression de l'activité et du chômage qui sévit à Léopoldville, bien qu'à côté du chômage conjoncturel il existe également un certain chômage structurel, qui sera évoqué dans un des chapitres suivants. A cet égard, le Congo subit les effets de la conjoncture internationale,

alle andere grondstoffen producerende en grondstoffen uitvoerende landen, wellicht dank zij de grote diversiteit in geringere mate. Een fundamentele ommekeer wordt bepaald door een gevoelige verbetering der grondstoffprijzen.

Leopoldstad die het commerciële en administratieve centrum van Belgisch-Congo is, ondergaat de invloed van de economische verzwakking van het gehele grondgebied. Het wel en het wee van deze stad is gebouwd op de toestand van geheel Congo.

De moeilijke economische toestand wordt nog verzaard door het ontstaan in 1958 (niettegenstaande de nieuwe onrechtstreekse belastingen die werden doorgevoerd) van het begrotingstekort dat in 1959, boven de 2 miljard frank zal stijgen, en in 1960 nog hoger (behoudens volledige ommekeer van de zakengang). *Deze begrotingsmoeilijkheden mogen in geen geval een deflatiepolitiek tot gevolg hebben.* Het zou de moeilijkheden nog heel wat verscherpen. *De samenvoeging van een verhoogde Moederlandse tussenkomst alsmede deze van het Investeringsfonds van de Euromarkt en het gebruik van de reserves van het Egalisatiefonds moeten in staat zijn dit te vermijden tot een verbeterde conjunctuur zich doorzet. Het tienjarenplan mag niet worden geremd en moet zijn conjuncturele rol kunnen spelen. De binding met het nieuwe Tienjarenplan ook in zijn uitvoering moet verzekerd zijn.*

Dit probleem van de terugslag en het wegwerken der recessie samen met de gevolgen van het groeiend begrotingstekort is zo ernstig, dat het grondig moet worden ontleed en de oplossingen ernstig moeten worden uitgebouwd. De Ronde Tafelconferentie van de Administratie deed reeds nuttig werk in deze richting, maar uw Commissie is van oordeel dat deze zou dienen aangevuld te worden door een ruimere planning in samenwerking met het Moederland. De Regering zou het geheel der economische, sociale en financiële problemen dringend moeten instuderen en o.m. :

- de fiskale hervorming,
- het doelmatig beheer van de portefeuille der Kolonie,
- de aankooporganismen, enz.

2. Het vertrouwen herstellen en de investeringen bevorderen.

De kringloop waarin wij thans staan moet worden doorbroken. Het gebrek aan vertrouwen dat niet zozeer het gevolg is van de recessie dan wel van de onzekerheid van de politieke evolutie, moet worden doorbroken. Het beste middel om het vertrouwen van de economische sektor te herstellen, is niet alleen het bereiken van een algemeen aanvaarde politiek, maar het hernemen van de investeringen zelf. *Van het ogenblik dat de belangrijke Congolese ondernemingen hun investeringen voortzetten en uitbreiden kan de stroming al spoedig omslaan. De Staat moet ongetwijfeld in de moeilijke overgangperiode het voorbeeld geven en het programma van Openbare Werken moet een nieuwe stuwung kennen.*

Het investeringsprobleem in Congo heeft dergelijke afmetingen, dat ongetwijfeld de bijdrage van andere landen bij de vestiging van nieuwe exploitaties en industrieën zijn rol heeft te spelen. Ongelukkig blijft nog steeds de mening bestaan in het buitenland, dat hun kapitalen niet gewenst zijn of worden geweerd. *Investerings uit Europese landen (vooral deze van de Euromarkt) en ook uit de Verenigde Staten zou een goede zaak voor Belgisch-Congo zijn en zij zullen wellicht in de toekomst onontbeerlijk worden.*

Wij noteerden in verband met dit probleem, volgende uitspraken :

- Grote werken zijn volstrekt noodzakelijk.
- Er zijn voor 4 à 5 miljard frank werken nodig voor het weder op gang brengen van de economie.

comme tous les pays producteurs et exportateurs de matières premières, mais dans une moindre mesure, peut-être en raison d'une production plus diversifiée. Un renversement radical de la situation est conditionné par une amélioration notable des prix des matières premières.

Léopoldville, centre commercial et administratif du Congo Belge, subit les effets de la régression économique de tout le territoire. La bonne et la mauvaise fortune de Léopoldville dépendent de la situation de tout le Congo.

La situation économique difficile s'est encore aggravée par l'apparition, en 1958 (malgré l'établissement de nouveaux impôts indirects), d'un déficit budgétaire qui, en 1959, dépassera les 2 milliards de francs et qui, en 1960, sera plus considérable encore (à moins d'un renversement complet de la situation). *Ces difficultés budgétaires ne peuvent en aucun cas entraîner une politique déflationniste.* Celle-ci ne ferait qu'accentuer les difficultés. *Une intervention accrue de la Métropole ainsi que du Fonds d'Investissement du Marché Commun, conjuguée avec l'utilisation des réserves du Fonds d'Égalisation, doivent permettre de l'éviter dans l'attente du retour d'une conjoncture meilleure. Le Plan décennal ne peut être freiné dans son exécution et doit pouvoir jouer son rôle conjoncturel. Il convient d'en assurer également la liaison avec l'exécution du nouveau Plan décennal.*

Ce problème de la répercussion et de l'élimination des effets de la récession ainsi que des conséquences du déficit budgétaire croissant, est tellement grave qu'il convient de l'analyser de manière approfondie et d'envisager des solutions sérieuses. La Conférence de la Table ronde de l'Administration a déjà fait du travail utile dans ce domaine, mais votre Commission estime qu'il conviendrait de la compléter par un planning plus vaste. Le Gouvernement devrait étudier de toute urgence les problèmes économique, social et financier dans leur ensemble, notamment :

- la réforme fiscale,
- la gestion du portefeuille de la Colonie,
- les organismes d'achat, etc.

2. Rétablir la confiance et promouvoir les investissements.

Il convient de briser le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons actuellement. Le manque de confiance, qui n'est pas tellement la conséquence de la récession, mais bien de l'incertitude de l'évolution politique, doit être dissipé. Le meilleur moyen de rétablir la confiance dans le secteur économique consiste non seulement à réaliser une politique unanimement admise, mais aussi à reprendre les investissements eux-mêmes. *Dès l'instant où les entreprises congolaises importantes poursuivent et développent leurs investissements, le courant peut se retourner rapidement. Il va de soi qu'au cours de la difficile période transitoire, l'Etat devra donner l'exemple et le programme des Travaux publics devra être accéléré.*

Le problème des investissements au Congo présente une ampleur telle que la collaboration d'autres pays à l'établissement d'exploitations et d'industries nouvelles doit y jouer un rôle. Malheureusement, l'impression subsiste à l'étranger qu'on ne souhaite pas leurs capitaux ou qu'on les écarte. *Des investissements de pays européens (ceux du Marché Commun surtout), ainsi que des États-Unis, seraient une bonne chose pour le Congo Belge. Ils seront peut-être indispensables à l'avenir.*

Au sujet de ce problème, nous avons noté les déclarations suivantes :

- Les grands travaux sont indispensables.
- Il faut 4 à 5 milliards de francs de travaux pour la relance.

— Om het vertrouwen terug te schenken zijn er allereerst investeringen nodig.

— Maar welke investeringen? Zij moeten geselecteerd worden op grond van competitie.

— Coördinatie van de investeringen.

— Ruimer beleid inzake investeringen en leningen.

— De reserves der maatschappijen moeten niet enkel dienen voor auto-financiering, maar ook voor het aanleggen van nieuwe kapitalen.

— Beroep op buitenlands kapitaal: sommige vreemdelingen, die van plan zijn te investeren, zijn overtuigd dat wij hun kapitalen niet willen.

3. Prioriteit verlenen van aankoop in Belgisch-Congo.

Zolang de recessie een belangrijke onderbezetting der activiteit der Congolese industrie meebrengt met de belangrijke werkloosheid, is het aangewezen prioriteit te verlenen bij overheidsaankopen en adjudicaties van Congo aan de in Belgisch-Congo geproduceerde goederen.

Ook de parastatale organisaties, die toch het verlengstuk zijn van de overheid, dienen bij voorkeur hun aankopen in Belgisch-Congo te doen.

Bij het opmaken der lastenkohieren dient vermeden dat de beschrijving zodanig weze, dat de Congolese firma's niet in de mogelijkheid zouden zijn aan de adjudicatie deel te nemen. Dit resulteert soms uit het feit dat men zich te scherp houdt aan de detailbeschrijving van een niet-Congolees type-produkt. Deze regel van omschrijving op basis van een bepaald type — en soms zelfs merkprodukt — heeft bovendien het nadeel een ruimere concurrentie uit te schakelen.

Dat het probleem van de overheidsaankopen en de adjudicaties een diepe invloed heeft op de opinie, vooral in het licht van de huidige recessie, mag blijken uit een hele reeks uitspraken:

— Er voor zorgen dat de Congolese produkten voorrang hebben voor aanbestedingen in Congo.

— Bevordering van het verbruik van plaatselijke produkten.

— Hulpverlening aan de inlandse middenstand door meubels en smeedwerk, die vereist zijn voor kantoren en huizen, te laten aankopen door het Bestuur.

— Oplossing van het vraagstuk der aanbestedingen met inachtneming van de belangen van Congo.

— De parastatale instellingen leveren eveneens een aanzienlijk aantal klanten.

4. De directieorganen van de vennootschappen en der parastatalen naar Belgisch-Congo overbrengen.

Ook dit punt heeft reeds zeer sterk op de gemoederen ingewerkt.

Het plaatsen van een werkelijke leiding met beslissingsmacht bij de vennootschappen in Belgisch-Congo, is niet alleen een oplossing die zich om sociale redenen opdringt (daarover in punt IV), maar zij wordt ook om economische redenen vooruitgesteld.

Men heeft bepaald de indruk in Belgisch-Congo dat het overbrengen naar Congo van een fractie der ondernemings- en leidersfunctie het geheel van de activiteit der onderneming en haar expansiekracht zou ten goede komen, terwijl ook de menselijke betrekkingen in de onderneming daardoor heel wat zouden gediend worden. Anderzijds zou het overbrengen van de uitvoeringsdiensten het economische leven vooral in de belangrijke centra, ten goede komen. In de mate dat deze diensten even goed en even rationeel in Congo kunnen worden verricht, zouden ze er moeten worden overgebracht.

Dit geldt evengoed voor de parastatalen. Bij hen is het overigens ingevolge hun gebondenheid aan de overheidsfunctie nog meer aangewezen dan in de privé-sector.

Dienaangaande hebben wij volgende verklaringen opgetekend:

— Zoveel mogelijk koloniale ambten te Brussel afschaffen; ander-

— La première chose à faire pour ramener la confiance est de procéder à ces investissements.

— Investissements. Mais lesquels? Investissements sélectionnés dans des conditions compétitives.

— Coordination des investissements.

— Politique plus large d'investissements et de prêts.

— Les réserves des sociétés doivent servir non seulement à l'auto-financement, mais aussi à la constitution de capitaux nouveaux.

— Appel aux capitaux étrangers: certains étrangers qui ont l'intention d'investir, ont la conviction que nous ne voulons pas de leurs capitaux.

3. Donner la priorité d'achat au Congo Belge.

Aussi longtemps que la récession entraîne une sérieuse limitation de l'activité de l'industrie congolaise et un chômage important, il y a lieu de donner la priorité aux produits du Congo Belge pour les achats et les adjudications des administrations publiques du Congo.

Les parastataux, étant le prolongement des pouvoirs publics, doivent, eux aussi, acheter par priorité au Congo Belge.

En établissant les cahiers des charges, il convient d'éviter que le libellé soit de nature à mettre les sociétés congolaises dans l'impossibilité de participer à l'adjudication. Cette impossibilité résulte parfois du fait que l'on s'en tient trop rigoureusement au libellé détaillé d'un produit-type non congolais. Cette règle du libellé sur la base d'un type déterminé — parfois même d'un produit de marque — a le désavantage d'exclure une concurrence plus large.

Le fait que le problème des achats et adjudications des pouvoirs publics exerce une profonde influence sur l'opinion, et surtout durant l'actuelle récession économique, résulte de toute une série de déclarations:

— Assurer la primauté des produits congolais en matière d'adjudication au Congo.

— Favoriser la consommation des produits locaux.

— Aider les classes moyennes indigènes par l'achat, par l'Administration, des meubles et des ferronneries nécessaires pour l'équipement des bureaux et des maisons.

— Résoudre le problème des adjudications en tenant compte des intérêts du Congo.

— Les parastataux constituent, eux aussi, une importante clientèle.

4. Transférer au Congo Belge les organes de direction des sociétés et des parastataux.

Cette question également ne laisse de préoccuper les esprits.

La solution qui consisterait à placer, à la tête des sociétés au Congo Belge, une véritable direction avec pouvoir de décision ne s'impose pas seulement pour des motifs sociaux (voir point IV), mais aussi pour des raisons d'ordre économique.

On a l'impression au Congo Belge que le transfert au Congo d'une partie des fonctions administratives profiterait à l'ensemble de l'activité de l'entreprise et de sa force d'expansion, et qu'il favoriserait en même temps, dans une mesure considérable, les relations humaines dans les entreprises. De plus, la vie économique pourrait profiter, surtout dans les centres importants, du transfert des services d'exécution. Ceux-ci, dans la mesure où ils peuvent être assurés aussi bien et aussi rationnellement au Congo, devraient y être transférés.

Cela s'applique également aux parastataux, pour lesquels cette solution s'impose encore plus que dans le secteur privé en raison de leurs attaches avec la fonction publique.

A ce sujet nous avons noté les déclarations suivantes:

— Supprimer le plus possible de places coloniales à Bruxelles.

zijds, de standing, de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van de directeurs in Afrika verhogen, en aan dit ambt weer de betekenis en de materiële en morele voordelen hechten om elitekrachten aan te trekken en diegenen, die zich reeds ter plaatse bevinden, te weerhouden.

— De uittocht van de elite: de ware koloniale carrières worden in België gemaakt en de elite verlaat Congo; daardoor wordt het moederland beroofd van degelijke informatiebronnen en steun.

— De directies van maatschappijen en parastatale instellingen moeten naar Afrika worden overgebracht.

— Om de parastatale instellingen weer een Congolese geest in te prenten, moet de zetel ervan uit Brussel worden overgebracht en moeten de dubbele diensten worden afgeschaft.

5. Bijzondere inspanning voor Leopoldstad en omgeving.

Het economisch probleem van Leopoldstad zelf kan zeker als angstwekkend worden betiteld.

De economische mogelijkheden liggen thans reeds zelfs bij een redelijke herneming der conjunctuur beneden de beschikbare arbeidskrachten. Terecht kan men spreken van structurele werkloosheid benevens de conjuncturele. Te noteren valt dat de interne demografische ontwikkeling in de laatste tijd daartoe in sterke mate heeft bijgedragen. Ten bewijze het groot aantal jongere elementen zonder werk.

De thans bestaande toestand kan voor het ogenblik in bepaalde mate gemilderd worden door een programma van Openbare Werken in Leopoldstad en zijn onmiddellijke omgeving, in samenwerking met de Dienst der Inlandse Wijken. Naast de werken die onmiddellijk kunnen aangevangen worden en die reeds aan gang zijn, is het niet ondenkbaar dat een programma lopende over een paar jaren, bestendig een 5 000 arbeiders aan het werk zou stellen. Deze studies en planning zouden ten spoedigste dienen uitgewerkt.

Uw Commissie meent de oprichting van een Bureau van streekontwikkeling te mogen vooruitzetten, waarvan de opdracht nog ruimer zou liggen, namelijk het onderzoeken en bundelen van al de mogelijkheden inzake openbare werken, woningbouw, industrie en handel, en de voorbereiding en bevordering van alle initiatieven terzake. Ze denkt daarbij terug aan het initiatief dat in België werd genomen in de vooroorlogse crisisperiode, toen de meest getroffen gewesten het Bureau voor Economisch Herstel (O.R.E.C.) hebben opgericht.

Uw Commissie meent dat dit orgaan de nodige macht zou moeten hebben om de versnelde uitvoering te verzekeren.

Deze taak en opdracht ligt ruimer dan deze van het uitvoeren van openbare werken alleen, die door verschillende getuigen als het belangrijkste middel werd aangezien, daar waar het spijtig genoeg slechts tijdelijk en ten dele de kwaal kon verhelpen.

6. Bevolkingsontwikkeling van Leopoldstad.

Dit pijnlijke verschijnsel van structurele werkloosheid is nog slechts in het begin van zijn ontwikkeling. Het zal zich in zeer snel tempo verder ontwikkelen door de intense demografische evolutie.

Het is ongetwijfeld nodig iedere verdere inwijking te vermijden. Dit zal echter, gezien de grote aantrekkingskracht van de hoofdstad en de beweeglijkheid der inlandse bevolkingen, niet zo eenvoudig zijn en de doorlopende aandacht vergen. Daar waar de terugkeer naar het gewoonterechterlijk milieu van de laatst gekomene in de hand kan worden gewerkt, dient dit te geschieden.

Deze bekommernis bleek bij vele getuigen aanwezig te zijn, te oordelen naar volgende uitspraken:

— Terugzending van de werklozen naar hun hoofdij, een oplossing die overigens niet gemakkelijk is en slechts beperkte uitwerking zou hebben.

d'autre part, augmenter le standing, les pouvoirs et les responsabilités des directeurs en Afrique et rendre à cette fonction la valeur et les avantages matériels et moraux susceptibles d'attirer les éléments de choix et de retenir ceux qui sont sur place.

— L'exode des élites: les vraies carrières coloniales se font en Belgique et le Congo se vide de ses élites, ce qui a coupé la Métropole de sources d'information éclairées et d'appuis.

— Le rapatriement en Afrique des directions des sociétés et des parastataux est indispensable.

— Pour réinculquer aux parastataux un esprit Congo, ramener de Bruxelles leur siège et supprimer le dédoublement des services.

5. Faire un effort particulier pour Léopoldville et environs.

Le problème économique de Léopoldville même peut être qualifié d'angoissant.

Les possibilités économiques sont, actuellement déjà, inférieures à la main-d'œuvre disponible. Ce déséquilibre subsistera même en cas d'un revirement suffisant de la conjoncture. C'est avec raison que l'on peut dire qu'il existe, à côté du chômage conjoncturel, un chômage structurel. Notons que le développement démographique interne y a contribué ces derniers temps dans une très large mesure. Le grand nombre d'éléments jeunes sans travail en est la preuve.

La situation actuelle peut en ce moment être atténuée dans une certaine mesure par un programme de travaux publics à Léopoldville et dans les environs immédiats en collaboration avec l'Office des Cités Indigènes. En plus des travaux que l'on peut entamer immédiatement et de ceux déjà en cours, il n'est pas exclu qu'un programme portant sur quelques années permettrait d'occuper en permanence 5 000 travailleurs. Ces études ainsi que le planing devraient être élaborés le plus rapidement possible.

Votre Commission croit pouvoir préconiser la création d'un bureau d'aménagement régional, dont la mission serait plus vaste et qui s'occuperait notamment de rechercher et de réunir toutes les possibilités en matière de travaux publics, de construction d'habitations, de l'industrie et du commerce, ainsi que de la préparation et de l'encouragement de toutes initiatives prises en ces domaines. Elle se souvient à ce propos de l'initiative qui fut prise en Belgique pendant la période de crise d'avant-guerre, lorsque les régions les plus touchées ont créé l'Office pour le Relèvement Economique (O.R.E.C.).

Votre Commission est d'avis que cet organe devrait jouir de pouvoirs très étendus pour assurer l'exécution accélérée. Cette tâche et cette mission sont plus vastes que celle consistant en la seule exécution de travaux publics, qui, de l'avis de plusieurs témoins, serait le moyen le plus important, mais qui, hélas, n'a pu que remédier temporairement et partiellement au mal.

6. Evolution démographique de Léopoldville.

Le douloureux phénomène du chômage structurel n'est qu'au début de son évolution. Il s'amplifiera rapidement à cause de l'intense évolution démographique.

Sans doute faudra-t-il éviter toute nouvelle immigration. Mais cela ne sera pas facile à réaliser et exigera toute notre vigilance, en raison de la forte attraction de la capitale et de la mobilité des populations indigènes. Dans la mesure du possible, il faudra favoriser le retour en milieu coutumier.

De nombreux témoins semblent partager cette préoccupation, à en juger d'après les opinions ci-après:

— Renvoi des chômeurs dans leur chefferie, solution d'ailleurs malaisée et qui n'aurait qu'un effet limité.

— Men had de werklozen met geweld naar hun gewoonterechtelijk centrum moeten verwijderen eer men daartoe door de gebeurtenissen genoopt werd.

— Er is geen andere oplossing mogelijk dan de verwijdering van deze bevolking.

— In de allereerste plaats dient men Leopoldstad te zuiveren. Het is volstrekt noodzakelijk dat men alle ongeregelde wegstuurt.

— Een telling is een interessant middel om de ongewensten uit Leopoldstad te drijven en een einde te maken aan hun dwalingen.

— Men had sedert lang de landvlucht moeten stopzetten.

Maar zelfs indien men verdere inwijking zou kunnen uitschakelen voor de toekomst, dan nog zal in de eerstkomende tien jaar de bevolking met 60 000 eenheden stijgen, en gezien de belangrijkheid van de jongere bevolkingslagen zal ook ongeveer het aantal werkkrachten met circa 30 000 toenemen.

Welnu een expansie van de economische mogelijkheden van Leopoldstad in een tempo waarbij de thans bestaande 30 000 werklozen en de nieuwe bijkomende 30 000 werkkrachten zouden worden opgeslorpt, is een dusdanig probleem dat het slechts met een uiterste krachtinspanning kan worden opgelost. Het veronderstelt overigens de verdubbeling van het economisch apparaat, afgezien dan nog van iedere rationalisatie en verhoging van de productiviteit.

Het probleem zou gebeurlijk kunnen worden opgevangen indien men een eerste stap voor de ontwikkeling van het Inga-gebied zou kunnen realiseren dit des te meer gezien de recente ontdekkingen van belangrijke lagen aluminiumertsen.

Uw Commissie meent dat men daartoe een grote inspanning zou moeten doen, niet alleen omwille van het belang van deze verwezenlijking voor geheel Congo, maar meer bepaald ook met het oog op de ontlasting van de overbezetting en demografische aangroei van Leopoldstad. Het is slechts een centrum van deze aard, hetwelk evenals Leopoldstad al de voordelen verbonden aan de agglomeraties zou bieden, dat in staat zou zijn voldoende aantrekkingskracht uit te oefenen op een bevolking die met het leven van de stad is vergroeid.

IV. — Sociale middelen.

De dwingende regel op het sociale plan in Belgisch-Congo en vooral in Leopoldstad, zal ongetwijfeld meer en meer worden, dat in een gegeven economische toestand het maximum zal moeten worden gedaan. Alleen in deze voorwaarden is er een kans de sociale spanning te vermijden, die onder de Tropen en in een land waar de sociale scheidingslijn nog in grote mate ligt langs de lijn blank en zwart, zeer spoedig tot ernstige uitbarstingen kan leiden.

Vanzelfsprekend is de economische grondslag en de economische expansie de enige basis waarop veilig kan worden gebouwd. Daarom is iedere inspanning in deze richting zo belangrijk en het welslagen ervan zo beslissend.

Uit de menigvuldige verklaringen uit de meest verschillende hoeken mocht wel duidelijk blijken dat de sociale verhoudingen in de gebeurtenissen van Leopoldstad een grote rol hebben gespeeld en voor het vermijden van een herhaling zouden beslissend zijn, en wel meer bepaald op het gebied van de sociale besprekingen en sociale organen, de lonen, de werkvoorwaarden en de werkloosheid.

1. Het sociaal gesprek aanvaarden en de daartoe nodige sociale organen scheppen.

Ziehier enkele getuigenissen :

— Men moet het sociaal overleg organiseren, en de daartoe vereiste organen in het leven roepen.

— Interraciale inrichting van de vakbonden en sociaal overleg.

— On aurait dû renvoyer de force les chômeurs en milieu coutumier, avant d'y être obligé par les événements.

— Il n'y a d'autre solution que de « rapatrier » cette population.

— La toute première mesure à prendre est le nettoyage de Léopoldville. Il est indispensable que tous les irréguliers soient renvoyés.

— Le recensement constitue un moyen intéressant, à la fois pour faire partir les éléments indésirables à Léo, et mettre fin à leurs erreurs.

— Depuis longtemps, il aurait fallu arrêter l'exode rural.

Cependant, même si l'on pouvait éliminer l'immigration dans l'avenir, la population s'accroîtra de 60 000 unités au cours des dix prochaines années et, en raison de l'importance des couches plus jeunes de la population, la main-d'œuvre augmenterait également d'environ 30 000 unités.

Or, une expansion des possibilités économiques de Léopoldville à un rythme permettant d'absorber les 30 000 chômeurs actuels et les 30 000 unités supplémentaires, est un problème tel qu'il ne peut être résolu que par un énorme effort. Elle implique d'ailleurs le doublement de l'appareil économique, abstraction faite de la rationalisation et de l'accroissement de la productivité.

On pourrait éventuellement résoudre le problème en réalisant une première tranche des travaux d'Inga, d'autant plus que d'importants gisements de minerais d'aluminium y ont été récemment découverts.

Votre Commission estime qu'un grand effort s'impose à cette fin, non seulement en raison de l'importance de cette réalisation pour l'ensemble du Congo, mais en particulier en vue de parer à l'encombrement démographique de Léopoldville. Seul un centre de cette nature, comme Léopoldville, présentant tous les avantages attachés à une agglomération pourrait exercer assez d'attraction sur une population qui s'est soudée à la vie de la ville.

IV. — Remèdes sociaux.

Sur le plan social, au Congo Belge et à Léopoldville en particulier, un des objectifs essentiels sera incontestablement de réaliser le maximum de progrès dans un régime économique en expansion. Ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra éviter une tension sociale qui, sous les Tropiques et dans un pays où la ligne de démarcation sociale coïncide dans une large mesure avec la séparation entre Blancs et Noirs, peut provoquer très rapidement de sérieuses explosions.

Il va sans dire que l'infrastructure économique et l'expansion économique sont les seules bases efficaces. C'est pourquoi tout effort dans ce sens est très important et sa réussite tellement décisive.

Les nombreuses déclarations émanant des milieux les plus divers, ont montré clairement que les rapports sociaux ont joué un rôle important dans les événements de Léopoldville. Pour éviter un retour de ces événements, il faudra consacrer une attention toute particulière aux problèmes et organismes sociaux, aux salaires, aux conditions de travail et au chômage.

1. Accepter le dialogue social et créer des organes sociaux nécessaires à cet effet.

Voici quelques témoignages entendus à ce sujet :

— Il faut organiser le dialogue social et les organes appropriés.

— Organisation interraciale des syndicats et dialogue social.

— Oprichting van een Arbeidsgerecht en van een Nationale Arbeidsraad.

— Oprichting van een Nationale Economische en Sociale Raad, en van Paritaire Comité's.

— De salarisregeling moet worden gebaseerd op collectieve overeenkomsten.

— Vakbonden en werkgevers zouden de diverse vraagstukken moeten bestuderen in het kader van de volksopleiding. De vakbonden zouden andere persoonlijkheden naar voren moeten brengen, en men zou in Congo ware « patroons » moeten vinden.

— Oprichting van een Algemene Arbeidsraad.

— De formule T.E.P.S.I. (1) is voorbijgestreefd.

— De wereld van de arbeid moet worden ingericht op de grondslag van orde, pariteit en gemeenschappelijk ideaal, waarbij wij niet uit het oog mogen verliezen dat wij staan tegenover inlanders, die sterk van ons verschillen.

Een goede organisatie van de werkgevers en werknemers is een belangrijk element van de noodzakelijke structuur en de harmonieuze evolutie van de onvoldoende ontwikkelde landen.

Ook de samenwerkende en mutualistische actie dient aangemoedigd te worden en heeft een belangrijke rol te spelen.

Dit alles is tevens een noodzakelijke grondslag voor de democratische uitbouw.

Uw Commissie is de mening toegedaan dat men in Congo zelf het sociale gesprek tussen werknemers- en werkgeversorganisaties moet kunnen voeren, die zowel grote als kleinere werkgevers alsmede de middenstand omvatten. Het is derhalve niet alleen wenselijk — maar ook noodzakelijk — dat men in de ondernemingen in Congo werkelijke patroons zou vinden, of tenminste bedrijfsleiders die over voldoende machten beschikken om niet alleen op gebied van bedrijfsleiding, maar ook op gebied der sociale besprekingen, de beslissing en de verantwoordelijkheid te kunnen nemen.

Dit is nu veelal niet het geval. Ook in de privé-sektor kan er van deconcentratie en decentralisatie bezwaarlijk sprake zijn. Ook de patronale organisatie moet in Congo met voldoende macht vertegenwoordigd zijn.

Het is duidelijk dat daardoor een euvel van de syndicale actie die nu wel eens wordt opgeworpen, grotendeels kan worden uitgeschakeld. Bij gebrek aan gesprekpartners is iedere syndicale actie in Congo wel verplicht de eisen onmiddellijk publiek te stellen; deze eisen worden soms niet met dezelfde nuancering gevat als in Europa.

In tegenstelling daarmee kan bij het bestaan der geregelde kontakten en organen het gesprek er op een objectieve grondslag worden gevoerd en meestal tot redelijke en aanvaardbare oplossingen voeren, die wellicht niemand volledig zullen enthousiasmeren, maar die ook geen blijvende wonden en verbittering zullen meebrengen.

Derhalve is uw Commissie de mening toegedaan, dat men in Belgisch-Congo zou overgaan tot het oprichten van een Nationale Arbeidsraad, alsmede tot het oprichten van Paritaire Comité's en dit zowel per bedrijfstak als per gewest.

Deze paritaire werking moet onmiddellijk kunnen ingezet worden, zelfs al veronderstelt dit dat de patronale gedeeltes uit België zouden komen.

Nadruk wordt gelegd op het feit dat de problematiek der verschillende bedrijfstakken in Congo zo verschillend is, en de economische en sociologische achtergrond van de gewesten er ook zo uiteenlopend is, dat deze oplossing zich opdringt, indien men wil vermijden dat niet-toepasselijke of ontwrichtende beslissingen de toestand in bepaalde bedrijfstakken en gewesten zouden onhoudbaar maken.

2. Het loonniveau.

Het loonprobleem is ongetwijfeld het gebied dat minstens evenveel belangstelling en zelfs passie verwekt als het

(1) Volgens deze formule werden de afgevaardigden der werknemers aangewezen door de overheid.

— Création d'un Conseil de prud'hommes et d'un Conseil national du travail.

— Création d'un Conseil national économique et social, et commissions paritaires.

— Il faut baser le régime des salaires sur des conventions collectives.

— Les syndicats et les patrons devraient étudier les problèmes dans un but d'éducation des masses. Les syndicats devraient changer leurs hommes, et on devrait trouver de véritables patrons au Congo.

— Créer un Conseil général du travail.

— La formule T.E.P.S.I. (1) est dépassée.

— Il faut organiser le monde du travail sur des bases d'ordre, de parité et d'idéal commun, en se rappelant toujours que nous avons affaire à des autochtones très différents de nous.

Une bonne organisation des employeurs et des travailleurs constitue un élément important de la « structuration » indispensable et de l'évolution harmonieuse d'un pays insuffisamment développé.

L'action coopérative et mutualiste doit également être encouragée étant donné le rôle important qu'elle est appelée à jouer.

Tout ceci constitue la base nécessaire à une structure démocratique.

Votre Commission estime qu'on doit pouvoir, au Congo même, engager le dialogue social entre organisations de travailleurs et d'employeurs, comprenant les grands et les petits employeurs. Il est, dès lors, non seulement souhaitable — mais aussi indispensable — de trouver dans les entreprises du Congo de véritables patrons ou, tout au moins, des dirigeants d'entreprises disposant de pouvoirs suffisants pour pouvoir prendre des décisions et des responsabilités, tant sur le plan de la direction des entreprises, que sur celui des contacts sociaux.

Ce n'est souvent pas le cas à l'heure actuelle. Même dans le secteur privé toute déconcentration ou décentralisation semble illusoire. L'organisation patronale doit être représentée au Congo avec des pouvoirs suffisants.

Un des principaux inconvénients de l'action syndicale pourrait être écarté de cette façon. A défaut d'interlocuteurs qualifiés, toute action syndicale au Congo est obligée d'exprimer immédiatement devant l'opinion publique ses revendications dont les nuances sont souvent autrement interprétées qu'en Europe.

En revanche, l'existence de contacts et d'organismes réguliers assurerait le dialogue sur une base objective; elle permettrait d'aboutir à des solutions raisonnables et acceptables qui, tout en ne contentant pleinement personne, n'entraînerait cependant pas blessures et amertume.

Aussi, votre Commission estime qu'il conviendrait de créer au Congo Belge un Conseil national du Travail ainsi qu'une Commission paritaire, tant par secteur d'activité que par région.

Cette action paritaire doit pouvoir fonctionner sans délai, même si cela implique que les délégués patronaux doivent venir de Belgique.

On souligne que les problèmes relatifs aux divers secteurs d'activité au Congo sont tellement différents et la structure économique et sociologique de ces régions tellement variée, que cette solution s'impose si l'on veut éviter que des décisions inapplicables ou boiteuses ne désorganisent certains secteurs d'activité et certaines régions.

2. Le niveau des salaires.

Le problème des salaires soulève incontestablement presque autant d'intérêt et même autant de passion que le pro-

(1) D'après cette formule, les délégués des travailleurs sont désignés par les autorités.

politieke probleem. De progressistische stroming is er tot heden sterker, en had ook meer reële invloed op de massa dan de nationalistische. Zij wordt in de hand gewerkt door de onbetwistbare hoge levensstandaard der Blanken in Congo. Deze ligt aan de basis van de tegenstelling die heel wat ongenoegen verwekt, en tevens aan de verwachtingen die ongetwijfeld moeilijk op grond van de economische mogelijkheden zullen kunnen verwezenlijkt worden door de massa, in een land waarvan het nationaal inkomen onvermijdelijk voor jaren nog op het peil zal liggen van een onvoldoende ontwikkeld gebied.

Om het maximum te bereiken moet men ten allen prijze een bestendige economische vooruitgang bewerken.

Bovendien is het noodzakelijk in de toekomst de regel te aanvaarden van gelijk loon voor gelijke bekwaamheid, gelijke verantwoordelijkheid en gelijk rendement, rekening houdende met gebruikelijke verplaatsingsvergoedingen.

Het probleem van de verdere aanpassing van lonen en wedden zal doorlopend worden gesteld. Niemand kan zich daaromtrent illusies maken. Het volstaat de meest opvallende uitspraken te overlopen :

- Het loonprobleem is het meest dringend.
- Een opvoering der lonen is nodig, ofschoon die verhoging een grotere rationalisatie en mechanisatie ten gevolge zal hebben en tijdelijk de werkloosheid zal doen toenemen.
- Het eenheidsstatuut dient tot de privé sector te worden uitgebreid.
- De wedde van de klerken in het eenheidsstatuut is ontoereikend.
- Er wordt heftige kritiek geuit tegen het eenheidsstatuut, en die kritiek zal tegen einde der maand nog heftiger zijn, wanneer men de ontoereikendheid ervan voor de lagere categorieën zal vaststellen.
- Er zijn meer opvallende maatregelen nodig dan het eenheidsstatuut.
- Een inlandse markt zou kunnen tot stand komen indien de koopkracht werd opgevoerd.
- De sociale vooruitgang dient trapsgewijze te worden verwezenlijkt.
- De functies dienen te worden ingedeeld en een loonschaal opge maakt.
- Buiten het minimumloon dient men behoorlijk de beroepskwalificatie te betalen en wettelijke loonminima voor de verschillende categorieën vast te stellen.
- Er is een hoofdprobleem, namelijk dat betreffende de herziening van de wetgeving op de arbeids- en de bediendenovereenkomst.

Uw Commissie meent dat een geleidelijke en beredeneerde verhoging van het loonniveau aangewezen is, alhoewel zij ongetwijfeld, door de stijging van rationalisatie en mechanisatie, tijdelijk de werkloosheid kan doen toenemen. Deze politiek moet de interne economische toestand en de binnenlandse markt steunen en ontwikkelen. De stijgende behoeften van de inlanders, vooral in de centra die volledig op de geldeconomie zijn aangewezen, moeten in zekere mate kunnen worden voldaan, wil men te sterke spanningen vermijden.

De kwalificatie moet bepaald worden, het daaraan verbonden minimumloon moet paritair vastgesteld worden. Dit is, op economisch gebied, de regels van de logica toe passen.

De twee meest aktuele problemen die vooral in het milieu Leopoldstad dienen te worden opgevangen zijn de ontevredenheid, die voortvloeit uit het uiteenrukken der wedden van de hoogste categorieën inlanders in het eenheidsstatuut die betaald worden op het niveau der Blanken, en de lagere categorieën die weinig of niet worden aangepast, en ook de terugslag van het eenheidsstatuut op de privésector.

blème politique. Le courant progressiste est plus fort jusqu'à présent et exerce une influence plus grande sur la masse que le courant nationaliste. Il est alimenté par le niveau de vie incontestablement élevé de la population blanche au Congo. Le progressisme est à la base du contraste qui suscite tant de mécontentement et d'espoirs. En raison des possibilités économiques, ceux-ci ne pourront que difficilement se réaliser en faveur de la masse. Pendant des années encore le revenu national du Congo restera inévitablement au niveau de celui d'un territoire insuffisamment développé.

Pour obtenir le maximum, nous devons à tout prix réaliser un progrès économique constant.

De plus, il est nécessaire d'accepter pour l'avenir la règle du salaire égal à capacité, responsabilité et rendement égaux, compte tenu des indemnités de déplacement d'usage.

Le problème de l'adaptation des salaires et traitements se posera avec persistance. Personne ne doit se faire d'illusions à cet égard. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les avis les plus frappants :

- Le problème salarial est le plus urgent.
- Il faut une augmentation des salaires, malgré que cette augmentation provoquera une plus grande rationalisation et mécanisation et augmentera temporairement le chômage.
- Le statut unique doit être étendu au secteur privé.
- Le traitement des commis dans le statut unique est insuffisant.
- Le statut unique est fortement critiqué et le sera encore plus à la fin du mois où l'on constatera son insuffisance pour les catégories inférieures.
- Il faudrait des mesures plus spectaculaires que le statut unique.
- On pourrait créer un marché intérieur par l'augmentation du pouvoir d'achat.
- Le progrès social doit être réalisé par paliers.
- Il convient de classer les fonctions et d'établir une échelle des salaires.
- Au-delà du salaire minimum il faut payer convenablement la qualification et fixer des minimums légaux pour les différentes catégories.
- Il y a un problème fondamental, notamment celui de la revision de la législation sur le contrat de travail et le contrat d'emploi.

Votre Commission estime qu'un relèvement progressif et raisonné du niveau des salaires s'impose, bien qu'une telle mesure doive nécessairement entraîner, par suite du développement de la rationalisation et de la mécanisation, un accroissement temporaire du chômage. Cette politique doit soutenir et développer la situation économique du pays et le marché intérieur. En vue d'éviter des écarts trop forts il faudra, surtout dans les centres, tenir compte des besoins financiers des autochtones.

La qualification doit être définie. Le salaire minimum doit être paritairement établi. C'est ce qui revient, en matière économique, à appliquer les règles de la logique.

Deux problèmes urgents sont à résoudre, surtout à Léopoldville : le mécontentement provoqué par l'écart considérable qui existe dans le statut unique entre les traitements des catégories les plus élevées des autochtones, lesquels sont payés sur la même base que les Blancs, et ceux des catégories inférieures, qui n'ont guère été adaptés : la répercussion du statut unique sur le secteur privé.

De herziening van de wetgeving betreffende het arbeids- en bediendenkontraat dringt zich overigens op, omdat het een der nog bestaande wettelijke teksten met rassendiscriminatie is, zij het ook onrechtstreeks. Alle Blanken vallen onder het bediendenkontraat wat ook hun taak weze, en alle inlanders onder het arbeidskontraat, al zijn zij onbetwistbaar bedienden.

3. De werkloosheidsvergoeding.

Bij het benaderen van dit probleem, moeten wij rekening houden met het feit dat onze westerse opvattingen niet kunnen overgeplaatst worden zonder aanpassing. De solidariteit van de clan, en deze bestaat ook nog in grote mate in Leopoldstad, werkt zodanig, dat een Congolees werkloze niet onmiddellijk in zijn bestaansmogelijkheid wordt getroffen omdat hij door zijn stamgenoten aan voeding en woonst wordt geholpen. Dit brengt echter een moeilijke toestand mede voor diegenen die aan het werk blijven. Voor hen is het eerder ontmoedigend en het houdt hen ook in een moeilijke toestand, bij de betalingsdatum een belangrijke fractie van hun loon te moeten overdragen aan hun clan-broeders in verhouding tot hun verwantschapsgraad. Het niet bestaan van een werkloosheidsvergoeding heeft dan veeleer tot gevolg een algemene teruggang van het levenspeil, vooral als dit verhoudingen aanneemt zoals het in Leopoldstad het geval was. Daaruit volgt een algemene misnoegdheid.

Dit betekent echter dat enkele onder de werklozen die geen nauwe verwanten in de stad hebben in een onmogelijke toestand worden gebracht.

De meningen inzake de werkloosheidsvergoeding liggen sterk uiteen. Sommigen menen dat zij niet kunnen worden verstrekt omdat zij niet alleen de normalisatie van de bevolkingstoestand in Leopoldstad zouden verhinderen, maar integendeel een nieuwe aantrekkingskracht zouden uitoefenen. Anderen staan deze wel voor maar dan in bepaalde voorwaarden.

Ziehier enkele getuigenissen :

- De inlanders niet vertrouwd maken met het begrip werkloosheidsuitkering. Zij hebben hun voorouderlijke tradities.
- Vergoedingen in natura of in speciën toekennen gedurende een georganiseerde herscholing.
- Materiële hulpverlening organiseren.
- Alleen diegenen met een beroeps carrière vergoeden.

Uw Commissie is van mening dat terzake ongetwijfeld omzichtig dient te worden te werk gegaan maar gelooft toch dat het weigeren van een werkloosheidsvergoeding in alle omstandigheden, tot pijnlijke en onrechtvaardige toestanden aanleiding kan geven. Nochtans dienen voorwaarden vooropgesteld :

- 1° De aanvrager moet ter beschikking van de arbeidsmarkt zijn, op de aanwijzingen van werk ingaan en zich onderwerpen aan de gebeurlijk ingerichte herscholing;
- 2° Hij moet een voldoende beroepsloopbaan minstens kunnen bewijzen.

V. — Het jeugdprobleem van Leopoldstad.

Indien de oplossing van het globale probleem Leopoldstad reeds uiterst moeilijk is, dan is het oplossen van het meest schrijnende probleem, dit der jeugd, en tussen 12 en 16 jaar in grote mate de leeglopende jeugd, nog heel wat moeilijker.

Dit vooreerst omwille van de demografische evolutie. Het aantal geboorten overschrijdt de 15 000 per jaar. Nu reeds

En outre il y a lieu de réviser les lois relatives aux contrats de travail et d'emploi, celles-ci étant les derniers textes légaux basés, bien qu'indirectement, sur la discrimination raciale. Tous les Blancs, quelle que soit leur tâche, sont assujettis au contrat d'emploi et tous les autochtones au contrat de travail, même s'ils sont incontestablement des employés.

3. Les allocations de chômage.

En abordant ce problème, nous ne devons pas perdre de vue que nos conceptions occidentales ne peuvent être transplantées sans adaptation. En raison de la solidarité de clan, qui existe encore dans une large mesure à Léopoldville, le chômeur congolais ne se trouve pas immédiatement atteint dans ses moyens d'existence étant donné que ses frères de race lui procurent nourriture et logement. Ceci met ceux qui restent au travail dans une situation difficile. Il est décourageant pour eux, le jour de la paie, de devoir céder à leurs frères de race une part importante de leur salaire, proportionnelle à leur degré de parenté. Aussi, l'absence d'allocations de chômage entraîne une baisse générale du niveau de vie, qui s'est manifestée surtout à Léopoldville. Il en résulte un mécontentement général.

Certains chômeurs qui n'ont pas de proches parents dans la ville, sont acculés à une situation impossible.

Les opinions en matière d'allocations de chômage sont très divergentes. Certains y sont hostiles; à leurs yeux, non seulement elles empêcheraient la normalisation de la situation démographique à Léopoldville, mais elles constitueraient une nouvelle force d'attraction vers la grande ville. D'autres en sont partisans, mais sous certaines conditions.

Voici quelques témoignages entendus, à ce sujet, par votre Commission :

- Ne pas imposer la notion d'allocations de chômage aux indigènes. Ils ont leurs traditions ancestrales.
- Octroyer des indemnités en nature ou en espèces pendant une réadaptation professionnelle organisée.
- Organiser des secours matériels.
- Indemniser seulement ceux qui ont une carrière professionnelle.

Votre Commission estime qu'il y a lieu de procéder avec circonspection dans ce domaine, mais elle croit cependant que refuser des allocations de chômage en toutes circonstances pourrait créer des situations pénibles et injustes. Il convient cependant de fixer des conditions :

- 1° Le demandeur doit être à la disposition du marché du travail, donner suite aux désignations et se soumettre à la réadaptation éventuellement organisée;
- 2° Il doit justifier d'une carrière professionnelle suffisante.

V. — Le problème de la jeunesse à Léopoldville.

Si une solution d'ensemble du problème de Léopoldville est déjà extrêmement difficile, celle du problème le plus douloureux, celui de la jeunesse âgée de 12 à 16 ans et, dans une large mesure, de la jeunesse oisive, présente des difficultés beaucoup plus grandes encore.

Tout d'abord, à cause de l'évolution démographique. Le nombre des naissances dépasse les 15 000 par an. Déjà

bereiken meer dan 6 000 kinderen 13 jaar. Een groot gedeelte onder hen vinden noch verder onderwijs noch enige aktiviteit.

In 1955 waren er in Leopoldstad kinderen :

van 0 tot 1 jaar	14 227;
van 1 tot 4 jaar	37 393;
van 5 tot 9 jaar	29 096.

Naarmate men verder zal schrijden in de tijd, zal de bevolkingslaag van de kritische ouderdom hierboven vermeld toenemen, tenminste in de komende 15 jaar. Hier kan de terugkeer naar het gewoonterechterlijk milieu geen oplossing brengen. De enige jongeren die actueel teruggestuurd kunnen worden zijn de inwijkelingen die geen ouders of pleegouders in Leopoldstad hebben.

Het is te vrezen dat al de inspanningen inzake onderwijs onder al zijn vormen, jeugdorganisaties en jeugdkampen, het probleem slechts ten dele zullen kunnen ondervangen.

Men zal in alle geval de economische voorwaarden moeten scheppen, die de tewerkstelling van de jongeren tenminste van 15 en 16 jaar, zal mogelijk maken. Een stelsel van leerkontrakten dient te worden uitgedacht, aangepast aan de Afrikaanse omstandigheden. Anderzijds is het wenselijk, in aansluiting met het vorig kapittel der lonen, loonbarema's te voorzien volgens ouderdom, wat heden niet het geval is, en de aanwerving van de jongeren en hun inschakeling die hen tegelijk schoolt en vormt, nog bijzonder bemoeilijkt.

1. Uitbreiding van het onderwijs.

Niemand twijfelt er aan, dat de uitbreiding van het onderwijs in al zijn vormen, in Leopoldstad een dringende noodzakelijkheid is.

Zelfs voor het lager onderwijs blijken in de huidige toestand nog niet voldoende klaslokalen te bestaan, niettegenstaande de inspanning die werd gedaan.

Het tekort om de volledige bevolking tussen 6 tot 13 jaar op te nemen zou ongeveer 300 bedragen tegenover de 1 207 bestaande klaslokalen. De demografische evolutie brengt mede dat het bestaande tekort met 250 klaslokalen per jaar zal toenemen in de komende jaren. Hier zal een buitengewone inspanning dienen te worden gedaan, wil men nog niet een verergering van de bestaande toestand beleven. Om deze toestand te verhelpen heeft men het systeem van de dubbele schoolbezetting ingevoerd. Dit bestaat in het volgen der lessen 's voormiddags door een klas en in de namiddag voor een andere. Dit systeem kan de toestand wel verzachten, maar deze brengt toch mede dat de leerlingen de helft van de dag zonder bezigheid zijn.

Het probleem van het middelbaar onderwijs in al zijn vormen stelt zich nog heel wat scherper. Vooreerst bestaat een enorme drang naar voortgezet onderwijs, zodanig dat, moest men de zaken naar wens laten verlopen, zeer weinig leerlingen na het lager onderwijs zouden uitvallen. Men kan normaal schatten dat, voor 1963, een twintigtal post-primaire scholen van algemeen-, middelbaar, normaal en technisch onderwijs van circa 500 leerlingen zullen noodzakelijk blijken in Leopoldstad, wil men in behoorlijke mate deze stroming opvangen.

Dit brengt met zich enorme begrotingsproblemen : het gaat voor Leopoldstad over verschillende honderde miljoenen.

Maar moeilijker zal nog zijn het vinden van voldoende leerkrachten, destemeer dat terecht de wens wordt vooruitgezet dat het onderwijs in al zijn vormen gelijklopend zou zijn met het moederlandse.

maintenant, 6 000 enfants atteignent, annuellement, l'âge de 13 ans. Bon nombre d'entre eux ne fréquentent plus l'école ni ne trouvent une activité quelconque.

En 1955, le nombre d'enfants était le suivant à Léopoldville :

de 0 à 1 an	14 227;
de 1 à 4 ans	37 393;
de 5 à 9 ans	29 096.

Avec le temps, la couche de la population atteignant l'âge critique ci-dessus s'accroîtra davantage, du moins dans les quinze années à venir. A cet égard, le retour au milieu coutumier ne peut apporter de solution. Les seuls jeunes qui pourraient être renvoyés actuellement sont les autochtones sans parents ou parents adoptifs à Léopoldville.

Il est à craindre que tous les efforts dans le domaine de l'enseignement sous toutes ses formes, des organisations de jeunesse et des camps de jeunesse, ne pourront apporter qu'une solution partielle au problème.

De toute évidence, il faudra créer des conditions économiques permettant la mise au travail des jeunes, au moins de ceux âgés de 15 et 16 ans. Il faudra imaginer un système de contrats d'apprentissage, adapté aux conditions africaines. En outre, il serait souhaitable, en corrélation avec le chapitre précédent consacré aux salaires, de prévoir des barèmes de salaires suivant l'âge, ce qui n'est actuellement pas le cas et qui rend particulièrement difficiles le recrutement des jeunes et leur intégration; ceci pourrait les adapter et les former en même temps.

1. Développement de l'enseignement.

Personne ne doute de la nécessité urgente du développement à Léopoldville, de l'enseignement sous toutes ses formes.

Même pour l'enseignement primaire, le nombre des locaux ne semble pas encore suffire dans les circonstances actuelles, malgré l'effort déjà accompli.

Pour admettre la population totale âgée de 6 à 13 ans, il manque environ 300 classes pour compléter les 1 207 locaux scolaires existants. Par suite de l'évolution démographique la pénurie augmentera de 250 classes par an dans les années à venir. A cet égard, un effort tout spécial devra être fait si l'on veut éviter une aggravation de la situation existante. Pour y parer on a instauré le système du dédoublement, un groupe d'élèves suivant les cours le matin, un autre groupe l'après-midi. Ce système est de nature à améliorer la situation, mais il n'en reste pas moins que pendant une moitié de la journée les élèves restent désœuvrés.

Le problème de l'enseignement moyen sous toutes ses formes se pose d'une manière encore plus aiguë. Le désir de poursuivre les études est si fort que, si on devait y donner suite, très peu d'élèves abandonneraient les cours après l'enseignement primaire. On peut estimer normalement que, pour 1963, une vingtaine d'écoles post-primaires d'enseignement général, moyen, normal et technique, comptant environ 500 élèves, seront toujours nécessaires à Léopoldville, si l'on veut canaliser quelque peu cette tendance.

Ceci pose des problèmes budgétaires considérables : pour Léopoldville, il s'agit de plusieurs centaines de millions.

Toutefois, il sera encore plus difficile de trouver un nombre suffisant de professeurs, d'autant plus que l'on désire, à juste titre, que l'enseignement, quel que soit son degré, soit parallèle à celui de la Métropole.

Welnu in het kader van de democratisering van het onderwijs in België, zal men er nog moeilijk voldoende leerkrachten voor Belgisch-Congo kunnen rekruteren, ook al kan men de ontmoediging ontstaan na de gebeurtenissen in Leopoldstad, bij het onderwijzend personeel in grote mate wegwerken. Dringend nodig is de vorming ter plaatse van inlandse onderwijzers, regenten en licenciaten.

Maar heel wat angstwekkender is nog het probleem van de plaatsing van de schoolverlatenden. Meestal iedereen wil bediende of ambtenaar worden. De mogelijkheden bestaan niet in verhouding tot de bevolking. Er bestaat een uitgesproken geringschatting van de handenarbeid. Zelfs de handel blijkt geen sterke aantrekkingskracht uit te oefenen.

Een reoriëntatie in de opvatting van de ouders en de jeugd is op dit gebied volstrekt noodzakelijk. Men moet zich meer oriënteren naar beroeps- en technisch onderwijs, en de schoolinrichtingen van deze aard moeten sterk worden uitgebreid. Nochtans dient toegegeven dat ook de wedde- en loonstruur zal moeten herdacht worden indien men dit wil bereiken. De arbeid, ook de gekwalificeerde, is zodanig gedeclineerd tegenover het bureauwerk, dat het voorkomt dat jongens met doorgezette technische vorming, maar die tegelijk een goede algemene vorming hebben, niet in hun beroep maar in een bureel belanden.

De bekommernis voor dit angstwekkend probleem mocht uit vele uitspraken blijken :

— De uitbreiding van het secundair onderwijs, in het bijzonder van het vakonderwijs, zou ertoe bijdragen tal van verbitterden en ledigangers op te vangen.

— Het valt evenwel te vrezen dat het probleem van de werkloosheid daarmee slechts zou zijn verschoven.

— De jongeren moeten naar de technische studies worden gericht.
— Vooral het technisch onderwijs moet worden ontwikkeld.
— Een systeem van leerlingwezen organiseren.
— Uitbreiding van de schoolplicht.
— Op de scholen moet het metropoolregime worden toegepast.
— Voorrang voor de opvoeding van de zwarte meisjes.
— Opvoeding van de inlandse vrouwen met het oog op de opvoeding van de kinderen.

— De schoolexpansie zou een belangrijke factor zijn om ontspanning te brengen in de toestand.

— Er is grote nood aan mensen en geld. Er moeten Congolese leerkrachten worden gevormd.

2. Ontplooiing van de jeugdbewegingen.

Deze ontplooiing aangepast aan de verhoudingen en gemoedstoestand van Afrika en meer bepaald van Leopoldstad, is dringend nodig.

Het gaat hier niet alleen — en zelfs niet in hoofdzaak — over de jeugdbewegingen bij de schoolgaande jeugd die ongetwijfeld hun belang hebben, vooral voor de vorming van karakter en geestesgesteldheid van deze jeugd, maar vooral over een bijzondere aanpassing van de jeugdorganisaties aan de niet meer schoolgaande jongeren tussen 12 tot 18 jaar. Dit veronderstelt een actie in de loop van de dag en gespreid over de vele dagen der week. Dit brengt mede dat dit werk in feite maar doelmatig door vrijgestelden zou kunnen geschieden, gezien de tijd waarin de activiteit dient te geschieden en de intensiteit die ze vereist.

Hier moeten alle inspanningen worden aangemoedigd. De jeugdzorg in deze grote stad moet onze grote bekommernis zijn. Heel wat mogelijkheden bestaan : ontspanningskringen, studiekringen, sportterreinen, beroepsoriëntatie, hulporganisaties, kamperen en bevordering van terugkeer naar het platteland. Samenbundeling en coördinatie blijkt geboden, wat de oprichting van een Commissariaat voor de Jeugd wettigt. Dit Commissariaat kan hoofdzakelijk uit inlanders samengesteld worden in samenwerking met blanke specialisten in zake jeugdorganisaties.

Or, dans le cadre de la démocratisation de l'enseignement en Belgique, il sera difficile d'y recruter encore suffisamment de professeurs pour le Congo Belge, même si l'on parvient à éliminer, dans une large mesure, le découragement qui a gagné le personnel enseignant, après les événements de Léopoldville. Il est d'une urgente nécessité d'accélérer la formation sur place des instituteurs, régents et licenciés indigènes.

Beaucoup plus angoissant encore est le problème du placement des jeunes qui quittent l'école. Presque tous veulent devenir employés ou fonctionnaires. Les possibilités n'existent pas comparativement à la population. Le travail manuel est particulièrement déconsidéré. Même le commerce ne semble pas exercer une forte attraction.

Une réorientation des conceptions des parents et de la jeunesse dans ce domaine est absolument nécessaire. Il faudra s'orienter davantage vers l'enseignement professionnel et technique. Une extension des établissements d'enseignement de ce genre s'impose. Toutefois, pour atteindre ce résultat, il faudra également reconsidérer la structure des traitements et salaires. Le travail manuel, même qualifié, est si fortement déconsidéré par rapport au travail de bureau, qu'il arrive que des jeunes gens ayant une formation technique perfectionnée, mais en même temps une bonne culture générale, n'exercent pas leur métier et échouent dans un bureau.

Ce problème angoissant se reflète dans de nombreux avis :

— Le développement de l'enseignement secondaire, professionnel particulièrement, contribuerait à résorber un grand nombre d'aigris et de désœuvrés.

— Mais il est à craindre qu'il ne ferait que postposer le problème du chômage.

— Il convient d'orienter les jeunes vers les études techniques.
— Développer surtout l'enseignement technique.
— Organiser un système d'apprentissage.
— Développer la scolarité.
— Les écoles doivent avoir le régime métropolitain.
— Priorité à l'éducation de la fille noire.
— Education de la femme indigène, en vue de l'éducation des enfants.

— L'expansion scolaire serait un des grands éléments de détente de la situation.

— C'est un grave problème d'hommes et d'argent. Il faut former des maîtres et des professeurs congolais.

2. Expansion des mouvements de jeunesse.

Cette expansion, adaptée aux situations et à la mentalité de l'Afrique, et plus particulièrement de Léopoldville, est d'une nécessité urgente.

Il ne s'agit pas seulement ni même principalement, des mouvements de jeunesse intéressant les jeunes en âge d'école; ceux-ci ont sans doute leur importance, surtout pour la formation de leur caractère et de leur mentalité. Mais il s'agit en premier lieu d'adapter spécialement ces organisations de jeunesse aux jeunes âgés de 12 à 16 ans ayant quitté l'école. Cela suppose une action pendant la journée et chaque jour de la semaine. En réalité, ce travail ne pourrait être effectué efficacement que par des permanents, en raison du moment où cette activité devrait s'exercer et de l'intensité qu'elle exige.

Tous les efforts dans ce domaine doivent être encouragés. Les œuvres qui se consacrent à la jeunesse dans cette grande ville doivent faire l'objet spécial de notre préoccupation. Nombreuses sont les possibilités : cercles de récréation et d'étude, terrains de sport, orientation professionnelle, organisations auxiliaires, camping et encouragement du retour à la terre. L'unification et la coordination des efforts s'imposent, ce qui justifie la création d'un Commissariat à la jeunesse. Ce Commissariat pourrait se composer essentiellement d'autochtones collaborant avec des spécialistes européens en matière d'organisations de jeunesse.

Uw Commissie is tevens van oordeel, dat voor de Belgische Jeugdorganisaties hier een verheven taak is weggelegd. Zij kunnen een sterke hulp aan middelen en mensen verstrekken. Het is een probleem dat de Nationale Raad van de Jeugd in ons land zeer vruchtbaar kan onderzoeken.

3. Organiseren van jeugdkampen en jeugdnederzettingen.

De realisatie van de Katholieke Arbeiders Jeugd (K.A.J.), die een eerste kamp op het platteland, op ongeveer 100 km. van Leopoldstad heeft tot stand gebracht, dat intussen is uitgegroeid tot type-dorp waar de jongeren gevormd worden, zodanig dat ze weer liefde kregen voor de landbouw-
arbeid, kan als voorbeeld worden gesteld. De jongeren verwerven intussen voldoende kundigheden om een renderende landbouwexploitatie te voeren.

Een groot probleem blijft echter dit van de voordelen en de ontspanningsmogelijkheden van het grote centrum. Derhalve oriënteren zich sommige voorstellen in de richting van het oprichten van landbouwexploitaties langs het spoor, met snelle en regelmatige verbindingen met de stad.

De terugkeer naar het platteland veronderstelt echter een grondige ommekeer van de appreciatie van de inlander voor deze activiteit.

De jeugdkampen dienen overigens niet uitsluitend in deze richting te worden opgevat. Er kunnen er ook worden opgericht die een doorgezette vorming geven van bepaalde beroepen en ambachten die hen dan heel wat meer mogelijkheden brengen voor de toekomst.

BESLUITEN.

Uw Commissie is er van overtuigd, dat haar werk onvolmaakt is en dat de suggesties niet alles omvatten en ook soms onvoldoende zijn uitgewerkt.

Maar het is niet ongegrond vooruit te zetten dat het probleem onmetelijk en onoverzichtelijk is.

Zij wil bij het einde vooral onderlijnen, dat zij ervan bewust is dat ons land zijn taak en opdracht in Belgisch-Congo tot het goede einde moet brengen. Wij mogen niet verzaken, vooral niet omwille van het belang van de bevolking die onder onze voogdij werd gesteld. Het ware zich onttrekken aan de meest elementaire plicht. En indien de finaliteit zeer duidelijk werd gesteld, namelijk dat de Congolese bevolking in haar geheel, tot welke kleur, ras of stam zij ook behore, naar de onafhankelijkheid gaat in een tempo zonder gevaarlijke overhaasting, maar ook zonder vertraging — dan is het anderzijds ook duidelijk dat dit moet en zal gebeuren in de orde en met de eerbiediging van goederen en personen, die overigens de ontsluiting en de ontwikkeling van dit land hebben gegrondvest.

De orde moet ook gehandhaafd worden omwille van het huidige en toekomstig welzijn van de zwarte bevolking waarvoor wij aansprakelijk zijn. En verder omdat anders de grondslag van alle investeringen, van alle toewijding, die de waarborg uitmaken van de toekomst van de grote centraal-afrikaanse Staat die Belgisch-Congo is en van zijn bevolking, zouden verdwijnen.

Wij willen niet aan de elementaire menselijke plicht te kort komen, gezien het waar is, dat het doel der mensheid is, beter en gelukkiger te leven.

De Leden,

M. BRASSEUR.
E. DEMUYTER.
J. DE SAEGER.
G. HOUSIAUX, *secretaris*.
H. LAHAYE.
L. MAJOR.
R. SCHEYVEN.
A. SPINOY.

De Voorzitter,

A. DEQUAE.

Votre Commission estime également que les organisations belges de jeunesse trouveront ici une haute mission. Elles peuvent fournir une aide puissante en moyens et en hommes. C'est un problème que le Conseil national de la jeunesse de notre pays pourrait examiner fort utilement.

3. Organisation de camps de jeunesse et de villages de jeunes.

La réalisation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) qui a créé en brousse, à 100 km. environ de Léopoldville, un premier camp qui s'est développé en un village modèle pour jeunes, peut être citée en exemple. Les jeunes reprennent ainsi goût au travail et acquièrent des connaissances suffisantes pour prendre en main une exploitation agricole rentable.

Un important problème reste cependant celui des avantages et des possibilités de délassement dans les grands centres. C'est pourquoi certains proposent de créer des exploitations agricoles en bordure du chemin de fer, ce qui permettrait des communications rapides et régulières avec la ville.

Le retour à la terre suppose toutefois un revirement profond de la mentalité de l'autochtone au sujet de cette activité.

Les camps de jeunesse ne doivent d'ailleurs pas être orientés uniquement dans ce sens. On pourrait en créer également en vue de préparer les autochtones à certains métiers ou professions ouvrant ainsi aux jeunes des perspectives plus nombreuses pour l'avenir.

CONCLUSIONS.

Votre Commission est persuadée que son travail est imparfait, que ses suggestions n'épuisent pas toutes les possibilités et que certaines de celles-ci sont trop peu détaillées.

Mais on peut affirmer sans nul doute que le problème est immense.

En conclusion, elle désire souligner qu'elle est convaincue que nous devons mener à bonne fin notre tâche et notre mission au Congo Belge. Nous ne pouvons y renoncer, en raison surtout de l'intérêt même de la population placée sous notre tutelle. Ce serait se soustraire au devoir le plus élémentaire. La population congolaise dans son ensemble — quelle que soit la couleur, la race ou la tribu à laquelle elle appartient — s'achemine vers l'indépendance. Si cette évolution doit se faire sans précipitation dangereuse comme sans lenteur excessive, elle doit se réaliser dans l'ordre et le respect des biens et de ceux qui ont jeté les bases de l'épanouissement et du développement du Congo.

L'ordre doit être maintenu également en raison du bien-être actuel et futur de la population autochtone dont nous sommes responsables, afin d'éviter que disparaisse le fondement de tous les investissements, de tous les dévouements qui constituent la garantie de l'avenir du grand état de l'Afrique centrale qu'est le Congo Belge et de sa population.

Nous ne voulons pas faillir au premier des devoirs humains; l'humanité n'a qu'un seul objectif: vivre mieux et plus heureux.

Les Membres,

M. BRASSEUR.
E. DEMUYTER.
J. DE SAEGER.
G. HOUSIAUX, *secrétaire*.
H. LAHAYE.
L. MAJOR.
R. SCHEYVEN.
A. SPINOY.

Le Président,

A. DEQUAE.

ANNEXE 1.

NOTE DE M. DEMUYTER.

Bruxelles, le 14 mars 1959.

N'étant pas d'accord sur certaines parties du rapport de la Commission d'enquête à Léopoldville, les passages ayant trait notamment à la déclaration gouvernementale du 13 janvier 1959, j'ai cru de mon devoir, d'accord avec mes collègues, de faire une note personnelle.

J'estime que la détérioration de la situation dans la région de Léopoldville et du Bas-Congo, est due aux causes profondes ci-après :

Les Parlements et les Gouvernements qui se sont succédé n'ont pas, pendant toute une période, après la libération du pays, apporté tout l'intérêt voulu à l'évolution de notre politique coloniale.

Les Gouvernements successifs et le Parlement ont, pendant plus de dix ans, après la libération, laissé jouer à certains pouvoirs, au Congo, le rôle de l'État dans l'État.

En toute impartialité, on doit reconnaître que la politique sociale de la grande majorité de l'ensemble des entreprises, comprenant mieux depuis la guerre de 1940 à 1945 l'évolution, tant intérieure qu'internationale, a servi le développement du Congo Belge.

Ces dernières années, le Gouvernement et le Parlement ont voulu rattraper le temps perdu et nous les vimes se mêler et s'intéresser à toutes les questions relatives à la vie du Congo Belge; ce qu'ils auraient dû faire, méthodiquement, depuis de nombreuses années.

Des décisions furent prises, sans consulter suffisamment l'ensemble de ceux qui avaient fait le Congo, si pas parfait, mais en tout cas d'une façon très honorable et utile pour notre pays.

L'introduction des faiblesses de la vie politique belge, chez un peuple n'ayant pas la maturité suffisante, vint envenimer la situation.

Nous songeons entre autres aux problèmes scolaire, linguistique et syndical.

Les précautions prises pour obvier aux intrigues de certains éléments irresponsables, instigués parfois par l'étranger, ne furent pas assez développées.

Il y eut du désarroi à Bruxelles et à Léopoldville, au moment des événements du 4 janvier 1959.

La déclaration gouvernementale du 13 janvier 1959 a été rédigée, en partie, sous la pression des événements.

Elle fait abandon du principe de l'union de la Belgique et du Congo Belge, union qui fut commémorée avec faste le 18 octobre 1958.

Elle fait abandon de la communauté belgo-congolaise et de notre souveraineté sur le Congo Belge, établies par notre Constitution.

Ce fut un acte manquant de pondération et dangereux pour l'avenir des deux peuples, aussi bien Blanc que Noir.

Cette déclaration va bien au-delà des conclusions résultant de la mission du Groupe de Travail, qui préconisait une autonomie interne, solution, à notre avis, infiniment plus conforme au degré d'évolution politique, économique et culturelle prévisible du Congo Belge.

Quelques hommes, même s'ils croyaient bien faire, n'avaient pas le droit de disposer, sans consulter la nation, de tout l'avenir d'un empire nous légué par S. M. le roi Léopold II et par le sacrifice des pionniers belges qui délivrèrent nos frères noirs de l'esclavage qui sévissait en Afrique Centrale. Quoiqu'il en soit nous devons mettre tout en œuvre pour que, malgré les erreurs commises et les déclarations hâtives qui ont été faites, sans avoir consulté l'ensemble de ceux qui ont vraiment fait le Congo Belge, nous arrivions à ce que le bon sens, le travail, la solidarité et l'union des bonnes volontés des Blancs et des Noirs réalisent, malgré tout, ce dont nous n'aurions jamais dû douter, si l'on avait été clairvoyant, une saine et robuste communauté belgo-congolaise. C'est par l'entente sincère et complète du travail, du capital et de l'État que nous pouvons y arriver.

E. DEMUYTER.

BIJLAGE 1.

NOTA VAN DE HEER DEMUYTER.

Brussel, 14 maart 1959.

Daar ik het niet eens ben met sommige gedeelten van het verslag van de Onderzoekscommissie te Leopoldstad, namelijk met de passussen betreffende de Regeringsverklaring van 13 januari 1959, beschouwde ik het als mijn plicht in overeenstemming met mijn collega's, een persoonlijke nota op te maken.

Naar mijn oordeel is de verslechtering van de toestand in de streek van Leopoldstad en in Beneden-Congo te wijten aan de hiernavolgende diepe oorzaken:

De opeenvolgende Parlementen en Regeringen hebben gedurende een lange periode na 's lands bevrijding niet genoeg belangstelling getoond voor de evolutie van ons koloniaal beleid.

De opeenvolgende Regeringen en het Parlement hebben na de bevrijding, meer dan tien jaar lang, bepaalde machten in Congo laten optreden als een Staat in de Staat.

Wie volkomen onpartijdig is moet toegeven dat het sociaal beleid van de grote meerderheid der ondernemingen die sedert de oorlog van 1940-1945 beter begrip hebben getoond zowel voor de binnenlandse als voor de internationale evolutie, heeft bijgedragen tot de ontwikkeling van Belgisch-Congo.

De laatste jaren hebben Regering en Parlement de verloren tijd willen inhalen, en zij hebben zich ingelaten met een belangstelling getoond voor alle kwesties in verband met Belgisch-Congo. Dit hadden zij sedert jaren op methodische wijze moeten doen.

Er werden beslissingen genomen zonder dat diegenen voldoende werden geraadpleegd die Congo, zoniet op volmaakte, dan toch op eervolle en voor het land nuttige wijze hebben tot stand gebracht.

De toestand werd verergerd door de overplanting van de zwakheden van het Belgische politieke leven bij een volk dat niet voldoende rijp is.

Wij denken in dit verband o.m. aan de school-, taal- en syndicale problemen.

Er werden niet genoeg voorzorgen genomen tegen de intriges van sommige onverantwoordelijke elementen, die soms door het buitenland werden opgehitst.

Er heerste ontreddering te Brussel en te Leopoldstad tijdens de gebeurtenissen van 4 januari 1959.

De Regeringsverklaring van 13 januari 1959 werd gedeeltelijk opgesteld onder de druk van de gebeurtenissen.

Zij negeert het beginsel van de unie van België en Congo, die op 18 oktober 1958 met pracht en praal werd herdacht.

Zij houdt geen rekening met de Belgisch-Congolese gemeenschap en met onze souvereiniteit over Belgisch-Congo, die in onze Grondwet zijn vastgelegd.

Zij geeft blijk van gemis aan bezonkenheid en is een gevaar voor de toekomst van beide volkeren, zowel Blank als Zwart.

Deze verklaring strekt veel verder dan de conclusies van de Werkgroep, waarin een vorm van interne autonomie werd aanbevolen, die onzes inziens veel meer in overeenstemming is met de graad van politieke en culturele ontwikkeling van Belgisch-Congo, nu en in de toekomst.

Enkele mensen, ook al waren zij met de beste bedoelingen bezielde, hadden niet het recht om eigenmachtig, zonder de natie te raadplegen, te beschikken over de gehele toekomst van een imperium dat ons door Z. M. koning Leopold II is nagelaten, mede dank zij de offers van de Belgische pioniers die onze Zwarte broeders hebben verlost uit de slavernij die in Centraal Afrika heerste. Hoe 't ook zij, wij moeten alles in 't werk stellen, ondanks de begane vergissingen en de overijde verklaringen die werden afgelegd, zonder enig overleg met degenen die van Belgisch-Congo hebben gemaakt wat het thans is, opdat het gezond verstand, de arbeid, de solidariteit en de eendrachtige goede wil van Blanken en Zwartten ondanks alles tot stand brengen — waaraan wij nooit hadden mogen twijfelen indien men meer doorzicht had gehad — namelijk een gezonde en atkerke Belgisch-Congolese gemeenschap. Dit kan worden bereikt door een oprechte en volledige verstandhouding tussen de arbeid, het kapitaal en de Staat.

E. DEMUYTER.

ANNEXE 2.

BIJLAGE 2.

Commission d'enquête parlementaire.

Pouvoirs.

ROYAUME DE BELGIQUE.

Ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

BAUDOUIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la résolution adoptée par la Chambre des Représentants en sa séance du 8 janvier 1959 instituant une Commission parlementaire chargée de faire une enquête sur les événements qui se sont produits à Léopoldville depuis le 4 janvier 1959, d'en rechercher les causes et de proposer les mesures de nature à en prévenir le retour.

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

Article premier.

La Commission d'enquête parlementaire, instituée par la Chambre des Représentants en date du 8 janvier 1959, pourra dans les limites et pour toute la durée de sa mission convoquer toute personne dont elle estime la comparution utile. Elle dressera des procès-verbaux des dépositions et saisira le cas échéant les tribunaux des faits délictueux qui seraient relevés par l'enquête.

Art. 2.

Les citations sont faites à la requête du président de la Commission. Le délai sera de deux jours au moins, sauf dans le cas d'urgence.

Les citations sont signifiées par lettre recommandée à la poste avec avis de réception ou remises par un messenger ordinaire contre récépissé, daté et signé par le cité, ou, à son défaut, par un parent ou allié, maître ou serviteur, ou encore par un voisin, avec indication éventuelle de ses rapports de parenté, d'alliance, de sujétion ou de voisinage avec le cité.

Art. 3.

La Commission prend les mesures qu'elle juge nécessaires pour que les témoignages se produisent en toute liberté.

Art. 4.

Les témoins prêtent, si le président le requiert, le serment suivant : je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité.

Art. 5.

Le témoin qui, sur citation régulière, ne comparait pas et ne justifie pas d'un motif légitime d'excuse ou qui refuse de prêter serment ou de déposer quand il y est invité, peut être condamné aux peines prévues par l'article 91 du Code de procédure pénale. Le faux témoignage est puni de la peine prévue à l'article 128, premier alinéa, du Code pénal.

Art. 6.

La Commission défère aux tribunaux tout acte de subornation de témoins ou toute atteinte à leur personne ou à leurs biens, dont ils seraient l'objet de la part de ceux contre lesquels ils auraient déposé.

Le coupable de subornation sera passible des peines prévues à l'article 130 du Code pénal.

Art. 7.

Les outrages et les violences envers les membres de la Commission qui procéderont à l'enquête, ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, sont punis conformément aux dispositions de la section II, du titre IV, livre II, du Code pénal concernant les outrages envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique.

Parlementaire Commissie tot Onderzoek.

Machten.

KONINKRIJK BELGIE.

Ministerie van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het besluit door de Kamer van Volksvertegenwoordigers in de vergadering van 8 januari 1959 genomen tot oprichting van een Parlementaire Commissie die ermee belast is een onderzoek in te stellen over de gebeurtenissen die sedert 4 januari 1959 te Leopoldstad hebben plaatsgehad, de oorzaken ervan op te sporen en de maatregelen voor te stellen om de herhaling ervan te voorkomen.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi;

HEBBEN WIJ GEDECRETEERD EN DECRETEREN WIJ :

Eerste artikel.

De Parlementaire Onderzoekscommissie, opgericht bij besluit van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 8 januari 1959, kan binnen de perken en voor de gehele duur van haar opdracht ieder persoon oproepen waarvan zij het verschijnen nuttig acht. Zij maakt proces-verbaal op van de getuigenissen en maakt zo nodig de strafbare feiten die het onderzoek aan het licht zou hebben gebracht, bij de rechtbanken aanhangig.

Art. 2.

De dagvaardingen worden op verzoek van de voorzitter van de Commissie gedaan. Behalve in geval van dringende noodzakelijkheid is de termijn ten minste twee dagen.

De dagvaardingen worden betekend door middel van een brief aangetekend bij de post met bericht van ontvangst of overhandigd door een gewone bode tegen ontvangstbewijs, te dagtekenen en te tekenen door de gedagvaarde persoon of bij diens ontstentenis door een bloedverwant of een aanverwant, meester of dienaar, of nog door een buur, met eventuele vermelding van de verhouding tot de gedagvaarde als bloedverwant of aanverwant, dienaar of buur.

Art. 3.

De Commissie neemt de maatregelen die zij nodig acht opdat de getuigenissen in volle vrijheid worden afgelegd.

Art. 4.

Zo de voorzitter het vereist, leggen de getuigen de volgende eed af : ik zweer de gehele waarheid te zeggen, niets dan de waarheid.

Art. 5.

De getuige die, regelmatig gedagvaard, niet verschijnt en geen wettige reden van verschoning aanvoert, of weigert de eed af te leggen of getuigenis te geven wanneer hij hiertoe door de voorzitter wordt verzocht, kan worden veroordeeld tot de in artikel 91 van het Wetboek van Strafvordering gestelde straffen. De valse getuigenis wordt gestraft met de in artikel 128, eerste lid, voorziene straf van het Strafwetboek.

Art. 6.

De Commissie brengt voor de rechter elke daad van verleiding van getuigen of elke aanslag op hun persoon of hun goederen gepleegd door hen tegen wie zij getuigd hebben.

Hij die schuldig is aan verleiding is strafbaar met de in artikel 130 van het Strafwetboek gestelde straffen.

Art. 7.

Smaad en geweld gepleegd jegens de commissieleden die het onderzoek ter hand nemen, of ter gelegenheid van de uitoefening van hun ambt, worden gestraft overeenkomstig de bepalingen van afdeling II, titel IV, boek II, van het Strafwetboek betreffende smaad jegens de dragers van het openbaar gezag of van de gewapende macht.

Art. 8.

Le présent décret entre en vigueur le jour de son affichage.

Art. 9.

Notre Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1959.

Art. 8.

Dit decreet treedt in werking de dag waarop het aangeplakt wordt.

Art. 9.

Onze Minister van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 13^e januari 1959.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Le Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

M. VAN HEMELRIJCK.

**Décret relatif aux pouvoirs
de la Commission d'enquête parlementaire.**

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSEURS,

Au cours de sa séance du 8 janvier 1959 la Chambre des Représentants a approuvé l'institution d'une Commission d'enquête parlementaire. Il importe que le législateur ordinaire du Congo Belge intervienne au plus tôt pour mettre à sa disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission. C'est pourquoi le recours à la procédure d'urgence s'impose.

D'après la résolution de la Chambre précitée, la Commission dispose des pouvoirs d'investigation les plus larges dans le cadre de sa mission, sans cependant se substituer aux autorités judiciaires et administratives.

A cet effet, elle pourra convoquer toute personne, dont elle estime la comparution nécessaire.

Ces personnes seront citées devant elle par lettre recommandée à la poste ou par messenger ordinaire.

Le texte proposé s'inspire à ce sujet du Code de la procédure pénale, notamment des articles 64, 66 et 67.

Il importe en effet de prévoir une procédure très simple et rapide pour obtenir la comparution des personnes dont la présence devant la Commission est utile.

Le Commission dressera procès-verbal des dépositions et saisira le cas échéant les tribunaux des faits délictueux qui seraient relevés par l'enquête.

Pour que la Commission puisse se faire une idée exacte des causes des événements en question, il importe que les témoignages se produisent en toute liberté.

Tout acte de subornation des témoins ou toute atteinte à leur personne ou à leurs biens, dont ils seraient l'objet de la part de ceux contre lesquels ils auraient déposé, sera déféré aux tribunaux.

Le coupable de subornation d'un témoin sera passible des peines prévues à l'article 130 du Code pénal qui punit le coupable de fausses déclarations devant la justice.

La personne citée qui ne comparait pas devant la Commission ou qui refuse de prêter serment ou de déposer sera déférée aux tribunaux et pourra être condamnée aux peines prévues à l'article 91 du Code de la procédure pénale.

Le Code congolais ne contient pas de disposition analogue à celle de l'article 275 du Code pénal belge punissant les outrages et les violences envers les membres de la Chambre. C'est pourquoi les dispositions de la section II, du titre IV, du Code pénal seront ici d'application. Les membres de la Commission sont ici assimilés à des dépositaires de l'autorité.

Le Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

M. VAN HEMELRIJCK.

**Decreet betreffende de machten
van de Parlementaire Onderzoekscommissie.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEREN,

Tijdens de vergadering van 8 januari 1959 heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers een Parlementaire Onderzoekscommissie ingesteld. De gewone wetgever van Belgisch-Congo dient ten spoedigste op te treden om de middelen nodig voor het vervullen van haar opdracht, ter beschikking van de Commissie te stellen. Derhalve moet de spoedprocedure worden aangewend.

Volgens het besluit van de voormelde Kamer beschikt de Commissie over de ruimste bevoegdheid van onderzoek in het raam van haar opdracht, zonder evenwel in de plaats te treden van de rechterlijke en administratieve overheid.

Ten dien einde kan zij ieder persoon waarvan zij het verschijnen noodzakelijk acht, oproepen.

Deze personen zullen vóór haar worden gedagvaard door een bij de post aangetekende brief of door een gewone bode.

De voorgestelde tekst sluit in dit opzicht aan bij de het Wetboek van strafvordering, inzonderheid bij de artikelen 64, 66 en 67.

Een zeer eenvoudige spoedprocedure moet immers worden ingevoerd om de personen waarvan het verhoor nuttig is voor de Commissie te kunnen doen verschijnen.

De Commissie maakt proces-verbaal van de getuignissen en maakt in voorkomend geval bij de rechtbanken de strafbare feiten aanhangig die het onderzoek aan het licht zou hebben gebracht.

Opdat de Commissie zich een juist begrip zou kunnen vormen van de gebeurtenissen waarvan sprake, moeten de getuigenissen in volle vrijheid worden afgelegd.

Elke daad van verleiding der getuigen of elke aanslag op hun persoon of op hun goederen gepleegd door degenen tegen wie zij getuigd hebben, zal vóór de rechter worden gebracht.

Hij die schuldig is aan verleiding van een getuige is strafbaar met de straffen gesteld in artikel 130 van het Strafwetboek, waarbij hij die zich schuldig maakt aan valse verklaringen voor het gerecht gestraft worden.

De gedagvaarde persoon die niet vóór de Commissie verschijnt, of weigert de eed af te leggen of getuigenis te geven, zal vóór de rechtbanken worden gebracht en kunnen veroordeeld worden tot de straffen gesteld in artikel 91 van het Wetboek van Strafvordering.

In het Congolese Wetboek komt geen bepaling voor die overeenstemt met artikel 275 van het Belgisch Strafwetboek waarbij smaad en geweld jegens Kamerleden wordt gestraft. De bepalingen van afdeling II, titel IV, van het Strafwetboek zullen derhalve hier van toepassing zijn. De leden van de Commissie worden hier gelijkgesteld met dragers van het openbaar gezag.

De Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

ANNEXE 3.

Liste des témoins entendus par la Commission.

	Date	N O M	Q U A L I T É	Domicile
1	15 janvier 1959	Bomans	Gouverneur de province	Léopoldville
2		Dumont	Procureur général	Léopoldville
3		Tordeur	Premier Bourgmestre	Léopoldville
4	16 janvier 1959	Callier	Premier adjoint du Premier Bourgmestre	Léopoldville
5		Duvivier	Administrateur assistant principal	Léopoldville
6		Loriaux	Commissaire en chef de police a.i.	Léopoldville
7		Bomboko	Gérant local Y.M.C.A.	Léopoldville
8	17 janvier 1959	Lafontaine	Procureur du Roi	Léopoldville
9		Hollants	Assistant Administrateur de Territoire principal	Léopoldville
10		Lumumba	Président Mouvement National Congolais	Léopoldville
11	19 janvier 1959	Ngoma	Bourgmestre de Bandalungwa	Bandalungwa
12		De Greef	Sous-commissaire de police	Léopoldville
13		Van Hecke	Bourgmestre de Léopoldville	Léopoldville
14		Janssens	Lieutenant général de la Force publique	Léopoldville
15		Gheysen	Colonel, commandant supérieur des Forces Métropolitaines en Afrique	Léopoldville
16	20 janvier 1959	Rotty	Commissaire de police	Léopoldville
17		Charlier	Colonel, Inspecteur général de la Police territoriale	Léopoldville
18	21 janvier 1959	Maertens	Colonel de la Force Publique	Léopoldville
19		Matterne	Colonel de la Force Publique	Léopoldville
20		Demotte	Substitut du Procureur du Roi	Léopoldville
21		Vandewalle	Colonel, Administrateur en chef de la Sûreté	Léopoldville
22		Dricot	Médecin en Chef	Léopoldville
23		Berger	Colon, ingénieur conseil	Léopoldville
24		Baron Herry	Colon industriel de l'Unicol de Léopoldville	Léopoldville
25		Poupaert	Président de l'Office des Cités Africaines	Léopoldville
26		Mgr Scalais	Délégué apostolique	Léopoldville
27		Malula	Abbé africain	Léopoldville
28	Pinzi	Bourgmestre (détenu)	Léopoldville	
29	De Pooter	Directeur général d'Utexéo	Léopoldville	
30	Bissot	Administrateur de Territoire (sectes politiques et religieuses)	Léopoldville	
31	Symoens	Préfet de l'Athénée, Président de l'A.F.A.C.	Léopoldville	
32	Ney	Directeur général de l'Enseignement	Léopoldville	
33	Matabisi	J.O.C.	Léopoldville	
	Floria			
34	Massinon	Y.M.C.A.	Léopoldville	
	Molenga			
35	22 janvier 1959	Kasavubu	Ex-Bourgmestre (détenu)	Dendale
36		Sergoyne	Substitut du Procureur du Roi	Léopoldville
37		Nzeza-Nlandu	Commerçant (détenu)	Léopoldville
38		Van den Broucke	F.G.T.B.	Léopoldville
	Adoula			
39	Bolomba	Rédacteur en chef de « La Voix du Congolais »	Léopoldville	
40	Loya	Abbé de la Mission de Notre-Dame du Congo	Léopoldville	
41	Verniers	Présidents des anciens combattants	Léopoldville	
	Lobaki			
42	Tumba + Délégation	Interfédérale ethnique	Léopoldville	
43	Vanalderwerelt	Syndicats libéraux	Léopoldville	
	Wassa			
44	Kandolo	A.P.I.C. (Association du personnel indigène du Congo Belge et du Ruanda-Urundi)	Léopoldville	
	Salumu			

Lijst van de door de Commissie gehoorde getuigen.

	Datum	N A A M	HOEDANIGHEID	Woonplaats	
1	15 januari 1959	Bomans	Provincie-gouverneur	Leopoldstad	
2		Dumont	Procureur-generaal	Leopoldstad	
3		Tordeur	Eerste Burgemeester	Leopoldstad	
4	16 januari 1959	Callier	Eerste adjunct van de Eerste Burgemeester	Leopoldstad	
5		Duvivier	Eerstaanwend Assistent-Beheerder	Leopoldstad	
6		Loriaux	Hoofdpolitiecommissaris a.i.	Leopoldstad	
7		Bomboko	Plaatselijke beheerder Y.M.C.A.	Leopoldstad	
8	17 januari 1959	Lafontaine	Procureur des Konings	Leopoldstad	
9		Hollants	Assistent Eerstaanwend gewestbeheerder	Leopoldstad	
10		Lumumba	Voorzitter van de Congolese Nationale Beweging	Leopoldstad	
11	19 januari 1959	Ngoma	Burgemeester van Bandalungwa	Bandalungwa	
12		De Greef	Onderpolitiecommissaris	Leopoldstad	
13		Van Hecke	Burgemeester te Leopoldstad	Leopoldstad	
14		Janssens	Luitenant-generaal van de Weermacht	Leopoldstad	
15		Gheysen	Kolonel, opperbevelhebber der Moederlandse Strijdkrachten in Afrika	Leopoldstad	
16	20 januari 1959	Rotty	Politiecommissaris	Leopoldstad	
17		Charlier	Kolonel, Inspecteur-generaal bij de Territoriale Politie	Leopoldstad	
18	21 januari 1959	Maertens	Kolonel bij de Weermacht	Leopoldstad	
19		Matterne	Kolonel bij de Weermacht	Leopoldstad	
20		Demotte	Substituut van de Procureur des Konings	Leopoldstad	
21		Vandewalle	Kolonel, Hoofdbeheerder van de Veiligheid	Leopoldstad	
22		Dricot	Hoofdgeneesheer	Leopoldstad	
23		Berger	Kolonist, technisch adviseur	Leopoldstad	
24		Baron Herry	Industriële kolonist bij de Unicol te Leo	Leopoldstad	
25		Poupaert	Voorzitter van de Dienst der Afrikaanse Wijken	Leopoldstad	
26		Mgr Scalais	Apostolisch afgevaardigde	Leopoldstad	
27		Malula	Afrikaans priester	Leopoldstad	
28	Pinzi	Burgemeester (gedetineerd)	Leopoldstad		
29	De Pooter	Directeur-generaal van Utexléo	Leopoldstad		
30	Bissot	Gewestbeheerder (politieke en godsdienstige sekten)	Leopoldstad		
31	Symoens	Prefect van het Athaeneum, Voorzitter van de A.P.A.C.	Leopoldstad		
32	Ney	Directeur-generaal van het Onderwijs	Leopoldstad		
33	Matabisi	K.A.J.	Leopoldstad		
34	Florin		Y.M.C.A.	Leopoldstad	
35	Massinon	Leopoldstad			
36	Molenga			Leopoldstad	
37	22 januari 1959	Kasavubu	Ex-Burgemeester (gedetineerd)	Dendale	
38		Sergoyne	Substituut	Leopoldstad	
39		Nzeza-Nlandu	Handelaar (gedetineerd)	Leopoldstad	
40		Van den Broucke	A.B.V.V. (Algemeen Belgisch Vakverbond)	Leopoldstad	
41	Bolomba	Adoula	Hoofddirecteur van « La Voix du Congolais »	Leopoldstad	
42		Loya			Abt van de Missie van Onze-Lieve-Vrouw van Congo
43	Verniers	Lobaki	Voorzitters van de oudstrijders	Leopoldstad	
44		Tumba + Afvaardiging			Ethnische interfederale groepering
45		Vanalderwerelt			
46	Wassa	A.P.I.C. (Vereniging van het inlands personeel van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi)			
47	Kandolo		Leopoldstad		
48	Salumu	Leopoldstad			

	Date	NOM	QUALITÉ	Domicile	
45	23 janvier 1959	Diomi	Bourgmestre (détenu)	Ngiri-Ngiri	
46		Nauwelaert	Ex-Gouverneur de la province de Léopoldville	Léopoldville.	
47		Paquet	Commissaire provincial	Léopoldville	
48		Mongali	Secrétaire communal	Dendale	
49		Bareau	Agent colonial	Léopoldville	
50		Ngalula	Journaliste	Léopoldville	
51		Idzumbuir	Attaché au Cabinet du Gouverneur général	Léopoldville	
52		Tshimbalanga	Secrétaire communal	Matete	
53		Klesse	Bourgmestre	Ndjili	
54		Ngimbi	Assistant médical	Kalamu	
55		Verhagen	Directeur (Fabrimetal)	Léopoldville	
56		Jeanty	Avocat	Léopoldville	
57		Dépi	Secrétaire provincial	Léopoldville	
58		Moerman	Chanoine, Directeur du bureau de l'enseignement catholique	Léopoldville	
59		24 janvier 1959	Mabiala	Photographe	Léopoldville
60			Sorel	Secrétaire général de société	Léopoldville
61			Van de Ghinste	Colon	Léopoldville
62			Lebas	Commissaire de police	Léopoldville
63	Hontoir		Commissaire de police	Léopoldville	
64	Folens		Commissaire de police	Léopoldville	
65	Hubert		Adjoint au Premier Bourgmestre	Léopoldville	
66	Canon		Bourgmestre de Saint-Jean	Léopoldville	
67	—		Délégation des bourgmestres africains (en activité)	Léopoldville	
68	Zeeuwts		C.S.C.C., Cadres	Léopoldville	
	Lonnoy				
69	Bruck	C.S.C.C. (Fédération des Syndicats Chrétiens Congolais de Léopoldville)	Léopoldville		
	N'kuli				
	Zangabie				
70	Lokont	Agent de l'hygiène de la Ville	Léopoldville		
71	26 janvier 1959	Hiroux	Agent administratif de la S.A.B.E.N.A.	Limete	
72		Lopes-Trindade	Commerçants portugais de Foncobel	Léopoldville	
		Marques Pinto			
		Braz			
		Diaz da Silva (accompagnés de leur consul général)			
73	12 février 1959	Werrebroeck	Colonei	Bruxelles	
74		Marlière	Major	Bruxelles	

	Datum	N A A M	HOEDANIGHEID	Woonplaats	
45	23 januari 1959	Diomi	Burgemeester (gedetineerd)	Ngiri-Ngiri	
46		Nauwelaert	Gewezen Gouverneur van de provincie Leopoldstad	Leopoldstad	
47		Paquet	Provinciecommissaris	Leopoldstad	
48		Mongali	Gemeentesecretaris	Dendale	
49		Bareau	Koloniaal agent	Leopoldstad	
50		Ngalula	Dagbladschrijver	Leopoldstad	
51		Idzumbuir	Kabinetsattaché van de Gouverneur-generaal	Leopoldstad	
52		Tshimbalanga	Gemeentesecretaris	Matete	
53		Kiesse	Burgemeester	Ndjili	
54		Ngimbi	Medisch assistent	Kalamu	
55		Verhagen	Directeur (Fabrimetal)	Leopoldstad	
56		Jeanty	Advocaat	Leopoldstad	
57		Dépi	Provinciesecretaris	Leopoldstad	
58		Moerman	Kanunnik, Directeur van het bureau van het katholiek onderwijs	Leopoldstad	
59	24 januari 1959	Mabiala	Fotograaf	Leopoldstad	
60		Sorel	Secretaris-generaal van een maatschappij	Leopoldstad	
61		Van de Ghinste	Kolonist	Leopoldstad	
62		Lebas	Politiecommissaris	Leopoldstad	
63		Hontoir	Politiecommissaris	Leopoldstad	
64		Folens	Politiecommissaris	Leopoldstad	
65		Hubert	Adjunct van de Eerste-Burgemeester	Leopoldstad	
66		Canon	Burgemeester van Sint-Jan	Leopoldstad	
67		—	Afvaardiging van de Afrikaanse burgemeesters (in functie)	Leopoldstad	
68		Zeeuwts	A.C.C.V., Kaders	Leopoldstad	
69		Lonnoy			
70		26 januari 1959	Bruck	A.C.C.V. (Algemeen Christelijk Congolees Vakverbond van Leopoldstad)	Leopoldstad
			N'kuli		
			Zangabie		
71	Hiroux	Bediende bij de stedelijke hygiëne-dienst	Leopoldstad		
72	Lopes-Trindade	Administratief bediende van de S.A.B.E.N.A.	Limete		
73	12 februari 1959	Marques Pinto	Portugese handelaars van Foncobel	Leopoldstad	
		Braz			
		Diaz da Silva (met hun consul-generaal)			
		Werrebroeck			
74		Marlière	Kolonel	Brussel	
			Majoor	Brussel	

ANNEXE 4.

Relevé dans les hôpitaux de Léopoldville des décédés
Staat, in de ziekenhuizen in Leopoldstad, van de personen die bij het

CONGOLAIS.

	Enfants — <i>Kinderen</i>	Femmes — <i>Vrouwen</i>	Hommes — <i>Mannen</i>	Total — <i>Totaal</i>
Blessés hospitalisés non décédés. — <i>Niet overleden gehospitaliseerde gewonden</i>	7	5	89	101
Blessés hospitalisés décédés. — <i>Overleden gehospitaliseerde gewonden</i>	5	—	7	12
Blessés légers non hospitalisés. — <i>Niet gehospitaliseerde lichtgewonden</i>	6	17	117	140
Décédés avant l'entrée à l'hôpital. — <i>Overleden vóór opneming in ziekenhuis.</i>	3	1	31	35
Totaux. — <i>Totalen</i>	21	23	244	288

EUROPÉENS.

	Enfants — <i>Kinderen</i>	Femmes — <i>Vrouwen</i>	Hommes — <i>Mannen</i>	Inconnus — <i>Onbekenden</i>
Blessées hospitalisés non décédés. — <i>Niet overleden gehospitaliseerde gewonden</i>	3	6	6	—
Blessés hospitalisés décédés. — <i>Overleden gehospitaliseerde gewonden</i>	—	—	—	—
Blessés légers non hospitalisés. — <i>Niet gehospitaliseerde lichtgewonden</i>	—	6	8	20
Décédés avant l'entrée à l'hôpital. — <i>Overleden vóór opneming in hospitaal.</i>	—	—	—	—
Totaux. — <i>Totalen</i>	3	12	14	20

(1) Le chiffre qui est donné par les services de l'Administration de Léopoldville est un chiffre sincère. Il est établi au moyen des constatations faites dans les hôpitaux d'une part, par le service chargé des inhumations d'autre part. Les bourgmestres congolais ont été chargés d'établir un relevé des disparus; celui-ci est arrivé à un chiffre inférieur à celui de l'Administration. On ne peut raisonnablement mettre les chiffres de l'Administration en doute.

BIJLAGE 4.

et des blessés des émeutes du 5 janvier 1959 (1).

oproer op 5 januari 1959 om het leven kwamen of gewond werden (1).

CONGOLEZEN.

Par arme à feu — Door vuurwapens						Par autre objet — Door ander voorwerp		
Total — Totaal	Siège principal — Voornaamste plaats van verwonding					Total — Totaal	Brûlures — Brandwonden	Contusions — Kneuzingen
	Tête — Hoofd	Thorax — Borstkas	Abdomen — Onderbuik	Membre inférieur — Onderledematen	Membre supérieur ou divers — Bovenledematen of diversen			
94	11	8	18	37	20	7	3	4
12	3	3	6	—	—	—	—	—
134	12	6	2	73	41	6	4	2
35	16	12	5	—	2	—	—	—
275	42	29	31	110	63	13	7	6

EUROPEANEN.

Total — Totaal	Traumatisme par arme à feu — Verwonding door vuurwapens	Traumatisme par autre sujet — Verwonding door ander voorwerp	Tête — Hoofd		Siège du traumatisme — Plaats van verwonding			
			Fracture crâne — Schedelbreuk	Blessure — Wonde	Thorax — Borstkas	Abdomen — Onderbuik	Membre inférieur — Onderledematen	Divers — Diversen
15	—	15	7	4	—	—	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—
34	—	34	—	13	—	—	—	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—
49	—	49	7	17	—	—	—	25

(1) Het cijfer dat afkomstig is van de diensten van het Bestuur te Leopoldstad is een waar cijfer. Het werd vastgesteld volgens de bevindingen in de ziekenhuizen, aan de ene kant, en door de dienst belast met de teraardebestellingen, aan de andere kant. De Congolese burgemeesters werden ermede belast een staat van de vermisten op te maken; deze komt tot een lager cijfer dan dit van het Bestuur. Men kan redelijkerwijs de cijfers van het Bestuur niet in twijfel trekken.

Relevé dans les hôpitaux de Léopoldville des décédés
Lijst van de in de ziekenhuizen te Leopoldstad opgenomen

	Européens — Europeanen	
	Clinique — Kliniek	Université — Universiteit
Nombre d'arrivés morts à l'hôpital. — <i>Dood in het ziekenhuis aangekomen</i>	—	—
Nombre de blessés décédés. — <i>Overleden gewonden</i>	—	—
Nombre total des décédés. — <i>Totaal overleden</i>	—	—
Nombre de blessés hospitalisés et non décédés. — <i>Niet overleden in het ziekenhuis opgenomen gewonden</i>	14	1
Nombre de blessés non hospitalisés. — <i>Niet in het ziekenhuis opgenomen gewonden</i>	34	—
Nombre total des blessés en vie. — <i>Totaal gewonden in leven</i>	48	1
	49	

et des blessés des émeutes du 5 janvier 1959.
doden en gewonden bij het oproer van 5 januari 1959.

Congolais — Congolezen							
Hôpital Léo/Est Ziekenhuis Leo/Oost	Université Universiteit	Hôpital Kintambo Kintambo- ziekenhuis	Clinique Kliniek	Camp militaire Militair kamp	Otraco	D ^r Manca	Total Totaal
29	1	5	—	—	—	—	35
10	1	1	—	—	—	—	12
39	2	6	—	—	—	—	47+2 = 49
68	30	2	1	—	—	—	101
77	15	21	—	2	22	3	140
145	45	23	1	2	22	3	241

290

ANNEXE 5.

FORCE PUBLIQUE.

Quels sont les pouvoirs de réquisition de la Force Publique par le Service Territorial et les droits de ce service à chacun des stades de la réquisition?

Il convient de noter d'abord que les effectifs de la Force Publique sont répartis en troupes en service territorial et en troupes campées.

Les premières sont mises à la disposition des autorités civiles pour assurer le maintien ou le rétablissement de l'ordre. Ce sont elles qui doivent intervenir les premières, les autres n'intervenant qu'en cas de nécessité caractérisée. Toutefois, les troupes campées peuvent participer au maintien préventif de l'ordre sur simple invitation des autorités civiles locales.

Le pouvoir général de réquisition et les limites de ce pouvoir sont fixés par les articles 8 et 9 du décret organique de la Force Publique du 10 mai 1919.

Le droit de réquisition de la Force Publique appartient à toute autorité territoriale jusques et y compris l'administrateur de territoire, anciennement appelé : administrateur territorial (1). Cette autorité peut retirer la réquisition à tout moment et ce retrait entraîne pour les chefs militaires l'obligation de mettre immédiatement fin à l'intervention de la troupe.

On distingue quatre stades différents d'intervention de la Force Publique :

- I. — La promenade militaire;
- II. — Le régime des opérations de police;
- III. — Le régime de l'occupation;
- IV. — Le régime des opérations militaires.

I. — La promenade militaire.

Cette promenade militaire n'a pas de statut légal, mais est réglée par la circulaire 081/5 du 14 mars 1958 qui a abrogé la circulaire n° 11/F.P. du 8 juin 1932.

En vertu de leurs instructions de service, les troupes en service territorial doivent exécuter mensuellement certains exercices et notamment des marches. Si l'état d'esprit des populations d'un endroit déterminé laisse à désirer, l'autorité territoriale recommande aux chefs militaires locaux d'effectuer leurs marches et exercices aux environs de cette population.

Il ne s'agit donc là que d'exercices parfaitement pacifiques, dont le but est de montrer la force pour n'avoir pas à s'en servir.

Il n'y a pas, à proprement parler, de « réquisition » en la matière.

II. — Le régime des opérations de police.

Le statut légal de ces opérations est réglé par le décret du Roi-Souverain du 3 juin 1906.

Il s'agit des mouvements de la Force Publique pour assurer, par des mesures préventives, le maintien de l'ordre.

Au cours des opérations de police, il ne peut être fait usage des armes, sauf en cas de légitime défense.

En vertu de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 25 octobre 1920, peuvent ordonner des opérations de police : le Gouverneur général, les vice-gouverneurs généraux (appelés depuis lors gouverneurs de province), les commissaires de district et les administrateurs territoriaux (appelés depuis lors administrateurs de territoire).

En vertu de l'article 9 du décret du 10 mai 1919, déjà cité, les autorités territoriales ne peuvent s'immiscer dans la conduite des opérations. Elles peuvent seulement retirer la réquisition avec obligation pour les chefs militaires de cesser immédiatement les opérations.

III. — Régime de l'occupation.

Ce régime est fixé par le décret du 31 juillet 1920.

Il consiste dans la présence, dans des endroits troublés par des guerres intestines, insoumission collective ou résistance passive, de l'administrateur de territoire ou de son délégué spécial, accompagné d'un détachement de la Force Publique.

L'occupation est ordonnée par le commissaire de district ou, en cas d'urgence, par l'administrateur de territoire, sous certaines réserves.

L'agent chargé de l'occupation peut, à tout moment, la faire cesser ou en réduire la zone d'application.

(1) En néerlandais la dénomination n'a pas été modifiée (gewestbeheerder).

BIJLAGE 5.

WEERMACHT.

In hoeverre is de Territoriale Dienst ertoe gemachtigd de Weermacht op te vorderen, en welke rechten heeft deze Dienst in iedere fase van de opvoeding?

Eerst en vooral dient te worden vermeld dat het effectief van de Weermacht is onderverdeeld in troepen in territoriale dienst en gekampeerde troepen.

De eerstgenoemde staan ter beschikking van de burgerlijke overheid om de orde te handhaven of te herstellen. Zij moeten in de eerste plaats optreden; op de andere wordt pas een beroep gedaan in kennelijke noodgevallen. Nochtans mogen de gekampeerde troepen, op eenvoudig verzoek van de plaatselijke burgerlijke overheid, worden ingezet voor preventieve operaties ter handhaving van de orde.

De algemene opvoedingsbevoegdheid, en de grenzen van die bevoegdheid, worden omschreven in de artikelen 8 en 9 van het decreet van 10 mei 1919 tot inrichting van de Weermacht.

Het recht tot opvoeding van de Weermacht berust bij iedere gewestelijke overheid, tot en met de gewestbeheerders. Deze overheid kan ook de opvoeding te allen tijde intrekken, en die intrekking houdt voor de militaire chefs de verplichting in aan de interventie van hun troepen onmiddellijk een eind te maken.

Het optreden van de Weermacht kan in vier stadia worden onderverdeeld :

- I. — De militaire rondgang;
- II. — De politieoperaties;
- III. — De bezetting;
- IV. — De militaire operaties.

I. — De militaire rondgang.

Deze militaire rondgang heeft geen wettelijke status, doch wordt geregeld door het aanschrijven 081/5 van 14 maart 1958, waarbij het aanschrijven n° 11/F.P. van 8 juni 1932 werd ingetrokken.

Volgens hun dienstonderichtingen moeten de troepen in territoriale dienst iedere maand bepaalde oefeningen en met name marsen uitvoeren. Wanneer de geestesgesteldheid van de bevolking van een bepaalde plaats te wensen overlaat, zet de territoriale overheid de lokale legerleiding ertoe aan hun marsen en oefeningen in de nabijheid van bedoelde bevolking te houden.

Het zijn dus slechts volkomen vredelievende oefeningen, die strekken tot machtsvertoon, opdat men er geen gebruik zou moeten van maken.

Er is hier eigenlijk geen sprake van « opvoeding ».

II. — De politieoperaties.

De wettelijke status van die operaties is geregeld bij het decreet van de Koning-Souverain van 3 juni 1906.

Het betreft hier bewegingen van de Weermacht om de orde te handhaven door middel van preventieve maatregelen.

Tijdens politieoperaties mag geen gebruik van wapens worden gemaakt, behalve in geval van wettige zelfverdediging.

Krachtens artikel 6 van het ministerieel besluit van 25 oktober 1920, kunnen politie-operaties worden bevolen door : de Gouverneur-generaal, de vice-gouverneur-generaal (sindsdien provinciegouverneurs geheten), de districtscommissarissen en de gewestbeheerders.

Volgens artikel 9 van het reeds hoger vermelde decreet van 10 mei 1919 mogen de territoriale autoriteiten zich niet inmengen in de leiding van de operaties. Zij mogen enkel de opvoeding intrekken en daaraan voor de militaire leiders de verplichting tot dadelijke stopzetting van de operaties verbinden.

III. — De bezetting.

Dit regime is geregeld bij het decreet van 31 juli 1920.

Het bestaat in de aanwezigheid van de gewestbeheerder of zijn bijzondere afgevaardigde, vergezeld van een detachement van de Weermacht, op plaatsen waar burgeroorlog, collectieve weerspanning of passief vezet heerst.

De bezetting wordt bevolen door de districtscommissaris of, in dringende gevallen, door de gewestbeheerder, onder bepaald voorbehoud.

De ambtenaar die met de bezetting is belast, kan er te allen tijde een einde aan maken of de zone, waarvoor zij geldt, beperken.

IV. — Le régime des opérations militaires.

Ce régime est également défini par le décret du Roi-Souverain du 3 juin 1906.

Aux termes de l'article 7 de ce décret, les opérations militaires sont les mouvements offensifs de la Force Publique contre les populations indigènes lorsque celles-ci se mettent en révolte ou en état d'insoumission ou d'hostilité collective caractérisé soit par des agressions ou autres attentats sur les personnes ou les propriétés, soit par l'opposition violente à l'exécution des lois.

C'est ce régime qui fut instauré à Léopoldville dans la soirée du 4 janvier 1959, après le régime des opérations de police instauré dans l'après-midi du même jour.

Aux termes de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 25 octobre 1920, déjà cité, peuvent ordonner une opération militaire : le Gouverneur général, les vice-gouverneurs généraux (gouverneurs de province) et les commissaires de district.

Toujours en vertu de l'article 9 du décret du 10 mai 1919, l'autorité civile ne peut s'immiscer dans la conduite des opérations, mais elle peut retirer sa réquisition avec obligation pour les chefs militaires de cesser immédiatement toute intervention.

En outre des quatre régimes décrits ci-dessus, il existe encore un autre régime, celui de l'état de siège qui est organisé par l'ordonnance législative 72/F.P. du 16 mai 1940.

Ce régime a seulement pour but et pour effet de transférer aux autorités militaires certains droits des autorités civiles, mais ne règle pas les modalités d'intervention de la Force Publique pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre.

En résumé, les différents stades d'intervention de la Force Publique sont les suivants :

- 1° *Opérations de police* qui peuvent être requises par l'administrateur de territoire et ses supérieurs hiérarchiques territoriaux;
- 2° *Occupation* qui peut être requise par le commissaire de district et, en certains cas et sous certaines réserves, par l'administrateur de territoire;
- 3° *Opérations militaires* qui peuvent être requises par le Gouverneur général, le gouverneur de la province ou le commissaire de district.

Une fois la réquisition faite, l'autorité territoriale ne peut s'immiscer dans la conduite des opérations, elle peut seulement en ordonner l'arrêt immédiat.

..

Effectifs : Sur un effectif global de 24 000 hommes quelque 5 000 gradés et soldats sont affectés aux missions « Gendarmerie ».

IV. — De militaire operaties.

Ook dit regime is omschreven bij het decreet van de Koning-Souverein van 3 juni 1906.

Volgens artikel 7 van dat decreet zijn de militaire operaties de offensiefbewegingen van de Weermacht tegen de inlandse bevolking, wanneer deze bevolking, hetzij door daden van agressie of andere aanslagen op personen of bezittingen, hetzij door gewelddadig verzet tegen de uitvoering van de wetten, in opstand komt of op kennelijke wijze uiting geeft aan haar weerspanning of collectieve vijandigheid.

Dit regime is het dat te Leopoldstad op 4 januari 1959 's avonds werd ingesteld na het regime van de politieoperaties, dat in de namiddag van dezelfde dag was toegepast.

Volgens het reeds geciteerde artikel 6 van het ministerieel besluit van 25 oktober 1920 kan een militaire operatie worden bevolen door: de Gouverneur-generaal, de vice-gouverneurs-generaal (provincie-gouverneurs) en de districtscommissarissen.

Steeds krachtens artikel 9 van het decreet van 10 mei 1919 mag de burgerlijke overheid zich niet inmengen in de leiding van de operaties, maar wel mag zij haar opvoeding intrekken en daaraan voor de militaire leiders de verplichting tot dadelijke stopzetting van gelijk welke actie verbinden.

Benevens de hoger beschreven vier regelingen bestaat er nog een andere regeling: de staat van beleg welke geregeld is bij de wetgevende ordonnantie 72/F.P. van 16 mei 1940.

Deze regeling heeft enkel ten doel en tot gevolg, bepaalde rechten van de burgerlijke aan de militaire autoriteiten over te dragen. Het regelt echter niet de modaliteiten van ingrijpen van de Weermacht voor het handhaven of het herstellen van de orde.

De verschillende stadia van ingrijpen van de Weermacht zijn, samengevat, de volgende :

- 1° *Politieoperaties*, die kunnen gevorderd worden door de gewest-beheerder en zijn hiërarchische gewestoversten;
- 2° *Bezetting*, die kan gevorderd worden door de districtscommissaris en, in sommige gevallen en onder bepaald voorbehoud, door de gewestbeheerder;
- 3° *Militaire operaties*, die kunnen worden gevorderd door de Gouverneur-generaal, de provincie-gouverneur of de districtscommissaris.

Heeft de opvoeding eenmaal plaats gehad, dan mag de gewest-overheid zich niet meer inmengen in de leiding van de operaties, maar kan zij enkel nog bevelen ze dadelijk stop te zetten.

..

Getalsterkte : Op een globale getalsterkte van 24 000 manschappen zijn zowat 5 000 gradueerden en soldaten toegevoegd aan de « Rijkswachttopdrachten ».

ANNEXE 6.

CONGO BELGE.

1^o Direction générale.

Direction des Statistiques.

**Note relative
aux enquêtes sur le chômage indigène.**

La présente note a pour but de résumer les conclusions qu'il est actuellement possible de tirer des principales enquêtes conduites dans le but de mesurer le chômage indigène.

Mais il importe d'abord de souligner les difficultés auxquelles on se heurte au Congo quand on s'efforce d'établir, avec une précision raisonnable, une statistique du chômage qui permette d'en apprécier le volume, l'évolution et la structure.

Par définition, n'est chômeur que l'individu qui correspond aux trois critères ci-dessous :

- a) l'intéressé est sans emploi;
- b) il est en quête d'un emploi;
- c) il est à même de prendre un emploi.

Le chômage peut en outre être complet ou partiel.

De tous temps, il y a eu au Congo des hommes réputés inactifs vivant de la solidarité de leurs frères de race.

Ces gens ne répondent pas à la définition du chômage parce que :

soit ils sont infirmes, malades ou trop vieux et de ce fait ne sont pas à même de prendre un emploi;

soit ils n'ont pas envie de travailler et de ce fait ils ne sont pas en quête d'un emploi;

soit ils ont un emploi mais se portent néanmoins comme demandeurs d'emploi auprès d'une bourse du travail parce que leur emploi actuel leur procure des ressources trop médiocres. Par exemple à Léopoldville des maçons, des charpentiers originaires de l'Equateur vivent de la pêche en attendant de retrouver du travail en qualité de maçon ou charpentier.

De nombreuses statistiques dites « de chômeurs » sont en fait des statistiques de demandeurs d'emploi et non de chômeurs.

Un journalier fournissant ses services pendant quelques jours dans une petite firme, quelques jours plus tard dans une autre et tombant périodiquement en chômage partiel sera toujours inscrit comme chômeur auprès des bourses du travail.

On comprendra, dans ces conditions, la fragilité du renseignement recueilli par un enquêteur qui, dans chaque cas, doit apprécier, à l'aide des réponses fournies par l'homme qu'il interroge, s'il s'agit d'un chômeur, d'un inactif ou d'un individu exerçant une activité lucrative quelconque.

Les réponses pourront d'ailleurs varier selon les circonstances dans lesquelles elles sont fournies.

Si l'intéressé, porteur d'une carte de travail, vit par exemple des produits de la pêche, il se déclarera chômeur à la Bourse du Travail dans l'espoir de retrouver un emploi en qualité de charpentier.

Si la même personne redoute des mesures d'expulsion envers les « sans emploi », elle déclarera à l'enquêteur, venu l'interroger sur ses activités professionnelles, qu'elle exerce un métier de travailleur indépendant, c'est-à-dire pêcheur.

Les éléments chiffrés actuellement recueillis doivent donc faire l'objet d'interprétations prudentes.

En dépit des difficultés, l'Administration s'est efforcée d'obtenir une description statistique du chômage.

L'Administration dispose de plusieurs sources d'information.

Ce sont :

1^o Les enquêtes démographiques entreprises dès 1955 par le Bureau de Démographie avec la collaboration du Service des Statistiques.

Parmi la foule de renseignements démographiques recueillis, certains concernent le chômage.

Les enquêtes sont menées selon les principes de l'échantillonnage probabiliste et sont conduites avec le maximum de précision scientifique qu'il est actuellement possible d'atteindre dans un pays comme le Congo Belge. Les renseignements sont recueillis case par case.

2^o Les enquêtes par voie d'appel des chômeurs.

Elles sont rapides mais les « sans emploi » s'en lassent vite et elles n'atteignent que la fraction des intéressés qui ont bien voulu répondre à l'appel.

BIJLAGE 6.

BELGISCH-CONGO.

4^o Algemene directie.

Directie van de Statistiek.

**Nota betreffende
de enquêtes over de werkloosheid der inlanders.**

Deze nota wil een samenvatting geven van de conclusies die thans al kunnen getrokken worden uit de enquêtes die werden ingesteld om de omvang van de werkloosheid bij de inlanders te bepalen.

Vooraf dient echter te worden gewezen op de moeilijkheden waaropen in Congo stuit, wanneer men tracht met redelijke nauwkeurigheid een statistiek van de werkloosheid op te maken die het mogelijk maakt de omvang, de evolutie en de structuur ervan te beoordelen.

Uiteraard is slechts diegene als werkloze te beschouwen die aan de volgende drie criteria beantwoordt :

- a) hij is zonder betrekking;
- b) hij zoekt een betrekking;
- c) hij is in staat een betrekking te aanvaarden.

Verder kan de werkloosheid volledig of gedeeltelijk zijn.

In Congo zijn er steeds mannen geweest die als werkloos doorgingen en in wier onderhoud werd voorzien door de solidariteit van hun rasgenoten.

Die lieden beantwoorden niet aan de bepaling van de werkloosheid, omdat zij :

of gebrekkig, ziek of te oud zijn en bijgevolg niet in staat om een betrekking te aanvaarden;

of geen lust hebben om te werken en derhalve geen betrekking zoeken;

of een betrekking hebben, doch zich niettemin als werkzoekenden bij een arbeidsbureau laten inschrijven, omdat hun huidige betrekking hun te geringe bestaansmiddelen verschaft. Zo zijn er in Leopoldstad metselaars en timmerlieden, afkomstig van de Evenaarsprovincie, die van de visvangst leven in afwachting dat zij opnieuw werk vinden als metselaar of timmerman.

Tal van zogenaamde « werkloosheids »-statistieken zijn in feite statistieken van werkzoekenden, en niet van werklozen.

Een dagloner die enkele dagen bij een kleine firma werkt, en enkele dagen later bij een andere, en die geregeld gedeeltelijk werkloos is, zal bij de arbeidsbureaus permanent als werkloze ingeschreven blijven.

Hieruit blijkt wel duidelijk hoe onbetrouwbaar de inlichtingen zijn, ingewonnen door een onderzoeker die, voor ieder geval, aan de hand van de antwoorden van de ondervraagde, zelf moet uitmaken of het een werkloze betreft, dan wel een ledigganger of iemand die enige winstgevende bedrijvigheid uitoefent.

De antwoorden kunnen trouwens variëren naar gelang van de omstandigheden waarin zij worden verstrekt.

Indien de betrokkene, houder van een arbeidskaart, b.v. leeft van de visvangst, zal hij zich bij het Arbeidsbureau als werkloze opgeven in de hoop opnieuw een betrekking als timmerman te krijgen.

Indien echter diezelfde persoon vreest voor uitzettingsmaatregelen ten aanzien van de « personen zonder betrekking », zal hij aan de onderzoeker, die hem over zijn beroepsactiviteit komt ondervragen, vertellen dat hij zijn brood verdient als zelfstandig arbeider, nl. als visser.

De thans verzamelde cijfergegevens moeten voorzichtig geïnterpreteerd worden.

In weerwil van de ondervonden moeilijkheden heeft het Bestuur getracht een statistische beschrijving van de werkloosheid te bekomen.

Het Bestuur beschikt over verscheidene informatiebronnen.

Te weten :

1^o De demografische enquêtes die van 1955 af door het Demografisch Bureau, met de medewerking van de Dienst voor de Statistiek werden ondernomen.

Onder de vele ingewonnen demografische inlichtingen hebben sommige betrekking op de werkloosheid.

De enquêtes worden gevoerd volgens de beginselen van de probabilistische steekproeven en met de grootst mogelijke nauwkeurigheid die men in een land zoals Belgisch-Congo kan bereiken. De inlichtingen worden hut voor hut ingewonnen.

2^o De enquêtes door oproeping van de werklozen.

Deze verlopen snel, doch de werklozen worden ze spoedig beu en zij bereiken slechts een fractie van de betrokkenen die gehoor hebben gegeven aan de oproep.

3° Les dépouillements des fichiers de chômeurs tenus par les bourses du travail. Leurs renseignements ne sont bons que dans la mesure où le fichier est bien tenu et où les employeurs et les travailleurs remplissent correctement les formalités relatives à l'embauche et au licenciement.

4° Les enquêtes de main-d'œuvre organisées par le Bureau de Démographie et le Service de la Statistique dans plusieurs centres depuis avril 1958. La méthode est identique à celle des enquêtes démographiques citées en premier lieu.

LE CHOMAGE A LÉOPOLDVILLE.

La dernière analyse, entreprise par la Direction des Statistiques, du contenu du fichier des chômeurs, tenu par la Bourse du Travail de l'administration de la ville de Léopoldville date du 1^{er} mai 1958.

Les résultats sont exposés ci-dessous.

Depuis lors, d'après le nombre de fiches en possession de la Bourse du Travail, le volume global du chômage à Léopoldville a évolué comme suit :

	Chômeurs
1 ^{er} mai 1958	13 173
1 ^{er} juin 1958	14 271
1 ^{er} juillet 1958	15 973
1 ^{er} août 1958	17 765
1 ^{er} septembre 1958	19 114
1 ^{er} octobre 1958	20 237
1 ^{er} novembre 1958	21 705
1 ^{er} décembre 1958	22 277
1 ^{er} janvier 1959	23 157.

D'autre part l'enquête démographique de mai 1956 comparée à l'enquête de main-d'œuvre de mai 1958 fait apparaître qu'entre ces deux époques le nombre de salariés est tombé de 90 279 à 74 848, soit une différence de 15 431 unités.

Recensement à la date du 1^{er} mai 1958 des chômeurs de la cité indigène de Léopoldville (Ndjili et Matete inclus).

CONCLUSIONS GÉNÉRALES.

Les conclusions principales que le recensement permet de dégager sont les suivantes :

1° Il y avait, au 1^{er} mai 1958, 13 173 chômeurs adultes recensés (+ de 18 ans); 1 homme adulte valide sur 8 était sans travail. Le 21 décembre 1956, 1 homme adulte valide sur 20 était en chômage.

En dix-sept mois le nombre de chômeurs recensés a été multiplié par 2,5.

2° 23,06 % des chômeurs appartiennent à l'industrie du bâtiment (maçons, menuisiers, charpentiers et peintres) contre 38,54 % en 1956.

3° Un chômeur sur 5 a plus de 10 ans d'ancienneté dans son métier. La proportion est à peu près, identique à celle qui fut trouvée en 1956.

4° 68,53 % des chômeurs sont sans travail depuis plus de trois mois, 47,53 % en 1956. Le chômage a donc augmenté non seulement en volume mais aussi en durée.

5° 61,82 % des chômeurs ont perdu leur emploi pour des motifs d'ordre conjoncturel contre 51,68 % en 1956.

Les pertes d'emploi pour raison de frictions dans les relations entre employeurs et main-d'œuvre sont tombées de 17,74 % en 1956 à 10,49 % en 1958.

La perspective de tomber en chômage rend la main-d'œuvre plus docile aux conditions imposées par les employeurs.

6° La répartition des chômeurs selon l'âge ne s'est guère modifiée en dix-sept mois.

7° 38,31 % des chômeurs n'ont jamais fréquenté une école contre 44,05 % en 1956. Le niveau scolaire des chômeurs semble donc avoir légèrement augmenté.

8° 33,16 % des chômeurs sont nés dans le district des Cataractes et 18,14 % à l'étranger contre 36,46 % et 17,27 % en 1956.

3° Het uitpluizen van de werklozensteekkaarten die door de arbeidsbureaus worden bijgehouden. Hun inlichtingen zijn slechts nuttig in zover de steekkaarten goed bijgehouden en in zover de werkgevers behoorlijk de formaliteiten betreffende aanwerving en ontslag in acht nemen.

4° De enquêtes betreffende de werkkrachten die sedert april 1958 in verscheidene centra door het Demografisch Bureau werden ingesteld. Daarbij wordt dezelfde methode toegepast als voor eerstgenoemde demografische enquêtes.

DE WERKLOOSHEID TE LEOPOLDSTAD.

De laatste analyse die door de Directie van de Statistiek werd ondernomen, van de inhoud van de steekkaarten betreffende de werklozen, bijgehouden voor de Werkbeurs van het Stadsbestuur van Leopoldstad, dagteekent van 1 mei 1958.

De uitslagen worden hierna uiteengezet.

Sedertdien is de globale omvang van de werkloosheid te Leopoldstad, volgens het aantal steekkaarten welke de Werkbeurs bezit, geëvolueerd als volgt :

	Werklozen
1 mei 1958	13 173
1 juni 1958	14 271
1 juli 1958	15 973
1 augustus 1958	17 765
1 september 1958	19 114
1 oktober 1958	20 237
1 november 1958	21 705
1 december 1958	22 277
1 januari 1959	23 157.

Anderzijds blijkt uit het demografisch onderzoek van mei 1956, vergeleken met het onderzoek aangaande de werkkrachten van mei 1958, dat het aantal loontrekkenden tussen deze twee tijdstippen van 90 279 tot op 74 848, is gedaald, d.i. een verschil van 15 431 eenheden.

Telling op 1 mei 1958 van de werklozen van de inlandse wijk te Leopoldstad (Ndjili en Matete inbegrepen).

ALGEMENE CONCLUSIES.

De algemene conclusies die uit de telling kunnen afgeleid worden luiden als volgt :

1° Op 1 mei 1958 waren er, 13 173 getelde volwassen werklozen (meer dan 18 jaar); 1 valide man op 8 was werkloos. Op 21 december 1956 was 1 valide volwassen man op 20 werkloos.

Op zeventien maanden tijds is het getal getelde werklozen vermenigvuldigd met 2,5.

2° 23,06 % van de werklozen behoren tot het bouwbedrijf (metsers, schrijnwerkers, timmerlieden en schilders) tegenover 38,54 % in 1956.

3° Een werkloze op 5 heeft meer dan tien jaar anciënniteit in zijn vak. De verhouding is nagenoeg dezelfde als die welke in 1956 werd geconstateerd.

4° 68,53 % van de werklozen zijn sedert meer dan drie maanden werkloos, tegen 47,53 % in 1956. De werkloosheid verhoogde bijgevolg niet alleen in omvang maar ook in duur.

5° 61,82 % van de werklozen hebben om redenen van conjuncturele aard hun betrekking verloren, tegen 51,68 % in 1956.

Het verlies van de betrekking wegens moeilijke betrekkingen tussen werkgevers en werknemers is van 17,74 % in 1956 gedaald tot 10,49 % in 1958.

Het vooruitzicht, werkloos te worden, heeft tot gevolg dat de arbeidskrachten gemakkelijker bereid worden gevonden om de door de werkgevers opgelegde voorwaarden aan te nemen.

6° De verdeling van de werklozen volgens leeftijd bleef gedurende zeventien maanden haast ongewijzigd.

7° Onder de werklozen hebben 38,13 % nooit schoolgelopen, tegenover 44,05 % in 1956. Het peil van het schoolbezoek bij de werklozen schijnt dus licht te zijn gestegen.

8° 33,16 % van de werklozen zijn geboren in het gebied van de Watervallen en 18,14 % in het buitenland, tegenover 36,46 % en 17,27 % in 1956.

La répartition des chômeurs selon leur origine n'a guère varié en dix-sept mois.

9° L'accroissement du chômage s'est plus porté vers les célibataires que vers les mariés. Alors qu'en 1956, 47,13 % des chômeurs sont célibataires, leur proportion monte à 54,85 % en 1958. Par contre celle des mariés sans enfants tombe de 11,93 % à 9,80 %; celle des pères de famille tombe également de 40,90 % en 1956 à 35,35 % en 1958.

I. — ORGANISATION DU RECENSEMENT.

En 1956, le recensement des chômeurs avait été organisé par voie d'appel.

Il est bien évident que la répétition des appels finit par lasser la population qui y répond de moins en moins et que les renseignements recueillis par cette méthode s'éloignent de plus en plus de la vérité.

Aussi, le 1^{er} mai 1958, il fut nécessaire de recourir à une méthode différente.

Depuis le début de l'année, un nouveau système de cartes de travail (appelées cartes vertes) fut mis en vigueur.

Tous les demandeurs d'emploi se sont trouvés dans l'obligation de solliciter l'octroi d'une carte verte.

En déduisant du nombre de cartes vertes délivrées les engagements enregistrés, on obtient le nombre de chômeurs.

Cependant, même par cette méthode, il y a tout lieu de croire que l'on arrive à un nombre de chômeurs sous-estimé.

En effet, beaucoup de chômeurs ne désirent pas se faire connaître même à la Bourse du Travail, car ils redoutent les mesures d'expulsion ou d'engagement pour des travaux qui leur déplaisent. Certains n'ont pas de permis de séjour régulier.

C'est pourquoi, après le dépouillement du fichier des cartes vertes de la Bourse du Travail, il fut procédé à l'aide des équipes d'enquêteurs du Bureau de Démographie, à un sondage probabiliste de toute la main-d'œuvre indigène. Les premiers résultats de celui-ci laissent supposer que *début mai 1958 le nombre de chômeurs était très voisin de 16 000 unités.*

La différence s'explique en grande partie par le fait que la Bourse du Travail ne délivre la carte verte qu'aux résidents permanents alors que le sondage porte sur toute la population, visiteurs ou irréguliers inclus.

Le présent rapport constitue une analyse des chiffres recueillis par voie d'appel en décembre 1956 et par dépouillement du fichier des cartes vertes en mai 1958.

Bien qu'il porte sur des chiffres inférieurs à la réalité, il permet de tirer quelques conclusions quant à la structure du chômage et à son évolution.

Les travaux relatifs à l'analyse du sondage probabiliste sont en cours et feront l'objet d'un rapport ultérieur.

II. — ANALYSE DES RÉSULTATS.

a) Total des chômeurs.

13 173 personnes adultes (+ de 18 ans) furent recensées comme demandeurs d'emploi au 1^{er} mai 1958. Cela représente 39,18 pour mille de la population de droit de la Cité indigène de Léopoldville.

En Belgique, de janvier à octobre 1957, la moyenne journalière du nombre de chômeurs complets et partiels représentait 12 pour mille de la population du Royaume.

Si l'on compare le nombre de chômeurs au nombre d'hommes adultes valides (106 054 au 31 décembre 1957) on constate que 1 homme adulte valide sur 8 est recensé comme demandeur d'emploi.

b) Répartition selon la profession.

La comparaison de la répartition des chômeurs selon les professions principales en décembre 1956 et en mai 1958, fait apparaître des variations très différentes selon les métiers exercés. Le tableau ci-dessous les résume.

In zeventien maanden tijds is de verdeling van de werklozen volgens hun plaats van herkomst heel weinig veranderd.

9° De werkloosheid is meer gestegen bij de vrijgezellen dan bij de gehuwden. Terwijl het percentage der ongehuwde werklozen in 1956 47,13 % bedraagt, loopt dat in 1958 op tot 54,85 %. Daarentegen daalt het percentage van de gehuwden zonder kinderen van 11,93 % tot 9,80 % en dat van de huisvaders van 40,90 % in 1956 tot 35,35 % in 1958.

I. — ORGANISATIE VAN DE TELLING.

In 1956 werd tot telling van de werklozen overgegaan door middel van oproeping.

Het spreekt echter vanzelf dat de bevolking die herhaalde oproeping beu wordt en er steeds minder gevolg aan geeft, zodat de inlichtingen, via deze methode ingewonnen, meer en meer van de werkelijkheid gaan afwijken.

Op 1 mei 1958 moest men dan ook tot een andere methode zijn toevlucht nemen.

Sedert het begin van het jaar was een nieuw systeem van arbeidskaarten (de zogenoemde groene kaarten) ingevoerd.

Alle werkzoekenden werden verplicht eerst en vooral een groene kaart aan te vragen.

Door het aantal afgegeven groene kaarten af te trekken van het aantal geregistreerde tewerkstellingen verkrijgt men het aantal werklozen.

Toch zijn er zelfs bij deze methode nog redenen om te denken dat het verkregen aantal werklozen te laag ligt.

Want heel wat werklozen wensen zich niet als dusdanig op te geven, zelfs niet bij het arbeidsbureau, want zij vrezen dat zij zullen worden uitgezet of verplicht een werk uit te voeren dat hun niet bevalt. Sommigen onder hen hebben geen regelmatige verblijfsvergunning.

Daarom werd, na bewerking van de bij het Arbeidsbureau voorhanden zijnde gegevens met betrekking tot de groene kaarten, een beroep gedaan op de enquête-ploegen van het demografisch bureau om op de basis van probabiliteitsrekening steekproeven te nemen onder de gehele inlandse arbeidersmassa. Uit de eerste resultaten van deze proeven valt af te leiden dat het aantal werklozen begin mei 1958 dicht in de buurt van 16 000 eenheden lag.

Het verschil is grotendeels hierdoor te verklaren, dat het Arbeidsbureau de groene kaart slechts afgeeft aan hen die permanent ter plaatse gevestigd zijn, terwijl de steekproeven betrekking hadden op de gehele bevolking, toevallige bezoekers en personen die hier onregelmatig verblijven inclus.

Dit rapport geeft een analyse van de cijfers die enerzijds in december 1956 door middel van een oproeping, en anderzijds in mei 1958 door bewerking van de gegevens met betrekking tot de groene kaarten werden verkregen.

Hoewel de hierin behandelde cijfers beneden de werkelijkheid liggen, kunnen er toch enkele conclusies uit getrokken worden ten aanzien van de structuur en de evolutie van de werkloosheid.

Aan de analyse van de probabiliteitssteekproeven wordt thans volop gewerkt; hierover zal in een later rapport worden gehandeld.

II. — ONTLEDING VAN DE RESULTATEN.

a) Totaal aantal werklozen.

Op 1 mei 1958 waren 13 173 volwassenen (meer dan 18 jaar oud) als werkzoekenden ingeschreven. Dit vertegenwoordigt 39,18 per duizend van de bevolking naar rechte van de Inlandse Wijk te Leopoldstad.

In België, van januari tot oktober 1957, vertegenwoordigde het dagelijks gemiddelde van het aantal volledig en gedeeltelijk werklozen, 12 per duizend van de bevolking van het Rijk.

Indien men het aantal werklozen vergelijkt met het aantal valide volwassen mannen (106 054 op 31 december 1957), dan stelt men vast dat 1 valide volwassen man op 8 als werkzoekende is ingeschreven.

b) Onderverdeling volgens de beroepen.

Een vergelijking van de onderverdeling der werklozen volgens de hoofdberoepen, in december 1956 en mei 1958, wijst op zeer aanzienlijke verschillen volgens de uitgeoefende beroepen. Men vindt daarvan een samenvatting in de hierna volgende tabel:

PROFESSIONS	Décembre 1956 December 1956	Mai 1958 Mei 1958	Indice de progression Stijgingscijfer	BEROEPEN
Manœuvres et apprentis	1 379	4 445	322,34	Handlangers en leerlingen.
Conducteurs de véhicules automobiles.	332	683	205,72	Bestuurders van autovoertulgen.
Ouvriers du bâtiment	2 051	3 038	148,12	Arbeiders uit het bouwbedrijf.
Mécaniciens	142	671	472,54	Mecaniciens.
Ouvriers de forge et ferrailleurs	91	220	241,76	Smeden en ijzerbewerkers.
Domestiques	307	1 349	439,41	Dienstboden.
Employés	353	1 329	376,49	Bedienden.
Soudeurs	72	127	176,38	Lassers.
Chaudronniers	41	85	207,32	Ketelmakers.
Plombiers	28	75	267,86	Loodgieters.
Electriciens	40	102	255,00	Elektriciens.
Agriculteurs	25	91	364,00	Landbouwers.
Tailleurs	35	337	962,29	Kleermakers.
Divers	425	631	148,47	Varia.
Total	5 321	13 173	247,57	Totaal.

Parmi les 4 445 manœuvres et apprentis, il y en a 501 du bâtiment. Il y a donc 3 539 chômeurs (3 038 + 501) qui appartiennent à l'industrie du bâtiment soit 26,87 % contre 45,59 % en 1956. Si les professions de l'industrie du bâtiment ont continué à être atteintes par le chômage, en dix-sept mois, leur importance relative a diminué.

Comparé à la situation de 1956, le chômage des ouvriers du bâtiment se présente comme suit :

Van de 4 445 handlangers en leerjongens zijn er 501 in het bouwbedrijf. In het bouwbedrijf zijn er dus 3 539 werklozen (3 038 + 501), dit is 26,87 % tegenover 45,59 % in 1956. Al bleef de werkloosheid woeden in de bouwbedrijfstakingen, toch is de betrekkelijke omvang ervan in zeventien maanden tijds afgenomen.

Vergeleken met de toestand in 1956, ziet de werkloosheid bij de bouwvakarbeiders er uit als volgt :

PROFESSIONS	Décembre 1956 December 1956	Mai 1958 Mei 1958	Indice de progression Stijgingscijfer	BEROEPEN
Charpentiers	540	870	161,11	Timmerlui.
Manœuvres charpentiers	49	67	136,73	Handlangers-timmerlui.
Menuisiers	320	590	159,06	Schrijnwerkers.
Manœuvres menuisiers	36	46	127,78	Handlangers-schrijnwerkers.
Maçons	1 076	1 251	116,26	Metselaars.
Manœuvres maçons	280	388	138,57	Handlangers-metselaars.
Peintres	125	408	326,40	Schilders.
Total	2 426	3 539	145,88	Totaal.

Alors que l'indice de progression générale du chômage atteint 247,57 celui des métiers du bâtiment n'atteint que 145,88 et varie dans des proportions très fortes selon les métiers.

En chiffres absolus, le nombre de maçons chômeurs n'a guère varié alors que celui des peintres est multiplié par 3,26.

En dehors des métiers du bâtiment, ceux qui enregistrent en dix-sept mois les accroissements de chômage les plus importants sont les suivants :

- les tailleurs dont le nombre de chômeurs est multiplié par 9,62;
- les employés dont le nombre de chômeurs est multiplié par 3,76;
- les domestiques chez qui il est multiplié par 4,39;
- les mécaniciens chez qui il est multiplié par 4,73.

c) Ancienneté dans la profession.

En 1956, comme en 1958 un peu plus de 1 chômeur sur 5 avait plus de dix ans d'ancienneté dans le métier.

Terwijl het algemene stijgingscijfer voor de werkloosheid 247,57 bereikt, komt het cijfer voor de bouwbedrijven maar tot 145,88 en wisselt het zeer sterk volgens de bedrijven.

In algemene cijfers bleef het aantal werkloze metselaars nagenoeg ongewijzigd, terwijl dat van de schilders 3,26 maal zo groot is geworden.

Buiten de bouwbedrijven is de werkloosheid in zeventien maanden tijd het sterkst toegenomen bij :

- de kleermakers, waarvan het aantal werklozen is vermenigvuldigd met 9,62;
- de bedienden, waarvan het aantal werklozen is vermenigvuldigd met 3,76;
- de dienstboden, waar het is vermenigvuldigd met 4,39;
- de mecaniciens waar het is vermenigvuldigd met 4,75.

c) Anciënniteit.

In 1956 zoals in 1958 had iets meer dan 1 werkloze op 5 meer dan tien jaar anciënniteit.

La répartition selon l'ancienneté lors des deux recensements se présente comme suit :

Bij de tellingen ziet de verdeling volgens de anciënniteit er uit als volgt :

Ancienneté dans la profession	Décembre 1956 December 1956		Mai 1958 Mei 1958		Anciënniteit
	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	
Indéterminés	31	0,58	523	3,97	Niet nader bepaald.
10 ans et plus	1 196	22,48	2 848	21,62	10 jaar en meer.
5 ans à moins de 10 ans	1 408	26,46	4 354	33,05	5 jaar tot minder dan 10 jaar.
1 an à moins de 5 ans	2 208	41,50	4 628	35,13	1 jaar tot minder dan 5 jaar.
Moins de 1 an	478	8,98	820	6,23	Minder dan 1 jaar.
Total	5 321	100,00	13 173	100,00	Totaal.

On constate un glissement de la tranche des moins de cinq ans vers les plus de cinq ans, c'est-à-dire que le chômage atteint des travailleurs de plus en plus expérimentés dans l'exercice de leur profession.

Men stelt vast dat zich een verschuiving heeft voorgedaan van de categorie van minder dan vijf jaar naar die van meer dan vijf jaar, d.w.z. dat de werkloosheid steeds meer ervaren arbeiders treft.

d) Durée du chômage.

Faute d'une statistique du nombre de journées chômées, on s'efforce de mesurer l'évolution de la durée du chômage en classant les sans travail selon la date de leur licenciement.

d) Werkloosheidsduur.

Bij gebrek aan een statistiek aangaande het aantal dagen werkloosheid, tracht men de evolutie van de werkloosheidsduur te meten door de werklozen in te delen naar gelang van de datum waarop zij werden ontslagen.

On obtient les résultats ci-dessous :

Men komt tot de volgende resultaten :

Durée de chômage	Décembre 1956 December 1956		Mai 1958 Mei 1958		Dur van de werkloosheid
	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	
Licenciés depuis un an et plus	483	9,08	2 905	22,05	Sedert een jaar en meer ontslagen.
Plus de 6 mois à moins de 1 an	752	13,76	2 490	18,90	Minder dan 6 maanden tot minder dan 1 jaar.
6 mois et moins	4 091	76,88	7 658	58,14	6 maanden en minder.
Indéterminés	15	0,28	120	0,91	Onbepaald.
Total.	5 321	100,00	13 173	100,00	Totaal.

L'augmentation du nombre de chômeurs licenciés depuis plus d'un an est particulièrement importante. Son indice de progression atteint

$$\frac{2\,905 \times 100}{483} = 601,44.$$

Ces 2 905 chômeurs exercent les métiers ci-dessous :

Manœuvres et apprentis	1 044
Conducteurs de véhicules	165
Mécaniciens	130
Charpentiers	239
Menuisiers	168
Peintres	112
Maçons	258
Tailleurs	59
Domestiques	175
Employés	306
Ouvriers de forge	45
Soudeurs	20
Chaudronniers	20
Divers	164
Total	2 905

Voréal het aantal werlozen die sedert meer dan een jaar ontslagen werden is aanzienlijk. Het indexcijfer van de stijging ervan bedraagt

$$\frac{2\,905 \times 100}{483} = 601,44.$$

Deze 2 905 werklozen oefenen de volgende beroepen uit :

Handlangers en leerlingen	1 044
Voertuigbestuurders	165
Mecaniciens	130
Timmerlieden	239
Schrijnwerkers	168
Schilders	112
Metselaars	258
Kleermakers	59
Dienstboden	175
Bedienden	306
Smeden	45
Lassers	20
Koperslagers	20
Varia	164
Total	2 905

Leur répartition par âge est la suivante :

Moins de 20 ans	68
20 à 24 ans	476
25 à 29 ans	674
30 à 34 ans	522
35 à 44 ans	712
45 à 54 ans	327
55 ans et plus	121
Indéterminés	5
	<hr/>
	2 905

Leurs charges de famille sont les suivantes :

Célibataires, veufs ou divorcés sans enfants à charge	1 557
Idem avec enfants à charge	34
Mariés sans enfants à charge	270
Idem avec 1 enfant à charge	272
Idem avec 2 enfants à charge	265
Idem avec 3 enfants à charge	209
Idem avec 4 enfants à charge	142
Idem avec 5 enfants à charge	72
Plus de 5 enfants à charge	81
Indéterminés	3
	<hr/>
	2 905

e) Motifs du chômage.

Comme en décembre 1956, les motifs de chômage sont classés selon quatre rubriques :

- 1° Structurel (fin de contrat, fin de chantier, mutation de l'employeur);
- 2° Conjoncturel (réduction des affaires, faillites de l'entreprise, saturation atteinte dans certains secteurs de l'économie);
- 3° Technologique (mécanisation du service, accidents de travail);
- 4° Résiduel (désertion, indiscipline, rendement insuffisant).

La répartition des sans-travail selon les motifs de licenciement est la suivante :

Hun onderverdeling volgens hun leeftijd luidt als volgt :

Minder dan 20 jaar	68
20 tot 24 jaar	476
25 tot 29 jaar	674
30 tot 34 jaar	522
35 tot 44 jaar	712
45 tot 54 jaar	327
55 jaar en meer	121
Niet nader bepaald	5
	<hr/>
	2 905

Hun gezinslasten zien er uit als volgt :

Ongehuwden, weduwnaars of uit de echt gescheiden mannen zonder kinderen ten laste	1 557
Idem met kinderen ten laste	34
Gehuwden zonder kinderen ten laste	270
Idem met 1 kind ten laste	272
Idem met 2 kinderen ten laste	265
Idem met 3 kinderen ten laste	209
Idem met 4 kinderen ten laste	142
Idem met 5 kinderen ten laste	72
Meer dan 5 kinderen ten laste	81
Niet nader bepaald	3
	<hr/>
	2 905

e) Redenen van de werkloosheid.

Zoals in december 1956 worden de redenen van werkloosheid ingedeeld in vier rubrieken :

- 1° Structurele (einde van overeenkomst, einde van werken, mutatie van de werkgever);
- 2° Conjoncturele (verslapping van het zakenleven, faillissement van het bedrijf, vermindering in bepaalde sectoren van het bedrijfsleven);
- 3° Technologische (mechanisatie van diensten, arbeidsongevallen);
- 4° Residuele (wéggaan, tuchteloosheid, onvoldoende rendement).

De onderverdeling van de werklozen ziet er, volgens de redenen van afanking, uit als volgt :

Motif du chômage	Décembre 1956 December 1956		Mai 1958 Mei 1958		Reden van de werkloosheid
	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	
Structurel	1 325	24,90	3 029	22,99	Structurele.
Conjoncturel	2 750	51,68	8 143	61,82	Conjoncturele.
Technologique	220	4,14	301	2,28	Technologische.
Résiduel	944	17,74	1 382	10,49	Residuele.
Indéterminé	82	1,54	318	2,42	Onbepaalde.
Total	<hr/> 5 321	<hr/> 100,00	<hr/> 13 173	<hr/> 100,00	Totaal.

On constate un accroissement très important du chômage conjoncturel. Par contre, la crainte d'être licencié est devenue tellement vive qu'en dépit de l'accroissement du chômage, les licenciements pour raisons de frictions dans les relations entre employeurs et salariés sont en diminution relative (10,49 % contre 17,74 %).

f) Age des chômeurs.

Moins de 20 ans	464
20 à 24 ans	2 541
25 à 29 ans	3 403
30 à 35 ans	2 424
35 à 39 ans	1 701
40 à 44 ans	1 175
45 à 49 ans	735
50 à 54 ans	337
55 à 59 ans	331
60 ans et plus	48
Indéterminés	14
	<hr/>
	13 173

f) Leeftijd van de werklozen.

Minder dan 20 jaar	464
20 tot 24 jaar	2 541
25 tot 29 jaar	3 403
30 tot 35 jaar	2 424
35 tot 39 jaar	1 701
40 tot 44 jaar	1 175
45 tot 49 jaar	735
50 tot 54 jaar	337
55 tot 59 jaar	331
60 jaar en meer	48
Niet nader bepaald	14
	<hr/>
	13 175

Si l'on compare le nombre de chômeurs classés par âges à la ventilation par âges de la population indigène masculine de Léopoldville, on obtient les éléments ci-dessous :

	Nombre d'hommes	Chômeurs	%
20 à 24 ans	23 759	2 541	10,69
25 à 29 ans	28 010	3 403	12,15
30 à 34 ans	17 168	2 424	14,12
35 à 44 ans	19 533	2 876	14,72
45 à 54 ans	10 201	1 072	10,51
55 ans et plus	3 831	379	9,89

Le chômage semble sévir particulièrement chez les hommes de 30 à 44 ans, mais les écarts entre les pourcentages ci-dessus sont relativement faibles.

On peut en conclure que l'âge est sans incidence sur le phénomène du chômage.

g) Etudes faites par les chômeurs.

La répartition des chômeurs, selon les études faites lors des deux recensements donne les résultats suivants :

Indien men het getal per leeftijd ingedeelde werklozen vergelekt met de schifting per leeftijd van de mannelijke inlandersbevolking van Leopoldstad, krijgt men onderstaande gegevens.

	Aantal mannen	Werklozen	%
20 tot 24 jaar . . .	23 759	2 541	10,69
25 tot 29 jaar . . .	28 010	3 403	12,15
30 tot 34 jaar . . .	17 168	2 424	14,12
35 tot 44 jaar . . .	19 533	2 876	14,72
45 tot 54 jaar . . .	10 201	1 072	10,51
55 jaar en meer . . .	3 831	379	9,89

De werkloosheid schijnt vooral te heersen onder de mannen van 30 tot 44 jaar, maar de verschillen tussen voormelde percentages zijn betrekkelijk gering.

Hieruit mag worden afgeleid dat de leeftijd geen invloed heeft op de werkloosheid.

g) Studies gedaan door de werklozen.

De onderverdeling van de werklozen naar gelang van hun studies luiden voor de twee tellingen als volgt :

Études faites	Décembre 1956 December 1956		Mai 1958 Mei 1958		Studies
	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	Chiffres absolus — Absolute cijfers	%	
Aucune étude	2 348	44,13	5 058	38,40	Geen studies.
Une ou plusieurs années d'études (enseignement général de régime congolais).	2 769	52,04	7 606	57,74	Een of meer jaren studie (algemeen vormend onderwijs van het Congo- lese regime).
Enseignement spécialisé	204	3,83	509	3,86	Gespecialiseerd onderwijs.
Total	5 321	100,00	13 173	100,00	Totaal.

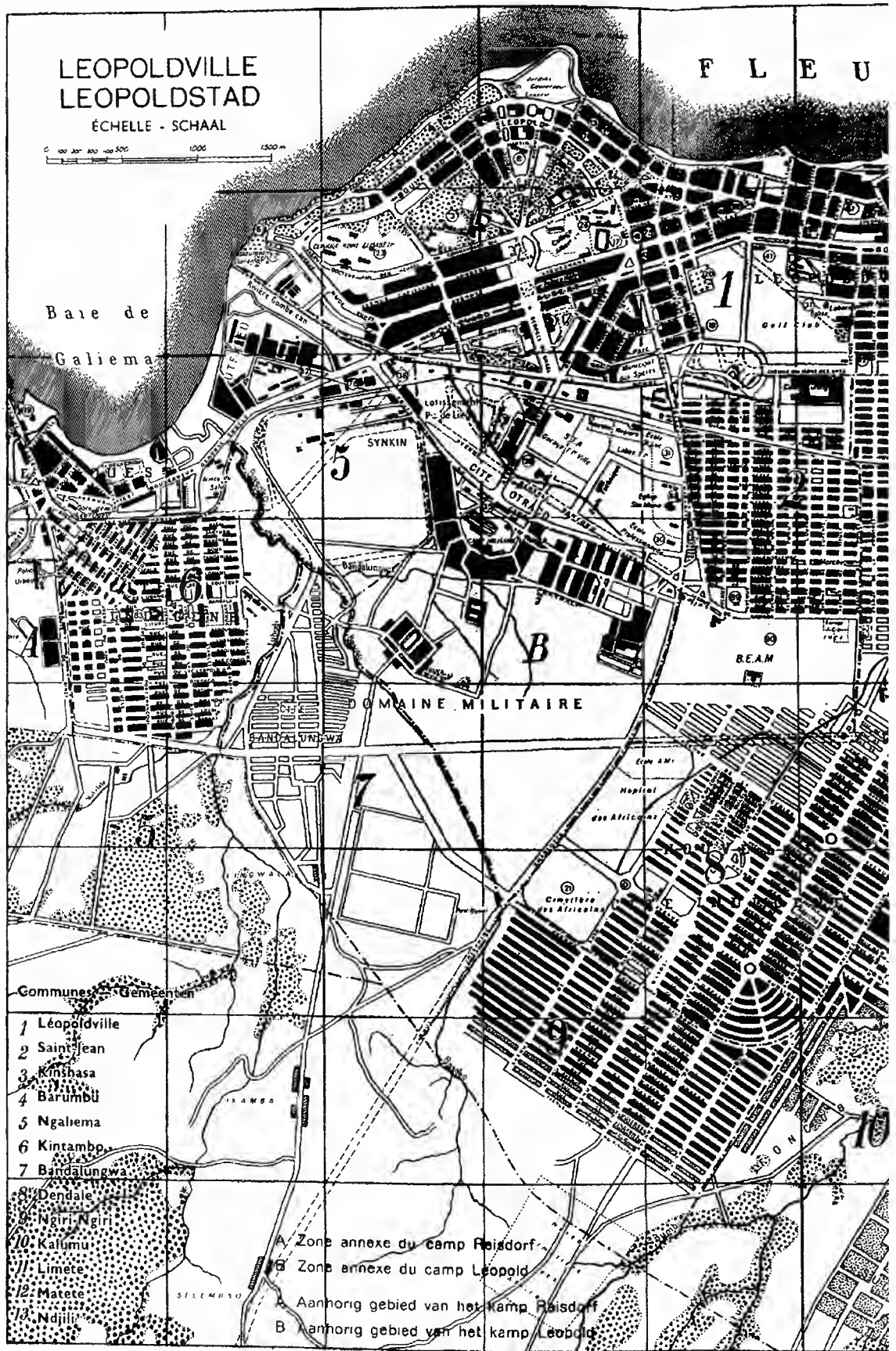
Parmi les 7 606 chômeurs qui ont poursuivi des études dans un établissement d'enseignement général de régime congolais, 1 115 soit 14,66 % ont accompli le cycle complet d'études primaires et 630 soit 8,28 % l'ont dépassé. En 1956 ces pourcentages étaient respectivement de 12,68 et 3,47.

Le niveau scolaire des chômeurs a donc augmenté en dix-sept mois.

Onder de 7 606 werklozen die studies hebben gedaan in een inrichting voor algemeen vormend onderwijs van het Congolese regime hebben 1 115, zegge 14,66 % de volledige cyclus van de lagere studies doorlopen, terwijl 630 of 8,28 % verder studeerden. In 1956 bedroegen deze percentages respectievelijk 12,68 en 3,47.

Het studieniveau van de werklozen is dus in zeventien maanden tijds gestegen.

1881



LEOPOLDVILLE
LEOPOLDSTAD

ÉCHELLE - SCHAAL



F L E U

Baie de
Galiema

Communes - Gemeenten

- 1 Léopoldville
- 2 Saint-Jean
- 3 Kinshasa
- 4 Barumbu
- 5 Ngaliema
- 6 Kintambo
- 7 Bandalungwa
- 8 Dendale
- 9 Ngiri-Ngiri
- 10 Kalumu
- 11 Limete
- 12 Matete
- 13 Ndjili

- A Zone annexe du camp Reisdorf
 - B Zone annexe du camp Leopold
- Aannorg gebied van het kamp Reisdorf
B Aannorg gebied van het kamp Leopold

**Chambre
des Représentants**

SESSION 1958-1959.

27 MARS 1959.

COMMISSION PARLEMENTAIRE

chargée de faire une enquête sur les événements
qui se sont produits à Léopoldville en janvier 1959.

RAPPORT A LA CHAMBRE.

ERRATUM.

A la page 31, sous le n° 6 :

LA PRESSE ET LA CARENCE DE L'INFORMATION.

1. A la 7^e ligne, au lieu de : « Inforcongo », il y a lieu de lire : *de l'information*.
2. A la 17^e ligne, au lieu de : à « Inforcongo », il y a lieu de lire : *au service de l'information*.
3. A la 41^e ligne, au lieu de : d' « Inforcongo », il y a lieu de lire : *de l'information*.

**Kamer
der Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1958-1959.

27 MAART 1959.

PARLEMENTAIRE COMMISSIE

die ermede belast is een onderzoek in te stellen
over de gebeurtenissen die in januari 1959 te
Leopoldstad hebben plaats gehad.

VERSLAG AAN DE KAMER.

ERRATUM.

Bladzijde 31, onder n° 6 :

DE PERS EN HET GEBREK AAN VOORLICHTING.

1. Op de 7^{de} regel, in plaats van : de dienst « Inforcongo », leze men : *een dienst van de voorlichting*.
2. Op de 19^{de} regel, in plaats van : « Inforcongo », leze men : *de dienst van de voorlichting*.
3. Op de 48^{ste} regel, in plaats van : « Inforcongo », leze men : *de voorlichting*.